Georges Anglade
(1990)

CARTES SUR TABLE

Volume I

ITINÉRAIRES & RACCOURCIS. Cinq ans de jalons : 1977-1981.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec

Courriel: mabergeron@videotron.ca

[Page web](#)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

Courriel : mailto : marcelle.bergeron@uqac.ca; mabergeron@videotron.ca

Georges ANGLADE

CARTES SUR TABLE.
Volume I. ITINÉRAIRES & RACCOURCIS, CINQ ANS
DE JALONS : 1977-1981.

Port-au-Prince, Haïti ; New York, USA ; Montréal, Québec :
coédition Éditions Henri Deschamps / Études et Recherches Critiques
d'Espace, 1990, ERCE et Georges Anglade, 199 pp (pp. 1-199).

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 12 octobre 2009 de diffuser toutes
ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : anglade.georges@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 26 juin 2011 à Chicoutimi, Ville
de Saguenay, Québec.

Georges Anglade
(1990)

Port-au-Prince, Haïti ; New York, USA ; Montréal, Québec : coédition Éditions Henri Deschamps / Études et Recherches Critiques d'Espace, 1990, ERCE et Georges Anglade, 199 pp (pp. 1-199).

[3]

Remerciements

Pendant la période du 7 février 1986 à nos jours nous avons pu passer, en huit voyages, le tiers du temps sur le terrain de la Capitale et des Provinces en Haïti ; aussi nous remercions le CRESH, Conseil de Recherches en Sciences Humaines du Canada, pour son financement de nos recherches fondamentales alors que le PNUD, Programme des Nations Unies pour le Développement, finançait par deux fois nos recherches appliquées par le programme Tokten en 1988, et à travers l'Agence CNUEH-Habitat, Centre des Nations Unies pour les Établissements Humains, en 1989, tandis que la CEE, Communauté Économique Européenne, par l'entremise de la Broederlijk Delen contribuait à une recherche impliquée. Dans ces cadres de travail, le ministère des Affaires Sociales qui nous a accueilli six mois à titre de Consultant en 1988 et le ministère du Plan qui nous a agréé trois mois à titre de Conseiller spécial en 1989, nous ont permis de camper nos observations au carrefour du politique et du scientifique. Essentiel. Notre Département de Géographie ainsi que l'UQAM, Université du Québec à Montréal, ne nous ont pas ménagé leur aide habituelle sous forme de subventions, de dégrèvement d'enseignement et de modulation de tâches. Hors tous les moyens que permettaient de mobiliser ces supports, nous n'aurions pas organisé au long de cette période ces quelque quinze mois intensifs de terrain pour courir en randonnées, effectuer les relevés, passer les enquêtes et recueillir les entrevues qui sont les accumulations récentes au fondement de nos avancées dans cette publication du coffret CARTES SUR TABLE en trois volumes. À toutes celles et à tous ceux avec qui nous avons ainsi collaboré d'une manière ou d'une autre, sous une forme ou sous une autre, UN GRAND MERCI.

Des trois centaines de publications principales, dûment répertoriées, pour cette transition haïtienne de quatre ans, trois d'entre elles ont été pour nous des livres beaucoup relus : c'est *L'autre moitié du développement* de Mireille Neptune qui au bout d'une longue maturation nous a laissé ce texte d'incontestable rupture. Elle saura reconnaître son influence déterminante dans la "Quatrième donne : La Vigie" ; c'est Roger Dorsinville dont *Les accords perdus* font le bilan à hauteur d'homme d'un demi-siècle à tous les carrefours pour que ne meure de politiques ce pays qui mérite définitivement mieux ; c'est Philippe Rouzier qui *En deux ans comme en deux siècles* a le plus haut annoncé la nécessaire construction d'un nouveau paradigme dont il n'a cessé de piocher les fondations, sans complaisances et sans concessions.

Dans cette période de réinsertion au pays natal au service des affaires publiques, le monde en charge du territoire, Plan, Aménagement, Urbanisme, Agriculture.... des dirigeants aux consultants, des antennes provinciales aux services centralisés, de la cartographie aux statistiques, des moins politiques aux plus scientifiques, ou inversement.... nous a fait un accueil à donner l'impression que notre place avait toujours été là, vacante, à nous attendre. Pour cette chaude impression, merci à tous et à chacun en particulier.

[4]

LES NEUF TITRES EN LIBRARIE

QUI SONT LES OBJETS DU DOSSIER DES JALONS (VOLUME I /1977-1981), DU DOSSIER DE PRESSE (VOLUME II /1974-1988) ET DU DOSSIER D'UNE QUÊTE (VOLUME III /1983-1987) DE CE COFFRET.

– L'ESPACE HAITIEN (1974)

Les Presses de l'Université du Québec, Premier Éditeur
X + 222 pages, illustrations, 6^e édition 1989
ISBN 0-7770-0115-2

– LA GEOGRAPHIE ET SON ENSEIGNEMENT (1976)

Lettre ouverte aux professeurs de l'enseignement secondaire
Les Presses de l'Université du Québec
XIII + 66 pages, tableaux
ISBN 0-7770-0163-2

– MON PAYS D'HAITI (1977)

Les Presses de l'Université du Québec, Premier Éditeur
XIII + 112 pages, illustrations, 5^e édition 1988
ISBN 0-7770-0197-7

– Disque : PAROLES DE GÉOGRAPHE (1978)

Production Radio Canada International
disque long-jeu, 33 tours, 1 heure, no F. 75. Réalisation O. Diopp
« Pédagogie et civilisation » au Festival des Arts et de la Culture Nègres
Lagos, Nigéria 1977

– Murale pédagogique (1978)

SE PEYI PA NOU, FOK SE GEOGRAFI LI NOU PI KONNIN
Les Presses de l'Université du Québec
Murale en quadrichromie 1/600.000^e, 21 x 28 pouces

– ESPACE ET LIBERTÉ EN HAITI (1982a)

ERCE et Centre de Recherches Caraïbes, Université de Montréal
Reader de 17 interventions de 1977 à 1981
144 pages, tableaux
ISBN 2-920418-01-7

– **HISPANIOLA (1982b)**

En collaboration avec R.E. Yunén et D. Audette

ERCE et Universidad catolica Madre y Maestra, Santiago, R.D.

Murale en quadrichromie 1m x 1.40m

ISBN 2-920418-02-7

– **ATLAS CRITIQUE D'HAITI (1982c)**

ERCE et Centre de Recherches Caraïbes, Université de Montréal

80 pages de format 10 x 13 pouces, 18 cartes en quadrichromie

ISBN 2-920418-00-9

- **ÉLOGE DE LA PAUVRETE (1983)**

/ OCHAN POU MALERE - Éditions ERCE, Montréal

Discours de circonstance / Prix international 1983 *Atlas et Cartes*

The International Association of printing House Craftsmen

ISBN 2-920418-04-1

63 pages de format 12 x 17mm.

[5]

L'OUVRAGE EN COFFRET DE TROIS VOLUMES :

INTRODUCTION GÉNÉRALE,
CARTES SUR TABLE : le Moment 1990

Première donne : L'ÉTAT DES LIEUX	9 à 19
– Portée de l'ouverture du 7 février 1986	
– Les risques d'une transition prolongée	
– Blocages et déblocages de la situation	
Deuxième donne : LE NOUVEAU CHAMP DE SIGNES	20 à 28
– La centralité en crise : La NRU	
– La marginalisation au centre : Le NEC	
– Les nouvelles composantes de l'espace	
Troisième donne : LE PAYS DES BOURGS-JARDINS	28 à 35
– Le mot et la chose	
– Genèse et dynamique	
– Utilité et applications	
Post-scriptum : La nouvelle donne du monde en 1990	35

– VOLUME I ITINÉRAIRES & RACCOURCIS	1-200
Cinq ans de jalons : 1977-1981	
– <i>Listes, tables et index du volume I</i>	(194-199)
– VOLUME II CONVERGENCES & DIVERGENCES	201-400
Réponse à 15 ans de commentaires : 1974-1988	
– <i>Listes, tables et index du volume II</i>	(392-399)
– VOLUME III JONCTIONS & CARREFOURS	401-600
Cinq ans d'une quête : 1983-1987	
– <i>Listes, tables et index du volume III</i>	(580-585)

CONCLUSION GÉNÉRALE, CARTES SUR TABLE : l'horizon 2000

Quatrième donne : LA VIGIE	553-561
– Un tableau de bord : la situation féminine	
– Une jauge de projets : le rattrapage par genre	
– Un cadran des suivis : intégration du féminin	
Cinquième donne : LE TIMON	562-570
– Un levier : le territorial	
– Une dynamique : l'emboîtement	
– Un opérateur : la fonction publique	
Sixième donne : LE RACCOURCI	570-579
– Une stratégie globale de production	
– Une perspective particulière de consommation	
– Une intervention spécifique de participation	
Post-scriptum : La décennie des Premiers Ministres	579
INDEX GÉNÉRAUX DU COFFRET DES TROIS VOLUMES	586-599

[7]

SOMMAIRE DU VOLUME I

[Retour à la table des matières commentée](#)

[CARTES SUR TABLE : Le moment 1990](#)

[Première donne : L'état des lieux](#)

[Deuxième donne : Le nouveau champ de signes](#)

[Troisième donne : Le pays des Bourgs-jardins](#)

[PERSPECTIVE](#)

Prendre raccourci

[CHAPITRE 1](#)

Le déclin et l'espoir

[CHAPITRE 2](#)

Les poissons d'avril

[CHAPITRE 3](#)

La raison d'espace

[CHAPITRE 4](#)

Le pays profond

[CHAPITRE 5](#)

Le risque et la chance

[CHAPITRE 6](#)

Paroles de géographe

[CHAPITRE 7](#)

Kreyól pale kreyól konprann

[CHAPITRE 8](#)

Chronique d'outre-misère

[CHAPITRE 9](#)

Un espace à inventer

[CHAPITRE 10](#)

Centralisation sauvage et région

[PROSPECTIVE I](#)

Espace et liberté (1982)

[PROSPECTIVE II](#)

La relance des régions (1990)

[LISTES, TABLES ET INDEX DU VOLUME I](#)

[p. 195]

LISTES DES TEXTES ET DES ILLUSTRATIONS

illustrations

Les 5 cartes sont tirées de l'Atlas critique d'Haïti et de la murale *Hispaniola*

Les 5 tableaux sont compilés à partir des recensements de 1950 1971 1982

Les 5 graphiques traitent des formes et des structures d'espace

Les 20 photos sont de l'été 1988

- P. 8 [Vagues et reflets, pour accompagner Melle Jehanne D., 1 photo](#)
- P. 10 [L'insécurité : porte à douze cadenas à Pilate, 1 photo](#)
- p. 20 [Photo-montage de Miragoâne, nouveau port ouvert, 3 photos](#)
- p. 36 [Arbres rescapés des déboisements politiques de frontières, 1 photo](#)
- p. 42 [Bidonvilles des berges au Cap-Haïtien, 1 photo](#)
- P. 58 [Terrasses vides à la morte saison, 1 photo](#)
- p. 74 [La maison rurale courante en bordure des chemins, 1 photo](#)
- p. 86 [La grande Avenue de la liberté conduisant à Port-salut, 1 photo](#)
- p. 92 [Graphique d'articulation de l'espace par la circulation marchande](#)
- p. 93 [Tableau de structuration de la circulation des biens et produits](#)
- P. 99 [Tableau d'évolution des prix des produits entre 1970 et 1974](#)
- p. 105 [Graphique d'articulation des formes en géographie](#)
- P. 108 [Amarres et voilures des bâtiments, 1 photo](#)
- p. 115 [Graphiques de schématisation des trois structures spatiales](#)
- p. 120 [Graphiques des trois structures dominantes d'espace](#)
- p. 121 [Carte de la diaspora tirée d'un encadré de la murale Hispaniola](#)
- p. 122 [La frontière entre Pilate et Gros-Morne, 1 photo](#)
- p. 130 [Le fleuve Artibonite vu du fort de la Crête-à-Pierrot, 1 photo](#)
- p. 134 [Tableau des exploitations agricoles au recensement de 1971](#)
- p. 135 [Tableau de l'évolution des exploitations entre 1950 et 1971](#)
- p. 135 [Tableau d'évaluation des paysans sans terre, recensement de 1971](#)

-
- p. 143 [Carte de l'espace créole, tirée d'une planche de l'Atlas critique](#)
- p. 144 [Groupe d'enfants à Zanglais](#), 1 photo
- p. 160 [L'école d'Abacou construite par la communauté](#), 1 photo
- p. 170 [Le palais de Sans-Souci, Milot](#), 1 photo
- p. 170 [Le dôme de l'église de Sans-Souci](#), Milot, 1 photo
- p. 171 [La citadelle du Roi Henry](#), 1 photo
- p. 171 [Palais de la Petite-Rivière-de-l'Artibonite](#), 1 photo
- p. 172 [Le marché de Jacmel à bout et au bout de 70 ans de centralisation](#)
- p. 177 [Carte de l'espace morcelé tirée de l'Atlas critique d'Haïti](#)
- P. 180 [Carte de l'espace régionalisé tirée de l'Atlas critique d'Haïti](#)
- p. 182 [Carte de l'espace centralisé tirée de l'Atlas critique d'Haïti](#)
- p. 186 [Graphique des formes et des structures d'espace](#)

[p. 196]

TABLE COMMENTÉE DES MATIÈRES DU VOLUME I

commentaires

[Retour au sommaire](#)

Le VOLUME I : ITINÉRAIRES & RACCOURCIS

Ce volume est à 60% une réédition de *Espace et liberté en Haïti* (1982), augmentée de 40% de pages nouvelles. Alors que la première édition témoignait du cheminement menant à la découverte d'un ordonnancement (que nous souhaitions avec l'*Atlas* voir devenir le nouveau paradigme) de la relation Temps/Espace/Société : *LES STRUCTURES DOMINANTES D'ESPACE*, cette version de 1990 connote une toute autre signification : elle éclaire la décennie du passage de la CENTRALISATION SAUVAGE à la CENTRALISATION PAR EMBOÎTEMENT, la quatrième figure dominante d'espace qui cherche à se consolider actuellement.

[CARTES SUR TABLE : Le moment 1990](#)

Introduction générale des trois volumes du coffret sous le titre de « CARTES SUR TABLE : LE MOMENT 1990 ». Le texte de 25 pages est subdivisé en trois parties sensiblement égales : L'état des lieux, Le nouveau champ de signes et Le pays des Bourgs-jardins qui sont à trois échelles distinctes, trois des perspectives capables de rendre compte de ce moment qui ouvre par l'année 1990 à la décennie d'avant l'an 2000, tout en offrant une grille de lecture aux 85 textes qui constituent le corpus de ce coffret. En page huit, la dédicace de l'ouvrage à M^{lle} Jeanne Durocher, pour toutes nos institutrices, et pour sa traversée.

[PERSPECTIVE :](#) Prendre raccourci

Introduction de la première édition de 1982 de *Espace et liberté en Haïti*. Nous avons conservé intégralement la version originale de l'ouvrage de la page 36 à la page 171. Sept ans après, ce texte d'introduction garde son actualité jusque dans les paragraphes incriminés qui valurent à l'ouvrage d'attendre trois ans la fin de la dictature pour être enfin vendu librement en librairies au pays où l'édition s'épuisa immédiatement (1986). D'où cette réédition du reader après 4 ans de rupture de stock, et de là, ce projet du coffret de 3 volumes, etc.

CHAPITRE 1 :

Le déclin et l'espoir

Publication par les Cahiers du CECI, Centre d'Études et de Coopération International, en mai 1981, d'une entrevue recueillie par Ernst Verdieu. C'est une fresque encore à jour qui prend en diagonale nos histoires sur cinq siècles pour y rechercher les principes sur lesquels fonder une rupture ; ce qui lui valut d'ouvrir la publication de 1982. À le relire, l'impression est que maintenant on dispose, en plus, de propositions plus précises, d'outils plus opératoires, d'un cadre théorique plus affermi et d'une nouvelle conjoncture. S'il n'est pas trop tard !

CHAPITRE 2 :

Les poissons d'avril

C'est le point sur la situation politique, économique et sociale en Haïti en entrevue avec Yvon Leblanc de *Radio Canada* dans l'émission de prestige *Aux VINGT HEURES* le lundi 3 avril 1978. C'est le début de la dite « période de libéralisation » du Jean-claudisme qui se terminera brutalement le 28 novembre 1980, mois de l'accession de Ronald Reagan à la présidence. Actuel, comme la remarque introductive « Que bourgeoise avril ou que gèle décembre, le *pays profond* est en morte-saison » ; preuve que rien n'a vraiment beaucoup changé au pays d'Haïti.

[p. 197]

CHAPITRE 3 :

La raison d'espace

Conférence donnée le jeudi 23 octobre 1980 sur le renouveau des fondements de la géographie qui était en train de muer en une discipline nouvelle du social. Cette présentation de l'étude du cas haïtien au Collège Glendon à York University de Toronto, opposait depuis lors aux rêves d'un *Grand soir* le dur réveil qu'allaient être les *Petits marins* d'un pays vidé et fragile. Si l'on doute que ce soit le vrai *Grand soir* qui nous est arrivé en février 1986 ou en mars 1990, ou qui nous arrivera aux prochaines comices, l'on est par contre certain de n'avoir toujours pas pris le chemin des *Petits malins* débordés de la Relance. Pas encore.

CHAPITRE 4 :

Le pays profond

Texte qui tente de dépasser la seule mécanique de la commercialisation en Haïti pour aller vers sa signification dans l'architecture sociale et spatiale du pays. Il pointe les bases objectives des conflits entre une lecture native et celle des expatriés de passage ; deux courants d'analyses dont l'un a beaucoup profité de la dictature pour essayer de disqualifier l'autre massivement en exil. À partir de février 1986, nouvelle donne. C'est un bilan théorisé encore capable d'inciter aux débordements de la sphère de la circulation. Mais, les relectures provoquées par

l'irruption, avec Mireille Neptune, du genre féminin dans ces analyses obligent à tout repositionner, surtout dans ce champ aux nombreuses agentes...

CHAPITRE 5 :

Le risque et la chance

Textes de 1978 sur la pratique de la géographie en pays sous-développés : d'abord la colère face à la curée et à l'horodotage en terres exotiques et ensuite la joie d'accéder aux fondements théoriques sur lesquels nous allons nous appuyer pour les dix, vingt, trente prochaines années. Cette communication est un vrai tournant vers le primat théorique. C'est l'annonce de l'*Atlas critique d'Haïti* pour bientôt, son cadre de cohérence étant trouvé ; en conformité à ce que devenait la géographie nouvelle dans la dernière phase de sa crise de réorientation.

CHAPITRE 6 :

Paroles de géographe

Extraits du disque long-jeu fait par Radio Canada International à partir d'une entrevue conduite par Ousseynou Diop sur le thème du FESTAC 1977, Festival des Arts et de la Culture Négro-Africains. Ce sont les manuels *L'espace haïtien* et *Mon pays d'Haïti* ainsi que le guide du maître *La géographie et son enseignement* en confrontation au colloque CIVILISATION ET PÉDAGOGIE, tout un mois de janvier à Lagos, au Nigéria, dans un immense village nommé Ogun Badagri. Pas moins que cela !

Dès que la théorie et la pratique de ce nouvel espace haïtien des années 1990 seront maîtrisées, il sera alors venu le temps de produire à nouveau une toute nouvelle série d'outils pédagogiques sur notre géographie, dont les multiples et diverses implantations de diaspora, ce dixième département... Notre *Galata*.

CHAPITRE 7 :

Kreyól pale kreyól konprann

Se 2 atik en kreyol ke nou te fè sou kestyon agrikilti nan peyi a, pou byen montre ke la sians te kapab bay, sa lap bay la, nan lang pép la. Jouk jourien jodi a, se yon gwo pawol ki pa janm ko bay an franse konsa (Fok yo ta tradui-l !). Kat ki nan paj 143-a, kat espas kreyól la, daprèm, se pi bèl kout kreyon mwen janm fè depi map fè kat... Fok yon moun ta gade kat la lè lap li tout 50 paj "Cartes sur [p. 198] table"-yo ki nan douvan ak dèyè liv-la... Tou sa ki di lan tex-la, te nan kat saa depi dizan ; men, nou pat ka wè-li, nou pat ka di-li e yo te derefize pawòl-saa. Komkwa kat se zouti pou pran oserie, paske li pa la pou bèbèl. Men yon eksamp kote li te pran devan ban-n lan !

CHAPITRE 8 :

Chronique d'outre-misère

Ce chapitre est en fait la réunion de huit extraits, de différents genres, dans différents médias, pour illustrer la trame quotidienne, pendant quatre années de 1978 à 1981, des sollicitations à prendre parti, à porter témoignage, à

reproblématiser. Bref, en paroles comme en écrits, le métier d'intellectuel au jour le jour dans la cité et notamment dans la politique. On s'y promène de la lancinante question de la présence étrangère au pays, à l'amitié éprouvée sur la tombe de Frank Fouché, du créole comme enjeu à la géographie comme front...

CHAPITRE 9 : Un espace à inventer

Deux interventions dans les organes et assises de la classe politique pour un retour aux questions de base ; ce qui suppose une prise de distance de la politique politicienne menée jour après jour, sans vision et sans projet. Textes on ne peut plus actuels dans leurs intentions et leurs discours en ce que la crise de l'après-duvaliérisme n'a toujours pas donné lieu à un débat d'orientation sur *Des années de crises, Des années d'éveils, Des années de choix*, le premier texte, pas plus que sur le déblayage *Vers l'alternative*, le second texte.

CHAPITRE 10 : Centralisation sauvage et région

Rajout sous forme de chapitre 10 d'un exemple d'utilisation des travaux pour questionner un concept précis, celui de région, au nom duquel a été mené l'ensemble des grandes interventions dans le Tiers Monde sans un support théorique convenable. Les « Structures dominantes d'espace » finiront par s'imposer comme l'acquis qui ouvre à la maîtrise en théorie et en pratique de l'espace géographique. Texte par ailleurs utile pour saisir les mutations dans le passage de la centralisation sauvage à la centralisation par emboîtement.

PROSPECTIVE I : Espace et liberté (1982)

Court texte dans nos deux langues qui clôt l'édition de 1982 et donnait pourtant son titre à l'ensemble de l'ouvrage. C'est que l'espoir que ces deux termes puissent un jour aller ensemble en Haïti définissait un programme d'envergure, de jonction du scientifique et du politique, dont les quatre phrases du paragraphe en créole annonçaient les indispensables articulations. Encore actuel dans son interpellation des audaces conceptuelles, organisationnelles et politiques.

PROSPECTIVE II : La relance des régions (1990)

Texte d'exergue, extrait du rapport préliminaire des travaux de l'été 1989 dans la région de Jacmel. La nouvelle configuration de structure dominante d'espace, la centralisation par emboîtement des quatre entités nouvelles, change complètement la donne du dépérissement des anciennes régions du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, pour une possibilité de relance de Nouvelles Provinces qui pourraient émerger dans cette décennie, au bout et à bout des 70 ans de centralisation sauvage. LA RELANCE.

[p 199]

INDEX DES NOMS DU VOLUME I

[Retour au sommaire](#)

Alvarez Maria 90 107	Dollfus Olivier 188 192
Apollon Willy 78 188 190 191	Dominique Jean 58
Audette Denis 38	Dorsinville Roger 3
Bailly Antoine 175 191	Dorville René 90 106
Beaudot Alain 75 194	Doubout Jean-Jacques 106
Beaudry Albert 155 194	Duplan Verdy 95 98 106
Benoist Jean 194	Durocher Jeanne 8 195 196
Blanchard Raoul 84	Duvalier François 11 15 24 58 60 61 62 63 71 73
Bory Antoine 190 191	Duvalier Jean-Claude 59 60 61 63
Brisson Gérald 106	Étienne Max 106
Brunet Roger 187 191	Fatton Bernard 106 90
Bunge W. (Bill) 78	Fouché Frank 152 198
Bwatshia Kambayi 145 194	Gamsci Antonio 57
Carter J. 61 64	Girault Christian 90
Castelain Jean-Claude 194	Harvey David 77
Chancy Adeline 148 194	Hegel G.W.F. 41
Charlier Max 194	Hérodote 77 79 112
Chaunu Pierre 44	Honorat Jean-Jacques 106 107
Claval Paul 77 175 191	Hurbon Laënnec 190
Corten André 103 106 107	Jean-Luc (Montas Y.) 103 106 107
Cortés Hernan 44	Joachim Benoît 106
D'Ogeron Bertrand 116	Joseph Léo 194
Damette F. 188 192	Juillard Étienne 78
David Charles 194	Kayser Bernard 174 192
De Koninck Rudolph 78 79	Lacoste Yves 77 112 188 192
Dessalines Jean-Jacques 46	LaGra Jerry 90 95 98 106
Déjean Paul 154 194	Laguerre Michel S. 192
Déri Thomas 194	Las Casas F.B. de 110
Diop Ousseynou 123 à 129 194	

-
Leblanc Yvon 59 k 73 194 196	Tricart Jean 187 192
Lemay Gaétan 59	Trujillo y Molina R. L. 65
Lévêque Karl 12	Verdieu Ernst 43 157 194
Lévy Jacques 77	Vieille Paul 78 185 192
Locher Uli 95 107	Yumén Rafael Emilio 38
Loslier Luc 194	
Mahnowski B. 112	
Manigat Charles 107	
Manigat Leslie 194	
Martinez Gil 107	
Marx Karl 78	
Mintz Sydney 89 90 107 190 192	
Moïse Claude 103 107	
Montoya Maquin J. M. 96	
Moral Paul 31 89 102	
Moreau de Saint-Méry L.M. 110	
Murray Gérald 90 107	
Neptune Mireille 3 31 197	
Ollivier Émile 107	
Paquette Romain 190 192	
Peet Richard 78 79	
Perez de la Riva 66	
Phelps Anthony 112	
Pierre-Charles Gérard 103 107	
Pierre-Louis Fritz 106	
Pizarro Francisco 44	
Racine Jean-Bernard 188 192	
Raveneau Jean 194	
Redson Victor 107	
Robart Guy 106	
Roumain Jacques 73	
Rouzier Philippe 3 78 83 167 188	
Scheibling J. 77 78 185 186 192	
Sève Lucien 77	
Slater David 78 79	
Smarth William 194	
Toussaint Louverture 46	

[p. 8]

L'ENVOI
à Melle Jehanne Durocher
pour toutes nos institutrices
et pour sa traversée

Une toute petite école de quartier
au Bois Verna
à mi-chemin entre garderie et maternelle
battait froid en son temps au Docteur suprême
On ne fit jamais dans la cour de Melle Jehanne
le serment au nouveau drapeau
et la hampe
verticale
resta vide des couleurs

Au soir d'un certain 7 février
quelque vingt-cinq ans plus tard
un paquet
exhumé
fut frénétiquement déballé
déployé
pour le mât du lundi suivant
Mais
à trop manquer de soleil et de hauteur
de lumière et de vent
le BLEU avait viré au NOIR

[Retour à la liste des illustrations](#)

Vagues et reflets, pour accompagner Melle Jehanne D.,

[p. 9]

Introduction générale

CARTES SUR TABLE :

le moment 1990

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Il est grand temps pour nous de devenir sérieux puisque nos sources et nos ressources ne nous contraignent quand même pas à ce si piteux état des lieux. Nous pouvons définitivement faire beaucoup mieux. Aussi serait-il irresponsable de continuer dans cette manière erratique de gestion d'un pays non seulement en plein désastre mais plus encore en grand danger d'effondrement. Il est vraiment grand temps pour nous de devenir sérieux. Point.

C'est qu'il est navrant de constater, dans la conjoncture actuelle en ce mitan 1990, combien est généralisée la crainte de souscrire à ce qui est notre dernière chance de bâtir un pays normal quand il n'y a plus aucune illusion à se faire sur les soi-disant plusieurs voies à notre disposition. Il n'en reste pratiquement qu'une seule de sérieuse capable de nous conduire à un pays normal et, qui plus est, elle transcende le prochain verdict des urnes, ou le prochain coup d'État, pour faire obligation à la nouvelle équipe, quelle qu'elle soit, d'emprunter cette unique voie si elle veut accoucher d'un pays normal. Point.

Ce n'est pas vraiment pour avoir gaspillé nos ressources ou pour avoir dilapidé nos avoirs, ce qui hélas a aussi été fait, que nous nous retrouvons dans cette situation, mais c'est principalement pour n'avoir jamais accepté dans nos têtes que la rupture souhaitée s'opérera d'abord par nous, avec nos moyens du bord, sources et ressources, et selon des voies et à un rythme choisis par nous. Ensuite, mais ce n'est qu'ensuite, que l'on se fera aider, mais en choisissant encore... Point.

On a beau se consoler en disant qu'un pays ne meurt pas que cela ne change strictement rien à la situation actuelle. Il n'y a aucun effet de style dans cette sentence qu'il faut entendre au premier degré : Haïti en tant qu'une *CERTAIN*
NATION risque, et pour encore longtemps, l'effondrement. Il faut avoir le courage de voir les choses comme elles sont au plus profond du pays profond, et nous

avons été justement les voir, pour éviter ce qui maintenant paraît comme très possible et, à dire vrai, probable. L'effondrement. Point.

C'est là un cas d'illustration pour manuel scolaire de ce que l'on peut appeler la dictature de la misère qui impose de prendre une certaine voie donnée, claire et nette, pour assurer la survie collective par le passage de l'état de misère à celui de pauvreté, quitte plus tard à reprendre la discussion des nuances quand le danger immédiat de disparaître aura ainsi été écarté. Point.

Évidemment, l'option de continuer à ne rien faire de vraiment sérieux restera toujours grande ouverte, mais alors on devrait arrêter de faire semblant face au peuple de vouloir lui édifier un pays normal. Un point c'est tout.

[p. 10]

[Retour à la liste des illustrations](#)

L'insécurité de L'ÉTAT DES LIEUX porte à s'enfermer à douze tours, à Pilate, comme partout ailleurs...

[p. 11]

*

– *Mais alors, quelle est cette voie et quels sont ces moyens pour devenir sérieux et bâtir pays normal ?*

– *La réponse en six donnes.*

PREMIÈRE DONNE : L'ÉTAT DES LIEUX

[Retour au sommaire](#)

Quand au soir du 7 février 1986 le pays s'ouvrit, le terrain redevenait accessible dans le sens premier où des questions fondamentales allaient être enfin traitées par des constructions jusque là strictement hors de portée des investigations de natifs ou d'étrangers. La camisole aux six cents mailles des *sections rurales* et le *nouvel espace des cités* devenaient enfin accessibles pour une reproblématisation. Quoiqu'en quinze ans (1971-1986), depuis la mort de Duvalier père, ce pays ait fait l'objet d'un grand nombre de rapports et d'expertises en tous genres, il est notoire qu'il ne s'était rien fait d'impressionnant dans ces travaux sur nos entités de base, comme ces *sections rurales* qui trament pourtant la maille du pays, ou comme ces *cités* qui sont devenues de nouveaux sujets historiques de la dynamique contemporaine. C'est que dans les faits, les assises du *statu quo* étaient interdites de questionnements, et l'on avait pratiquement circonscrit le gros de cette nuée d'experts qui s'abattit sur Haïti, à des sujets lucratifs ou payants.

*

Depuis, il nous a été donné à tous quatre ans, du 7 février 1986 au 7 février 1990, d'un certain degré de liberté, après Duvalier pour *livrer nos marchandises* au plus près du possible, à défaut du souhaitable. Pour notre part, nos activités pendant ces quatre ans ont été à la mesure de nos douze années de privations de ces lieux du pays en ce que nous étions tout entier à nos protocoles pour *géographier* les changements intervenus depuis notre dernière randonnée de 1974, qui faillit vraiment être la dernière... Cependant, puisque l'année 1990 se présente comme le temps de reprise du premier processus électoral avorté, les enjeux politiques et scientifiques de la conjoncture nous ont donc fait décider, qu'en ce moment même, il nous fallait un temps d'arrêt pour faire face à l'urgence de

mettre *Cartes sur table* tant il y va de notre survie, avant même de notre démocratie et de notre développement.

Mettre *Cartes sur table* ne peut être pour nous que le point actuel d'aboutissement d'un long processus dont nous avons voulu aussi livrer les principaux jalons, en faisant appel à deux types de documents : le dossier des étapes qui est un regroupement d'interventions en cours de maturation d'un travail, à l'exemple de ce que le reader *Espace et liberté en Haïti* avait été, de 1977 à 1981, à la réalisation de *L'Atlas critique d'Haïti* paru en 1982, et le dossier de presse qui est l'ensemble des commentaires que suscite une œuvre. Il se trouvait dans ce dernier cas [p. 12] que de *L'Espace haïtien* de 1974 à nos jours, pendant donc 15 ans, nous n'avions jamais répondu publiquement à aucun commentaire quel qu'il fût sur l'un quelconque des neuf titres en librairies. C'est donc sur cette double base qu'il devenait intéressant de reprendre les textes de *Espace et liberté en Haïti* (1982), en rupture de stock depuis longtemps, et d'y adjoindre ceux du dossier des étapes et ceux du dossier de presse.

Pour donner des limites serrées au choix des interventions devant constituer ce corpus particulier, nous n'avons retenu que des traces ayant fait l'objet d'une circulation publique, sous forme écrite, et commercialement accessible ; donc des textes qui ont été en vente et que n'importe qui pouvait se procurer, sans faire partie d'un quelconque regroupement d'initiés ou d'un quelconque réseau de distributions militantes... Ces stricts critères de sélection des repères ont éliminé toutes les interventions dans les médias chauds de la radio et de la télévision ; mais il est bien ainsi que le travail se déroule sur des discours dont on n'a pas à discuter de la conformité de l'établissement ou de la validité de la transcription. Quoique l'imposante somme d'émissions de radio faites avec Karl Lévêque les dix années d'avant sa mort le 18 mars 1986, et que la somme non moins imposante d'interventions radios, télévisions et conférences de presse, au nom du MAS pour préparer le congrès du regroupement des forces démocratiques de janvier 1987... vaudraient qu'une exception soit faite. Dommage.

Les six donnes des *Cartes sur table*, qui se partagent en une introduction générale de l'ouvrage et en une conclusion générale de l'ouvrage, prennent en étau les trois volumes pour bien indiquer qu'elles sont extraites d'un pressage de cette sédimentation de quinze années de dépôts successifs ; un bilan au bout d'un effort d'enserrement ; *sòs prije*.

*

Quand au soir du 7 février 1986 le pays s'ouvrit, le terrain redevenait aussi accessible dans le sens second où des intellectuels natifs exilés pouvaient maintenant retourner au pays pour vivre avec leurs compatriotes sur place les articulations du politique au scientifique. Si la première dimension de l'ouverture renvoyait aux OBJETS des études, la seconde touchait aux SUJETS des études en permettant notamment de cibler les clientèles et de mieux ajuster les discours. Ceci est d'une extrême importance. Maintenant on sait à qui l'on choisit de parler et pourquoi. Ce ciblage définit concrètement quel niveau de langage adopter et

quelles modalités d'argumentation retenir dans chaque partie de l'ouvrage. Si l'ensemble du corpus est destiné au plus large public qui soit, puisque chaque lecteur peut finalement trouver une matière à sa portée dans son champ d'intérêts, les six donnes des *Cartes sur table* se veulent un discours du niveau des cadres des directions de la fonction publique. Le portrait-robot de ce cadre, donc une moyenne, est une [p. 13] personne entre 35-55 ans, diplômée entre le premier et le second cycle, ayant de dix à quinze ans dans la fonction publique, et capable d'être en charge d'une équipe de travail. On devrait pouvoir recenser large trois centaines de personnes à cadrer dans cette définition, après quelques entraînements adéquats. Leur demande actuelle de matière à discussion est de disposer d'un CADRE DE COHÉRENCE GÉNÉRALE dont elles ont pour métier d'opérationnaliser les propositions. C'est qu'au pays la pyramide des scientifiques a subi une encoche profonde, là où devrait se situer les seniors, au point que les attentes les plus communément repérables sur le terrain sont les contributions habituellement réservées aux seniors : positionnement des cadres théoriques, articulation du champ des concepts, vertébration des hypothèses, protocoles des démonstrations, procédures de vérifications, etc. C'est un signe qu'au pays les contributions les plus couramment utilisées dans les démarches quotidiennes soient justement celles qui répondent à ces attentes. Nous faisons l'essai de leur livrer les six donnes des *Cartes sur table* telles que nous savons que ces personnes sont prêtes à les recevoir, pour les remodeler par la discussion collective, et pour se les approprier par la mise en pratique collective.

Pour leur faire donc le point du moment 1990, nous distribuons trois donnes capables de départager l'événementiel, le conjoncturel et le structurel. La première, L'ÉTAT DES LIEUX est une lecture d'échelle micro de ce que l'on peut pratiquement voir autour de soi à portée de vue au quotidien et au niveau local. La deuxième, LE NOUVEAU CHAMP DE SIGNES d'échelle méso est déjà une construction plus abstraite qui rend compte de tous « les états de lieux » capables d'être partout dressés au pays et en diaspora, en leur cherchant une échelle commune englobante et régionale. La troisième, LE PAYS DES BOURGS-JARDINS d'échelle macro intègre la somme des éléments « des nouveaux champs de signes » dans un cadre global qui donne accès à la signification profonde du niveau national.

C'est au bout de l'emboîtement de ces trois niveaux d'échelles des plus grandes aux plus petites que l'on court la chance d'accéder à toute la gamme des outils de gestion des transformations de ce pays, à la croisée du scientifique et du politique. Notre objet.

*

On commence à se douter que la survie même de la Nation haïtienne, dans la forme que nous lui connaissons, pourrait être en cause. C'est qu'au terme de quatre ans de ce qui devait être une transition d'après dictature, nous sommes dans bien des secteurs dans une situation plus dégradée qu'avant. La classe politique et intellectuelle dans son ensemble est maintenant installée dans une atmosphère

d'inquiétudes, quelles que soient d'ailleurs les appartenances [p. 14] des uns et des autres aux différentes sensibilités. La menace est suffisamment de taille, quelle que soit l'accalmie passagère, pour que l'on en vienne à souhaiter, pour le cinquième anniversaire au 7 février 1991, un retour à ce qui aurait dû être le débat de la case de départ au 7 février 1986 : *Quoi faire ? Comment faire ? Quand faire ? Avec qui faire ?* Mais voilà, traquer ces questions jusqu'à leurs réponses et leurs mises en application exige aussi bien le dépassement des pétitions de principes de l'agitation compulsive, pour un débat de fond à la jonction du scientifique et du politique, qu'un engagement critique et réaliste au carrefour du scientifique et du politique.

Un malaise d'abord diffus s'est à mesure changé en une angoisse précise : une Nation peut-elle s'effondrer ? La nôtre en est-elle loin ? De toutes les façons nous pouvons assister en cette fin de siècle au premier effondrement général d'une Nation dans les Amériques. On se demande d'ailleurs, des fois que ce serait morceau par morceau que meurt un pays, pour quel pourcentage de notre population cette mort effective a déjà eu lieu ? On serait peut-être étonné de la réponse ! Quelle que soit la forme de régression que prendra cette faillite, elle sera reconnaissable à ses débuts en ce que le destin collectif aura finalement échappé à tous les contrôles, dans un décor de démence fratricide, préluant aux bruits de bottes d'outre-frontières. Voilà.

Tout conspire, et semble conspirer, pour nous y conduire. De ce naufrage on retiendra, plus tard, que plusieurs signes annonciateurs s'étaient accumulés, et que d'avoir raté, pendant cinq ans, dix ans..., le tournant après Duvalier, l'aura rendu inéluctable par le gaspillage de la dernière chance. De lourdes menaces planent si bas sur notre devenir collectif que les marges de manœuvres vont être de plus en plus dramatiquement étroites. Il nous faut viser juste. Mais pouvons-nous encore ne pas gaspiller la décennie qui nous amène à l'horizon 2000 ?

*

De l'ensemble des actes posés et des choses dites du 7 février 1986 à nos jours d'avril 1990, il est quand même rassurant de déceler une volonté de tirer leçon des erreurs d'aiguillages et des fourvoiements. On reconnaît de plus en plus que la construction de la démocratie n'est pas compatible avec la surenchère systématique, aux mains nues, la sous-estimation des opportunités d'investir graduellement chaque instance nouvelle, au lieu du *tout-tout-de-suite*, le dédain cabotin qui avait fait du mot *candidat* l'insulte suprême, par ceux qui par ailleurs réclamaient bien haut des élections pour la démocratie (cela vaut d'être souligné), la peur de la moindre intimidation, notamment quelques irresponsables slogans qui firent déborder l'histoire du mouvement démocratique de son cours, l'incapacité de contrer les extrémismes durs et drus de gauche et de droite, quelques petits sabotages bien appuyés et [p. 15] autres mesquineries, à la diaspora notamment. Seraient-ce là les maladies infantiles des transitions à la démocratie ? Souhaitons-le-nous. En bref, une somme de jeux, les premières années, à vous faire accoucher une montagne d'une souris (ce qui fut le cas

d'ailleurs...), quand il s'agissait d'enjeux sérieux ; toutes choses qui ont finalement profité à la consolidation des positions perdues par le macoutisme, dans sa double version civile et militaire. La situation présente en ce mitan 1990 est qu'il faut recommencer à travailler pour une large convergence des forces de changement, construite et structurée, capable de faire la différence dans le façonnement quotidien d'un pays à rendre normal, à partir de voies à prendre et de moyens à mobiliser. Chaque jour. Maintenant que les espoirs sont fragiles et le resteront pendant encore dix ans sous tant de menaces, il se dégage un choix de plus en plus clair sur ce qui doit être au fondement de la prochaine décennie 1990 : une mise à contribution du scientifique et du politique sur les problèmes d'une relance du pays.

*

Il y a tellement de problèmes dans ce pays que le simple exercice de les nommer épuiserait ; aussi faut-il abandonner toutes perspectives d'inventaire et toutes réitations du chapelet de nos misères pour plutôt dégager des principes à leur ordonnancement. Pour ainsi emboîter et hiérarchiser les problèmes, il nous fallut recourir aux relectures récentes sur le réel haïtien et aux lignes de force des principales revendications qui se sont exprimées depuis cinq ans. C'est donc dans les événements qui se sont déroulés avant et après le départ des Duvalier et dans l'observation des phénomènes qui se sont cristallisés dans ce même temps, que nous avons finalement trouvé ce principe d'ordonnancement. Il tient principalement dans le nouveau façonnement et le nouvel agencement des grands ensembles du territoire haïtien, et subsidiairement dans la traversée de tous les paliers et secteurs de la vie nationale par une interpellation spécifique du genre féminin. C'est qu'à une relance il faut trois choses, un timon – un raccourci – une vigie ; et que nous sommes fermement conduits dans l'état actuel du pays à voir dans la gestion de la maille des découpages et de l'arbre des convergences du territoire le point d'appui au levier d'une stratégie de relance (le Timon) ; dans le choix d'un développement à partir de l'agricole restructuré et de l'industrialisation d'amont et d'aval de l'agricole, la voie de départ (le Raccourci) à prendre ; et dans l'observation continuelle du sort fait au genre féminin dans tout et partout, le tableau de bord (la Vigie) de ce pilotage en relance. Ce paragraphe est à relire.

Que l'on s'entende sur ce qui, ici et maintenant, est l'important : trouver le passage étroit pour l'entrée en développement et [p. 16] démocratie. Au fond, quand on questionne cette association des deux seules expressions à avoir fait consensus au pays, développement et démocratie, la première finalement renvoie à tout ce qu'il faut gérer et la seconde délimite tout ce qu'il faut régénérer. En somme il s'agit, en toute simplicité, d'une vision particulière des deux vastes champs de l'économico-administratif et du socio-culturel et, en toute complexité, d'une volonté particulière d'harmoniser le réseau de leurs liaisons ; tout cela ne pouvant se coordonner évidemment que par la politique. Il faudrait donc pouvoir réconcilier les pratiques de la politique avec la gestion du bien public, en contrant les complaisances face à tant de détournements. Si ce n'est que par la politique que s'initieront les changements souhaitables, sa conjonction au scientifique sera

cependant indispensable pour que réussisse cette action. Dans notre cas d'extrême, la politique et le scientifique se sauveront ensemble ou ils couleront séparément. L'un n'ira pas sans l'autre. Celui-là est à méditer.

Ce que nous avons finalement documenté au long de ces trois volumes c'est la voie pour arriver à faire autre chose de cette chose que l'on a faite de nous, en posant toutes les mises en relation à l'espace comme le cap d'une prise en charge de ce qu'il y a concrètement à gérer et à régénérer chez nous. Car, par delà des nuances de détails, la très grande majorité des appareils sous contrôle du gouvernement ne se partagent globalement, en dernière instance, que des objectifs de gestion territoriale par secteur.

*

Le blocage de la gestion territoriale, en ces moments d'incertitudes et de transition, participe depuis quatre ans de trois dynamiques différentes, quoique toutes les trois d'échelle nationale : celle de l'État qui se cherche entre le civil et le militaire, celle des Forces étrangères qui nous ont pris en charge par défaut de gouvernement, et celle des Agents de la fonction publique en grève permanente d'efficacité.

D'abord, le nouvel équilibre d'État se cherche depuis cinq ans au centre de gravité des irréductibles métaphores qui l'écartèlent : L'Épée, la Croix et le Fauteuil. Ainsi, l'Armée, l'Église et la Classe politique et intellectuelle nous laissent avec le sentiment, qu'au gré des événements, elles se sont essayées à toutes les combinaisons de ce mariage à trois, en ravissant d'ailleurs tour à tour le rôle dominant, tout en changeant chacune de préférences et d'orientations plus d'une fois. Cependant au bout de ces cinq ans de débauches d'une conjoncture, comme on dit, riche en rebondissements, il est devenu évident que les conditions nécessaires à la relance du pays réclament un minimum de continuité par la clarification des positions de chacun de ces partenaires sur l'éventuelle relance. C'est à partir de nouvelles positions acceptées, [p. 17] et de leur gel relatif, qu'un consensus peut se bâtir tout au long de la prochaine décennie sur les objectifs de gestion des deux prochains mandats de gouvernements qui nous amènent à l'an 2000.

Pour rester au plus près, et au plus vrai, de la réalité du moment, ce gouvernement qui gouvernerait effectivement une relance va confronter à chacun des niveaux du terrain la réalité des pouvoirs militaires, du chef de section au commandant. Et, à figurer nos sources d'instabilité pour les dix prochaines années, il aurait peut-être mieux valu formaliser ce rapport difficile du civil au militaire que d'essayer de conjurer ses ambiguïtés par des pratiques incantatoires, sans efficacité et toujours risquées pour le civil. Le grand perdant, toujours. Tout sera encore à recommencer bientôt. Et ainsi de suite, sans fin.

Nous craignons beaucoup que les hypothèses qui n'ont jamais été constitutionnellement abordées, d'un partage institutionnel des responsabilités nationales entre les quatre entités exécutives de la Présidence, du Gouvernement, du Militaire et de la Police, ne nous aient pas désarmé de l'imagination politique

qui siérait à notre obligatoire quête de continuité pour gérer la transition de la misère à la pauvreté. Osée mais pragmatique, ô combien !, jusque dans l'hypothèse d'un partage dans lequel la stabilité de l'État serait sous responsabilité de la présidence au suffrage universel et du militaire responsable par-devant la présidence, tandis que la responsabilité de la gestion gouvernementale reviendrait à un Premier Ministre d'une structure de représentation des nouvelles entités territoriales à viabiliser, et d'une véritable police de tout le territoire relevant d'un ministère civil du gouvernement du Premier Ministre. **Bref, on distingue la présidence du gouvernement, et le militaire de la police, dans une combinaison deux à deux.** Voilà l'agencement intégrateur le plus collé au réel haïtien actuel (la maille et l'arbre en 1990) et qui rend mieux compte de la dynamique effective des rapports de force dont on aura besoin pour partir en relance, et cela en respect de la demande des masses rurales de leur enlever la camisole aux six cents mailles des sections rurales et du besoin de travail des masses des Cités, etc.

Mais alors, comment y arriver ? C'est tout le problème de la métaphore haïtienne du *batèm rat* ? Pouvons-nous espérer pour les dix prochaines années, autre chose à chaque fin de semaine, de nos *gens-d'armes* (militaires... et *makout* !) que la menace de ce baptême-là ? Il serait ainsi temps pour nous autres, en ce mitan d'année 1990, alors que l'histoire du monde est en pleine accélération, et que partout s'impose l'imagination sociale, que nous aussi, nous y souscrivions par de nouveaux schémas plus conformes aux demandes de liberté de tous les Haïtiens et Haïtiennes, dont le peuple des villes et des campagnes.

[p. 18]

Vraiment, **nos institutions exécutives sont à repenser entre présidence et armée, gouvernement et police...** De toute urgence.

*

Ensuite, nous observons un mouvement de recentration des opérations étrangères qui ont mis à profit ce temps d'attente pour redéfinir le sens et l'ampleur de leurs participations futures. C'est que finalement ces opérations étrangères ont pris la mesure de leur inefficacité dans le passé et ont refusé le risque de continuer à ne servir que de cautions à des actions souvent douteuses, de leur côté comme du nôtre d'ailleurs. Le rapport du pays à la présence étrangère est malsain et vicié en ce que cette terre a fait les frais de toutes les errances expérimentales des donateurs, et en ce que la pertinence d'un projet ces dernières années s'est trop vu juger à partir de sa capacité à attirer des financements extérieurs. Plus grave, chaque ministère ne croit sincèrement performer que lorsqu'il attire des fonds externes. Ce détournement de sens n'aurait jamais dû être, mais il en a tellement été ainsi que même le budget national de fonctionnement s'est mis à dépendre pour plus de moitié directement de rallonges monétaires des puissances tutrices ; et il en est tellement encore ainsi que pratiquement aucun ministère n'a jamais été en préparation des dossiers sérieux

qui devraient être en fait sous sa responsabilité sectorielle. Aussi la hiérarchisation des ministères s'est conformée à ces déviations au point que le Plan qui aurait dû être l'instance prioritaire, globale et totale, par sa prise en charge des internalités à structurer, se voit supplanté par des ministères dévoyés en officines spécialisées dans la mendicité internationale. Pauvre de nous.

Pourra-t-on convaincre qu'il faut attendre de ce corps des ministères essentiellement autre chose, comme ce travail de direction et d'animation de la recherche de voies nouvelles et de moyens nouveaux à partir de la mobilisation de leurs propres ressources matérielles, financières et humaines actuellement disponibles. Des dossiers. C'est seulement à cette condition qu'ils alimenteront cette instance de coordination nationale, de suivi continu et d'évaluation permanente que devra être le cabinet du Premier Ministre, et ce en conformité avec notre Constitution ajourée et au ralenti de mars 1987. L'Appareil à monter doit donc être de taille à traiter les situations qui lui sont assignées, dans cette nouvelle manière qui devrait s'imposer à tous nos ministères d'apprendre à faire avec leurs moyens de bord (qui ne sont vraiment pas négligeables) et leurs ressources humaines (qui sont souvent valables et suffisantes). Pas facile, quoique possible.

Enfin, l'action quotidienne est ceinturée en matière d'initiatives par les forces traditionnelles qui campent dans la cité et la contrôlent [p. 19] encore pour garantir et geler le *statu quo ante*. Et elle est entravée en matière de gestion par une bureaucratie retranchée dans l'expédition des affaires courantes, quoique moins par grève du zèle que par faute d'impulsions de départ. Notre expérience, de deux périodes à vivre la fonction publique en 1988 et 1989, a été révélatrice de la formation de base plus qu'acceptable des principaux agents et du potentiel mobilisable à certaines conditions des cadres d'intervention. Mais, c'est qu'il manque surtout cruellement à ce pays au terme de cette saignée de trente ans un étage dans sa pyramide de gestionnaires, celle des seniors. Il faut reconstituer, et vite, cet étage manquant. Là aussi, nous avons tout ce qu'il faut pour résoudre ce problème, encore faut-il devenir sérieux et vouloir bâtir un pays normal.

*

Il s'est fait pourtant beaucoup d'interventions à différentes échelles ces quinze dernières années sans que nous ne puissions relever jusqu'à présent aucune ligne directrice nationale, aucun schéma intégrateur des échelles d'interventions, aucun fondement clair de l'ensemble des actions. Or, il se trouve que le nouvel espace économique, social et culturel haïtien de ce jour ne saurait résister longtemps à un effondrement si après les urnes de 1990, les interventions devaient simplement reprendre comme avant sans un travail de clarification globale et d'orientations articulées. Car enfin, la fin de règne des Duvalier, c'est aussi beaucoup pour cause de mal gestion et d'indigestion de l'aide. Le pays était rendu à la merci quasi totale des bailleurs étrangers et sa gestion n'arrivait même pas à bâtir une grille de sélection et de coordination des interventions, encore moins un plan directeur de leur développement. On a semblé dicter à l'État, de l'extérieur, qu'il se définisse et

se contente d'être une instance capable de gérer les afflux extérieurs. Inacceptable, mais *état des lieux*.

Chaque mot pesé, pourquoi accepterions-nous cet héritage d'une situation qui voudrait confiner les quatre instances de l'exécutif que nous venons d'esquisser, à n'être que des régulateurs des flux à venir de l'extérieur ? Et si on se mettait à apprendre à compter d'abord sur nos propres forces, puisque de toutes les façons il ne se pourra rien dans ce pays sans une ambiance de mobilisation. Et personne ne peut venir mobiliser à notre place. Comment arriver à cette mobilisation si ce n'est en présentant et en mettant en application un programme qui fasse la preuve que les choses bougent vers un aller-mieux ? Peut-on concevoir cette impulsion, maintenant que nous avons pour matériau cinq années d'observations d'une riche séquence de mobilisations et de démobilisations à travers le pays ? Peut-on bâtir ces nouvelles classes moyennes productrices, dans l'agricole et l'industriel, sans lesquelles la démocratie ne se conçoit pas ? Pour ma part, je dis oui.

[p. 20]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Miragoâne, comme les autres, s'active depuis en port ouvert... Ce qui est très bien... Il suffit de gérer cette dite contrebande pour qu'elle n'en soit plus.

[p. 21]

DEUXIÈME DONNE : LE NOUVEAU CHAMP DE SIGNES

[Retour au sommaire](#)

Il s'est passé ces cinq dernières années en Haïti des événements très complexes, au chapitre des théories du social et des pratiques de l'espace, sous l'apparente simplicité politicienne d'un changement d'acteurs. Que cette dictature-là, vieille de près de trente ans, fût en bout de course en 1986 était tout à fait normal et ne vaudrait pas question si sa manière de chute n'interpellait autant. On pouvait facilement imaginer plusieurs scénarios à cette fin de règne, et de là, toute la gamme des manœuvres qui allaient suivre pour un retour maquillé au *statu quo ante*. Mais, que l'élément déclencheur et moteur ait été ce mouvement conjoint des villes de province et des bidonvilles pose un problème absolument nouveau dans le champ des théories du social et des pratiques de l'espace. Il fait donc appel à des éléments d'explication (et de solution) non moins nouveaux, car les villes de province et les bidonvilles délaissés continuent encore par à-coups à se mobiliser dans des manifestations qui disent non seulement clairement que les attentes ne sont pas près d'être satisfaites, mais disent plus encore qu'il doit exister des agencements nouveaux d'espace capables de porter les événements auxquels nous avons assisté, et allons probablement encore assister, en cette saison de nouvelles convocations du peuple à ses comices.

Comment comprendre cette revitalisation des villes de province quand on est depuis fort longtemps en processus avancé de centralisation ? Cette revitalisation des provinces est un indice de mutation dans la structure urbaine ; mais quelle est cette mutation ? Cette revitalisation, d'ailleurs systématiquement observée ailleurs à l'échelle des Tiers Mondes dans ces années 1980, a surpris les sciences du social et de l'espace sans un cadre cohérent d'analyse.

Comment saisir ces manifestations d'allures quasi autonomes de bidonvilles qui ne désarment point ? Des bidonvilles, d'abord ceux des villes de province, relayés ensuite par ceux de la capitale, qui portent collectivement un mouvement annoncent à l'évidence une mutation ; quelle mutation ?

Comment interpréter, des conflits larvés aux grèves, des occupations de terres dans le rural aux squattérisations urbaines, cette volonté de changer les règles habituelles du partage des avoirs ?

Comment lire cette volonté de voter si semblable à un plébiscite en ce 29 mars 1987 pour une Constitution et si semblable à une mobilisation en ce 29 novembre

1987 puisqu'on y allait mourir pour la démocratie promise et le développement espéré ?

Comment dessiner le nouvel espace économique et social qui sert en Haïti actuellement de fondement à ces revendications que nous [p. 22] observons, puisqu'en fait il ne peut exister, ni se concevoir, de revendications qui soient hors d'une inscription territoriale ?

Comment esquisser la nouvelle configuration qui dira le chemin propre à l'aménagement actuel de l'espace haïtien ? À quelle construction recourir pour rendre compte de ce qui s'y déroule quand les types des mouvements sociaux, et leurs revendications spécifiques, sont si manifestement hors des schémas classiques ?

Pourquoi cette mutation en cours victimise-t-elle d'abord le genre féminin, comme groupe social, avant même tous les autres types de groupes sociaux aux deux genres confondus, tels que les agrégations classiques les représentent depuis le milieu du siècle dernier ?

Que s'est-il donc passé dans l'espace haïtien au point de le voir révéler ce *nouveau champ de signes* ? Quelles sont les transformations qui s'y sont ainsi achevées dans les années 1980, et vers quelles mutations allons-nous ?

À toutes ces questions qui se soulèvent dans le moment, nous répondrons à la toute fin par l'hypothèse que nous sommes probablement à une croisée de nos chemins et que les mutations que nous vivons nous ont amené à ce carrefour, dont l'une des directions est propice à une relance du pays, tandis que l'autre renforce le risque d'effondrement. Au choix. Mais avant, pour fonder cette interprétation des signes, nous procéderons essentiellement à la mise en relation de la question des provinces, et de la question des bidonvilles, à la CENTRALITÉ en crise d'une double exaspération métropolitaine.

*

Il était prévu que la structure de centralisation, qui allait se renforçant tout au long du XX^e siècle, atteindrait bien à un certain moment un seuil de mutation avant l'ultime point d'horizon de sa trajectoire qui était de regrouper toute la population en un seul et unique lieu central. Pensable mais invraisemblable. Ce qui par contre n'était pas prévisible étaient le moment, les conditions et les conséquences de cette mutation de structure ; et ce qui est enfin devenu clairement visible dans la conjoncture, ce sont les nouveaux attributs permettant de qualifier cette nouvelle structure en gestation.

La centralité rentre en crise de mutation à partir des années 1980 où l'on se retrouve, dans les principaux centres du Tiers Monde, avec un phénomène de nature autre que la centralisation, fût-elle démesurée, autre que la métropolisation, fût-elle importante ou excessive. Un nouveau construit d'espace s'est mis à s'édifier par la déterritorialisation des centres de leur cadre national pour leur inscription dans une logique transnationale. Les grandes villes de différents pays se sont ainsi mises à former entre elles un réseau dont les relations d'une ville à

l'autre devenaient plus importantes que les relations de chacune [p. 23] d'elles avec leur arrière-pays, en même temps que chacun des centres se mettait à vivre en soi et pour soi, au bord de l'autonomie vis-à-vis du territoire national, en mouvement de construction de ce qu'on pourrait appeler une « Nouvelle République Urbaine/NRU », car la ressemblance est frappante avec ce phénomène d'espace historiquement daté des Cités États et des Républiques Urbaines.

Il est vrai qu'une expression populaire courante s'était depuis longtemps imposée jusque dans la littérature scientifique sur Haïti, celle de désigner Port-au-Prince par « La République de Port-au-Prince ». Une République dans la République, comme il se dit ailleurs « Un État dans l'État ». C'était la dénonciation de la capture par un élément des attributs d'une totalité, au terme d'une évolution qui avait vu la constitution, au siècle dernier, d'oligarchies régionales réalisant leurs accumulations matérielles et symboliques sur une base régionale ; puis, l'une de ces oligarchies triomphait en absorbant les autres et en réorganisant la totalité de l'espace national à son profit. Ce passage d'une structure de régionalisation à une structure de centralisation transformait la dynamique nationale en la circonscrivant en un lieu central unique, tout en reléguant les expectatives des provinces d'autrefois, notamment celles de leur arrière-pays.

La métropolisation est donc devenue le sujet des tensions et des conflits sociaux puisque c'est d'elle que provient l'aggravation des distorsions sociales et spatiales, dont la liquidation en cours de la paysannerie et l'explosion en cours des bidonvilles. De plus, c'est à la métropolisation qu'il faut créditer les dégradations environnementales de l'urbain, du rural et des cités en tant que conséquences des processus d'accumulation au centre, et en tant que conditions nécessaires de réalisation du système centralisé.

Les signes dont il nous faut rendre compte actuellement annoncent une mutation. Le centre en se détachant virtuellement de son territoire pose la question de ce qu'il advient des villes régionales quand un centre se détache ainsi d'un réseau. N'est-ce pas l'unique piste d'explication du phénomène récent de revitalisation des provinces, ou, pour sacrifier à la prudence scientifique, n'est-ce pas la plus probable des hypothèses ? Comment interpréter autrement ce surgissement inattendu des nouvelles revendications provinciales ? La diaspora n'a-t-elle pas accentué à la fois cette transnationalisation, en ce que le million « Haïtiens expatriés concentre sur Port-au-Prince beaucoup de leurs relations économiques (envois d'argent, achats de biens immobiliers) et sociales (les enfants y sont à l'école, les dépendants y sont regroupés), et à la fois cette régionalisation par un intérêt soutenu et non démenti pour les provinces d'origine, notamment par l'entremise d'innombrables associations régionales hors d'Haïti ? Comment penser la [p. 24] décentralisation en plein processus de mutation du centre en une « Nouvelle République Urbaine » qui donne enfin la chance aux régions d'une marge d'autonomie relative et d'intégration relative ?

Aborder la question d'un développement (national) sous l'angle de la relance des provinces conduit, au départ, à se placer du point de vue de l'auto-façonnement réalisé par une société donnée. Pour arriver à ce « regard endogène » tant proclamé comme indispensable, il n'existe en fait, par-delà cette clause de style de la littérature internationale, que peu de propositions concrètes. Passer par l'espace pour poser ce problème en ce moment nous semble offrir des assises plus réalistes aux réflexions et interventions sur le développement. Cette hypothèse de la relance des provinces nous semble donc offrir une piste de déblayage d'autant plus intéressante que, cherchant à enclencher un processus de rupture, sans surenchère mais aussi sans complaisance, il se pourrait que ce soit par là que serpente ce passage étroit au développement et à la démocratie.

La dynamique propre aux bidonvilles, qui comptent déjà plus de 50% de la population du Tiers Monde (et nous ne sommes qu'en début du processus), appelle à en faire une catégorie en soi, ne serait-ce que parce que cette démesure de pourcentage dans la répartition de la population générale en fait le principal espace de l'avenir des populations du Tiers Monde, bien avant l'urbain ou le rural. Il se produit donc dans l'évolution des deux catégories classiques de base, l'urbain/le rural, un espace autre, ni urbain ni rural, qui s'est acquis une substantielle autonomie relative, semblant même aller jusqu'à l'interrelation des bidonvilles dans une même ville et l'interrelation des bidonvilles d'une ville à l'autre. Une expression populaire recouvre cette réalité en émergence, les Cités, comme dans les Cités de Port-au-Prince : Lumière, Soleil, Boston, Brooklyn, Warf, Linthau, Bélékou, St Martin... ou celles du Cap : Lafossette, Lòtbòpon, Nan Bannann, Laborie, Ti Guinen, Bèlè... ou Raboteau aux Gonaïves...ou Lan Savann aux Cayes, etc.

C'est à partir de 1980 que des mouvements sociaux (émeutes de la faim, renversements de dictatures, masses contestatrices) commencent, de manière autonome de l'urbain ou du rural, à prendre siège dans des bidonvilles du Tiers Monde, annonçant ainsi la production en cours d'un phénomène d'espace nouveau. Cet espace des Cités, qui se donne par exemple comme l'une des clés majeures de compréhension des forces en mouvement en Haïti depuis la fin de 1985, serait en somme une structure nouvelle qui se réalise en carrefour des principales villes, avec des intérêts différenciés de ceux du rural ou de l'urbain. Cette catégorie d'espace serait le bilan d'une rapide [p. 25] accumulation de valeurs de différenciation dans un lieu qui a évolué du statut de marge de l'urbain et du rural, à celui d'une troisième dimension autonome.

Les populations qui ceignent en une trentaine de Cités les principales villes du pays semblent être devenues les principaux sujets de l'histoire contemporaine. Il faut retenir que ce sont les bidonvilles des principales villes des provinces, Cap, Gonaïves, Cayes, Jérémie... qui sont « sortis » en contestation jusqu'au départ des Duvalier. C'est aussi pour satisfaire les revendications élémentaires de survie des Cités que la dite « contrebande » de consommation courante (riz, sucre, vêtements usagés, cigarettes) est devenue l'axe d'une politique commerciale d'apaisement, sans aucune prise en compte de la production locale des vivres (rural) et de la

production locale de biens de consommation (urbain). « La guerre du riz » a même opposé dans de sanglants affrontements les bidonvilles des Gonaïves (pro « contrebande ») à la population paysanne productrice de riz dans l'Artibonite voisin. La clientèle à Port-au-Prince des grandes manifestations sort aussi des Cités qui agitent, de manière quasi autonome, menaces de *déchoukages* et revendications.

Une force particulière se manifeste donc dans la crise, celle des ex-croissances, rejetées du rural et rejetées de l'urbain, et c'est cela peut-être la grande nouveauté. Le bidonville a changé de nature pour n'être plus de la ville et n'être plus de la campagne. C'est la production d'un espace nouveau entre deux mondes, une dépression qui voit lui échapper les promesses de la ville sans pouvoir se raccrocher au rural, une dépression où l'on vient choir comme dans une poubelle de survie. Et c'est aussi l'espace voisin de l'espace de vie des enrôlés de la base de l'Armée comme en le voit clairement depuis deux années, et probablement l'espace voisin de l'espace de vie d'une frange croissante de plus de 50% des nouveaux candidats aux baccalauréats.

De ce tableau, l'hypothèse la plus conservatrice donne « le Nouvel Espace des Cités/NEC » comme le futur lieu de l'agglutination quelque part dans le prochain siècle de 75% des populations haïtiennes au pays ; un pays de bidonvilles ! Comment lors ne pas essayer de conjurer cette menace ? Comment lors ne pas traiter du Nouvel Espace des Cités et de ses relations avec les autres paliers, dont le régional en sa capacité de politique de rétention de population rurale, comme l'un des problèmes majeurs de l'espace économique d'Haïti et de l'espace économique de l'avenir du Tiers Monde ? Pourquoi, puisqu'il est encore temps (?), ne pas partir de l'articulation la plus immédiate, la marginalisation au centre et la relance des provinces, pour penser la gestion du futur en essayant de trouver une solution de rechange à ce qui semble déjà quasi imparable ? Il serait ainsi irresponsable de continuer à [p. 26] traiter ces réalités sociales et spatiales comme si elles étaient un raté à corriger du système urbain-rural, un épiphénomène dérangeant. D'autres construits d'espace ont émergé dans le Tiers Monde par leur capacité sociale de porter des revendications que peuvent appuyer le grand nombre ; puisque c'est là, dans le NEC, que se trouvera maintenant le plus grand nombre.

Dans ces conditions, c'est peut-être pour la première fois que la population rurale en obligation d'émigration se met à réclamer une relance des provinces nettement plus appréciée qu'une marginalisation au centre. À mesure que se développe l'espace des bidonvilles, il devient plus intéressant de rester vivre à la campagne à des conditions minimales acceptables : la satisfaction des besoins élémentaires. La migration aux bidonvilles des centres est maintenant le dernier pari que l'on veuille faire, l'ultime geste quand la vie et la mort à quitta ou double du *Canter* n'est pas possible, car tout le monde sait maintenant dans les localités, que prendre pied dans une Cité, pour une survie difficile, est affaire de nombreuses années, et qu'il n'y a pas de réussite spontanée ou rapide en ville. Le

dos au mur. D'ailleurs on a bien vu ces trois dernières années que les Cités pouvaient encore se dévider dans les campagnes à certaines alertes.

*

Les problèmes soulevés par la nouvelle conjoncture de l'aménagement du territoire en pays haïtien obligent donc à une révision en profondeur de la manière dont on s'était habitué à comprendre la dynamique d'ensemble de ce pays. Les choses ont changé de manière importante dans cette décennie 1980, c'est-à-dire qu'un seuil a été franchi et qu'un nouvel agencement est en train de se chercher actuellement, au point que ce moment de ré-orientation semble bien être celui optimal pour une intervention pragmatique et visionnaire de l'État, à partir de ce qu'il y a actuellement et de ce que cela pourrait devenir.

Au temps de la métropolisation en renforcement continu, temps des outrances d'une centralité qui n'avait tellement pas de limites que la mort des régions semblait imparable, il était tout à fait convenable d'aborder la situation nationale par les exigences imposées, par la ville capitale Port-au-Prince, à l'ensemble des activités sur le territoire national. C'est ce processus de détournement par une ville des potentialités de toute une société qui est train de changer sous l'action d'autres composantes d'espace qui se mettent à agir avec une autonomie relative, en poursuivant des intérêts souvent contraires à ceux de la capitale. Il faut donc rendre compte de ce qui s'est déroulé ces dernières années à partir de nouvelles configurations capables de justifier aussi bien la somme des événements, que les modalités de leur déroulement, non seulement sur tout le territoire national, mais encore dans les [p. 27] extensions de la diaspora. Les quatre nouveaux sous-ensembles en articulation capables ainsi de répondre du nouvel espace haïtien sont :

1. – Une capitale en processus de devenir une « Nouvelle République Urbaine/NRU » par une autonomisation qui frise la déterritorialisation pour un plus fort rattachement à un réseau transnational de villes capitales *circumcaribes* dont Miami serait le pôle de hiérarchisation du réseau. Ce mouvement de renforcement des externalités des villes capitales dans la zone est concomitant des mouvements de revendications des Cités et des villes des Provinces.

2. – Entre le rural et l'urbain, une troisième catégorie du spatial « Le Nouvel Espace des Cités/NEC », réceptacle obligé des migrations rurales et des rejets de la ville, espace de résonance des échos de la nation et espace porteur de la crise en plein centre comme on vient de le voir, de Port-au-Prince à Manille avec la fin de deux dictatures, de Caracas à Santo Domingo avec le début d'un temps d'explosion des Cités.

3. – Une Diaspora que la nouvelle conjoncture transforme en « Dixième Département/DD » de fait, prolongement des 9 départements du territoire traditionnel haïtien, par la somme de ses potentiels de complémentarité au pays. C'est un espace prometteur en ce qu'il est l'appoint national d'envergure dont il faudra apprendre à gérer les ressources et le potentiel de fournisseur

d'input/intrants en tous genres et de consommateurs d'output/extrants en tous genres. Notre GALATA.

4. – Des Provinces en velléités de refaçonnement par l'articulation, d'une part d'un monde rural structuré en bourgs-jardins et bourgs, et d'autre part des villes de province en quête de revitalisation. C'est un procès d'emboîtement et de hiérarchisation à partir de l'ensemble des milliers de localités en attente des réformes de la terre et des eaux, et des centres locaux en demande d'agro-industrialisation et d'une nouvelle gamme de services de premières lignes. Le répertoire des bourgs-jardins est à finaliser, le maillage administratif de base est à repenser, et le processus de sélection des zones aux potentiels les plus adéquats devrait nous redessiner la carte des « Nouvelles Provinces/NP » en émergence. Incontournable. Je vois cette carte au 1/250 000^e...

Nous avons mis du temps à comprendre la signification profonde de cet éclatement de l'espace contemporain en quatre entités, NRU-NEC-DD-NP. Nous savions que cela devait renvoyer obligatoirement aux structures dominantes d'espace, mais comment alors dire cet éclatement de post-centralisation dans laquelle la centralisation mute sans pour autant désarmer. C'est que nous serions en plein changement de cap, entre un moment de CENTRALISATION SAUVAGE (globalement 1915-1985) et une nouvelle période de [p. 28] CENTRALISATION par EMBOÎTEMENT (1985...) des quatre entités. Nous ne savions pas que le processus de centralisation était à deux temps et qu'à la rugueuse première phase allait succéder une seconde phase, encore imposée par le Capital et la Centralité, certes, mais qui offrirait la chance d'une relance par relative autonomie horizontale et relative intégration verticale de nouvelles dimensions nées des excès d'une centralité sans partage. Ce redéploiement du façonnement de l'espace haïtien nous semble vouloir inventer cette production nationale et ce marché national indispensables à la survie même du système... Et voilà cette quatrième figure qui nous a poussé, là sous les yeux, très rapidement dans cette décennie, et avec laquelle il va nous falloir travailler cette fin de siècle. Il est probable que cette potentialité de centralisation par emboîtement devienne la structure dominante d'espace de la première moitié du prochain siècle, si nous arrivons à répondre adéquatement à la commande que passe, et aux exigences que nous fait cette dynamique, nouvelle et en forte accélération.

Ce dernier cas de figure de l'espace contemporain constitue la rampe d'où prendre l'élan de la relance... Le principal vecteur de cette relance sera le nouveau Gouvernement gestionnaire d'un nouvel État-Arbitre... Le principal agent de gestion de cette relance ne saurait être autre que la fonction publique à reprogrammer pour tous ceux et toutes celles qui émargent aux budgets d'État... Et de tout ceci, il reste que l'objet même de cette relance, sa raison d'être et son principe de dynamisation est le BOURG-JARDIN.

TROISIÈME DONNE : LE PAYS DES BOURGS-JARDINS

[Retour au sommaire](#)

Si à toutes les questions sur ce qu'est Haïti il ne devait y avoir qu'une seule bonne réponse, alors ce serait sans hésitation « Le pays des Bourgs-jardins ». L'acceptation de cette définition de base du pays porte à conséquences dont la première est qu'il y a fort à parier que la mise en branle de la relance passera par une intervention majeure dans les bourgs-jardins. C'est qu'il ne saurait y avoir de définition de base d'un pays sans que ce ne soit en même temps la manière de nommer son levier de dynamique. D'ailleurs, que peut-on proposer d'autre qui puisse prétendre à meilleure adéquation, ou même à pareille adéquation, au pays haïtien ? Rien ; puisqu'à dire pays des bourgs-jardins on dit tout le reste, créole, vodou, peinture, *compagnonnage*, *madan sara*, *lakou founi*, *canter*, *chef section*, *tonton macoute*, marronnage, diaspora.... et que jamais l'inverse n'est vrai. Ce qui veut dire que c'est bien par les bourgs-jardins que l'on sortira la relance du domaine des vœux pieux où elle est confinée depuis cinq ans pour celui de sa réalisation, au jour le jour, de jour en jour, jour après jour.... pour dire que ce sera d'une longue et épuisante quotidienneté.

[p. 29] Définition de base donc que celle du pays des bourgs-jardins dont la spécificité ne s'est révélée finalement que cette dernière décennie dans les recherches menées en diaspora, quand on a pu pour la première fois accéder au discours du monde rural haïtien sur lui-même, hors des mailles du filet répressif d'alors et par-delà les discours dominants d'alors. Dans le monde rural haïtien chaque personne, et tout le monde, se situe parfaitement dans un lieu de regroupement particulier, un bourg-jardin, et dans la zone d'influence d'un marché particulier, lieu central d'un ensemble de bourgs-jardins. Cette expression de bourg-jardin rend donc compte au premier abord de deux choses, d'une part du plus petit niveau des agglomérations rurales qui prennent des contours appropriés au rapport à la tenure et à l'eau des plaines, vallées, plateaux, montagnes où elles se trouvent, et rend compte d'autre part des marchés en tant que carrefours hebdomadaires et centres de convergence d'un nombre donné de bourgs-jardins. Le marché est le principal événement récurrent des bourgs-jardins. Les deux notions sont si intimement imbriquées que l'on doit les aborder ensemble pour saisir le système rural puisque les jours d'achat et de vente de produits des bourgs-jardins sont marchés, moments d'échanges entre plusieurs bourgs-jardins voisins, et que les lieux de vente et d'achat de ces produits sont marchés, points de soudure de la charpente paysanne du pays.

Dans la formation de ce maître-mot de bourgs-jardins pour caractériser l'organisation des fermes de la paysannerie haïtienne en tant que maille du pays profond dont les nœuds sont les marchés, il y a cette référence au mot BOURG pour dire que là aussi se déroule une vie de relations apparentée à celle des bourgs. C'est donc plus qu'une simple expression à valeur descriptive, le terme connote une critique de ce qui n'est pas fait actuellement à cause de conceptions importées de la répartition de l'habitat rural, et une proposition de faire différemment pour supporter la relance. En faisant des marchés les carrefours de ces bourgs-jardins, on dépasse la représentation traditionnelle des villes comme unique type de nœuds de l'espace pour atteindre à la conception du marché comme l'un des centres des activités économiques, sociales, culturelles et politiques de la paysannerie.

Le pays des bourgs-jardins n'est donc pas une simple expression mais une perspective, et des propositions, pour arriver à faire de ces bourgs-jardins des outils de transformation de la réalité actuelle et des lieux privilégiés à partir desquels penser les interventions de cette transformation. Ils sont probablement hiérarchisés par classes de tailles différentes, bien que nous ignorions encore les seuils de regroupement de cette classification. On peut risquer qu'il doit en exister actuellement quelque dix mille dont trois mille de premier niveau, dûment nommés comme tels, pour une densité moyenne de 1 bourg-jardin principal par [p. 30] dix kilomètres carrés. Mais il nous faut encore du temps pour cerner tout cela dans les détails, quoique nous soyons absolument certain que partir des bourgs-jardins change complètement la perspective d'intervention, car c'est à ce niveau aggloméré du bourg-jardin qu'il faut travailler concrètement le passage de la misère à la pauvreté.

La suite à entreprendre le plus tôt possible est un énorme effort de saisie des données sur les articulations de base de ces communautés pour arriver à formuler les voies et moyens d'une réforme de la terre et des eaux capable de créer 100 000, 200 000, 250 000 exploitations à même de produire pour 4000 ou 5000 dollars/année, ce qui changerait complètement la donne nationale par cette viabilisation des bourgs-jardins les plus appropriés à produire pour un milliard de biens. Possible, à moyen terme en plus, mais avec l'audace conceptuelle, l'audace politique et l'audace gestionnelle idoines.

*

Il y a cependant une conception autre dont les tenants caractérisent la distribution de la population rurale haïtienne par la notion *d'habitat dispersé* pour immédiatement appeler ensuite à un regroupement des habitats afin de faciliter la fourniture des services, l'encadrement, la prise en charge, etc. Cette école a imprégné toute une génération, et si cette paresseuse manière de penser a encore des preneurs, les plus dynamiques ont quand même déjà poussé la réflexion jusqu'à voir que si l'habitat est dispersé, cela ne veut absolument pas dire que les habitats sont en désordre, éparpillés, isolés, autarciques, solitaires. D'ailleurs, prôner un déplacement coercitif des populations rurales vers des agglomérations à

créer ne fait pas sérieux du tout en cette année 1990, compte tenu des échecs de ce genre de tentatives à l'échelle internationale. Pourquoi ne pas tout simplement reconnaître un plus petit niveau de regroupement que celui des bourgs, justement celui des bourgs-jardins ? Cette échelle micro d'agrégation n'est même pas une spécificité haïtienne, elle est partout ailleurs, comme dans le *Rang* du Québec. Il faut surtout dire, que même pour les plus honnêtes des Haïtiens et des Haïtiennes des différentes couches dominantes, après avoir vécu en héritiers et héritières de deux siècles de mépris imbécile de la paysannerie, ils/elles ont une incapacité structurelle et spontanée à oser penser qu'un avenir national puisse se tapisser là, dans cette chose-là, chez ces gens-là ; et un blocage certain à admettre que l'on puisse maintenant définir ce pays par ses BOURGS-JARDINS... Et pourtant.

La nécessité de se démarquer de la thèse précédente qui ne peut que continuer à conduire aux pires errements dans les interventions, vaut d'établir clairement que l'habitat rural en Haïti n'a jamais été en pagaille, et que peut-être même il a toujours existé des bourgs-jardins à la première échelle micro bien que la population rurale ait globalement [p. 31] triplé ses effectifs ces deux derniers siècles : de 400 000 vers 1789, elle atteignait 1.3 million vers 1890 pour s'établir aux alentours de 4 millions dans ces années 1990.

La case-à-nègres des ateliers du XVIII^e siècle, le *lakou* familial du XIX^e siècle, le hameau du XX^e siècle sont des entités dans lesquelles se déroulent production, consommation, commercialisation, et où se vivent aussi le culturel, le politique et le social... Dans la Saint-Domingue coloniale, sur chaque plantation, on retrouvait un regroupement de cases destinées aux esclaves, des cases-à-nègres associées à des places-à-vivres. Ainsi, place-à-vivres et case-à-nègres seront les premières agglomérations habitats-jardins dont le fondement est la participation forcée à une communauté concentrationnaire à laquelle aboutissait l'esclave au hasard du marché des nègres. En période d'espace régionalisé au XIX^e siècle, ce sont les liens de consanguinité qui vont relier des générations cultivant la même terre. Le *lakou* est ce regroupement habitat-jardin de paysans partageant la ferme familiale. Lorsque à la fin du XIX^e siècle les *lakou* éclatent, les liens de consanguinité se dissolvent pour céder la place aux liens de territorialité des bourgs-jardins fondés sur le voisinage dans un même lieu dit. On est ainsi passé des liens de servitude (atelier de l'espace morcelé) aux regroupements familiaux (*lakou* de l'espace régionalisé) pour en arriver aux relations de voisinage (bourg-jardin de l'espace centralisé) toujours sur la même base de regroupements habitats-jardins dans des agglomérations de niveau micro.

Le bourg-jardin c'est aussi le *compagnonnage* de la mise en valeur des parcelles en cultures et la modalité de commercialisation par *madan sara*. Pour la mise en valeur des parcelles, les cultivateurs recourent aux trois dimensions verticale, horizontale et temporelle de la superficie en culture. Cette façon culturelle définit quatre niveaux verticaux d'utilisation de strates végétales et horizontalement trois cercles concentriques autour de la case, tandis que le temporel est le calendrier qui assure une production continue à l'exploitation par un enchaînement séquentiel différent des semis aux récoltes pour chacune des

ressources cultivées. Nous voilà maintenant loin de la théorie du *grapillage* qui fut, avec la conception de *l'habitat dispersé*, la première lecture de l'exploitation paysanne haïtienne par Moral. Quant à la commercialisation, c'est probablement le domaine le plus étudié dans sa mécanique de base, quoique l'irruption récente de la question des genres dans l'historiographie haïtienne ait renouvelé complètement l'interprétation de cette exclusivité féminine des circuits de distribution reliés aux vivres des bourgs-jardins (*L'autre moitié du développement* de Mireille Neptune). Finalement on se rend compte que même pour la commercialisation, l'essentiel est encore à venir.

[p. 32] En somme, le bourg-jardin est l'expression d'une structure cardinale dont les quatre repères renvoient à la topologie du hameau et des jardins, à la centralité des marchés, aux modes de mise en valeur des exploitations et parcelles, et au genre des agents des circuits de commercialisation. C'est à partir de ces quatre points cardinaux du bourg-jardin qu'il y a moyen de se situer, de s'orienter, et de cheminer dans le pays profond haïtien.

*

En disant le pays des bourgs-jardins il se pourrait bien que nous soyons aussi en train de rendre compte de toutes les adaptations de la rencontre au fondement de la naissance en terre américaine de la civilisation haïtienne en touchant à sa particularité consubstantielle dans la manière dont le social total investit le territoire à sa base. Pays de bourgs-jardins en ce que l'idée que ce peuple se fait de son espace social et de la nature qui l'environne, et la manière dont il les prend en charge, est une intégration et une interprétation d'un nombre si élevé de variables de types si différents que l'on ne peut pas continuer à refuser le recours à une sorte d'ethnogéographie de l'espace haïtien... Plus tard.

Mais déjà affleure que la topographie des hameaux est en aires profanes et lieux où souffle l'Esprit, espace sacré du *démembré*, de l'arbre et de la plante que le sentier contournera à distance hors de la logique du plus court chemin et de la ligne droite, la tenue en respect des vivants et des morts par les clôtures aux espèces adéquates, l'hommage aux lieux des demeures des *Loas* sur la terre et sous les eaux, le rapport à l'arbre qui n'a rien à voir avec le triomphalisme écologique pour s'insérer dans l'équilibrisme vertigineux du *compagnonnage* dont le calendrier interpelle le ciel des astres et des saisons, la terre nourricière et les eaux fécondantes, pour les trois dimensions de la mise en valeur culturelle des parcelles... À sortir de la liberté et de l'infiniment grand de l'Afrique des savanes à peine moutonnées, pour une plongée dans l'esclavage et l'infiniment petit de l'extravagante architecture des montagnes trop hautes, des plaines trop étroites, des vallées trop encaissées et des plateaux trop perchés de la Saint-Domingue coloniale... a probablement aussi quelque chose à voir quelque part dans le rapport à la nature de la paysannerie et la solution qu'elle a inventée pour la prendre en charge... Plus tard.

Il faut aussi reconstruire la genèse de cette rationalité (devenue philosophie ?) de base de la paysannerie haïtienne qui est faite d'une préférence séculaire

marquée pour de la gestion de la sécurité au lieu du risque de la course aux gains spéculatifs. Cette conception rationnelle de maximiser la sécurité et de minimiser le risque (devenue une métaphysique ?) tellement étrangère à la philosophie de la croissance qui imprègne nos *bòdmè* et nos volontarismes *développementeurs*, se [p. 33] retrouve dans la représentation que ce peuple se fait de son milieu et de sa perception des techniques de sa maîtrise en théorie et en pratique jusqu'à être des jardiniers, plus que des paysans, et ceci depuis le début de l'aventure haïtienne en terre caraïbe. Des cases-à-nègres et places-à-vivres aux bourgs-jardins en compagnonnage, et aux marchés des *madan sara*, il y a la continuité de quelque chose d'essentiel qui gère aussi bien l'allocation de spécialisation aux genres masculin et féminin, que les systèmes d'assurance sociale que sont les pulvérisations des gains de production et de commercialisation à un nombre démesuré d'agentes...

Et si tout compte fait c'était le pays du jardinier et de la marchande ? *LE JARDINIER ET LA MARCHANDE, AU PAYS DES BOURGS-JARDINS*, quel beau titre ! Je me le réserve. Pour plus tard.

*

Pays de bourgs-jardins, soit ; mais alors à quoi sert d'arriver à qualifier ainsi le pays dans ce moment ? C'est que l'on ne transforme un monde qu'en fonction de l'idée que l'on se fait de ce monde à transformer, et c'est bien pourquoi il nous fallait d'abord nous assurer de la propre vision qu'a la paysannerie de son articulation au territoire pour mettre quelques chances de réussite du côté d'une intervention dont les *jardiniers* seraient les principaux maîtres-d'œuvres appelés à évoluer dans un univers familial et dans une dynamique qui leur soit acceptable, avec des moyens connus d'eux et des façons culturelles maîtrisées par eux. Pour cela il fallait commencer par aller leur demander leur avis et leurs attentes sur leur production, leur consommation et leur participation à la vie de la communauté. Ces procédures d'enquêtes ont été mises en branle après février 1986, jusqu'à la réalisation à l'été 1989 d'un test d'application de tout le protocole de la recherche, de l'hypothèse de base « migration zéro » aux outils des mesures. Si les résultats de cette pré-enquête sont probants, il reste cependant à généraliser les enquêtes dans beaucoup d'échantillons aréolaires, pour être en prise sur la totalité des nuances de la totalité des micro-milieus d'un pays justement fait d'une marqueterie de petites unités aux caractères tranchés. Mais pour l'essentiel on sait déjà où s'en aller et comment s'y rendre.

S'il nous faut synthétiser les attentes individuelles et leur construire un cadre d'opérationnalisation nationale, nous aboutissons aux trois exigences capables de définir l'option à notre disposition dans le moment présent : les espaces-clés sont ceux des Nouvelles Provinces/NP en potentialité de relance par réarticulation des bourgs-jardins aux villes de province ; les interventions sont celles nécessaires à la fourniture des besoins élémentaires « un programme minimum mené avec les moyens du bord et selon la demande des bourgs-jardins ; les agents de la

supervision et de l'évaluation de la relance sont ceux des appareils d'État, formés, encadrés et mobilisés pour la nouvelle donne.

[p. 34] Les deux principales stratégies du développement spatial de l'après-guerre ont été menées pour vérifier que la conception d'un développement par pôle de croissance qui faisait de la capitale son réceptacle des investissements a complètement déçu en n'aboutissant qu'à creuser davantage des écarts déjà démesurés au départ, au lieu « inférer un entraînement du monde rural dans la modernisation promise. Il en a été de même du développement régional intégré qui n'a tenu aucune de ses promesses, pas plus en Haïti qu'ailleurs. Ce spectaculaire désenchantement des deux décennies du développement ayant conduit à 20 ans d'échecs nous laisse quand même en Haïti avec un répertoire fort utile de ce qu'il ne faut absolument pas faire, et quelques pistes sur ce qui aurait dû se faire et donc pourrait s'entreprendre actuellement.

L'espace d'un plan national commande avant tout de privilégier une entité pour les principales interventions. Quand on fait le tour des quatre sous-ensembles du nouvel espace national, il ne reste valablement qu'à favoriser la double dynamique des deux composantes des Nouvelles Provinces, celle du monde des bourgs-jardins et celle du monde des villes de provinces. Du côté des bourgs-jardins, il faudrait voir aux conditions juridiques, financières et politiques de la viabilisation des principaux d'entre eux pour former ce paysage de coalescence de jardins 'A' remembrés ; l'expression porte aussi en elle cette ultime réalisation. La relance c'est d'abord cette réforme de la terre et des eaux pour inventer cette robuste classe moyenne de *jardiniers* et de *marchandes* pour servir de socle au pays. C'est ensuite du côté des villes de province l'accueil des services minimums aux populations environnantes des bourgs-jardins, et l'implantation des unités de transformation agro-industrielles, PME qui servent de débouchés et de forces d'attractions aux productions des bourgs-jardins. C'est le deuxième volet, industriel cette fois, de ce socle des nouvelles classes moyennes productrices ; les classes au fondement de la démocratie. Partout.

L'espace du plan, c'est d'abord le tracé à l'échelle du pays des contours des Nouvelles Provinces dont les zones prioritaires seront à définir par sélection des bourgs-jardins à favoriser pour contenir les nouvelles unités de production, par remembrement ou démembrement, mais de toutes les façons aux tenures capables de garantir la sécurité nécessaire à une augmentation de la production et à une régénération écologique ; etc.

Il va de soi que tout ceci n'est pas entrepris pour recréer de nouvelles sources de prélèvements sauvages pour des oligarchies à court de clientèles. Faudra veiller cette fois, puisque la conjoncture favorable que l'on se propose d'inventer pour la fin de siècle a déjà existé quelque part au tournant des années 1900 ; mais à l'époque, l'on en avait profité [p. 35] pour assécher la production nationale et rançonner la classe paysanne de manière aussi dépravée que dans la fable *La poule aux œufs d'or*. *Pinga !*

Pour ce qui est de l'opérationnalisation de cette stratégie, nous la développons dans la conclusion générale de l'ouvrage. On y réalise l'enchaînement de toutes les dimensions que suppose un plan. C'est au terme de notre randonnée dans les trois volumes du corpus, après la mise en perspective des quatre-vingt-cinq principaux textes retenus, que nous dirons donc sous le même titre des *Cartes sur table*, la Vigie (l'indicateur des contrôles et des suivis), le Timon (le levier à agir et le cap à tenir) et le Raccourci (les voies à prendre et les séquences à suivre) qui s'offrent à nous. Quelque chose comme une dernière chance.

*

P.S. Il faut un post-scriptum à cette introduction car on ne peut écrire en cette année 1990 sans tenter de dire ce que nous aurons à voir avec ce qui se déroule actuellement dans le monde. À travers la bousculade de ces événements, qui annoncent à travers un échec en économie et un succès des libertés citoyennes, l'ouverture des Économies de l'Est aux capitaux de l'Ouest et à sa conception de la consommation de masse des classes moyennes, bases de la démocratie, il nous sera plus qu'avant demandé en quoi et comment nous faisons preuve que nous comptons d'abord sur nos propres sources et ressources, avant de faire appel aux autres pour nous aider. Il y a comme un glas qui sonne pour le Tiers Monde, car, ce qui est justement en train de changer dans le monde, c'est la fin des assistés, résignés ou complaisants, portés à bout de bras par des tuteurs abusifs. Car ce temps, c'est un temps d'individualisme plus grand, et c'est aussi le début d'un mouvement qui verra les satellites les plus dépendants des grands centres mondiaux se faire larguer à mesure. Et c'est probablement aussi le début d'une baisse des solidarités Nord-Sud au profit des flux Nord-Nord, entre gens enfin en pleines retrouvailles. Entre eux.

En clair, la mentalité d'assisté va être mise à rude épreuve dans un Tiers Monde de plus en plus délaissé par ces Grands recentrés sur leurs propres problèmes. Tout ceci préfigure un temps de révision dans les relations internationales dans lesquelles les coopérations risquent de ne plus considérer que ceux qui s'aident eux-mêmes au départ... C'est la fin annoncée de la mendicité faute d'oboles... Qui s'en plaindra ? Il faudra donc à l'interne un cadre de cohérence globale à un plan de relance totale ; ce qui veut dire que maintenant plus que jamais nous ne pouvons plus faire l'économie de l'explicitation de nos orientations de base, ni nous contenter de ruminer les approximations qui nous ont tenu lieu de levier de pilotage jusqu'à présent... Nous sommes condamnés à mettre *Cartes sur table*, ne serait-ce qu'en tablant sur la démesure de notre situation pour innover. Encore possible, mais à condition que.

[p. 36]

[Retour à la liste des illustrations](#)

La Cejita, samedi 18 juillet 1981

Al almanecer

Il se faisait lentement jour sur La Cejita,

R. D.

Dans la pièce du devant de la case, honoré du lit de mes hôtes Virgilio et Gloria qui dorment encore avec leurs sept filles dans la pièce d'arrière, je regarde filtrer le jour par les fentes de la porte. Dans ce dégradé menant à l'éclat du soleil pour bientôt, je creuse, une fois de plus, en quête de la question qui donnera sens au terrain. Je suis remonté hier, longuement, jusqu'à 700 mètres d'altitude, de raccourcis en raccourcis, pour surplomber finalement les 64 cases qui font village sur ces pentes du Cibao. *De raccourcis en raccourcis...*

Je n'avais fait que cela depuis le début, toujours trouver le chemin le plus court, toujours composer avec la montagne pour gagner du temps avant la nuit, gagner l'ombre au midi de la chaleur.

Et si c'était cela le mot conducteur, **Le Raccourci**, que je cherchais sans pouvoir le nommer ?

Je pris mon café ce matin-là en trouvant, pour la première fois, que le sirop de canne n'avait plus tellement mauvais goût.

Arbres rescapés des déboisements politiques le long de la frontière haïtiano-dominicaine ; les derniers mètres de l'allée menant au pont de Ouanaminthe

[p. 36]

Introduction de la première édition (1982)

PERSPECTIVE : PRENDRE RACCOURCI

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Introduire une sélection de textes réalisés entre 1977 et 1981, c'est dire après coup l'unité sous-jacente à la diversité d'un quotidien d'exil et de quête des éléments d'un nouveau discours géographique ; opération d'autant plus risquée qu'il doit en fait exister plusieurs fils conducteurs et que le choix de l'un d'eux est encore affaire de conjoncture. Toujours est-il que *prendre raccourci* me semble être aujourd'hui le thème qui se dégage de ces variations sur **développement et politique** en Haïti.

Raccourci, mot chargé d'un projet d'alternative tracé par la récurrence de questions qui, d'un dit à l'autre, se sont accrochées aux trois niveaux de l'interprétation de la crise actuelle, des transformations souhaitables et des moyens à prendre pour construire ce futur. *Le raccourci* devient alors ce vocable unifiant, par prise de distance des sollicitations captées sur des registres différents, ceux-là mêmes du vécu d'une tranche quinquennale. Il s'y entremêlent, au gré des moments et à travers cette variété des médias de l'écrit et de l'oral qui portent l'écho de ces années 1980, le discours disciplinaire, l'interpellation politique, l'analyse de conjoncture, la critique de pratiques scientifiques, l'évaluation de projets, la recherche de significations des crises au pays et en diaspora.

*

Neuf chapitres donc pour cette rétrospective en forme d'itinéraire tracé dans le foisonnement de ces choses d'une vie de témoin et de participant. Beaucoup y passe, dénonciations et propositions, questions brûlantes de l'heure et vieilles questions longtemps en suspens, rapidement ou longuement, et souvent de manière répétitive, sans d'autres prétentions que d'être ponctuel, partiel et daté comme le cadre original de leur production. Dans ce *moment actuel*, la situation est suffisamment grave pour que s'explique ce vouloir trouver d'autres chemins dans d'autres compagnonnages de route.

L'ordre d'exposition adopté n'est pas plus chronologique que la maturation de la perspective n'a été linéaire. Nous avons été sollicité pour ces interventions tout au long du processus de réalisation de *l'Atlas critique* [p. 38] *d'Haïti*¹ et chacun des dits fait écho aux problèmes qui nous habitaient dans un temps. En somme, nous avons été constamment en mouvement "régressif-progressif", nous accrochant à la compréhension des phénomènes de la conjoncture, fouillant la dynamique qui pourrait les expliquer et revenant ensuite rectifier notre lecture du présent par ces acquis de la genèse, avant de recommencer à nouveau, à partir de cette nouvelle construction du moment des années 1980. Aussi, l'ordre de présentation des chapitres, tout comme le thème conducteur pour les enfilier, ne se sont révélés qu'en toute fin du travail.

Le contrôle économique et la gestion politique de l'espace s'étant imposés au terme de ce cheminement comme les deux dimensions principales de l'accès au géographique (haïtien), nous avons voulu ramasser nos avancées théoriques, méthodologiques et politiques dans une mise à l'épreuve, ce qui nous donne *Hispaniola*² comme troisième volet de la même démarche. Au travers de cette pluralité, l'objectif final est resté le même d'un bout à l'autre du travail : trouver pour l'horizon 2000 les racines d'une alternative.

Pour essayer de faire pièce au piège de méthode caché dans la méthode, le réductionnisme qui guette toujours ces constructions, nous avons refusé d'occulter le sensible qui investit la relation à l'objet d'étude, car nous parlons le devenir d'un peuple, le nôtre, et que nous sommes noué par ce tragique.

*

Si nous disposons actuellement d'un ensemble appréciable de données construites principalement ces dix dernières années, il me semble que ce qui nous fait défaut pour donner sens à cette accumulation est la production d'un cadre théorique capable de dévoiler ce qui singularise l'espace haïtien, d'en fournir une nouvelle grille de lecture et de livrer une manière nouvelle d'agencement permettant d'échapper à l'enfermement de ces indices impuissants par eux seuls à dire le réel à interpréter et à transformer. En d'autres termes, et de manière métaphorique, je crois profondément que nous avons actuellement à notre disposition toutes les pièces nécessaires à la construction d'une machine nationale puissante, mais qu'il nous reste encore à inventer un schéma de montage pour les emboîter correctement ; et cela, c'est le travail de *l'audace conceptuelle* que de donner une forme nouvelle à cet amoncellement disparate et ce sera le travail de *l'audace organisationnelle* que de bâtir et de faire fonctionner, plus tard, cette machine.

¹ *Atlas critique d'Haïti*. Études et recherches critiques d'espace et Centre de recherches caraïbes. 4^e trimestre 1982, 18 cartes en polychromie, 80 pages de format 10 x 13 pouces.

² *Hispaniola*. Lecturas sobre un mapa mural/Les lectures d'une carte murale. En collaboration avec R. E. Yunén et D. Audette. Études et recherches critiques d'espace et Universidad católica Madre y Maestra en Santiago, Murale de 1 m X 1.40 m. 4^e trimestre 1982.

Si la centralisation haïtienne porte marque de toutes les centralisations d'espace du système mondial, elle n'est cependant réductible à aucune autre ; et c'est cette différence-là qu'il nous faut creuser. Si toute hiérarchisation procède d'une centralité globale et actuellement généralisée, nos [p. 39] carrefours sont-ils pour autant aussi semblables à tous les autres, que 25% ou 75 % de la population vive d'activités agricoles ? Certainement pas ; et c'est cette nuance-là qu'il nous faut dire. Aussi me suis-je défendu de forcer le social et le spatial haïtien à s'encastrent dans des grilles à l'évidence produites hors de notre contexte. Il nous fallait impérativement d'abord atteindre au *pays profond* avant d'y faire jaillir des pistes d'alternatives. Cette quête de perspectives directrices ancrées dans les spécificités du cas étudié nous permettait d'enlever au traitement de l'information ce caractère d'alignement d'agréats classiques qui grève tellement le discours sur Haïti.

*

La voie qui nous sera tracée comme "naturelle" est celle de l'accumulation capitaliste plus ou moins accélérée par centralisation : capitale de 3 millions de personnes en l'an 2000, zones franches regroupées pour la sous-traitance internationale, grandes entreprises aux sièges sociaux concentrés au "bord-de-mer" pour la gestion de grandes plantations et de grandes propriétés reconstituées, tourisme... bref, "une république de Port-au-Prince" devenant de plus en plus forte économiquement et politiquement, et des "périphéries" rurales et urbaines de plus en plus faibles, stagnantes, migrantes, avec leurs cortèges amplifiés de prostitution, de misère, de velléité de fuite. Et ceci, notons-le, seulement dans le meilleur des cas de reprise en main d'une croissance à la remorque du capitalisme dominant qui nous donnerait dans 25 ans le profil et la fiche signalétique d'une moyenne caraïbéenne d'il y a 25 ans ! Inquiétantes perspectives que ce chemin qui nous fixe pour ultime étape au passage à l'autre siècle, un demi-siècle de "retard" dans le contexte de nos équivalents américains ¹.

Puis l'autre possibilité de *prendre raccourci* pour nous en sortir autrement et plus rapidement, dans ce lieu de notre Amérique, en tablant sur les accumulations de tout un peuple, en chacun des points de son espace, pour ériger une société nouvelle aux rapports sociaux enrichis. Il est certes encore question de production accélérée, de développement poussé, d'urbanisation, de modernisation, de croissance... mais c'est en partie et à partir des bourgs-jardins, des marchés, des petits commerces, d'agrovilles et de villes moyennes aux petites et moyennes unités de production... tout en veillant à ce que les plus grandes, qui existent aussi dans l'agriculture et l'industrie, n'entravent pas l'abolition poursuivie des coupures

¹ En mars 1981, la DATPE, Division de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement, publiait le tout premier schéma d'aménagement du territoire haïtien et l'image à long terme qui nous est présentée pour l'an 2006, projection optimiste dans cette voie d'optimisation capitaliste, place globalement Haïti en un point déjà "dépassé" par la plupart de nos voisins caraïbéens ! Dans cette voie c'est, hélas, le mieux que l'on puisse espérer.

villes/campagnes, provinces/capitale, arrière-pays/bord-de-mer, fondements et produits de nos extrêmes de classes. Cette alternative envisageable dans notre cas de prédominance rurale, à l'ensemble non encore métropolisé à l'excès, toujours fortement articulé sur les paysans et marchandes, riche d'une diaspora à penser comme structure intégrée au processus interne de développement... [p. 40] a pour assise les savoir-faire que révèle la géographie politique et économique de la survie en Haïti des classes défavorisées en pratique à l'échelle du pays entier.

Tel me semble le projet qui court entre les lignes de ces textes à la recherche des principaux nœuds de cette construction.

*

Nouvelle utopie, a-t-on déjà dit ; que l'on me dise alors une manière autre, dans un délai de 20 ans, de *changer la société, changer la vie*, sans cet ancrage dans l'espace socialement et historiquement produit et légué à cette conjoncture des années 1980 ? Les données du choix se précisent pourtant de plus en plus. Il y a bien une base économique dans cette large place à une production familiale de vivres et de denrées, ces rapports de possession, d'indivision, de location de la terre qui modulent les rapports de travail, ces modalités différentielles de commercialisation, ces façons agraires et ces pratiques culturelles... dans le cadre d'une spatialité de l'habitat et des jardins entrelacés d'un réseau de relations aux fonctions de production et de reproduction, notamment de la force de travail. Et cette base économique est articulée à des structures politiques, sociales, culturelles dont le type de contrôle policier du rural, le vodou, le créole, la peinture... n'en sont pas les moindres manifestations. Un jour on arrivera peut-être à la spécifier comme mode de production particulier de la presque dernière paysannerie des Antilles en travaillant son niveau de dépendance, son rôle d'auxiliaire du mode capitaliste dominant, sa fonction de réserve pour l'émigration et le salariat local, etc. Or, l'articulation de "cette chose-là" (MPHs pour mode de production haïtien à spécifier) à la pénétration du mode de production capitaliste conduit tout droit et brutalement à sa disparition dans cette phase actuelle d'accumulation de capital.¹ Aussi les conséquences désastreuses que nous

¹ L'histoire de la Caraïbe au XX^e siècle est aussi l'histoire de cette désarticulation plus ou moins rapide suivant les cas, par la réduction graduelle des paysanneries en lieu de production, de consommation et de reproduction de la force de travail du mode tuteur. C'est la logique d'un amenuisement séquentiel. En Haïti, avec encore 80% de paysans et de marchandes, ce processus en accélération produit et produira un déracinement brusque et massif qui est appelé à submerger les autres secteurs. Les stratégies de rétention de populations rurales actuellement à l'œuvre dans la Caraïbe ne confrontent ni l'ampleur, ni l'échelle du cas haïtien et elles ne sont pourtant que des solutions bâtarde, ponctuelles et passagères. Faire face à la situation haïtienne exige une autre voie, celle de concevoir le monde de ces 90% de "périphériques ruraux et urbains" comme l'intersection de toutes les pratiques sociales, politiques et économiques d'une phase de transition. C'est un problème dont l'échelle est non seulement unique actuellement, mais encore dont la solution, quelles que soient les allégeances d'externalité de l'État envisagé, ne peut s'aborder qu'en partie et à partir des ressources humaines et matérielles proprement locales à cette société.

observons et vivons tous les jours, des boat-people aux famines, n'en sont qu'à leur début pour ces quelque quatre millions de paysans,

À cette dynamique de débâcle de la diffusion du MPC et de ses interrelations avec le MPHs, il faut répondre par la recherche d'un équilibre politique et économique qui se donne pour objet l'endiguement du processus de périphérisation en cours et possiblement la redéfinition d'un nouvel ordre [p. 41] qui assure à ces 90% de notre population d'aujourd'hui un devenir acceptable dans leur propre espace, dans un délai raisonnable.

Quel autre point de départ que la pratique sociale et spatiale du MPHs ?

*

Nouvel indigénisme ont alors murmuré ceux qui, affectant d'oublier l'adage de Hegel "Ce qui est familier n'est pas pour cela connu", n'arrivent pas à entendre qu'il puisse exister en creux de survie et de résistance d'un peuple des pratiques spatiales aux riches promesses. Quoi de plus normal que leur intériorisation du discours de dévalorisation que promène le regard de l'autre, l'étalement de ses vitrines, l'imposition de son bonheur mesuré à l'aune du dollar ! On a fini par faire croire que trois siècles de *caraïbéanisation* de six millions d'hommes, de femmes et d'enfants n'avaient produit aucune sédimentation, ne pouvaient prétendre d'aucune épaisseur... rien que l'ubuesque et sanglante pantomime du quart de siècle d'une "cleptocratie" sans projet, sans vision. D'un bord à l'autre, des factions au pouvoir aux factions dans l'opposition, l'exigeante gestion de la misère s'est muée en rites d'invocation d'une manne à venir d'une quelconque puissance salvatrice.

Il n'y aura pas de *happy end*, le *deus ex machina* n'est pas de l'ordre du social et du spatial ; les éléments de la difficile solution sont toujours-déjà-là, sur place. À ne pas partir des savoir-faire du MPHs qui regorge de pratiques acceptables, on se condamne à affronter des écueils qui ne sont pas ceux du niveau de nos ressources matérielles et humaines. Il me semble qu'il faut partir des fondements de cette géographie politique et économique de la survie pour engager le processus de développement, et non surimposer technologies, capitaux et organisations d'un autre contexte.

*

Ni utopie, ni indigénisme, peut-être un raccourci.

Georges Anglade
1982

[p. 42]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Haïti est un cas-limite : mais peut-être est-ce là que précisément réside sa chance" : par trois fois dans l'Histoire moderne, ce pays s'est trouvé en situation de fournir, à partir d'une extrême, des modèles d'oppression et/ou de libération.

Hispaniola (1492) est le laboratoire et le bassin d'expérimentation de ce qui allait être la Conquista des Amériques ; là fut mis au point tout ce qui caractérisera l'intervention espagnole.

Deux siècles plus tard, Saint-Domingue est en situation d'extrême exploitation des hommes et de profit fabuleux pour une métropole qui lui doit beaucoup de son industrialisation. Et puis émerge l'unique révolution d'esclaves à réussir dans le monde, l'inspiratrice de l'évolution politique de toute l'Amérique Latine du XIX^e siècle.

Aujourd'hui, Haïti est l'un des pays les plus étranglés des Amériques : masses réduites à la plus extrême pauvreté faisant contraste au luxe le plus éclatant des minorités. Le pays se trouve acculé à un troisième rendez-vous avec l'Histoire ; car, il serait invivable de vivre sans l'idée que, de cette extrême détresse, va naître une solution nouvelle...

L'extrême détresse des bidonvilles des berges du Cap-Haïtien

L'extrême détresse des bidonvilles des berges du Cap-Haïtien

[p. 43]

CHAPITRE 1 : LE DÉCLIN ET L'ESPOIR *

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Nous avons demandé à Georges Anglade, de dire pour les lecteurs comment il situe la paysannerie dans la conjoncture actuelle.

Pour ce faire, il survole l'histoire des rapports de production en Haïti, analyse le processus d'anéantissement qui a conduit à l'impasse actuelle. Mais l'étonnante capacité de survie des paysans haïtiens, leurs accumulations locales de savoir-faire, si elles suscitent la volonté politique de recherche d'une solution nationale pour les problèmes nationaux d'Haïti, semblent devoir être, pour Georges Anglade, le point de départ d'un nouveau rendez-vous, un témoignage à dimension universelle.

E.V.

E. V. Pourriez-vous nous dire quelle a été l'histoire des rapports de base en Haïti ?

G. A. Nous en avons connu trois grands :

- le rapport Indien-or ;
- le rapport Esclaves, sucre et café ;
- le rapport Paysans, denrées et vivres.

Que cherche l'Espagne ? Essentiellement de l'or. Deux courbes celle de l'or et celle des Indiens. La première, celle de l'or, qui augmente ; la seconde, celle de la population indienne qui chute. Il devait exister environ un demi-million d'Indiens à Hispaniola et quand les prélèvements d'or ont totalisé environ 15 mille tonnes, nous sommes en

* Publication du Centre d'étude et de coopération internationale, mai 1981, 21 p. entrevue par Ernst Verdieu.

1515, les Indiens avaient déjà complètement disparu. Le génocide était consommé.

E. V. Ce qui veut dire qu'il y a eu une accumulation de capital en Espagne qui s'est faite à partir de l'exportation des mines d'or d'Hispaniola.

[p. 44]

G. A. Oui, au début du XVI^e siècle, 1500 à 1520, Hispaniola fournit à l'Espagne la plupart de ses chargements d'or. C'est le premier grand rendez-vous de cette Île d'Haïti avec l'histoire du monde, et l'expérience qu'acquiert le conquérant pendant 20 ans à Hispaniola aidera à la Conquête du Continent. Oppression des Indiens et augmentation des prélèvements, c'est l'histoire de l'Amérique indienne devenue par force latine ; le Mexique avec Cortes, le Pérou avec Pizarro, et tout le reste, donnent naissance à cette "légende noire" des génocides que vont répandre les historiographes comme Las Casas. Hispaniola est le "paillasson de l'Amérique" comme dit Pierre Chaunu ; Indien-or, deux expressions reliées, deux courbes aux tendances opposées.

À la recherche de ces structures... le deuxième grand moment est la période fin XVII^e-XVIII^e siècles, jusqu'en 1789-1790.

Nous avons là deux autres courbes à comportement tout à fait différent : celle de la population et celle des denrées. L'histoire de St-Domingue c'est aussi l'histoire de ces deux courbes qui, au lieu d'être opposées comme dans la période précédente, vont devenir parallèles : plus il y a d'esclaves, plus augmente la "fortune" saint-dominguaise. Fortune dans le sens précis de prélèvements de valeurs au profit d'une métropole qui en a absolument besoin pour faire son passage d'un mode de production féodal au mode de production capitaliste. Ces prélèvements exigent une population d'esclaves qui passe de 10 000 au seuil des années 1700 jusqu'à un demi-million vers les années 1790, et la croissance des produits exportés en Europe augmente parallèlement et proportionnellement.

E. V. Cette augmentation des esclaves s'explique-t-elle à la fois par la croissance interne de la population et par la traite ?

G. A. Si l'expression "croissance" veut dire reproduction démographique des personnes, c'est-à-dire la production d'enfants capables d'assurer le remplacement, c'est non.

Le rapport des groupes d'âge était fort différent de ce qu'on peut trouver dans une structure équilibrée ; il y avait très peu d'enfants pour un nombre élevé d'adultes. La dynamique de reproduction interne n'était pas suffisante et c'est uniquement l'importation d'hommes, de femmes et d'enfants qui a permis la croissance. S'il n'y avait pas d'importation de forces de travail d'Afrique, force de travail réduite en esclavage, il n'y aurait absolument pas eu d'augmentation de population. St-

Domingue a ainsi reçu en un siècle un stock global de l'ordre du million d'esclaves.

- E. V. Ce que je voulais souligner c'est que normalement la seconde courbe aurait eu la même distorsion que la première avec les Indiens, n'était-ce cet apport extérieur.

N'était-ce l'apport extérieur, il y aurait eu en effet chute de population... remarque juste qui d'ailleurs est confirmée lors de la guerre de succession d'Autriche et durant la guerre de Sept ans. Les [p. 45] Espagnols, eux aussi, avaient essayé de leur mieux d'augmenter leur stock d'Indiens en faisant des razzias à Puerto-Rico, à Cuba, dans les Petites Antilles... ils ont échoué, les populations n'étaient pas considérables et ils se sont heurtés dans les Petites Antilles à des populations "belliqueuses" dites "Indios flecheros". La Terre ferme, le Continent, offrait des millions d'hommes... l'Europe va profiter de cette débauche de force de travail pour sa croissance économique. La colonisation française et anglaise, dans la Caraïbe, a réussi à trouver une autre source de force de travail, les Noirs d'Afrique ; tandis que les Espagnols ont pu continuer à exploiter les populations Indiennes d'Amérique.

- E. V. Ce qui veut dire que la deuxième phase de production a été marquée par une sorte de rapport triangulaire ; alors que l'Amérique offrait ses réservoirs à l'Espagne qui pouvait ainsi continuer son exploitation, la France et l'Angleterre ont dû puiser dans un autre réservoir, qui a été l'Afrique.

- G. A. Oui.

- E. V. La troisième phase ?

- G. A. La troisième phase est nationale : paysans, denrées et vivres. On part de 1804 avec environ 400 000 habitants. Une certaine histoire de ces deux siècles de vie nationale va s'articuler autour des denrées et des vivres qui sont commandés à la paysannerie par les nouvelles oligarchies dont la prééminence se construit sur trois types d'appropriations :

- a) le sol ;
- b) le commerce d'importation-exportation ;
- c) les prébendes, les prévarications qui suintent du pouvoir d'État.

Ce qu'il faut bien saisir, c'est que la *Nation* n'est pas sortie tout entière, constituée d'un coup en 1804. Il y a eu un État haïtien, mais il n'y a pas vraiment encore une Nation haïtienne. St-Domingue c'étaient 5 000 plantations côte à côte reliées chacune à l'Europe dans une fiction de prolongement ; 5 000 plantations quasi autarciques, les villes ont une fonction réduite, ce sont des ports de plantations. Quand on passe à la période nationale, il va se constituer sur une base régionale 11

oligarchies différentes. Nous rentrons au XIX^e siècle, dans une période de fédération de régions avant d'aboutir actuellement à un espace centralisé.

Nous avons une fédération de 11 oligarchies régionales, 11 régions bien découpées, 11 paysanneries assez différentes, somme toute, les unes des autres, 11 budgets communaux, 11 "armées"... ; j'emploie cette expression de *stade de régionalisation* en tant que *structure dominante de l'espace et de l'État haïtien* au XIX^e siècle. La Nation haïtienne va se forger douloureusement, difficilement, à partir du morcellement saint-dominguais et de la régionalisation du XIX^e siècle. L'indépendance a été l'action de démanteler l'autarcie des 5 000 plantations pour recomposer une organisation nouvelle dans [p. 46] laquelle 11 régions s'articulent les unes par rapport aux autres en complémentarité, opposition, alliance, rupture, etc., jusqu'au triomphe centralisateur de l'oligarchie de la région de Port-au-Prince.

Or, qu'a été le rôle des paysans dans chacune de ces régions ? Ils ont porté l'espoir de ces 11 provinces en fédération dans la mesure où ils produisaient les vivres pour la consommation locale et les denrées pour alimenter les 11 villes-ports ouvertes au commerce extérieur, là où se trouvaient les sièges des 11 oligarchies régionales en émergence. Ils étaient obligés aussi de produire des denrées par coercition physique codée dans les règlements de "caporalisme agraire", depuis Toussaint et Dessalines jusque vers 1850. Puis, vers cette époque, une mutation s'opère, la coercition physique n'était plus nécessaire, les terres ayant été appropriées, distribuées, réparties ; la capacité de "marronner" les denrées étant devenue nulle, il suffisait de passer de la coercition physique à une coercition, je dirais, juridico-politique. Les codes donc, à partir de 1850, sont moins coercitifs, parce que le paysan est déjà *obligé* pour survivre, de produire des denrées.

E. V. Quelle a été précisément, jusque vers 1970, la règle ?

G. A. C'est par le mécanisme des prix que va se faire cette nouvelle coercition : tous les vivres vont être maintenus à un prix extrêmement bas. Tant et aussi longtemps que ces prix vont être maintenus au-dessous de leur coût de production, le paysan, pour survivre, était obligé de passer par les denrées nécessaires à l'enrichissement des oligarchies. À partir de 1970, les prix éclatent, c'est la flambée inflationniste, nous cheminons vers une autre ère dont la transition est la crise actuelle. Derrière l'affrontement denrées-vivre qui a vécu, il faut voir et le *mécanisme* qui est la fixation des prix et la *finalité* poursuivie qui est l'accumulation entre les mêmes mains par denrées interposées. Cette période n'est plus. L'accumulation se fait actuellement par un biais différent. Nous rentrons dans un *nouvel ordre*.

Quand l'oligarchie port-au-princienne triomphe, à partir de 1920, quand se termine ce mouvement de centralisation, les guerres de provinces n'ont plus leur raison d'être, c'est sur Port-au-Prince que va se concentrer l'ensemble de l'accumulation.

- E. V. Est-ce que l'occupation américaine y est pour quelque chose ?
- G. A. L'occupation américaine a favorisé, mais n'a pas créé, l'accumulation des valeurs de centralité entre les mains de l'oligarchie port-au-princienne. Par exemple, une des grandes questions du XIX^e siècle : pourquoi l'oligarchie port-au-princienne a-t-elle gagné la course à la centralité ? Ce n'est pas aussi évident que cela que Port-au-Prince devait la gagner. Cela aurait pu être fait par le Cap ou une autre *région-ville*. Il se peut – et c'est l'une des hypothèses sur lesquelles il va falloir travailler – que les années de conquête de la république Dominicaine, en tant que région payant tribut, se soient faites au profit de l'oligarchie port-au-princienne et que l'accumulation des valeurs de centralité, qui se constituent par prélèvements, se soit [p. 47] faite à son profit presque exclusif. L'occupation haïtienne de la république Dominicaine, jusqu'en 1844, a peut-être donné l'un des élans les plus fondamentaux qui vont mettre, vers 1880-1890, l'oligarchie port-au-princienne en bonne position de gagner sa course de domination des régions en situation de fédération.

Mais ce n'est là qu'hypothèse de travail... Dès 1880-1890, l'oligarchie port-au-princienne est clairement en position de force : à elle seule, elle équivaut au poids économique des Gonaïves et du Cap. Quand l'occupation américaine intervient, c'est dans un processus qui est certes encore l'affrontement des différentes provinces, mais certaines provinces avaient déjà complètement perdu la bataille en rejoignant Port-au-Prince. Aquin et Miragoâne se sont complètement vidées au profit de Port-au-Prince, de même que Saint-Marc. Cela veut dire que les fils de ces oligarchies s'en vont à Port-au-Prince dont le poids augmente.

L'occupation américaine apporte une combinatoire de techniques : fermeture des différents ports de provinces au commerce extérieur, élimination des 11 budgets des 11 provinces financières au profit d'un budget national, etc. La centralisation ne sort pas tout simplement de la tête de l'Occupant américain ; c'est une centralité matériellement produite par les exigences mêmes du rapport de ce pays dépendant à un centre : les E.U.A. Les relations du développement capitaliste au seuil du XX^e siècle exigent cette nouvelle configuration de l'espace national.

- E. V. On a parlé du mécanisme des prix ; or, durant ces dernières années il y a eu une montée des prix du café, de même qu'il y eut certaines bonnes années pour le sucre, mais on a assisté à une baisse constante dans la production ou à une stagnation. Comment expliquer ce phénomène ?

G. A. Il faut dire que le café est l'un des "grands obstacles" dans la connaissance d'Haïti. On a fêté ce café "Roi", ce café "Empereur" et à travers toute une certaine historiographie haïtienne, souvent le café a été présenté comme étant "La Denrée". Actuellement, il y a plus de 300 études sur le café. On peut ressentir un certain agacement face à ces études redondantes, ces redites épuisantes, descriptives sans aucune avancée théorique sérieuse. C'est d'un empirisme vulgaire. Elles ont toutes un petit air de famille avec leurs morceaux de bravoure inévitables sur la paysannerie. On a fait l'impasse, par exemple, sur la coupe des bois pour l'exportation, par les oligarchies régionales pendant 150 ans, on fait encore beaucoup d'impasses. Tout se passe comme si continuait la nostalgie coloniale du café et du sucre alors que nous vivons le passage au quatrième moment de nos structures : la conjoncture 1980.

E. V. Coupe de bois aussi bien pour la consommation interne que pour l'exportation ?

[p. 48]

G. A. Essentiellement, pour l'exportation. Parce que le bois de la consommation interne pourrait être un bois à renouvellement extrêmement rapide, c'est-à-dire qu'il y a une certaine capacité de continuer à faire la cuisine sur charbon de bois, et n'avoir, dans une période de transition, aucune catastrophe écologique. On a voulu faire reporter sur la paysannerie les conséquences du comportement de l'oligarchie ; c'est là le mécanisme de création des grands mythes qui traversent les sciences sociales haïtiennes. Il n'y a jamais eu de problème de cuisine paysanne sur charbon de bois. Le problème est dans la structure agraire et l'expédition des bois tinctoriaux, donc problème posé par les dominants. Encore actuellement, dans le Nord-Ouest, on continue à exporter des bois. Le problème de la cuisson dans une phase de transition, peut se résoudre. On peut arriver à renouveler en moins de deux ans, les ressources d'une localité. Ce qui dénature plutôt, c'est la structure agraire actuelle. Le paysan n'a pas les moyens de replanter, même pour deux ans, donc la capacité de reproduction de cette ressource a été atteinte. Or, avec nos structures telles qu'elles sont, le charbon de bois ou de terre va encore rester longtemps pour les plus pauvres, 90% de la population, l'unique source énergétique ; il va falloir y voir de près, avec comme point de départ, la totalité agraire.

E. V. Et le café ?

G. A. Revenons donc au café. On a dit que le prix du café a augmenté, mais il faut voir les conditions mêmes de mise en valeur de ce café. Le petit paysan parcellaire, c'est-à-dire celui qui fonctionne avec quelque 2, 3, 4 morceaux de terre, totalisant moins d'un hectare, obligé de produire les vivres pour sa consommation, pour sa survie personnelle, a peu de

place pour les denrées d'exportation. Le café a migré, ce n'est plus une production du petit paysan, il est devenu une production de moyenne propriété par éviction des paysans de la terre. Il se peut fort bien que le prix du café augmente et que, dans cette phase de transition, la production de café baisse parce qu'on perd annuellement, on peut dire un ordre de grandeur, 5 mille petits producteurs qui sont obligés d'abandonner le café. La tendance actuelle est à la reconstitution de la grande propriété et de la grande plantation aux mains de nouveaux acheteurs de terre qui ne sont plus de la paysannerie, même aisée. Le *nouvel ordre* qui s'annonce est celui de la rapide liquidation de la paysannerie.

E. V. Ce n'est pas seulement une baisse de productivité ?

G. A. Absolument pas. La productivité paysanne, et ceci il faut le dire et le redire, la productivité paysanne est une productivité qui "se défend", compte tenu naturellement des conditions sociales de la production et compte tenu des techniques qu'elle a mises au point par son *compagnonnage*. Donnez-lui un moyen d'améliorer son système avec de l'eau, avec des citernes, une terre garantie, bref un minimum de facilités, en coupant court aux prélèvements abusifs, et sa productivité se maintiendra et même augmentera ; mais ceci suppose l'émergence d'une *nouvelle volonté politique* et d'un *nouveau contrat social*.

E. V. On parlait aussi d'une baisse de la production des vivres ?

G. A. Oui, la baisse de la production de vivres, il faut voir cela à partir de l'éclatement du, système. Ce que deviennent les vivres ? Prenons un point de vue très théorique : le prix des vivres a été maintenu bas pendant 100 ans pour assurer l'existence des denrées : les prix n'ont pas tellement bougé, par exemple, entre 1940 et 1970. Globalement, il n'y a même pas eu un doublement en 20 ans. À partir de 1970, nous rentrons dans une spirale inflationniste très grande, la capacité de maintenir bas le prix des vivres éclate, nous sommes rendus à une limite de la structure qui avait été mise en place. L'accumulation ne se fera plus sur les denrées, ce *bord-de-mer-là* se convertit à autre chose et la petite parcelle n'est plus une sécurité puisque maintenant inutile pour les dominants. Il y a un nouveau groupe de grands commerçants de vivres : farine, sucre, pois, sont encore plus objets de spéculation que le café. D'où avantage pour ces commerçants à voir grimper les prix des vivres. Les gens recherchent la terre vivrière et avoir maintenant une plantation de vivres est rentable, même pour un "urbain", ce qui n'était jamais le cas auparavant ; 80% des paysans sont ainsi des "boat-people" en puissance. Nous sommes en mutation de structure.

E. V. Pourquoi les prix des vivres a éclaté ?

G. A. Il a éclaté (et ceci était prévisible depuis les années 1950) parce que les pressions qui étaient faites sur le parcellaire paysan ont été trop fortes et que les denrées ne sont plus une base prioritaire d'accumulation. On a vécu sur le dos des paysans, comme on vit l'air du temps, sans jamais se soucier de quoi que ce soit et maintenant qu'ils sont devenus inutiles en tant que paysans, on les prolétarise.

E. V. L'histoire de ce processus ?

G. A. En 1880, sur 20 hectares de terre, on a une famille avec quatre enfants ; 16 de ces 20 hectares sont en "bois-debout" avec café, etc., il y a à peu près 1 ou 2 ha. qui sont en vivres et assument la subsistance de la famille. Il y a beaucoup de bananes, de fruits, et l'animal clé de cette organisation agricole est le cochon. Chaque plantation a environ 20, 30 cochons. C'est la grande époque de "griots, banane pesée". L'image même de "griots, banane pesée" est une image de nourriture nationale des années 1880.

1910-1920, c'est l'autre génération. Ces 20 ha. sont subdivisés en 5 ha. chacun, les filles sont encore du partage. Sur 5 ha. il ne reste plus que peu de "bois-debout" et c'est la mise en valeur vivrière de 2 ha. Donc déjà la capacité de production de denrées pour l'exportation, qui se faisait sur 16 ha. avec coupe de bois et café en sous-bois, cochons vivant dans les sous-bois de café, tombe. Le cochon ne [p. 50] peut plus être l'animal de cette ferme de 5 ha. ; c'est l'introduction de la *chèvre*, du cabrit vers les années 1920 ; le cochon a besoin d'un grand espace aux grandes ressources fruitières, ce n'est pas un mangeur d'herbe, tandis que la chèvre l'est. C'est donc à ce moment là, l'ère du "cabrit" du "tasso", etc., une toute autre configuration même de la nourriture paysanne et même urbaine, jusqu'au "cabrit-littéraire". Les propriétés tombent à 5 ha. avec baisse de la production de café. Pourquoi ? Parce qu'on ne fait plus de café que sur 2 ha. par unité, alors qu'auparavant on le cultivait sur 16 ha. par unité.

Nous arrivons maintenant aux alentours des années 40-50. Déjà autour des années 1930, les filles sont de plus en plus écartées de la terre. La dimension territoriale de la ferme tombe maintenant aux alentours de 1 à 2 ha. Même la chèvre n'est plus opératoire, c'est la vache maintenant qui commence à répondre aux nouvelles conditions. L'accumulation de la réserve paysanne qui s'est faite par le cochon au XIX^e siècle, par la chèvre au début de ce siècle, tombe maintenant au niveau d'une vache et d'un poulet... le *grapillage*. Que reste-t-il pour la production des denrées ? Presque rien, le vivrier supplante tout.

Quand nous arrivons aux années 1980, on ne subdivise pas 1/2 ha. en 5. La vache ne vivra pas, mais l'individu non plus ; d'où l'émigration, l'exil, le boat-people ; d'où la pression énorme qui se fait sentir. Il y a 50 ayant-droits par carreau de terre. Port-au-Prince passe au million

d'habitants et 80% de paysans sont en mouvement d'émigration. L'animal qui va survivre sur 1/10 de carreau, ce sera le poulet, ou, peut-être, le lapin, en cage ; c'est caricatural...

E. V. Cela pose une question importante à laquelle devront s'affronter les politiques en Haïti : il n'est pas question de ramener tout simplement la population de la diaspora dans les terres comme auparavant ?

G. A. Pour la diaspora, ce n'est pas la bonne question, c'est un phénomène qui a sa dynamique et il faut aborder sa liaison au pays différemment. Ce que je crois, c'est qu'au pays, cela dépendra du modèle que nous allons adopter. Si on a la volonté et les moyens politiques de voir un développement proprement national d'Haïti, à partir de nos connaissances des accumulations locales de savoir-faire... je crois possible d'améliorer de l'intérieur le *compagnonnage*, de stabiliser la structure agraire à partir d'un certain nombre de propriétés autonomes et viables, de dimensions variables dépendant des régions, avec les moyens de produire vivres et denrées. Je ne vois absolument pas la transformation d'Haïti en termes de "grandes propriétés coloniales" ou de recherche d'une productivité à partir d'implantation de tracteurs ou d'engrais massifs. La technologie actuelle et locale du traitement de la terre n'est pas mauvaise, surtout le système de *compagnonnage* qui est assez remarquable. Il va falloir vraiment penser en terme d'un modèle tout à fait autonome, loin des "révolutions vertes", loin de la mécanisation à outrance... Je n'ai rien [p. 51] contre un appareil technique, un tracteur peut s'introduire, mais on ne l'introduira qu'après l'avoir "*compagnonnisé*", c'est-à-dire en respect du milieu social et culturel. Notre modernisation obligatoire et urgente passera par nos racines ou ne passera pas.

E. V. Vous parlez donc ici des structures qui seraient à sauvegarder dans un projet de développement réel ?

G. A. Il n'y aura de développement de ce pays, j'entends développement, pas "croissance", que dans la mesure où nous saurons respecter et prendre comme point de départ l'accumulation de savoir-faire, des habiletés et des connaissances qui sont actuellement là, en place, comme potentiel immense, comme fondement de civilisation ; *qu'on apporte des améliorations sérieuses et substantielles, c'est cela le projet !* Il y a un gros effort à faire, mais les modèles de mise en valeur de cette agriculture sont déjà là, perceptibles. Je ne dis pas que ce sera facile, mais c'est possible.

E. V. Ce que le paysan nous a montré à travers cette situation, c'est sa capacité de s'adapter à de nouvelles situations.

G. A. Oui, parce que la grande question qu'il faut poser quand on va sur le terrain, celle que j'ai posée et qui va faire sourire, c'est : "Comment sont-ils encore en vie ?" Du point de vue logique, c'est la question de

départ. La réponse est qu'ils ont une capacité de survivre qui a été collectivement mise en place et qui se réalise à travers la commercialisation, la production, la distribution, en somme *leur mode de gestion de la misère*.

E.V. Ce qui veut dire aussi qu'on atteint un certain seuil qui a fait aboutir à cet exode massif ?

G. A. Eh bien, oui. Nous sommes en pleine crise. Il est tard et je crois qu'il est presque trop tard. Pourquoi ? Parce que l'exode massif vient d'abord du mépris total de cette accumulation de savoir-faire et de l'importation d'un certain nombre de modèles développementistes, je dirais, tout à fait "contre-nature" de cette civilisation paysanne. Au lieu de s'appuyer sur ces situations concrètes et de les vivre comme capacité extrême d'adaptation à travers les âges, les siècles et les conjonctures, on les vit comme une entrave à éliminer, et c'est la logique de toutes les interventions actuelles nationales et étrangères. Tant et aussi longtemps que ce sera cela, nous n'aboutirons absolument à rien. Et c'est ça le troisième rendez-vous avec l'Histoire... et je le crois profondément, car dans les 20 prochaines années, si le niveau politique arrive à avoir la volonté et l'organisation nécessaire, je crois qu'il existe actuellement en Haïti, et peut-être presque seulement en Haïti, la capacité d'aboutir justement à un modèle de développement proprement interne et intégré, au bord de l'autarcie, s'il le fallait, mais toujours à partir de nos ressources humaines et matérielles, dont cette diaspora. Il y a les capacités nationales, de résoudre nationalement, le problème actuel en Haïti. C'est ce que j'appelle [p. 52] *l'émergence des solutions nationales* que freinent ces actions de la présence étrangère et le pouvoir politique.

Poursuivant notre dialogue avec Georges Anglade, nous lui avons demandé comment il situe l'aide étrangère dans la conjoncture nationale actuelle.

Mais la question devait vite se retourner : le problème ne se situe pas au niveau de l'aide étrangère, où l'on peut distinguer du bon grain et de l'ivraie, mais au niveau d'une politique nationale.

Cette politique nationale, une fois sortie d'un ensemble de mythes fondateurs et en particulier du problème dit de couleur, devrait partir du pays profond d'Haïti et de ses accumulations locales de connaissances.

E. V.

E.V. Quelles sont les grandes aires d'implantation des organismes d'aide en Haïti, en somme, la carte de la présence étrangère ?

G. A. Il faut d'abord, pour parler de l'ensemble de ces opérations étrangères, dire que, à partir des années 70, Haïti est devenue la terre d'élection de

projets de tous azimuts, de tous acabits, s'occupant de tout. Actuellement sur le territoire national, opère un nombre impressionnant de "compagnies", religieuses, gouvernementales, universitaires. Haïti est devenue une espèce de laboratoire des Amériques comme étant un peu *l'envers* de ce que l'Amérique souhaitait être et, je pense souvent, que c'est parce que Haïti est la plus grande des dépressions de cet hémisphère, que là se cachent certainement les solutions les plus novatrices. On peut dire que l'aide étrangère, ou plutôt la *présence étrangère*, les *opérations étrangères*, couvrent tout le pays. On peut distinguer trois grandes catégories : il y a l'assistance multilatérale et bilatérale, puis les entreprises privées et multinationales et enfin, l'aide dite humanitaire.

À elles trois, elles couvrent l'ensemble du pays et elles se recoupent souvent dans certaines zones. Les opérations étrangères ont la caractéristique de se surimposer à l'ensemble du territoire national.

E. V. Que font ces organismes ? De quelle manière fonctionnent-ils ?

G. A. Cela dépend de la logique qui anime chacun d'eux. Les groupes religieux et humanitaires ont une vision de l'individu, face à une misère réelle. Ils ont un projet d'améliorer ponctuellement la situation d'un individu ou d'un groupe d'individus dans une région donnée. Ils arrivent ainsi à toucher à travers l'ensemble de la république quelque chose comme 1% des personnes (50 000) en situation fondamentale de détresse ; il est cependant clair que les solutions nationales à la détresse ne sauraient passer par cette forme, simplement parce qu'elles doivent impliquer 100% de la population ; ce n'est pas en touchant 2, 3, 4% (déjà 200 000 personnes) qu'on arrive à résoudre [p. 53] le problème ! Mais la logique de leur intervention est une logique justement ponctuelle, régler un ou deux petits détails par-ci par-là. Et l'intervenant peut avoir l'impression de faire un travail extraordinaire à ce titre ponctuel ; j'ai toujours eu énormément de respect pour quelqu'un qui aidait un aveugle à traverser une rue ; mais ce n'est pas la résolution du problème de la cécité, ni la manière d'aborder le problème de l'insertion de l'aveugle dans une société. C'est à peu près les limites que j'y vois.

L'assistance multilatérale et bilatérale a une logique différente : elle est là pour favoriser, à partir d'un certain nombre d'investissements, l'accroissement de la production d'une région. Or le modèle qui la sous-tend, c'est celui de la croissance d'un certain nombre de denrées marchandes, échangeables sur le marché extérieur, commercialisables... et on revient à notre café. "L'Assistance" poussait donc les denrées, quand c'était l'époque des denrées ; elle pousse actuellement vers un certain nombre de mises en valeur industrielles, l'érection des zones franches, qui aboutissent à une accumulation prioritaire entre les mains d'un certain nombre de personnes, les mêmes depuis toujours. Sa

logique étant une logique de croissance, l'"assistance" ne fait que *renforcer* la position déjà forte des oligarchies traditionnelles, politiques, économiques, culturelles, commerciales.

Quant aux entreprises privées et multinationales, le deuxième groupe, leur moteur étant le profit, elles ont beau jeu, puisqu'elles jouent actuellement sur deux dimensions : les bas *salaires* et tant que la situation sera aussi déplorable, les bas salaires représenteront l'attrait de ce pays pour l'investissement sauvage des capitaux ; et, deuxièmement, le *scandale écologique*. Actuellement, et ceci dans tous les pays émetteurs de capitaux, il existe des codes écologiques de comportement qui peuvent augmenter les coûts de production de 20 à 30%. Or, Haïti n'ayant aucun code de protection de sa force de travail et de son environnement, on assiste ainsi à un transfert de 20 à 30% de plus, par implantation. On peut alors se permettre de faire un atelier de 200 personnes dans des conditions extrêmement lamentables, avec une seule porte ; quand l'atelier brûle, et c'est arrivé, tout brûle, Haïtiens compris. Il n'y a absolument aucune conséquence puisque c'est en Haïti ! *Ceci est et demeurera inadmissible*. Inadmissible également le récent projet de faire du Nord-Ouest le cimetière des produits radioactifs des États-Unis d'Amérique du Nord ! Le drame est que même ailleurs dans ce contexte caraïbéen que je commence à connaître, il n'y a pas ce degré de sauvagerie des implantations étrangères.

Ce qu'il faut déplorer, cause de cette débâcle, c'est l'inexistence d'une vision nationale, *la politique d'émergence des solutions proprement nationales*. Un apport extérieur, qu'il soit de cent millions ou d'un milliard de dollars par année ne peut résoudre le problème car ce n'est pas du côté de l'aide multilatérale ou bilatérale, des investissements privés, des organismes religieux ou humanitaires, qu'il faut [p. 54] lorgner une solution. Le problème est avant tout un problème de conception de la politique de développement de ce pays et plus précisément la place à accorder à la trilogie "capitaux – technologie – institutions". Avec les ressources actuelles du pays, on aurait la capacité de faire quelque chose d'extraordinaire si la volonté politique, la "théorie" d'une équipe politique, s'articulait à nos racines.

- E. V. Est-ce que l'on peut dire qu'il y a un certain nombre de projets en cours qui risquent de marquer définitivement l'avenir du pays ?
- G. A. Il existe un certain nombre d'expériences, dans ce foisonnement d'expériences minables, catastrophiques, qui ont apporté réellement une authentique connaissance des accumulations locales de valeur, de savoir-faire. J'entends, par exemple, Madian-Salagnac qui, travaillant sur le compagnonnage dans la région de Petit-Goâve, Petit-Trou-de-Nippes, Anse-à-Veau, Aquin, nous laisse avec des travaux fort intéressants qui ont approfondi le sujet. Il y a les travaux de l'Institut

Interaméricain de Sciences Agricoles, qui nous laisse d'authentiques connaissances sur la commercialisation agricole. Mais, beaucoup de projets de l'ordre de 50 millions ou de 100 millions, ont été des échecs lamentables, parce qu'ils ne nous ont même pas laissé un sous-produit de connaissances utilisables. Beaucoup d'autres sont des projets carrément scandaleux, parce que la plupart ont abouti à casser les reins de l'accumulation locale de savoir-faire, de façon à intégrer ces derniers dans un circuit développementiste ou d'émigration ou de non-respect de cette accumulation locale. Tout ceci conduit presque toujours finalement à une déstructuration rapide des ressources nationales.

E. V. Est-ce qu'on peut esquisser les grandes alternatives existantes à partir de l'expérience que vit Haïti présentement ?

G. A. Je vois non seulement une alternative nationale, mais encore, personnellement, je crois que cette alternative peut se construire dans notre Caraïbe telle qu'elle est actuellement, parce que justement nous partons d'une extrême, avec une base de civilisation très forte et très grande dans la connaissance de la survie ; et je m'explique.

Au niveau de l'agriculture, je dirais qu'il y a eu des créations successives et que la structure agraire à penser doit découler de cela. On n'a même pas besoin de capitaux impressionnants ; il y a suffisamment de ressources pour penser cette *autre chose*. J'ose employer une métaphore : celle d'un pays de dix mille bourgs-jardins, à fonds de compagnonnage, pouvant donner toute la production de vivres et de denrées nécessaires à la dynamique de l'économie nationale et à l'épanouissement des différentes régions du pays. On dit que le pays est sans ressource, certes en terme occidental de tracteurs, de grandes plaines, oui il est sans ressource ; on dit que ce pays a beaucoup d'hommes, il est surpeuplé ; oui en termes classiques d'analyse. Pourtant ce pays manquera de bras pour l'alternative et a suffisamment de ressources si l'alternative agricole est pensée en termes radicalement nouveaux. [p. 55] Je ne dis pas qu'il faille urbaniser la campagne, je vais beaucoup plus loin : il faut "compagnonniser" la campagne ; il faut "bourg-jardiniser" l'habitat. Au niveau de la commercialisation ? Même question, même réponse, c'est-à-dire il faut rendre à l'accumulation des connaissances nationales sa véritable force pour pouvoir penser la desserte et la distribution nationale des vivres à tous les Haïtiens et à chaque Haïtien. *Je crois que le jour où dans chaque famille il y aura quelqu'un à travailler, ce sera cela la révolution.* En termes classiques, ce pays ne peut pas prendre un démarrage en-dessous de 30, 40 ans, quel que soit l'afflux de capitaux ; alors qu'en passant par les accumulations locales de savoir-faire, en dix ans, on peut radicalement déjà changer toute la situation haïtienne, de son extrême misère à une vie vraiment différente.

Si je continue, au niveau de la gestion de l'urbain, là aussi, il faut faire une expérience de la mise en valeur de l'urbain telle qu'elle a été vécue par les groupes défavorisés, et je prends l'exemple de la commercialisation urbaine sur les trottoirs. On a toujours pensé le développement en termes de magasins et en termes de super-marchés, et pourtant 1 million d'individus à Port-au-Prince vivent en ayant un système de commercialisation urbain, de distribution de vivres et de produits manufacturés totalement différent. Il nous faut repenser, à partir de ces réalisations, de ces accumulations de savoir-faire, *autre chose*. J'en viens à une position qui est loin d'être idéaliste ; il faut que la conception qui guide les questions qui sont posées au réel, la recherche de l'objet que l'on va étudier, la méthode que l'on va utiliser, la problématique que l'on formule, les constantes ou les lois que l'on essaye de trouver pour rendre compte de cet objet en pratique et en théorie, soient produites spécifiquement de et pour cette société concrète. Il faut rompre d'avec cette misère d'importation d'idées toutes faites... Il faut d'abord et avant tout une théorie de notre développement, de notre modernisation impérative. Et c'est là où nous arrivons au niveau politique...

La politique a toujours été vécue comme une sphère, non pas du *pays profond*, mais une sphère où se sont toujours agitées les petites bourgeoisies et les bourgeoisies ; les unes régnautes, les autres gouvernantes. La paysannerie a, certes, pendant tout le XIX^e siècle été utilisée sur des champs de bataille : chaque région ayant ses groupes de paysans qui s'entrechoquaient. À partir de la centralité, on a désarmé les paysans, on n'a plus besoin d'eux et ils ne sont plus qu'interpellés à titre d'images, de masses informes, noires, de l'arrière-pays. Et les dominants se ceinturent ou dans le "*mulâtrisme*" de leurs privilèges, ou dans le "*noirisme*" de leur représentativité pour se donner droit d'intervention au nom des masses. Pourtant sur la scène politique, ces groupes dominés n'ont plus aucun rôle, ils sont simplement évoqués pour se faire peur les uns les autres. C'est la logique aussi des structures : quand c'était l'espace régionalisé, il fallait entrechoquer les armées régionales en conquête de pouvoir, maintenant [p. 56] tant que c'est la centralité, eh bien il faut s'entrechoquer par symboles et paroles, au point que le "Kout-lang" est devenu le sport national au pays et hors du pays. C'est une forme d'impuissance.

E. V. Quel est le rapport entre Espace et question de couleur ?

G. A. La question de couleur ne s'est jamais posée au XIX^e siècle comme elle se pose actuellement au XX^e siècle. Au XIX^e siècle, la question de couleur s'était posée aux onze oligarchies en fonction de leur propre composition. Si le couple mulâtrisme/noirisme est actuellement dominant et a toujours été dans l'esprit des gens, dominant, c'est parce que tout simplement on construit le passé à l'image du présent ; mais il

y a à peine cent ans que Port-au-Prince a gagné la course à la centralité. Comme l'oligarchie de Port-au-Prince elle, était mulâtre et étrangère, commerçante et terrienne urbaine, ... la caractéristique du groupe oligarchique de Port-au-Prince, la gagnante du XX^e siècle, est devenue l'image de la caractéristique de la domination nationale. Au XIX^e siècle, le groupe capois était à majorité noire, l'oligarchie gonaïvienne était noire, la cayenne était noire et mulâtre, à Jérémie, elle était essentiellement mulâtre, de même qu'à Jacmel ; l'oligarchie aquinoise était noire et mulâtre... chacune de ces oligarchies posait la relation de couleur en des termes propres qui restent à étudier. C'est parce que la centralité a été gagnée par une oligarchie particulière que certains traits ont atteint à la virulence d'un problème national, tout à fait réel d'ailleurs actuellement. *Que l'on évoque une centralisation au profit du Cap, et c'était de l'ordre des possibles, quels seraient nos mythes actuels pour réclamer place pour les paysans, marchandes, travailleurs ?* C'est ce type de question qui nous permettra de trouver la voie du dépassement et de la maîtrise pratique de nos antagonismes à fleur de peau ! Nous déborderons la question de couleur pour parler social, économie et politique.

Il faut définitivement remettre cette machine sur pied et penser l'alternative en termes radicalement nouveaux ; non plus dans les termes mêmes de la petite bourgeoisie, qu'il s'agisse de petite bourgeoisie opprimée, dominée, noire duvaliériste, noiriste d'exil ou "quarante-sixarde" ou "cinquante-sept-fêtarde", mais à partir d'un autre lieu, *le pays profond* ; et se demander quelle organisation peut se charger de poser les questions nouvelles et nécessaires de ce lieu différent qui touche à la section rurale, au bourg-jardin, au compagnonnage, aux marchandes, au tap-tap, au commerce de trottoir, et j'en passe de ces noyaux réels d'accumulation capables de porter ce projet politique. Le mulâtrisme dominant et le noirisme revendicateur, quoiqu'aussi dominant, seraient alors balayés dans la reconstruction nouvelle, sereinement et fermement.

Il faut pouvoir dégonfler un certain nombre de ces mythes fondateurs du politique haïtien pour arriver à l'alternative. Cette alternative réclame cela ou elle ne sera pas ; autrement nous allons continuer à décliner, changeant une équipe de la bourgeoisie/ petite bourgeoisie [p. 57] X, par une équipe de la bourgeoisie/ petite bourgeoisie Y, finement dans toute la gamme du spectre. Je dois dire que l'équipe qui est au pouvoir actuellement, affreuse, horrible, louvoyant avec les problèmes dans une continuité soutenue et abjecte... hé bien, je n'en vois pas beaucoup qui seraient capable de faire mieux, même ceux qui sont dans l'opposition, si les questions partent du même lieu ou s'il s'agit des mêmes questions. Une fois encore, tôt ou tard, ils seront avalés et rien de fondamental ne changera.

En disant l'alternative, j'entends l'alternative du *pays profond*. Quand on analyse les relations Nord-Sud, quand on analyse la notion de sous-développement, je dis qu'un des premiers efforts théoriques à faire, c'est de ne plus poser le sous-développement d'un lieu qui serait des Centres vers Haïti, mais de poser la question à partir du *pays profond* haïtien. C'est en ce sens que je parle de "renversement de la trajectoire du discours". Il faudra ensuite que l'on prenne en considération le temps haïtien, l'espace haïtien, car, il y a là nos racines ; et qu'on parte de là, ce sont nos deux béquilles du démarrage ! Le problème est donc avant tout un problème politique de choix, d'option de développement.

Combien sont prêts à affronter l'impopularité passagère d'avoir des idées qui iraient à l'encontre des fantasmes de compensation de nos slogans politiques ? C'est cette mutation qui doit commencer, cette rupture est dure à assumer, mais elle est indispensable.

E. V. Une dernière question : Pensez-vous que la classe politique pourra entendre cette nouvelle problématique et pourra recueillir les fruits de cette recherche scientifique ?

G. A. Je n'ai aucune idée de ce que sera l'avenir de ce pays : rien n'est inéluctable. Nous pouvons continuer à décliner ou nous pouvons remonter la pente. Mais je crois, et c'est ça "pessimisme de l'intelligence mais optimisme de la volonté" dirait Gramsci, que les idées en faisant leur chemin finiront par convaincre un, deux, trois, quatre, dix, vingt...

Je crois actuellement à la nécessité de la diffusion, de la discussion, de la popularisation d'une problématique nouvelle, d'une approche nouvelle et je crois aussi à l'urgence de donner à cette approche nouvelle les moyens de concrètement pouvoir se réaliser. Ce ne seront pas des moyens traditionnels : de *l'audace conceptuelle* et de *l'audace organisationnelle* peuvent venir à bout de donner une image nouvelle à la question haïtienne.

[p. 58]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Le mois d'avril 1978 marque le démarrage définitif de la période dite de "Libéralisation" du régime des Duvaliers. Le ton change dans la presse ; le numéro 234 du *Petit Samedi Soir* du début d'avril titre : "Les temps vont-ils changer ?" et le 237 termine le mois par : "Cessons de rêver, vivons notre démocratie !" ; la "Lettre des 13" de Montréal lui fera réponse... C'est un "printemps" de 130 semaines, de 130 numéros du PSS et de 900 jours de radios qui s'ouvrent aussi par l'éditorial de Radio Haïti-Inter "Prince, j'ai peur..." et le choix, fin avril, de Jean Dominique comme journaliste de l'année par le PSS... il décline l'honneur pour mieux accompagner ces 900 jours qui s'arrêtent brutalement le 28 novembre 1980.

Décembre 1980, le numéro 364 du *Petit Samedi Soir* est de nouvelle saison et les radios se sont tues !

Que bourgeonne avril ou que gèle décembre, le *pays profond* est en morte-saison...

Les terrasses dénudées de la morte-saison

Les terrasses dénudées de la morte-saison

[p. 59]

CHAPITRE 2 : LES POISSONS D'AVRIL *

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Ce soir "Aux vingt heures", le point sur la situation politique, économique et sociale en Haïti. Mesdames, Messieurs, bonsoir, c'est Gaétan Lemay qui vous souhaite la bienvenue à cette première émission de la semaine. Eh bien, la succession du fils Duvalier en Haïti semblait vouloir perpétuer ce qui avait été pour nous, peut-être de façon générale, les traits de la politique de son père, c'est-à-dire une dictature supportée en particulier par les méthodes des Tontons macoutes. Est-ce par la force des choses ou par un sens politique... toujours est-il que le président à vie actuel Jean-Claude Duvalier a décidé de libéraliser le régime.

Pour faire le point sur les aspects politiques, sociaux et économiques de cette libéralisation, ainsi que les possibilités de redressement économique de la situation générale... enfin dans les domaines de l'éducation et de la santé, Yvon Leblanc rencontre Georges Anglade, professeur de géographie à l'UQAM.

- Y. L. Georges Anglade, avec une sorte d'obstination persistante depuis 1976 environ, et de diverses sources, on parle d'une prétendue libéralisation du régime haïtien. J'aimerais d'abord vous entendre dire sur quels fondements croyez-vous cette libéralisation acquise ?
- G. A. Je pense que le terme lui-même est un outil de propagande. On ne peut pas parler de libéralisation si par ce terme on entend un renouveau de l'agriculture pour les catégories paysannes et marchandes, un renouveau pour les travailleurs des villes et des bidonvilles ; bref, pour tous ceux qui très loin de Port-au-Prince sont les réels producteurs de la richesse nationale mais qui occupent dans la hiérarchie sociale les

* "Le point sur la situation politique, économique et sociale en Haïti". Émission "Aux vingt heures" de Radio-Canada. Lundi 3 avril 1978, entrevue avec Yvon Leblanc.

positions les plus dégradées. On ne peut absolument pas parler pour eux de changements notables.

[p. 60] Si par contre par libéralisation on vise essentiellement à qualifier un certain renouveau, disons, de la prise de parole à Port-au-Prince, une tendance à faire évoluer un régime qui était strictement et brutalement dictatorial vers des libertés plus formelles pour un groupe restreint, oui, il y a une amorce.

Et ce léger mouvement, ces légères lueurs posent énormément de problèmes d'ailleurs au pouvoir qui a été extrêmement autocratique pendant 20 ans...

Y. L. Obscurantiste on a dit aussi...

G. A. Répressif au maximum ; il laisse légèrement la presse, une certaine presse, simplement s'interroger sur des pratiques dégradantes comme l'assassinat en pleine rue, les prisonniers politiques, et voilà ce pouvoir avec un certain nombre de difficultés.

Y. L. À cause de cette toute légère libéralisation ? C'est un bien grand mot pour peu de choses finalement ?

G. A. Oui, c'est un très grand mot pour peu de chose... mais il faudrait voir les bases, je dirais économiques et sociales, de cette libéralisation.

Y. L. C'est ce que j'allais vous demander, pourquoi parle-t-on alors de libéralisation s'il n'y a pas vraiment de processus de démocratisation du régime ?

G. A. C'est que la dégradation après vingt ans des Duvaliers est parvenue à un point tel...

Y. L. Dégradation à quel niveau ?

G. A. La dégradation économique, sociale, politique est parvenue au point tel que le pays est entré sous une forme de tutelle internationale. C'est à toutes fins pratiques, un pays occupé ; occupé par une centaine d'organismes internationaux, multilatéraux, bilatéraux et privés ; occupé par "l'aide" internationale des États-Unis, du Canada, de la France, d'Israël, de Taïwan, de l'Allemagne ; ils se sont partagés ce pays.

Pour continuer à verser une aide dite humanitaire dans certains cas, la plupart étant une aide-liée, il y a eu pression sur le gouvernement des Duvaliers, d'où le processus de légitimation-libéralisation.

Y. L. Que ses alliés économiques ne perdent pas la face ?

G. A. ... ne perdent pas la face, c'est ce qu'on peut dire ; à un pouvoir extrêmement brutal et dictatorial, on demande maintenant de s'auto-légitimer.

- Y. L. On peut donc dire que loin d'être un homme fort en son pays, Duvalier n'est plus finalement qu'une marionnette ; en corollaire de ce que vous venez de dire, il ressort que si Duvalier est encore là c'est par la volonté de ses alliés économiques...
- G. A. Oui.
- Y. L. Pour le maintenir au pouvoir ; ça arrange tout le monde.
- [p. 60]
- G. A. Il est aussi soutenu, il faut le dire, à l'intérieur ; il s'est développé un certain nombre d'alliances à partir des années 70 entre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie au pouvoir ; ce qui explique aussi actuellement ce que l'on va pompeusement appeler la libéralisation.
- Y. L. On y reviendra si vous permettez sur ces aspects strictement économiques, ce décollage économique qu'a entrepris le fils...
- G. A. Un bien grand mot pour la situation économique !
- Y. L. Donc si on restreignait un peu le cercle d'analyse et si on parlait du régime comme tel et de ses caractéristiques. Est-ce que cela s'est modifié de façon notoire ou même légèrement dans sa définition depuis les beaux jours de Monsieur Duvalier 57 ?
- G. A. Disons que jusqu'à 1970, c'est le pouvoir du père ; pour se maintenir au pouvoir, il a fallu évidemment qu'il procède à une véritable razzia. Il a démantibulé l'armée, monté sa force de milice, les Tontons macoutes, cassé l'économie, cassé les reins des différents syndicats, expulsé l'ensemble du corps professoral... enfin il a procédé à une hémorragie profonde des hommes, des idées, de tout ce qui pouvait l'empêcher lui, de se maintenir au pouvoir.
- Y. L. Toutes contestations potentielles.
- G. A. Cela a été sa logique. Le bilan est triste : près de 200 000 arrestations, près de 30 000 morts en interrogatoires, en prison sous la torture.
- Son coup malsain a été de refiler le pouvoir à son fils, une fois la paix des tombeaux réalisée et ce fils dira : "Moi je vais faire la révolution économique comme mon père avait fait la révolution politique" ; 1970 c'est l'ouverture du pays à l'aide internationale, c'est la prise en charge du pays. Il faut dire que juste avant, le rapport Rockefeller disait : "Il nous faut, nous États-Unis, donner au moins à ce pays les moyens de ne pas disparaître." Les contacts reprennent, l'aide internationale afflue, les études également internationales se font plus soutenues ; il faut gérer les maigres ressources de ce pays et continuer à pouvoir exploiter la main d'œuvre à Port-au-Prince pour les entreprises d'assemblage ; continuer à pouvoir exporter cette main d'œuvre qui est la main

d'œuvre de toutes les industrialisations dans la Caraïbe, ceci depuis le tout début du XX^e siècle.

Pour réaliser cet ensemble de projets, une énorme pression venant de Carter, mais aussi des groupes politiques de la diaspora en campagne de dénonciation internationale, oblige le régime à un travail de cosmétique, de léger maquillage, lui permettant de présenter une face moins lugubre ; un travail de représentation.

Y. L. Mais fondamentalement, le caractère autocratique, la personnalisation du pouvoir n'a pas changé ?

G. A. Tout ceci n'a pas changé parce que Jean-Claude Duvalier est encore président à vie ; du point de vue des pratiques policières, on demande [p. 62] à la milice d'être moins voyante, mais elle est remplacée par une force anti-guérilla montée par les américains, ce sont les Léopards...

Y. L. On y reviendra tantôt si vous voulez.

G. A. Également du point de vue économique tout se base sur une idée : le développementisme ; alors mise en marché par afflux et appels d'organismes plus technocratiques permettant de définir un certain nombre de projets ; mais ces projets sont toujours définis par l'étranger et réalisés avec des fonds à 99% de l'étranger.

La bourgeoisie tire un profit maximal actuellement de la situation ; c'est-à-dire que l'afflux d'aide, l'implantation de banques, les 200 à 250 industries d'assemblage... permettent évidemment à la bourgeoisie de continuer son accumulation de capital. Le pays continue à vivre sur le dos des paysans, des travailleurs, l'État vit de ses taxes à l'importation et à l'exportation produites en premier lieu par tous les défavorisés...

Voilà donc une situation globale dans laquelle une fraction de la petite bourgeoisie détenant les commandes politiques, ce qu'on pourrait appeler la "petite bourgeoisie régnante", veut passer à un développementisme technocratique en alliance avec la bourgeoisie ; ceci sur le dos évidemment des paysans, des travailleurs, des ouvriers.

Y. L. Compris. Mais cette bourgeoisie et cette petite bourgeoisie ont quand même le vent dans les voiles et sont peut-être un peu moins tenues en tutelle que sous le régime du père. Parce qu'on dit que le fils aurait un peu moins d'envergure, un peu moins de caractère que le père ; on a parlé de l'ombre constante de sa sœur, de sa mère, l'influence qu'elles pouvaient exercer. On a cru, en somme, qu'à l'intérieur d'un petit cercle, il y avait une certaine collégialité politique qui s'était installée.

G. A. Au tout début c'était une marionnette de 19 ans, placée là par le père ; au bout de 6-7 ans de pouvoir, il a atteint ce qu'on peut appeler sa majorité politique et il semble bien qu'avec sa nouvelle formulation "Le Jeanclaudisme", ceci doit signifier un pouvoir maintenant allié à la

bourgeoisie ; c'est la signification profonde du moment actuel : un pouvoir lié à la bourgeoisie avec quelques techniciens au devant de la scène, quelques technocrates au devant de la scène... ce dont le père n'avait pas bénéficié, cet appui systématique de la bourgeoisie ; maintenant la bourgeoisie a son propre représentant dans le cabinet ministériel, a ses propres pions placés dans l'appareil d'État, donc nous passons vraiment à un stade d'alliance.

- Y. L. Parce qu'on a besoin d'elle pour le développementisme dont vous parliez tantôt. Un mot sur les Tontons-macoutes dont la disparition a fait dire à plusieurs que c'était une preuve de la libéralisation ; vous parliez d'une opération cosmétique, alors qu'est-il advenu de ces Tontons-macoutes ?

[p. 63]

- G. A. Il faut voir que le contrôle politique de l'espace se faisait par les ramifications traditionnelles des chefs de section rurale aux généraux d'armés. Duvalier avait doublé tout ce système de contrôle des différents niveaux d'espace par sa milice. Évidemment, hors de Port-au-Prince, cette milice est encore toute puissante ; dans chaque province, dans chaque ville de province, bourg, hameau, village, bourg-jardin...

- Y. L. Les mêmes Tontons-macoutes.

- G. A. Les mêmes Tontons-macoutes sont là, les mêmes "Barons de province" sont encore là et la répression est totale. Disons qu'il se passe quelque chose à l'intérieur d'un espace restreint qui est celui de Port-au-Prince ; l'importance de la capitale est énorme ; on parle même de la "république" de Port-au-Prince ; à Port-au-Prince donc les macoutes sont encore présents mais disciplinés de manière différente ; c'est-à-dire pas de droit de répression publique, maintenant il faut probablement des ordres pour abattre quelqu'un, pour procéder aux arrestations. À Port-au-Prince le pouvoir d'arrestation a éclaté entre les mains de plusieurs groupes, la Caserne Dessalines est devenue un groupe d'arrestations systématiques mais sous contrôle de l'Armée ; Fort Dimanche, qui était le grand centre d'abattage, reste encore aux mains des macoutes ; enfin le Palais National... Disons qu'il existe maintenant un partage de ce droit de répression qui n'est plus exclusivement macoutique.

- Y. L. Et ces Léopards dont vous avez rapidement soufflé mot tantôt, c'est une autre force de répression qui s'ajoute, plus sophistiquée ?

- G. A. Ha oui ! La répression est devenue beaucoup plus élégante, elle est spécifique ; on ne procèdera plus à des arrestations aveugles. La politique de "la terre-brûlée", quand je dis "terre-brûlée" enfin ce n'est pas une image, on brûle les maisons, on assassine tout ce qu'il y a

dedans, cela s'est fait à Port-au-Prince, tout le monde l'a vu et je l'ai aussi vu personnellement ; il y a ce qui s'est fait à Jérémie et au Sud-est, des villages complètement rasés... Cette politique de "la terre-brûlée" maintenant est aux mains de types qui ont suivi des cours à Panama, aux États-Unis, et qui ont été formés par la C.I.A., formés par les Bérêts Verts, d'où ce niveau de sophistication nettement plus grand.

Y. L. L'aide économique c'est aussi la technologie de la Terreur ?

G. A. C'est ça, cette technologie-là devient nettement plus raffinée et aussi beaucoup plus efficace, elle permet de ne pas faire trop de bavures.

Disons aussi que cette bourgeoisie qui avait été terrorisée par le Duvaliérisme a moins peur maintenant qu'elle est en alliance avec lui. Donc cette force macoutique de terreur devient moins urgente à Port-au-Prince pour contrôler les groupes dominants ; le pouvoir est assuré. Simplement, elle est absolument nécessaire actuellement pour contrôler le peuple, la masse paysanne, les marchandes... toute cette masse de 95% d'Haïtiens qui finira peut-être par se réveiller un jour. [p. 64] Alors il faut la maintenir au silence car il n'est pas dit qu'elle restera silencieuse éternellement.

Y. L. On a fait beaucoup de bruits... parallèlement, autour et à l'intérieur de cette entreprise disiez-vous cosmétique de libéralisation, on a fait beaucoup de bruits autour de la libération de quelques prisonniers politiques et on affirme même qu'il n'en reste plus un seul dans les prisons haïtiennes.

G. A. Ce serait bien tragique qu'il n'en reste plus un seul, car cela signifierait qu'ils ont tous été tués. La libération des prisonniers politiques a lieu chaque six mois ; chaque six mois, on libère un groupe et c'est toujours le "dernier-groupe"... Et, en septembre dernier, sous la double pression internationale venue de la diaspora qui avait fait un travail énorme d'information internationale et des États-Unis, particulièrement avec le régime Carter, ils ont dû donner des preuves comme tout le monde en Amérique Latine a dû donner un certain nombre de preuves. Alors, c'est ce qui a permis l'élargissement de 104 prisonniers politiques. Et, on peut considérer, au moins pour ceux qui ont été élargis, que c'est une grande victoire.

Y. L. Est-ce que vous pourriez vous risquer à avancer un chiffre ? Il en reste combien, d'après vous, de prisonniers qu'on peut qualifier de politiques dans les prisons haïtiennes ?

G. A. Deux semaines après la libération des 104 prisonniers, un journal haïtien de New York avait donné une liste énorme ; des parents ont écrit pour demander où sont passés les leurs. Enfin, il y avait 30 000 absents qui n'étaient absolument pas notés. Bon, ces 30 000 absents, la plupart d'origine bourgeoise ou petite bourgeoise sont connus. Mais

tous les prisonniers qui meurent de faim, les millions de paysans sans terre, tous ceux qui tombent sous le coup d'arrestations arbitraires, personne n'est au courant de ce qui se passe à ce niveau-là, ou du moins, tout le monde est au courant, c'est-à-dire que cela continue à être la répression la plus sauvage à ce niveau-là,

- Y. L. Ceux qui sont prisonniers d'une situation déplorable et misérable...
- G. A. Surtout en province et plus discrètement ceux qui n'ont pas accès aux médias permettant de...
- Y. L. Avant de quitter ce chapitre politique, Monsieur Anglade, j'aimerais que vous me disiez deux ou trois mots sur les relations d'Haïti avec son voisin, la République Dominicaine. Les relations n'ont pas toujours été très amicales et il y a eu un contentieux important à une certaine époque... Il y a eu le problème de la "traite verte". Est-ce que ces relations sont harmonisées aujourd'hui ? Est-ce qu'un pays domine un peu l'autre économiquement, etc. ?
- G. A. Il y a deux siècles de relations extrêmement tendues entre les deux parties de l'île : un XIX^e siècle qui a été sous la dominance haïtienne et le XX^e siècle sous la dominance beaucoup plus de la République Dominicaine. À partir des années 1920 quand les Américains ont mis fin à la première grande guérilla latino-américaine, la guérilla du [p. 65] Plateau Central haïtien, on a évacué en République Dominicaine de 200 à 300 000 Haïtiens comme on le faisait également vers Cuba (600 000 "entrées") et ceci, permettait le développement des capitaux américains de l'industrie sucrière qui était installée à Cuba et en République Dominicaine.
- Y. L. On a fait cela donc avec des Haïtiens ?
- G. A. Avec les Haïtiens qui ont servi, et c'était cela la "traite verte", de main d'œuvre à cette croissance. Alors qu'à Cuba en 1967 le "décret de la dette" a reconnu à ces 400 000 Haïtiens qui restent, le rôle moteur dans la croissance cubaine et à ce titre leur a accordé tous les droits et privilèges issus de leur présence sur le sol cubain, en République Dominicaine, ce contentieux a été très pénible ; il existe encore 200 à 300 000 Haïtiens, main-d'œuvre des zafra installée, disons glissée, dans le groupe dominicain et chaque année des escarmouches, tueries, pressions énormes ont lieu.

L'année 1937 a été un point culminant, Trujillo voulant pratiquer une politique de "blanchiment" et surtout resserrer autour de lui des forces éparses, a fait une "guerre sacrée" en massacrant à peu près 10 à 20 000 paysans pauvres haïtiens en deux ou trois jours. C'est ce qu'on a appelé les "vêpres dominicaines".

Actuellement on continue encore, face à ce désastre économique, à exporter cette main-d'œuvre pour la croissance dominicaine. Main-d'œuvre dominée, maltraitée, massacrée... ces relations continuent.

Mais à un autre niveau maintenant, la République Dominicaine commence à promouvoir un certain nombre de relations d'ordre économique avec Haïti... elle fait des expositions en Haïti et, ce qui a de plus positif, je pense, c'est que depuis deux ans on assiste à une dénonciation virulente de la part d'intellectuels dominicains de la situation faite aux Haïtiens en République Dominicaine même. C'est toute une montée d'analyses critiques contre le rôle que joue l'Appareil d'État dominicain et les catégories dominantes dominicaines face à cette population d'Haïtiens. Ce qui laisse présager finalement, si ceci devait évoluer en République Dominicaine, que c'est plutôt de la République Dominicaine que viendrait une transformation de ce statut extrêmement barbare qui est fait aux Haïtiens dans les différents *bateyes*. Parce que du côté duvaliériste il n'y a aucun problème, ils perçoivent une taxe par tête d'individu envoyé en République Dominicaine et puis cela s'arrête là.

Y. L. Avec ce que vous venez de me dire on glisse tout naturellement dans les aspects socio-économiques de ce régime haïtien. On a souvent expliqué cette diaspora haïtienne comme une conséquence naturelle du surpeuplement haïtien. Vous savez bien que les économies occidentales des pays riches ont tendance à interpréter les problèmes économiques des pays sous-développés par des analyses classiques du genre surpeuplement, pénuries alimentaires... Est-ce qu'il y a vraiment d'après vous, on sait que c'est [p. 66] un des pays les plus peuplés du monde, un surpeuplement haïtien ?

G. A. Alors là je répondrai non et catégoriquement non. Il n'existe pas de surpeuplement. Cependant, compte tenu actuellement des rapports de production et de la manière d'utiliser l'agriculture, le commerce, on peut retrouver un chômage qui frappe plus de 50% de la population active. Mais ceci ne définit pas le surpeuplement.

Il faut voir que l'émigration, le début de cette grande diaspora qui va faire 1 million d'hommes et de descendants d'hommes à l'extérieur, part des années 1920 de manière systématique. Il a fallu internationaliser cette force de travail paysanne haïtienne pour permettre la croissance du capital investi dans le sucre cubain, dans le sucre dominicain.

Y. L. Et on avait intérêt à dire que du même coup on rendait service à l'économie haïtienne.

G. A. Oui.

Et cette opération d'internationaliser la force de travail rendait également service à l'occupant américain parce qu'il venait de subir une

guérilla de six ans et il avait dû faire 50 000 victimes pour arriver simplement à pacifier la paysannerie en colère. Alors, en extradant carrément des milliers et des milliers d'Haïtiens hors du pays, ceci permettait de faire un peu baisser la pression. D'ailleurs, Perez de la Riva qui a étudié ces courants migratoires chiffre à 600 000 "entrées" les Haïtiens entre 1920 et 1930, seulement à Cuba. Or, la population de l'époque est de l'ordre de 2 millions. Sans compter l'émigration en République Dominicaine où ils ont assumé 50% du développement du sucre. C'est vous dire que c'était à la fois une opération politique et à la fois une des logiques de l'introduction du capital américain dans la Caraïbe que d'éclater cette main-d'œuvre.

Y. L. Le régime actuel semble considérer la grande migration comme la solution d'avenir, la seule qui soit envisagée puisque ces grands mouvements migratoires se perpétuent ?

G. A. Il y a un deuxième mouvement migratoire causé par l'incurie administrative du duvaliérisme et son agressivité politique aussi pour se maintenir au pouvoir, ce sont les grandes migrations des années 59-60-65.

Y. L. Le Canada en a largement bénéficié. Le Québec entre autres.

G. A. C'était le grand moment de Terreur et au Québec jusqu'en 1970 disons, il est venu moins d'un millier d'Haïtiens. La grosse vague des Haïtiens qui fait que cette communauté compte actuellement environ 20 000 personnes, est postérieure à 1970. Aux États-Unis ils sont près de 400 000, etc. Cette force, enfin cette masse de main-d'œuvre formée en Haïti, éduquée en Haïti, mais donnée pratiquement, représente l'aide la plus grande que cette république a apportée au développement du capital ailleurs.

[p. 67]

Y. L. Mais tout cela va en contradiction flagrante il me semble avec l'entreprise de décollage économique qu'a voulu amorcer Jean-Claude Duvalier, parce que pour faire décoller une économie sous-développée, on a besoin d'infrastructures et aussi de cerveaux... et on raconte qu'il y aura bientôt plus de médecins haïtiens à Montréal qu'à Port-au-Prince par exemple.

G. A. C'est certainement le cas et c'est une des contradictions du régime ; ce pays produit beaucoup plus de techniciens et de spécialistes qu'il n'en a besoin. Et puisqu'il ne se passe rien, on ne peut les utiliser...

Y. L. C'est le chômage intellectuel.

G. A. Et comme ils risquent de ruer dans les brancards, il y avait la technique mise au point par Duvalier qui était radicale et rapide : la prison, la mort, etc. La technique a évolué et ceux qui ont pu s'échapper ont

préféré rester vivants ailleurs que morts à l'intérieur. On peut donc dire qu'il y a une absence de main-d'œuvre qualifiée, il y a une absence de force de travail même si le chômage est élevé.

Que cette situation se transforme et nous allons nous retrouver face à une situation où il va vraiment manquer de bras.

Y. L. Sur quoi repose cette prétention d'un air de renouveau économique ? Le père Duvalier avait dit "je fais la révolution politique", Jean-Claude se fait fier d'affirmer qu'il fait lui la "révolution économique" ; cela fait quand même quelques années que cela dure, qu'est-ce qui s'est passé pour qu'on puisse parler de décollage économique ?

G. A. Pour reprendre votre expression : "Cette prétention de décollage économique" ne repose sur rien. Au niveau de l'agriculture c'est toujours une production de vivres et de denrées et on dit que l'on donne priorité à l'agriculture...

Y. L. Excusez-moi de vous interrompre, mais au niveau agricole, Haïti, et vous me corrigerez si je me trompe, Haïti semble échapper au schéma classique, au modèle classique des pays sous-développés qui pratiquent de grandes monocultures d'exportation.

G. A. Non, formellement on pourrait dire oui qu'elle échappe à ce modèle, mais au fond absolument pas puisque les commerçants d'exportation se comportent comme s'ils étaient propriétaires des terres en monoculture d'exportation. S'il y a en fait 1 million de producteurs à produire des denrées, le tout est acheminé par un système de goulot jusqu'aux commerçants. Les quelque 20 à 30 exportateurs de poids à Port-au-Prince sont des sortes de "grands latifundistes", ils n'ont peut-être pas la propriété de la terre mais ils sont en situation d'être les uniques bénéficiaires, avec l'État, de cette Terre ; quant au paysan, il ne reçoit que 20% du produit.

Y. L. La paysannerie en Haïti, on pourrait la découper j'imagine en catégories ; il y a le petit paysan avec une parcelle de terre, celui qui n'en a pas du tout...

[p. 68]

G. A. Il y a d'abord le paysan sans terre, près d'un million d'individus actuellement en Haïti et on ne parle pas de ceux qui sont partis ; il y a le petit paysan, propriétaire d'une parcelle de un à deux hectares ; le paysan moyen qui va chercher quatre, cinq hectares, et quelques grands paysans avec six, sept, huit, dix hectares de terre.

Y. L. Des latifundistes ?

G. A. Non, des paysans, de grands paysans.

Et puis il y a les grands propriétaires terriens. Ceux que l'on va appeler les *grandon* qui sont les barons de provinces qui représentent une classe, disons une force politique, très importante dans le jeu, j'allais dire la mascarade, des élections traditionnelles, mais elles n'ont pas lieu depuis 20 ans. Ces barons de provinces, ces propriétaires terriens continuent à augmenter leur potentiel, et à s'accaparer également des terres de l'État ; ce sont eux qui possèdent, disons, l'essentiel des bonnes terres : terres irriguées, versants caféiers, terres en canne à sucre. Le petit paysan vivote sur une terre plus marginale. En somme, si je me permets, je pourrais dire que c'est un peu le modèle colonial classique : de grandes plantations sur les meilleures terres et aux esclaves des parcelles de terres, les places-à-vivres. C'est à peu près la reproduction du même modèle à une échelle différente, en un temps différent.

D'ailleurs tous les investissements agricoles actuels, qu'ils viennent du Canada ou des États-Unis, ne vont que dans le sens du développement des cultures d'exportation.

Y. L. Au détriment des cultures vivrières ?

G. A. Oui, et l'essentiel des investissements, et c'est là où c'est extrêmement vicieux, plus de 60% des investissements annoncés pour 1978 vont dans des infrastructures, non pour servir réellement au développement de l'agriculture, même au développement capitaliste tel qu'il est prôné, mais pour faciliter les acheminements des industries d'assemblage qui ne prennent le pays que pour une simple zone de transit capable de faire baisser leurs coûts de production de 30% à 50%.

Y. L. Des manipulations sommaires, en somme.

G. A. Oui.

Et ces investissements visent ensuite le tourisme. À ce propos, un pays (la France pour la nommer) vient de pompeusement dire qu'il a fait cadeau au pays d'une route, une "route de l'amitié" mais c'était pour développer ses capitaux à l'autre bout de la route. Et un article vraiment virulent "À qui sert la francophonie ?" a paru dans le numéro de décembre 1977 d'*Afrique-Asie* reproduisant un rapport qui étale avec un cynisme rare que ces routes construites intervenaient, d'après le fonctionnaire du Quai d'Orsay qui est l'auteur du rapport, pour suppléer à la situation financière extrêmement déficiente de compagnies françaises en péril, etc. C'est vraiment une aide [p. 69] d'exploitation maximale ; on tire de ce pays exsangue, par tous les moyens, le maximum de ce qu'il peut donner.

Y. L. C'est le néo-colonialisme ?

G. A. Ah oui, à l'extrême.

- Y. L. Restons encore une seconde sur ce chapitre de l'agriculture. Vous me disiez tantôt "même modèle", ne sont-ce pas aussi les "mêmes problèmes", c'est-à-dire rendement médiocre, famine cyclique, etc. ?
- G. A. Oui... le paysan est laissé à lui-même pour produire sa pitance et commercialiser un surplus de plus en plus réduit ; il n'arrive évidemment pas à capitaliser quoi que ce soit puisqu'on tire de lui l'essentiel de ce qu'il produit et on rogne même sur ce qui serait nécessaire à la simple reproduction de sa force de travail. Vraiment les ponctions sont beaucoup trop grandes pour qu'il réagisse autrement que les bras tombants et la famine s'est installée, d'abord avec une récurrence de 2-3 ans, maintenant la famine est une famine définitive, annuelle et surtout les zones de famines, autrefois circonscrites au Nord-Ouest, à la plaine d'Aquin, à l'Île de la Gonâve, etc. ... ces zones de famines sont en train de s'étendre à l'intérieur du pays simplement parce qu'on a fait des ponctions puissantes sur le paysan. D'ailleurs toute l'assistance apportée pour l'éducation des paysans n'a strictement aucune signification. Je faisais l'expérience aux Bahamas récemment, les paysans qui ont fui du Nord-Ouest sur des bateaux de fortune ; il y en a encore trois ce mois-ci qui ont échoué dans le bassin des Caraïbes en faisant près de 300 morts et une centaine de survivants, ces tragédies marines, pénibles, mensuelles...
- Y. L. Vous parlez d'Haïtiens qui fuient ainsi vers les Bahamas ?
- G. A. Oui, vers Nassau, vers n'importe où, là où ils ont...
- Y. L. du travail quoi.
- G. A. Une survie quelconque.]
- Mais une fois rendus quelque part où ils peuvent travailler, ils deviennent des agriculteurs extrêmement admirables parce qu'ils ont mis au point au bout de trois siècles un modèle de mise en valeur, le "compagnonnage", qui est un modèle unique à travers le monde ; c'est peut-être parmi les modèles les plus raffinés que l'on puisse retrouver actuellement.
- Y. L. Et c'est peut-être un modèle d'avenir parce qu'en raisonnant un peu cyniquement, on peut dire que c'est peut-être heureux que la paysannerie pauvre n'ait pas été envahi par la "révolution verte" parce que là où cela s'est produit on a souvent vu le paysan endetté et finalement dépossédé davantage.
- G. A. L'avenir devient quand même inquiétant dans la conjoncture actuelle, car il va y avoir des capitaux de plus en plus importants investis dans l'agriculture à cause de la montée des prix, les prix ont quintuplé...
- Y. L. Les prix des produits vivriers, les engrais ?

- G. A. Oui. Maintenant il devient intéressant pour les propriétaires terriens de produire même des vivres. Alors toute l'aide internationale va passer justement à l'engraissement de ces *grandon*, de ces grands propriétaires terriens par le fait de mise sur pied d'entreprises de développement agricole visant le marché intérieur. Ceci va évidemment provoquer une catastrophe, une mutation de structure à l'intérieur de l'agriculture. Cette introduction brutale, par injection des capitaux d'aide, va provoquer des transformations dont nous voyons actuellement les premières conséquences, c'est-à-dire la fuite des paysans, le passage du nombre des paysans sans terre de 300 000 à 1 million, les expropriations et tout.
- Y. L. Cette intrusion brutale du capital étranger on la voit aussi se produire dans l'autre grand pilier de l'économie haïtienne : le tourisme. Même si c'est un peu humiliant pour une économie de compter aussi largement sur le tourisme pour sa prospérité. Est-ce qu'on peut quand même voir là, dans l'infrastructure que cela sous-entend, le développement d'infrastructures routières etc., un certain développement, un certain espoir de décollage économique ?
- G. A. Non. Le tourisme en Haïti est le tourisme le plus élémentaire qui soit dans le bassin des Caraïbes. Il n'y a pas d'infrastructures, de chaînes hôtelières, etc.
- Y. L. Mais cela se développe ?
- G. A. On parle d'un début d'introduction de cette branche de l'économie et, semble-t-il, les économistes du régime comptent énormément là-dessus pour faire entrer ce qu'ils appellent des capitaux. En fait, les capitaux font comme le touriste : passer pour s'en aller aussitôt. Il n'y a que des retombées extrêmement marginales. Mais qui plus est, et c'est sur ce point qu'il faut énormément interroger le tourisme, c'est la catastrophe idéologique que ceci provoque. Les gens en vacance diffusent un modèle qu'observe un individu qui vivote chaque jour et qui mange une fois en passant. Au touriste, qu'il soit de la meilleure bonne volonté du monde, on fait dire "voilà comment cela se passe ailleurs..."
- Y. L. Remarquez que même Cuba ne craint pas ce genre de contamination.
- G. A. Elle l'a réglementé et elle est en train, après 20 ans, de refaire l'expérience du tourisme mais en y allant de manière très politique je dirais, en contingentant, encadrant, orientant le touriste et surtout en ne faisant plus de lui, le roi de ce pays. Alors qu'en Haïti, l'étranger, "l'autre" joue un rôle extrêmement dominant.
- Y. L. Le temps file trop rapidement, bien sûr, mais j'aimerais quand même qu'on aborde un peu le problème de l'éducation parce que c'en est un, même si l'éducation est, je pense, gratuite et même obligatoire, plus de 80% des gens sont illettrés.

[p. 71]

G. A. Oui. Le problème est à deux niveaux. Parlons d'abord de l'éducation formelle, l'école. Sur 400 enfants, 120 iront à l'école, 20 atteindront le niveau du certificat d'études primaires et 5 se rendront jusqu'aux épreuves de fin d'études secondaires et de ceux-ci 1 seul réussira. Bref, nous parlons d'un système d'incuries, créé et géré pour l'unique finalité universitaire et qui produit une possibilité de réussite de 1 sur 400 ! C'est un record absolu dans le monde et rien ne bouge dans ce domaine. Aussi depuis des années, l'école finit par produire un certain nombre de lettrés, mais la population, la masse, est illettrée.

Aussi ce que je voudrais souligner c'est que cette paysannerie de l'oralité a aussi mis en place sa propre structure de reproduction du savoir, ses propres techniques de transmission de connaissance. À un point tel que je crois que l'avenir de l'éducation en Haïti ne passera pas forcément par les programmes des écoles traditionnelles telles que nous les voyons ; car un jour, s'il devait se passer quelque chose, ce sera aussi à travers une étude attentive des circuits non formels de l'oralité qu'il faudra peut-être aller chercher les méthodes, matières et moyens de formation du plus grand nombre, et les mêmes pour tous. Cette paysannerie, pour survivre à trois siècles d'exploitation éhontée et l'une des plus extrêmes qu'on ait vue...

Y. L. Elle est d'une vitalité exceptionnelle.

G. A. Oui, elle a inventé sa langue et l'a perfectionnée à un haut degré, le créole ; elle a construit ses croyances, le vodou ; elle a mis en place son mode médical, ses techniques, son compagnonnage... Sans tomber dans la naïveté d'un regard bucolique et d'un romantisme béat, on peut quand même avancer qu'il y a là les leviers et les semences d'une transformation future. C'est à l'étude de ces fondements de la réalité haïtienne que l'on assiste actuellement.

Y. L. Mais en vous écoutant je pense aux premiers discours du père Duvalier qui disait justement s'inspirer largement de cette tradition de l'oralité, de tous ces enseignements, toute cette sagesse paysanne et on voit ce que cela a donné.

G. A. Oui, il y a ce risque de récupération et il y a eu ces premiers discours-là, mais la position politique de Duvalier n'a jamais été de défendre les masses paysannes, il prônait plutôt l'urgence d'une élite noire face à l'élite mulâtre et la responsabilité de ces deux élites pour arriver à faire progresser le pays, mais cela toujours en frappant et taxant le plus possible l'ouvrier, le paysan, le travailleur.

Y. L. Mais pour que ce pays ait une chance quelconque, un avenir quelconque, un espoir, il faudrait quand même que cette détérioration

ne touche pas des domaines aussi vitaux que la santé par exemple et je pense que c'est, là aussi, catastrophique.

G. A. Hélas oui.

Point de vue santé il existe des médecins concentrés à Port-au-Prince au service d'une catégorie, petite bourgeoisie et bourgeoisie, mais la [p. 72] santé de la paysannerie, des travailleurs, des masses est assurée par la médecine traditionnelle produite par une accumulation de connaissances des feuilles, *des simples*, des recettes, des remèdes. Nous avons deux circuits fermés, d'un côté des gens qui survivent comme ils peuvent avec leurs traditions, avec un certain niveau d'efficacité quand même, et de l'autre, les petites clientèles d'une médecine classique. À Port-au-Prince on trouve des médecins, mais une fois sorti de Port-au-Prince, il n'y a plus rien, c'est fini.

Y. L. Une dernière question, Monsieur Anglade, c'est bien sûr l'avenir. Je vous entendais tantôt parler de cet immense espoir que suscite cette vitalité, cette authenticité finalement de la paysannerie haïtienne surtout, de son savoir-vivre, de ses traditions ; et c'est peut-être contrairement à ce que plusieurs croient, un changement par la révolution politique, qui comporte sa large marge d'erreurs souvent, c'est peut-être là que la véritable révolution va s'opérer, mais cela dans combien de temps ? On ne le sait pas ; même par l'absurde finalement, la classe dominante disparaîtra dans son illogisme.

G. A. Ce n'est pas inéluctable que le pouvoir actuel disparaisse. De toute façon, rien ne pourra se passer hors de la politique aujourd'hui déterminante, sur-déterminante dans la situation haïtienne ; ceci supposera cela, une rupture qui soit d'ordre politique. Maintenant quelle rupture politique ? La petite bourgeoisie au pouvoir s'entend avec la bourgeoisie pour le partage de l'assiette des dollars qui affluent par l'aide grâce à des thèmes comme la libéralisation justement. Casser ceci, pour parler des groupes défavorisés autrement que de manière démagogique, pour dire une politique des produits d'exportation, de la commercialisation des vivres, des priorités, ce serait dire qui contrôlera quoi et quels groupes politiques, quelles alliances politiques se chargeront de ce projet de transformation.

Y. L. Les véritables révolutions en Haïti, sont les seules qui ont été menées par la paysannerie.

G. A. Oui, la grande rupture de 1804 qui a mené à l'indépendance, à travers tout le XIX^e siècle, les grands mouvements paysans et jusqu'en 1915-21 la grande marche contre l'occupation Américaine. Depuis 1920, l'ordre de centralisation, paysans, marchandes et travailleurs sont un peu bousculés par l'histoire, ils sont là en terme de figurants tragiques, exploités par les affrontements des factions de la petite bourgeoisie pour le contrôle de l'appareil politique et celles de la bourgeoisie pour

le contrôle des sources d'accumulation de profits. Il faudrait une rupture brutale dans ce jeu de mélanges et de tractations des intérêts politiques et économiques. Or, en fait de rupture, on n'assiste qu'à une forme de "libéralisation", cette cosmétique des questions de fond, qui ne sont pas sans apporter un certain nombre de problèmes à un pouvoir dictatorial, nous le disions tout à l'heure. Il faut quand même un retour à une allure démocratique, même formelle, pour la petite bourgeoisie, il faudrait des élections, une agitation [p. 73] nouvelle d'idées au niveau de la classe politique, une marge d'indépendance à la presse. Ceci est important et c'est peut-être à la faveur de ces agitations que pourrait s'entendre pour la première fois depuis 30 ans, la voix des masses, une voix authentique, venue d'elle-même car il n'est pas dit que ce sommeil, non, non pas ce sommeil, mais cet étranglement dans lequel on la maintient ne finira pas par provoquer un éclatement. Dès que les voies de l'émigration seront bloquées, il va finir par se poser des situations catastrophiques et des solutions s'imposeront. Mais hélas tout ceci n'étant pas inéluctable, je pense qu'il ne faut pas s'arrêter de travailler pour y arriver.

Y. L. Est-ce qu'on peut envisager une alliance entre la paysannerie et cette immense diaspora haïtienne qui ne semble pas très articulée, qui est une opposition bien sûr mais on ne s'entend que sur une seule chose, on est anti-duvalériste et au-delà de cela il n'y a pas de projet révolutionnaire.

G. A. Au niveau du formulé, de l'explicite, le rôle que vont jouer les groupes politiques de la diaspora sera important pour faire pression et dénonciation internationale du régime des Duvaliers. Mais la force d'intervention de l'extérieur est extrêmement réduite, ce n'est qu'un appui secondaire, tout va se dérouler à l'intérieur. Sauf que dans la diaspora aussi il y a 800 000 personnes d'origine populaire qui diffusent à l'intérieur un discours nouveau, des articulations nouvelles, elles ont vu fonctionner des syndicats, etc. Peut-être ainsi de cette diaspora viendra une partie de cette "autre chose" que l'on souhaite à ce pays.

Au fond on retrouve un message littéraire, celui de Jacques Roumain dans "Gouverneur de la rosée" qui racontait cette même histoire du retour en terre natale avec un autre discours forgé dans la pratique politique en dehors du pays d'Haïti.

Y. L. Georges Anglade je vous remercie beaucoup de cette entrevue.

G. A. Merci beaucoup.

*Yvon Leblanc s'entretenait avec Monsieur
Georges Anglade professeur de géographie à
l'Université du Québec à Montréal.*

[p. 74]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Aux rêves d'un "*grand soir*" il faut opposer ce dur réveil que seront les "*petits matins*" d'un pays vidé et fragile.

Forger une *raison d'espace* comme matériau pour baliser le chemin des ruptures nécessaires, l'alternative, tel est notre *salto mortale*.

Le dur réveil des *Petits matins* d'un pays vidé et fragile

Le dur réveil des *Petits matins* d'un pays vidé et fragile

[p. 75]

CHAPITRE 3 : LA RAISON D'ESPACE *

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Je remercie le Département des études pluridisciplinaires pour cette invitation et particulièrement Monsieur Alain BAUDOT, son directeur, pour l'ouverture du Collège GLENDON, depuis le grand colloque de 1976, à la question caraïbéenne.

Je voudrais dire comment la "Rencontre de 1976", dans ce cadre sympathique de GLENDON, a été un "événement" : pour la première fois, à ma connaissance, des professeurs-chercheurs-intervenants du pays haïtien et de la diaspora haïtienne se sont retrouvés ici ; et les liens tissés ne se sont pas rompus depuis lors ; merci donc, au nom de tous les nôtres.

Ce travail est né d'une double préoccupation, celle politique où domine l'urgence d'initier un débat de fond sur le futur et celle scientifique d'un développement toujours donné comme importation d'un répertoire de formules modernisantes. J'ai cherché les voies qui engagent aux fondements de cette civilisation haïtienne, riche de possibilités originales, mais encore pour combien de temps ? S'il en sort des pistes pour un projet d'alternative à construire collectivement par l'émergence de solutions autonomes, je ne cache pas que sa réalisation me paraît exiger une force d'organisation et une audace conceptuelle à la mesure du chaos d'où il faut tirer le pays. En fait, ma question principale a toujours été celle du comment peut-on expliquer que 80% de cette population soit encore en vie ? Qu'on la juge naïve ou facile, je maintiens que sa réponse est loin de l'être car ce n'est pas sans une impressionnante accumulation de savoir-faire que l'on survit à cette misère extrême ! C'est justement cela mon objet d'étude, ces

* "L'émergence d'une géographie critique : Étude du cas haïtien". Conférence au Collège Glendon, York University, Toronto, le jeudi 23 octobre 1980. Multidisciplinary Studies, Lecture Series n° 5, 1980-1981.

accumulations de savoir-faire vis-à-vis desquelles d'ailleurs je dis mon rapport profond, celui engagé d'un témoin de leur déconstruction. La rupture à opérer se fera [p. 76] impérativement dans une suite de transformations prenant avant tout racine dans ces savoir-faire locaux ou bien il n'y aura pas de rupture. C'est d'abord cela penser l'alternative.

Comment dire une politique de l'espace qui puisse mettre bas (dans le double sens de sa construction en théorie et de sa destruction en pratique) la crise haïtienne des années 1980-2000 ? Cette question est essentielle d'abord pour les différents types d'interventions puisqu'il importe autant de savoir ce que l'on doit combattre dans le présent que de chercher à définir ce que l'on doit débattre pour l'avenir et ensuite pour situer notre discours en carrefour des renouveaux qui ont marqué la décennie 1970 tant au plan de la théorie générale de l'espace (et de la politique de l'espace) qu'au plan particulier de la question haïtienne (et de son alternative de développement).

À Montréal, ces dix dernières années, trois grands courants d'interrogations sur l'espace se sont heurtés avant de trouver de nouveaux modes d'expressions fécondés par cette confrontation. Pour faire court, disons que la géographie descriptive de l'Europe amorçait une reconversion difficile face au triomphalisme de la démarche formelle de l'Amérique du Nord. Mais la plupart des géographes ayant vécu ces affrontements, dont il faudra consigner un jour les péripéties hautes en couleur au Québec qui en fut le champ clos privilégié, n'ont pas prêté attention au travail de rupture d'avec l'idéalisme et l'empirisme du courant militant tiers-mondiste représenté ici également. Il faut dire que leurs combats et débats étaient et demeurent fort différents, peut-être même opposés. S'il est de mode de parler maintenant de géographie critique, très peu de ces textes font état ou témoignent des exigences concrètes d'une géographie matérialiste et de sa relation capitale à une politique alternative d'espace. On ne rentre pas dans le "critique" comme on passait de la "géographie traditionnelle" à la "new geography", entre ces dernières il n'y a jamais eu d'oppositions fondamentales, sinon un traitement descriptif différent à partir de variantes positivistes. L'essai de définition de l'objet d'espace géographique et de sa méthode d'étude indiquera les distances à prendre des conceptions dominantes de la géographie contemporaine pour la réalisation d'une géographie scientifique et critique dans sa quête du changement sociétal.

Nous situerons ensuite les fondements d'un nouveau cadre de lecture du sous-développement par approfondissement du cas haïtien. Notre pari, depuis plus d'une décennie, a été de nous consacrer prioritairement à cette réalité circonscrite et d'y tester la portée et les limites de l'ensemble des théories du sous-développement et des pratiques de développement : dualisme, centre-périphérie, modernisation, dépendance, néo-féodalisme, capitalisme, etc., et leur expression d'espace dans les analyses et interventions de développement régional intégré, de diffusion de l'innovation et d'intégration au secteur moderne. Notre projet est de faire échec à ce qui leur sert de soubassement théorique et idéologique commun : le déni d'une histoire, d'une autonomie relative, d'une dynamique... des formes et des structures spatiales (haïtiennes). Cette restructuration des questions et leurs

nouvelles réponses issues d'une praxis haïtienne débouchera sur les propositions de rupture d'avec les pratiques d'importation des "institutions-technologies [p. 77] capitaux" imposées par les factions gouvernantes de la petite bourgeoisie et les bourgeoisies régnautes, relais, courtiers et maîtres-d'œuvres des sous-développeurs internationaux. Contre ces idées et interventions qui prévalent actuellement, nous essayerons d'identifier les fondements d'une alternative de développement indigène.

Mais avant d'explorer ce premier point, il faut nous replacer dans les questions qui se posent actuellement à l'échelle internationale et nationale, afin d'y rattacher nos thèses et nos propositions.

L'état de la question

Vous allez me pardonner de faire chez vous, à York-Glendon, ce que je ferais chez moi, à l'UQAM : une démarche "professorale". Par ailleurs, comme il n'existe pas encore de "manuels" de géographie critique, vous comprendrez bien les exigences auxquelles je souscris.

Pour faire le point des problèmes conceptuels et méthodologiques de la géographie en général et de l'espace haïtien en particulier, nous sélectionnons quatre articles pour leur panorama critique de l'ensemble de la production d'espace, pour leur souci des questions du moment dans la discipline, leur ouverture à tous les courants d'expressions sur l'espace et leur recension de la plupart des travaux et participants aux discussions qui caractérisent la fin des années 70 en Amérique du Nord et en Europe. Cet automne 80, le corpus de mon enseignement à l'UQAM est principalement constitué des quelque 100 pages de ces articles que nous travaillons pour ce qu'ils disent, ne disent pas, suggèrent et annoncent. En conservant l'ordre de leur mise en question dans *ces lectures d'espaces et sociétés* :

Jacques SCHEIBLING – "Débats et combats sur la "crise" de la géographie", *La Pensée*, 1977, n° 194, p. 41-56.

Prenant prétexte d'une mise au point des réflexions nouvelles des géographes français, principalement Y. Lacoste et J. Lévy, l'auteur tente un essai sur la rencontre possible entre le matérialisme et la géographie. La dénonciation de l'empirisme et de l'idéalisme des pratiques actuelles lui sert de grille de réfutation des trois définitions incertaines que s'est donnée la géographie en France : l'étude de la terre, l'étude des rapports de l'homme et de la nature, l'organisation de l'espace. S'appuyant énergiquement sur la démarche entre le biologique et le social du maître-ouvrage de Lucien Sève *Marxisme et théorie de la personnalité* (Éditions sociales, 4^e édition, 1975, 600 p.) J. Scheibling se met aussi à cheval entre sciences de la nature et

sciences humaines pour proposer que "la géographie est l'étude des formes et des structures spatiales produites historiquement et spécifiées par les modes de production".

Dans ce texte qui fait date par sa remarquable prise en charge des questions qui agitent la géographie française (références à Paul Claval. *Hérodote* ...) Scheibling pense l'espace d'un bout à l'autre comme "forme" accessible à l'intuition sensible, et abstrait les "structures" en tant qu'organisation de ces formes, rejoignant en ceci le courant radical américain. D. Harvey en tête. Ce qui fait problème "empirique" et finalement aussi "idéaliste" est ce point de départ des formes et la conception d'une structure comme résultat d'une démarche d'épuration des faits-formes. Ceci interdit véritablement la relation aux rapports de production et forces productives en dépit des bonnes intentions affichées du "spécifiées par [p. 78] les modes de production". Nous y voyons la même aventure de la "new geography" confondant allègrement à la suite de Bill Bunge "théorie de la géographie" et "géographie théorique" (1966), c'est-à-dire une théorie d'organisation des formes, les "structures spatiales" de Scheibling.

Paul Vieille recentrera la problématique et la méthodologie de la théorie de la géographie en articulant une structure d'espace théorique au mode de production, complètement en amont et hors de l'évidence sensible des formes.

Paul VIEILLE – "L'Espace global du capitalisme d'organisation", *Espaces et sociétés*, 1974, n° 12, p. 3-32.

Dans ce texte éclaté en plusieurs morceaux, la contribution fondamentale de Vieille a touché à "L'espace dominant, espace théorique, modèle vers lequel tend en chacun de ses stades de développement un mode de production, mais qui ne parvient pas à s'actualiser". Cette interrogation sur "la relation historique entre l'espace et la société globale" déborde l'ancienne problématique des liens entre Histoire-Géographie, en son temps magistralement dressés par Étienne Juillard ("Aux frontières de l'histoire et de la géographie", *Revue Historique*, Paris CCXVI, 1956, p. 267-273) pour toutes les écoles françaises, anglaises et allemandes que nous dirions aujourd'hui culturalistes et historicisantes. Dans un va-et-vient déroutant des formes à l'espace théorique, qui a valu à ce texte son accueil discret, Paul Vieille touchait encore en passant au rôle de l'espace comme dimension de la formation de la bourgeoisie et comme dimension du développement du capitalisme.... avant de conclure que "jamais, en fait, l'espace n'a été autant politique qu'aujourd'hui... L'espace est donc bien une catégorie sociale constitutive du mode de production ; génétiquement, les processus de création de l'espace et du mode de production sont inséparables".

Cet article de 74 ne pouvait trouver pendant que chez ceux qui se posaient la question à laquelle Vieille murmurait réponse : l'économètre en rupture d'un espace économique qui s'épuisait lui aussi en théorie des formes palpables (Philippe Rouzier, *Échanges et développement : cadre théorique pour une alternative* – synthèse des travaux sur le "Shaping of space" – P.U. Ottawa, 1981, 117 p.) ou le philosophe au prise avec l'inscription territoriale du rituel dont les formes et toutes les "organisations" possibles des formes étaient obstacles épistémologiques sur le chemin

des structures qui les déterminent (Willy Apollon, *Le Vaudou, un espace pour les voix*, Galilée, Paris, 1976, 313 p.). Paul Vieille a eu intuition du bon bout de la méthode en ouvrant la mise en relation de l'espace à la société pour le jalon, posé plus tard, des *structures dominantes d'espace*, structures théoriques d'espace dialectiquement partie du mode de production (les internalités que tâte R. de Koninck) et de l'économie politique de l'impérialisme (les externalités que dit D. Slater).

Rodolphe DE KONINCK – "Contre l'idéalisme en géographie", *Cahier de géographie du Québec*, 1978, vol. 22, n° 56, p. 123-145.

R. de Koninck ouvre le numéro spécial consacré au "matérialisme historique en géographie" par la critique "des blocages de la géographie classique... à ceux de la 'nouvelle' géographie" avant de formuler ses propositions sur "les fondements d'abord matériels des rapports entre les hommes, des conditions spatiales de leur élaboration et des exigences spatiales qui en découlent". Il offre une couverture des principaux "classiques" en français et en anglais de la théorie de la géographie avec une insistance particulière pour l'édition d'articles faite par Richard Peet dans *Radical geography* (Maaroufa, Chicago, 1977, 387 p.). Son insistance principale, qui a fait école dans le groupe du GREDIN de Laval, remet l'homme au centre de la géographie et travaille les liens entre les divisions du travail, divisions de l'espace et les inégalités régionales.

[p. 79]

Sous ce titre alléchant, qui ne tient pas toutes ses promesses, l'auteur parle aussi de l'espace-forme des évidences sensibles tout en touchant aux voies (et voix) d'une percée hors des formes par plusieurs notations : Marx refusait le fétichisme de cet espace-là (la forme), ni la chose, ni le mot ; la géographie est "prisonnière" de l'espace et oublieuse de l'homme ; il faut se défendre d'enfermer la géographie dans "L'espace", etc. À noter de cet article les fermes déclarations sur l'engagement d'une géographie révolutionnaire pour un monde nouveau et donc l'indissociabilité des principes d'analyse et des principes politiques du Marxisme", pour une remise en question des liens de la géographie avec les pouvoirs.

Pour ce faire, il semble bien que chaque société offre un canal privilégié et différent pour prendre rendez-vous avec l'alternative de société. Une revue, un manuel, un article, un livre, un disque, une carte, une émission, etc. n'ont strictement pas la même influence partout et leur portée militante dépend aussi des moments historiquement déterminés. Si la "Revue" (comme Hérodote) paraît travailler les géographes français, le "Reader" (comme celui de Peet) le monde américain, le "Manuel" l'aile marchante haïtienne par ricochet de l'École... au Québec, dans cette conjoncture, il faut rejoindre de Koninck sur le vide à combler entre le dire progressiste d'une géographie et son faire.

David SLATER – "Critique de la géographie du sous-développement", *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LX, 1976, p. 59-96.

Cette traduction rend justice aux travaux de D. Slater, notamment ceux dans *Antipodes* (A Radical journal of Geography, Revue trimestrielle publiée depuis 1969). Dans la foulée de sa thèse doctorale en 1972 au London School of Economics, cet article sérieux et documenté balaie d'une critique aiguë quelques théories du sous-développement (le dualisme surtout) et leur application en géographie en remettant en cause les mythes fondateurs des théories et pratiques dites de développement. Les conclusions de cette revue de la littérature principalement anglo-saxonne et latino-américaine de l'économique, du sociologique et du géographique révèlent les manques qui définissent un programme de recherche en géographie du sous-développement : la genèse historique du phénomène, la nécessité d'une analyse à différentes échelles, locale, nationale, internationale (la spatialité différentielle de l'impérialisme) les besoins d'une re-lecture radicale des "structures et modèles spatiaux du sous-développement... intimement liés au développement du capitalisme occidental et à sa pénétration dans les économies du tiers-monde".

La démonstration de Slater, qui fait comparaître toute une gamme de notoriétés, fonde l'inconsistance de la géographie dans sa dérivation naïve des théories et concepts des autres sciences sociales et leur application mécanique sans souci de leurs fondements et pré-supposés idéologiques. Pour rendre à ces sociétés leur histoire dépouillée et leur espace dévoyé, D. Slater en appelle à une "géographie à orientation marxiste" qui incorporera "l'explication des structures spatiales internes du sous-développement dans le cadre de l'économie politique de l'impérialisme".

Mais pour cela, il faut une praxis de cas particulier comme point de départ ; pour nous Haïti, avant de généraliser nos thèses.

En somme, on peut dire qu'il y a convergence des littératures anglaise, française et espagnole (si bien que beaucoup d'autres textes auraient pu remplacer ceux-là) pour remplir *les mots anciens de choses nouvelles, et traiter des choses anciennes avec des mots nouveaux* dans la perspective des ruptures nécessaires qui ne peuvent se vivre que dans la spécificité de chaque cas particulier.

[p. 80]

Mots anciens et choses nouvelles

C'est quoi l'espace que l'on se propose d'étudier au point de vouloir dégager les principes de sa transformation radicale ? D'entrée, disons que le terme "espace" connaît une grande vogue entretenue par l'imprécision de l'objet ainsi nommé. De manière générale cependant il s'agit de paysages accessibles aux sens, palpables et concrets comme la vallée, le cours d'eau, la ville, ou une organisation de formes,

le réseau urbain, la hiérarchie des marchés... Ce sont là les obstacles épistémologiques que la géographie tente actuellement de contourner dans un effort, depuis longtemps commun aux autres sciences humaines, pour se doter d'un appareil conceptuel, notamment ce concept central d'espace, avec les mêmes exigences d'abstraction et de théorisation reconnues ailleurs comme conditions préalables d'éradication de l'empirisme et de l'idéalisme. Personne n'a jamais vu l'espace et cette proposition est l'horizon du travail théorique en cours en géographie.

Si l'espace n'est pas plus visible et d'évidence immédiate qu'une "lutte de classe", une "dépendance nationale", un "pouvoir", une "idéologie"... qui seraient tangibles, mieux observables du haut d'une montagne ou susceptibles d'être traversés au cours d'une promenade, de quoi parle-t-on ? Des structures abstraites de l'histoire humaine de la nature, devenue "territoire" par le juridique et l'administratif. C'est donc dire que l'espace est d'abord de l'ordre de l'homme ; c'est aussi l'affirmer comme dimension principale de la société et le donner pour spécifié par les rapports de production et les forces productives. L'espace serait alors le projet social d'investissement continu de la nature. Le rapport de l'espace à la société est constitutif de l'existence et du social et du spatial.

La géographie, pour avoir escamoté l'un des termes du rapport qu'elle avait justement pour but de construire, *l'espace*, s'est installée dans la quiétude épistémologique des faits d'évidence, s'épuisant dans des descriptions, littéraires, mathématisées, modélisées... sans pouvoir atteindre à l'abstraction qu'est son objet, hors du "*paysage*" et de toutes les organisations des paysages.

Définissons pour le moment l'espace, de manière opératoire, comme un *ensemble abstrait* de prise en charge de la nature, en articulation aux modes de production. Reste à faire justice de l'objet concret pour lequel la géographie s'est appliquée à proposer nombre de théories d'organisation à l'aide d'un vocabulaire descriptif, de notions évocatrices d'images (mais encore loin de la systématique des concepts) et une batterie de techniques pour mesurer ces images. Que je sache dans les sciences humaines ce n'est pas à partir des évidences premières que se construisent les théories et nous n'avons pas une *socio-graphie* des classes, une *polito-graphie* des pouvoirs, ou une *histo-graphie* des sociétés à l'image de notre *géo-graphie* de la terre des hommes !

À ce point de mon exposé, je voudrais clarifier trois expressions que je vais utiliser ensuite dans le sens précis que je leur donne maintenant.

Il y a d'abord le paysage, la scène faite d'objets de la nature, de la ville, etc. C'est le décor qui s'impose comme toile de fond et que dans son [p. 81] sens le plus ordinaire on baptise d'espace. C'est le point de départ obligé mais aussi l'obstacle à surmonter. Ce *paysage* est susceptible de mesures de distance, de surface... mais aussi de symbolisation, tout en lui est chargé de signes.

La *forme* est une construction théorique, qui répond certes du paysage, mais dont la production ne peut se concevoir que dans une mise en relation à l'État-Nation. La forme en géographie relève du processus de construction du marché

national et de l'exercice de la violence d'un pouvoir d'État. D'une part, des formes de l'économique qui façonnent l'espace de distributions multiples, distributions qui ont des carrefours et ces carrefours sont reliés les uns aux autres par des flux ; et d'autre part, les formes du politique qui hiérarchisent, découpent, contrôlent pour les ordres et les mots d'ordre par des appareils de dissuasion (armée – police – justice –...) et de persuasion (école – église – présence étrangère ...).

La *structure* d'espace répond de l'évolution des formes, car à chaque moment historiquement déterminé les formes, en tant qu'intersection de toutes les pratiques de création d'un marché et d'exercice de la violence pour maintenir l'ordre de prélèvement, ne sont pas statiques, elles changent et s'adaptent. Les *structures dominantes d'espace* livrent passage à une théorie scientifique des formes.

Ainsi, la pratique de notre discipline en s'épuisant à toujours partir des paysages et d'accéder aux formes par sélection dans les paysages s'est interdit, en tant que science humaine, d'accéder à une théorie scientifique. Nous avons reproduit à l'infini cette aventure des fausses renaissances de la discipline à chaque nouvelle manière d'agencer et de traiter les passages du paysage aux formes. Après l'urbain-rural-régional de la première manière, la "new-geography" s'est mise à parler de mouvements-nœuds-surfaces-lignes... avec un degré plus raffiné d'abstraction dans la description. Ces mutations dans la description sont théoriquement infinies tant et aussi longtemps que l'essence des formes ne sera pas donnée par les structures qui les déterminent.

À travailler notre objet d'espace géographique, les formes et structures spatiales telles que définies, peut-être aboutirons-nous à la surprise de voir tout le champ notionnel des évidences premières devenir caduc dans ce mouvement de dépassement de l'idéalisme. Et aussi, peut-être, arriverons-nous à fixer le vocabulaire de la géographie.

L'espace géographique est un concept abstrait qui rend compte d'un objet abstrait que sont les formes et structures abstraites de réalisation d'une société. Ce n'est pas dans le visuel immédiat, le *paysage*, qu'il faut chercher la spécificité de la géographie mais dans les structures de socialisation de la nature dont ces paysages ne sont qu'une inscription pouvant relever, et gagnant à relever, de toutes les sciences humaines. À preuve, l'éclatement de leur analyse entre toutes les disciplines et le désarroi de la géographie devant ce dépouillement. Il faut croire que ce n'était pas cela notre objet d'étude spécifique.

L'espace serait-il un nouveau paradigme qui offre une prise nouvelle des différentes dimensions de réalisation d'une société dans son projet de [p. 82] socialisation de la nature ? Comblera-t-on ainsi le vide du saut périlleux que l'on a toujours fait en se risquant du paysage aux formes sans passer par ces structures constitutives du social ayant projet d'espace ? Est-ce "l'instance oubliée" qui ajoutera à la compréhension du social toujours fragmentaire ? L'objet ainsi découpé et le concept qui le circonscrit sont ici donnés comme un matériau que forgeraient les sciences humaines ces prochaines années en réponse à une histoire

faite d'échec des théories et pratiques de développement. S'agit-il encore de géographie ? Oui, mais il est certain, par contre, que cette quête d'une définition de l'espace trouve preneurs actuellement dans pratiquement toutes les branches. Seraient-ils en train de bâtir dans leur aventure convergente d'une rupture sociétale effectivement révolutionnaire, quelque chose comme un cadre directeur pour penser l'alternative à partir du champ de concepts d'espace, ou les assises du nouveau manifeste politique que réclame l'urgence de cette situation ? Peut-être.

Quelle est la méthode adéquate pour étudier cet objet d'espace que nous souhaitons le moins englué possible dans l'empirisme et l'idéalisme ? Il s'agit donc de proposer une manière d'utiliser le corps de concepts de la théorie d'espace préconisée. Puisque l'objet est l'ensemble des formes et structures de l'incorporation en théorie et en pratique de la nature, je fais proposition de travailler à partir de la carte avec cette question : la carte, médiation traditionnelle du paysage mais aussi médiation optimale d'espace malgré les nombreuses autres techniques de mesures et de description, peut-elle rendre compte des formes et des structures et au prix de quelle transformation ? La carte ne "localiserait" pas plus l'espace qu'un graphique d'allocation du revenu national par groupes socio-économiques n'a jamais prétendu "montrer" les groupes, les classes, ou donner à voir les rapports de production. La carte devrait rendre compte des hypothèses et thèses et réaliser leur démonstration et vérification. Pourquoi s'en tenir alors à la carte traditionnellement axée sur les évidences de l'intuition sensible et plus récemment leurs perceptions ? Parce que la nature des formes géographiques en fait cette dimension sociale localisable. C'est d'ailleurs ce caractère qui est à la source des équivoques de la géographie, le piège terre à terre sur lequel butte encore son effort de théorisation des rapports homme-nature et la difficulté de faire dépendre les formes des structures abstraites de la maîtrise et de l'organisation de la nature. Nous croyons que la carte peut supporter l'essai d'être le réceptacle, l'outil méthodologique de l'étude de cet objet d'espace par sa capacité de donner à penser ce rapport des structures aux formes.

Comment partir du cadre ancien pour explorer les voies nouvelles signalées ? Le premier problème est de dire l'hypothèse de travail. Il faut obligatoirement recourir à un graphique pour qu'il y ait présence sur la carte. Par delà les difficultés d'une "figure" qui prétend parler une hypothèse persiste un double risque de sémiologie graphique : le symbolisme d'une théorie procède à une réduction dont la validité conceptuelle est en soi, à établir, et son traitement métaphorique ou allégorique procède à un déplacement de la théorie dont la pertinence requiert justification. Ne seraient-ce pas là les limites de la carte qui malgré ce débordement du descriptif, ne [p. 83] peut s'affranchir, comme l'œuvre picturale de création, du texte qui comble les manques de l'image ? La pertinence de la cartographie comme méthode se fonde avant tout, et en connaissance de ces limitations, sur cette possibilité pour graphiques et cartes de porter une certaine théorie de l'objet que prétend valider une certaine utilisation de l'information cartographiée.

En lieu et place de la légende qui donne traditionnellement une clé de lecture de la carte, notre proposition est d'agencer une grille de démonstration de l'hypothèse de l'articulation de l'État-Nation à l'espace. Cet objectif est poursuivi par la territorialisation d'agréats qui produisent par leurs signification et répartition la démarche de démonstration. Qu'entendre par signification et répartition ? Dans le processus de recherche de la signification d'un agrégat nous retenons d'un ensemble possible de données à construire celles que nos prémisses théoriques identifient comme pertinentes à la mise en relation de l'espace à la société, et dans la répartition de ces agrégats nous cherchons à dépasser l'unique contrainte classique de la "vraie" localisation pour tendre vers les modalités théoriques de socialisation de la nature par les formes et structures spatiales. Quant à l'échelle de la carte, ce rapport entre surface réelle et surface de représentation, ne devrait-elle pas faire l'objet d'un travail qui livre aussi sa signification de "niveau à complexité variable des phénomènes en interaction" (l'expression est de Ph. Rouzier). Là encore, les autres sciences humaines, confrontées aux géographiques, scrutent les cartes traditionnelles avec inquiétude devant le simplisme de certains éléments et le blocage des notions.

S'agit-il encore de cartographie comme nous nous demandions, s'agit-il encore de géographie ? Notre réponse est encore la même, oui, mais c'est plutôt la ligne d'horizon du travail à faire que le stade achevé d'une pratique. Nous posons des jalons qui sont de plus en plus explicites.

Le discours d'espace pourrait-il se passer des cartes ? Je réponds non à cette question. Les cartes ne sont pas de simples illustrations, quelque chose comme une paraphrase visuelle du discours. Les cartes tiennent par elles-mêmes un discours d'espace, relativement autonome, dans le message fait d'échos des contraintes et des contradictions des structures. Il y a distanciation de la carte par rapport au discours, une sorte de décalage pour résumer, prolonger, expliquer, suggérer le non dit ; je renverserais donc le formulé de la question pour avancer que cartes et discours forment ensemble le discours d'espace. Ce qui me semble être la justification ultime de la méthode quand sa modalité de réalisation exige cette confluence.

J'irai même plus loin, il me semble que les cartes vont en deçà et plus loin que la parole. Si ce que j'écris reste sous le contrôle relatif d'un dire explicite, je ne saurais prétendre avoir le même contrôle de l'écriture des cartes. En les réalisant elles me débordent, si bien que je les crois capables de susciter d'autres commentaires, d'être appropriées par d'autres pour rectifications et prolongements, justement par leur souci de ne pas dire des paysages fixés et statiques, mais des formes et des structures dynamiques.

Il faut savoir que nous revenons de loin ! Je ne suis pas certain de celui qui nous a laissé le slogan ravageur "la géographie s'apprend avec les [p. 84] pieds" (ne serait-ce pas Raoul Blanchard ?)... mais il disait bien notre mal à déraciner, dans la définition de l'objet et de sa méthode, cet empirisme vulgaire pour l'émergence d'une pratique scientifique sous primat théorique.

Choses anciennes et mots nouveaux

Quelle analyse de "géographie du sous-développement" ? Il nous faut trois énoncés de départ, une fois posé clairement que nous entendons par cette expression la théorie générale qui permet d'accéder à l'analyse concrète d'une situation concrète : le premier qui fonde les formes, de contrôle économique et de gestion politique, à la fois en aval et en amont de l'État ; le second qui restitue aux structures spatiales l'histoire propre dont elles ont été dépouillées ; le troisième qui dit la dynamique des formes et des structures non seulement pour contrer leur manipulation empirique et idéaliste mais encore pour jeter les bases d'une prospective de l'alternative d'espace, condition et produit de la société nouvelle projetée.

PREMIER ÉNONCÉ

Le contrôle économique de l'espace se réalise par le système de marché composé d'une répartition de bourgs-jardins haïtiens : d'un ensemble de centres de ces répartitions que sont les marchés haïtiens ; et de flux de tous ordres, économiques, politiques, symboliques, culturels qui passent par ces centres. La gestion politique procède par découpage d'aires en hiérarchisant ces aires en départements, arrondissements, communes, etc., et en y implantant une hiérarchie d'appareils de persuasion et de dissuasion.

DEUXIÈME ÉNONCÉ

De la Saint-Domingue coloniale à l'Haïti contemporaine se succèdent trois structures spatiales dominantes : le morcellement 1664-1803, la régionalisation 1804-1915, la centralisation 1915 à nos jours. Chacune de ces organisations différentes de l'espace haïtien est d'une part orientée par les principales influences subies à l'échelle internationale, le développement du capitalisme occidental et sa pénétration au pays, et d'autre part produite par les conditions concrètes d'utilisation et d'appropriation de l'espace par les groupes sociaux au long des trois siècles.

TROISIÈME ÉNONCÉ

À chaque structure dominante d'espace l'articulation conflictuelle se joue à une échelle différente, celle même de l'unité spatiale de base du moment. Au "morcellement" c'est au niveau de la *plantation* que s'opposent les regroupements de la main-d'œuvre esclave et le système de la plantation ; à la "régionalisation" c'est au niveau de *chacune des onze régions* que s'opposent l'oligarchie régionale s'urbanisant et la paysannerie en émergence dans la région à la "centralisation" c'est à l'échelle du *pays entier*, un marché, un État, que s'opposent un ensemble de *noyaux* ruraux et urbains des défavorisés en résistance et les *réseaux* centralisés

de prélèvements au service des classes hégémoniques. Ces contradictions principales spatialement circons-[p. 85] crites à chaque moment d'espace en noyaux de résistance et réseaux de prélèvements évoluent en articulation aux externalités qui commandent successivement des formes et des structures appropriées au marché international et le rapport de force qui le fonde.

Ainsi armé des hypothèses d'évolution et de synchronie pour une re-lecture des formes d'espace, des structures d'espace et de leur dynamique, la question suivante est par où commencer ?

Il y a clairement deux tâches à entreprendre dans la conjoncture de ces années 1980 : la construction en théorie d'une alternative d'espace et la destruction en pratique du sous-développement, en proposant pour celui-là des matériaux et en identifiant dans celui-ci les éléments du blocage et les potentiels d'avenir.

En somme, voilà quelques éléments pour un essai de construction de ce que pourrait être l'objet d'une géographie critique d'une situation concrète de sous-développement. Notre contribution aura été d'accompagner simplement l'émergence de ce cadre d'analyse par l'épreuve de validation dans un cas particulier (Haïti), ce qui est en fait le niveau privilégié où se vivent les ruptures ; souhaitables ruptures d'avec la trilogie d'importation "institutions – technologies – capitaux", donnée comme condition nécessaire et suffisante du développement. L'histoire de cet échec est trop flagrante en Haïti pour ne pas prêter attention aux voies d'un dépassement de cette problématique en travaillant à partir des institutions locales, des technologies indigènes et des ressources nationales pour penser et porter une alternative autonome de développement par une politique appropriée d'espace.

Mais voilà, la relation de la politique de l'espace à l'alternative de société est une tâche qui revient aux organisations politiques. Nous ne fournissons ici qu'une perspective capable de guider les nouvelles alliances et supporter le nouveau contrat de société. Aux rêves d'un "*grand soir*" il faut opposer ce dur réveil que seront les "*petits matins*" d'un pays vidé et fragile. Si difficile sera la remontée que nous n'aurons plus tellement droit à l'erreur au risque de tout compromettre : aussi, je persiste dans mon interpellation : nous donnerons-nous collectivement les moyens et l'audace d'une alternative ? Cette question reste posée car sa réponse ne peut se construire que dans la pratique sociale et politique.

[p. 86]

[Retour à la liste des illustrations](#)

On ne nous avait jamais dit qu'à ne pas chasser en bande en Sciences du social conduisait à tant de déboires ! Nos cours d'épistémologie et nos leçons sur la relation sujet-objet... n'ont jamais soufflé mot du vécu quotidien de cette quête des ruptures tant offerte en modèle.

Les pouvoirs m'ont banni.

Certains compagnons de route, des frères, se sont écartés.

Et jusqu'à l'essai de grignoter notre mémoire douloureuse de trois siècles de terrain sur les misères de *Ayiti Toma* en dénonçant notre absence passagère et conjonctuelle !

Je sais depuis ce temps, qu'un désert, cela se traverse avec obstination et cohérence.

**Avenue de la Liberté... conduisant à Port-Salut, cela ne s'invente pas !
Mais pourquoi justement la plus longue de toutes nos routes droites ?**

[p. 87]

CHAPITRE 4 : LE PAYS PROFOND *

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Le parcellaire agricole haïtien traverse une crise. L'abondance et la complexité des explications qui en ont été fournies jusqu'ici nous portent à clarifier ces tentatives d'études. Non seulement chacune d'elle privilégie la connaissance de dimensions partielles des phénomènes, mais encore celles qui poursuivent des objets identiques sont menées à des niveaux d'analyse distincts caractérisés par la différence aussi bien de leurs fondements théoriques que des recommandations d'interventions pratiques qui en découlent.

Nous nous limiterons dans ce texte à une critique de la circulation des produits agricoles, laissant ainsi de côté tout le chapitre de la production articulé par les prélèvements de rentes foncières et le transfert de valeur aux autres branches de l'économie nationale.

La production agricole haïtienne a toujours été destinée à deux circuits de commercialisation. Le premier, celui des produits agricoles d'exportation, les denrées, acheminant jusqu'aux ports les marchandises, tandis que le second répartissait les produits de consommation intérieure, les vivres, par l'entremise de marchés ruraux, communaux, régionaux et des marchés d'agglomérations urbaines. Ce modèle de commercialisation, le même à quelques nuances près depuis l'époque coloniale, accusait une dissymétrie dans les circuits. Seule la commercialisation des denrées suscitait intérêts et interventions des groupes dominant l'économie et le pouvoir politique, alors que la commercialisation des vivres assurait, dans l'indifférence, une inégale distribution de nourriture aux diverses catégories sociales.

Aujourd'hui, le problème de la relation entre denrées et vivres se pose différemment. Si les denrées continuent à être une importante source directe de

* "Commercialisation des produits agricoles et façonnement de l'espace en Haïti". *Environnement africain*, numéro spécial sur l'environnement caraïbe, hors série 1978, p. 95-122.

prélèvements dans la circulation, il faut cependant que les vivres nourrissent une population de plus de cinq millions de personnes, dont une capitale de plus de 700 000 habitants (1977), avec des techniques archaïques inchangées et sur le même espace agricole depuis vingt-cinq ans. Les circuits [p. 88] ont ainsi atteint un nouveau degré de complexité en s'imposant comme un couple de deux réseaux à la fois complémentaires et concurrents. On ne peut pas en même temps demander plus de denrées, plus de profits pour certains et plus de vivres pour la subsistance d'une population croissante, en maintenant les mêmes rapports de production, de circulation, de consommation et de répartition des revenus.

Les pratiques de prélèvements maximum de profits sur les denrées et de complète négligence des vivres ont conduit à une débâcle : la famine, dont on mettrait, au mieux des conditions, une quinzaine d'années pour en éloigner la menace pour toutes les régions et pour presque toutes les couches de la population.

Dans l'accumulation de travaux dont nous disposons, nous pouvons distinguer deux orientations dominantes : l'approche descriptive empirique et la démarche descriptive formelle. Nous nous proposons de situer la portée et les limites de ces courants et de rechercher leur dépassement dans une illustration de la perspective critique explicative et le repérage des problèmes posés actuellement par la connaissance de la circulation des produits agricoles en Haïti.

L'approche descriptive empirique

Elle se caractérise par la cueillette d'informations à partir d'observations et de données statistiques disponibles, et le souci de les synthétiser pour leur accumulation et leur communication. Il n'y a donc pas de théorie explicitée ou d'hypothèses préalables. Le travail scientifique est conçu dans un modèle de prééminence des "faits", par la collecte et l'analyse d'informations dites "objectives" et préexistantes aux préjugés et à la pratique du chercheur. Le rôle fondamental de la théorie dans la construction des données est évacué au profit de l'obsession de la "collecte". L'empirisme est actuellement en Haïti l'obstacle dominant de la pratique d'un grand nombre de chercheurs œuvrant dans la quiétude épistémologique d'une géographie des "faits" fort soupçonneuse des moindres vellétés de théorisation.

Le traitement de l'information ne dépasse par ailleurs presque jamais la simple typologie ; par exemple, on distinguera trois ou quatre types de villes ou de marchés... Cette démarche empirique est illustrée par un nombre appréciable de travaux universitaires, mémoires de maîtrise et thèses de doctorat, menés des années 1960 à 1975 sous l'influence d'écoles européennes francophones. Elle est d'autre part abondamment représentée par les écrits faisant du "drame de la terre" un thème pour d'élégantes compositions littéraires et politiques, et constitue un

refuge pour le discours agrologique, entretien plus ou moins précis sur des tranches de vie quotidienne à la campagne.

L'échelle d'étude est souvent nationale et / ou régionale. On poursuit le projet de peindre toutes les facettes d'une contrée et de rendre compte d'une réalité nationale sous forme de monographies. Les bonnes synthèses descriptives exigent une grande familiarisation avec les régions concernées et [p. 89] des aptitudes exceptionnelles chez les auteurs qui procèdent plus par intuition du milieu que par les étapes d'une vérification d'hypothèses issues d'un cadre théorique.

Le plus réussi des travaux de ce courant est l'important *Le paysan haïtien* (Moral, 1961), une source riche d'informations glanées au long de plus de dix années passées en Haïti par l'auteur, alors membre de la mission culturelle française. C'est le compte rendu des incertitudes de la vie du paysan et le bilan équilibré des observations sur la première moitié du siècle. Cette œuvre publiée au début des années 60 est devenue une référence indispensable par la minutie de ses descriptions générales et la puissance évocatrice du milieu rural haïtien.

LIMITES

Les travaux d'approche descriptive, en plus du caractère très général fait d'une suite de considérations produites avec des outils non opératoires et de l'option d'un processus empirique de "purification" des données de leurs propriétés contingentes et non de transformation et de construction délibérées des données, vont très souvent déboucher sur des prises de position et des recommandations résolument conservatrices. On revient à l'idéal colonial de la "plantation", au "développement énergétique de la production des denrées marchandes", sans rien changer de l'actuelle répartition des revenus, et aussi aux regrets politiques et colonialistes d'une "indépendance trop précoce", avant de conclure par l'inévitable morceau de bravoure sur la paysannerie (Moral, 1961, pages 346-347).

BILAN

La géographie empirique, collectrice de "faits", monographique, typologique et descriptive, contribue par ses meilleures œuvres à la chronique de la vie rurale haïtienne. Depuis deux décennies, un vigoureux mouvement des écoles anglo-saxonnes devait enrichir la géographie de la description régionale et générale d'une nouvelle articulation des mécanismes de façonnement de l'espace.

La démarche descriptive formelle

Elle est soucieuse de démonter les mécanismes d'organisation de l'espace et d'en dégager des modèles. Bien qu'encore descriptive, cette démarche rompt avec l'empirisme par la formulation de théories de relations entre les phénomènes observés et la maîtrise poussée d'outils de mesure et de traitement de l'information. L'obédience technocratique est manifeste : on ne se pose jamais le pourquoi des mécanismes, question qui renverrait aux fondements de l'organisation sociale et spatiale en soulevant le problème des rapports d'exploitation entre groupes sociaux.

Une vingtaine de travaux illustrent ce courant, d'application récente en Haïti. Ils ont été menés à la suite et souvent sous l'inspiration de Sidney Mintz dont les publications ont représenté pour le cercle des chercheurs anglophones ce que Paul Moral a été aux francophones.

[p. 90] À partir des années 70, l'obstacle linguistique a été franchi dans un certain nombre de recherches qui font état de cette double influence de la bibliographie de langue française et anglaise.

À côté de thèses doctorales en anglais et des travaux de l'Institut inter-américain des Sciences agricoles de l'O.E.A. (mieux connu sous son sigle espagnol I.I.C.A.), on recense aussi de cette démarche quelques-uns des rapports des missions d'études sérieuses menées en Haïti au cours de la dernière décennie. Nous prenons comme exemple un travail, remarquable de raffinement, commandité par I.I.C.A. (Murray et Alvarez, 1973) et repris dans un collectif édité par S. Mintz (Working papers..., 1975). Du producteur au consommateur, la description des flux de marchandises procède à l'organisation minutieuse des lieux d'achat et de vente et à la délimitation de la sphère d'influence de chaque type d'intermédiaire.

Les modèles ainsi dégagés pour les différents produits de commercialisation (Dorville, février 1975 ; Fatton, 1975 ; Girault et Lagra, 1975 ; Dorville, août 1975) sont nettement plus opératoires que les notations suggestives du courant précédent. Par cette méthode d'analyse, les possibilités de généralisation et de comparaison augmentent considérablement, tandis que se précisent les modalités et les choix d'interventions dans les systèmes étudiés. S'écartant de l'échelle régionale ou nationale de la description empirique, la description formelle privilégie l'étude de thèmes comme la commercialisation, le café, le sucre, le sisal, les légumes, les secteurs urbains, ou l'étude de cas, très localisés, comme une exploitation agricole, un village, une plantation.

LIMITES

La démarche descriptive formelle prend pour acquis la répartition des revenus et la distribution de la richesse nationale entre groupes sociaux, en postulant fondamentalement (et souvent implicitement) que les normes sont la dépendance de la société vis-à-vis d'autres pays et l'exploitation de certains groupes socio-économiques par d'autres. Cette position a-critique porte par exemple à ne pas considérer les prélèvements de rentes foncières en étudiant pourtant la production agricole, ni les prélèvements de profits commerciaux même dans l'analyse de la circulation des produits. Cette limitation importante prive de la connaissance des articulations profondes qui expliquent, en dernière analyse, les intérêts en jeu en dessous des mécanismes que l'on reconstruit.

BILAN

La géographie descriptive formelle, d'obédience fonctionnaliste, technocratique, procédant avec une gamme sophistiquée d'outils, est parvenue à une description de l'espace à laquelle ne saurait prétendre la géographie empirique. Les travaux de cette orientation fournissent des mécanismes une construction d'une indiscutable utilité pour la connaissance de notre réel social et spatial. On doit les créditer d'œuvres remarquables d'observation et la poursuite de fécondes hypothèses de travail. La grande faiblesse du cadre théorique de la démarche formaliste fait qu'elle est l'objet de dépassements par la troisième orientation de la géographie nationale.

[p. 91]

La perspective critique explicative

Elle développe une double exigence qui permet de dépasser les limites des courants descriptifs dominants : d'abord, la mise en relation de l'espace à la société, ce qui porte à s'interroger sur la production de l'espace en tant que phénomène du social, et ensuite la recherche de la spécificité de l'espace qui conserve une autonomie relative dans ses inter-dépendances avec les autres dimensions de la société haïtienne.

Les travaux de perspective critique utilisent des échelles, des procédés, des outils communs aux autres orientations. La différence essentielle vient du cadre d'analyse dans lequel les hypothèses découlent du postulat de base que l'organisation sociétale façonne un espace conforme aux intérêts des groupes dominants nationaux et étrangers. On procède alors à la mise en relation de l'espace

/ société / dépendance pour arriver à une explication satisfaisante des phénomènes (de circulation) ¹.

Le tableau des éléments des circuits de commercialisation (tableau 1) permet d'illustrer la démarche du courant critique. La première préoccupation est de déterminer les types de prélèvements qui livrent la logique profonde des relations entre les phénomènes d'espace. Au cours du cheminement des marchandises du producteur aux consommateurs, il se fait une répartition des revenus entre divers agents. Le pouvoir de prélèvement, différent pour chaque groupe d'agents, fournit l'explication fondamentale de l'organisation structurelle et de l'organisation spatiale. Les circuits fonctionnent d'une certaine manière et selon certaines modalités au bénéfice de ceux qui les contrôlent. C'est pourquoi il faut commencer par déterminer, et les types de prélèvements, et les groupes qui en profitent, pour comprendre les éléments de l'organisation sociale et spatiale de la commercialisation des denrées et vivres.

L'organisation structurelle des circuits comprend trois aspects interreliés : les catégories d'agents, le degré de hiérarchisation, le contrôle des prix et stocks. Ce deuxième groupe d'éléments constitutifs des circuits représente les mécanismes par lesquels des types d'agents se relaient pour recueillir et accompagner les produits d'étape en étape, en utilisant dans chacune des transactions un prix établi pour l'unité de marchandise échangée. Le contrôle des prix va dépendre finalement du degré de hiérarchisation atteint dans chaque circuit, reflet du pouvoir de prélèvement que se sont octroyé les groupes dominants.

Les finalités poursuivies dans la commercialisation et les mécanismes mis en place pour les réaliser vont façonner l'espace en aménageant (figure 1) des lieux d'échanges – des aires de production à celles de consommation – et des flux de concentration successive des marchandises passant par ces lieux. Mouvements et marchés de produits agricoles agencent trois tronçons

¹ Pour une esquisse plus détaillée de la problématique *La géographie et son enseignement*, Les Presses de l'université du Québec, 1976 (chap. 2, 2. 1. : "Espace géographique et sous-développement national").

[p. 92]

**FIGURE I :
ARTICULATION DE L'ESPACE HAÏTIEN
PAR LA CIRCULATION DES DENRÉES ET DES VIVRES**

[Retour à la liste des illustrations](#)

FIGURE I : ARTICULATION DE L'ESPACE HAÏTIEN PAR LA CIRCULATION DES DENRÉES ET DES VIVRES

[p. 93]

TABLEAU 1 :
La circulation des produits agricoles en Haïti

[Retour à la liste des illustrations](#)

Circuits de commercialisation		DENRÉES (produits agricoles d'exportation)	VIVRES (produits agricoles de consommation locale)	
Finalités	Types de prélèvements	profits	de l'ordre de 50% du prix à l'exportation : concentration entre les mains de quelques « maisons »	de l'ordre de 25% du prix de vente ; distribution à un grand nombre d'intermédiaires proches du parcellaire
		usure	crédit usuraire abondant en provenance des « maisons » ; taux de 50% du capital au remboursement en nature	crédit usuraire restreint contre garantie de la terre et des produits ; taux de 50% au remboursement
		fiscalité	25% du prix de vente à l'exportation ; fortes taxes indirectes au producteur prélevées en douanes	la taxe officielle des marchés est abolie en 1974, cependant que demeurent les impositions occultes
Mécanisme	Organisation structurelle	agents	– commerçants exportateurs – spéculateurs – intermédiaires ruraux (prédominance agents masculins)	– revendeuses, marchandes, maîtres de dépôt – madan sara – intermédiaires ruraux (prédominance agents sexe féminin)
		hiérarchisation	hiérarchisation très forte dominée par le très petit groupe de commerçants exportateurs	très faible hiérarchie ; par milliers, les intermédiaires les plus importants – les madan sara – animent le circuit
		prix	fort contrôle des prix et pouvoir de les maintenir au strict minimum ; le marché n'est pas libre	pas de contrôle par un groupe d'agents organisés établissement des prix sur un marché libre marchandage
Façonnement	Organisation spatiale	lieux	utilisation de la hiérarchie des agglomérations pour la localisation des entrepôts, routes, usines des agents	hiérarchie de marchés qui sont les lieux de transaction des vivres
		réseaux	flux important de denrées non accompagnées dans les meilleurs moyens de transport	vagues de petites quantités de marchandises accompagnées dans les moyens de transport les plus communs

Circuits de commercialisation	DENRÉES (produits agricoles d'exportation)	VIVRES (produits agricoles de consommation locale)
	tronçons lieux et réseau créent un tronçon rural de ramassage, un tronçon de liaison et un tronçon urbain, nettement différenciés les uns des autres	lieux et réseau créent un tronçon rural de ramassage, un tronçon de liaison et un tronçon urbain, nettement différenciés les uns des autres

[p. 94]

fortement individualisés dans l'espace : un chevelu rural de canaux convergents ; des agents de liaison, spéculateur et madan sara, qui véhiculent aux villes/ports d'exportation les marchandises ; un système urbain de distribution des vivres ou d'expédition des denrées.

En utilisant les trois parties du tableau pour une comparaison des trois courants de la géographie, nous pouvons schématiser leurs apports respectifs en notant que la description empirique contribue par ses notations à la connaissance du façonnement, que la description formelle s'attache aux mécanismes et au façonnement, que la perspective critique englobe les finalités, les mécanismes et le façonnement pour une explication intégrale.

La principale démarcation a pour origine les trois cadres théoriques. Chacun pose au réel des questions qui sont différentes et desquelles vont découler des choix, également différents, dans l'objet d'étude, l'interprétation des phénomènes, la construction du réel, l'essentiel et l'accessoire, la formulation des théories, etc. En ce sens, on dira que les problématiques des trois orientations dans l'analyse de l'espace sont différentes.

LES TYPES DE PRÉLÈVEMENT

Dans les travaux disponibles, le chapitre des prélèvements a été fort peu approfondi. L'argutie la plus souvent employée pour justifier ce silence – face à une exploitation pourtant flagrante – stipule que ces dimensions relèvent de la "politique". En fait, ces questions n'ont simplement pas le statut de fil conducteur des recherches. À travers la littérature scientifique, nous pouvons relever nombre d'analyses voilées et de prudentes allusions, sans jamais vraiment rencontrer un exposé rigoureux de la situation. Nous allons essayer de résumer l'état des informations sur les prélèvements, en signalant les caractéristiques les plus représentatives des finalités de la commercialisation.

LES PROFITS DES INTERMÉDIAIRES

Les ordres de grandeur moyens sont de 50% pour les denrées et de 25% pour les vivres. Dans le premier des cas, la plus grande marge de profits se concentre entre les mains des associations commerciales – les "maisons" familiales d'exportation, – tandis que la marge des 25% de profits sur les vivres se répartit entre un grand nombre d'intermédiaires.

Il y a donc une forte opposition, dans la nature des profits tirés de la commercialisation, entre les denrées et les vivres. Les premières constituent une source considérable d'enrichissement pour un petit groupe de commerçants et d'industriels de transformation agricole, et les secondes une rémunération souvent modeste qui se ventile ainsi : 5% aux différents agents ruraux, 10% pour le madan sara et ses aides, 5% affecté au transport et 5% aux revendeuses et marchandes des villes. Il semblerait, sous réserve d'études complémentaires en cette période de crise inflationniste, que le circuit de commercialisation des vivres soit un système opérant un prélèvement raisonnable pour ses services vu le nombre de personnes (par exemple, 1 300 madan sara transportent chaque jour à Port-au-Prince plus de 1000 tonnes de produits agricoles que vendent les quelques 50 000 marchandes de la ville : Duplan et Lagra, 1975 ; Locher, 1974), proches du parcellaire qui en vivent et qui n'ont pas d'autre alternative d'emploi.

L'USURE

Le crédit institutionnel de banques ou d'organismes de développement est pratiquement inexistant pour les petits exploitants. Obligation leur est donc faite de recourir au crédit usuraire adéquatement nommé "coup de poignard".

Dans le circuit des denrées, chaque exportateur "avance" à ses spéculateurs de province des sommes à répartir entre les différents producteurs paysans de façon à s'assurer de la récolte quelques mois avant la cueillette. Le taux d'intérêt pratiqué varie, mais il est en moyenne de l'ordre de 50% du capital au terme du remboursement. À ce prélèvement usuraire dont le bénéfice revient aux spéculateurs, il faut ajouter les profits extorqués au cours de pesées abusives des denrées, qu'adéquatement encore le paysan désigne par "coup de balance".

Dans le circuit des vivres, le crédit, plus difficile, ne s'obtient généralement que contre garantie de "vivres de marché" ou de terre agricole. Le prêteur peut aussi bien être un paysan plus aisé, un commerçant de province, un propriétaire foncier, un agent (courtier, secrétaire, etc.) de madan sara, qu'un notable usurier (notaire, avocat, juge, fondé de pouvoir, arpenteur, etc.) vivant de chicanes rurales. Le taux d'intérêt serait du même ordre que pour les denrées, 50% du capital pour un délai de remboursement inférieur à 90 jours.

Le taux d'intérêt varie suivant les saisons et les prévisions de rareté ou d'abondance de produits. Dans le premier des cas, l'avance d'une somme d'argent

au producteur peut prendre la forme d'un acompte versé par un intermédiaire qui veut se prémunir contre la rareté ou se garantir de la concurrence. En situation normale, le crédit est toujours usuraire.

LA FISCALITÉ

Par décret, le 11 septembre 1974, à la suite d'une recherche de l'I.I.C.A. (Duplan et Lagra, 1974), l'État haïtien a aboli, en grande pompe, les taxes sur la commercialisation des vivres, compte tenu du peu d'efficacité du système traditionnel des taxes de marché dont la plus grande partie des recettes échappait aux caisses publiques. L'occasion fut saisie pour signaler le côté inique d'une taxe qui était d'autant plus lourde qu'elle frappait les petits agents et producteurs, ou encore le rôle scientifique joué par l'I.I.C.A. :

"La publication de cette étude commencée en janvier 1974 coïncide avec le décret présidentiel en date du 11 septembre qui supprimait les taxes de marché sur toute l'étendue du territoire national. L'étude fournit aux autorités gouvernementales des informations complémentaires pour justifier leur action. Cette heureuse décision empreinte de justice sociale prise par le gouvernement assurera aux divers intermédiaires une marge de bénéfice qui permettra aux producteurs de recevoir un prix plus juste pour leurs efforts de production et aura une répercussion sur le prix aux consommateurs en [p. 96] aidant à contrôler l'inflation des prix des produits agricoles de première nécessité"¹.

Les grands bénéficiaires de cette mesure sont les propriétaires de dépôts et toute la couche supérieure des agents urbains qui ont augmenté d'autant le prix de leurs services aux madan sara. Les prix aux producteurs et aux consommateurs n'ont strictement pas changé. Ainsi se révèle toute la dimension politique de l'abolition de la taxe des marchés : un réaménagement interne des prélèvements sous forme de concessions lucratives pour renforcer l'allégeance de la fraction dominante du circuit des vivres au moment où les tentatives de blocage des prix à Port-au-Prince allaient peser lourd sur les couches intermédiaires de madan sara. De plus, la mesure de l'Exécutif n'a pas aboli les pratiques occultes de prélèvements dans les campagnes.

Les communiqués – très nombreux – de victoire du monde de la recherche et des subventions, qui croyait avoir là une preuve de l'efficacité de ses actions et recommandations pour améliorer la situation du petit paysan et marchand, prennent une allure bien naïve.

Il se prépare actuellement, en réponse à l'inflation galopante du prix des vivres, un nouveau mécanisme de contrôle des prix et d'imposition du commerce des vivres, qui sera géré par un office public du type de celui des denrées.

¹ Dr J. M. Montoya Maquin, représentant de l'I.I.C.A. en Haïti, postface de l'étude, p. 44-45.

L'État haïtien prélève environ 25% du prix de vente à l'exportation des denrées. Une législation complexe et un organisme – l'IHPCADE, Institut haïtien de promotion du café et des autres denrées d'exportation – aux larges attributions ont charge de réglementer et de surveiller le commerce des denrées, source importante de revenus pour les pouvoirs publics ¹.

Aux commerçants exportateurs et aux industriels de transformation agricole est délégué le pouvoir de retenir cette taxe de 25% du prix versé aux producteurs, et ils sont soumis à l'obligation de la restituer en douane, tout à la fin du cheminement des produits. Tout au long du circuit des denrées, des agents publics de l'État, les contrôleurs des denrées, sont réputés superviser le déroulement des transactions et contrôler la qualité des produits.

Au "coup de poignard" rural et au "coup de balance" provincial correspond le "coup de contrat" urbain. Le commerçant exportateur obtient généralement deux contrats de l'importateur étranger : un contrat de complaisance, sur lequel figure un prix d'achat minoré, qui sera versé en preuve à la douane et à l'office de commercialisation pour la détermination du montant de la taxe à payer ; le contrat réel, sur lequel figurent les prix de la [p. 97] transaction, servira aux règlements entre l'exportateur et l'importateur par l'entremise des banques étrangères installées à Port-au-Prince.

Aux prélèvements légaux – profits, usures, fiscalités, qui font l'objet de réglementations écrites – s'ajoutent des prélèvements occultes par lesquels chaque groupe d'agents gruge surtout le paysan producteur qui reste seul à supporter, à la fin de la chaîne, la cascade de spoliations du réseau parallèle. De plus, un trafic peu scrupuleux d'agents dotés de pouvoir politique et / ou administratif constitue une troisième modalité d'imposition : les "primes de protection", un racket de pots-de-vin particulièrement lourd pour le paysan producteur et la madan sara.

¹

Année	1952	1965	1966	1970	1971
Droits fiscaux	16%	32%	37%	28.5%	32.2%
Intermédiaires	12%	28%	24%	22.5%	26.7%
Producteurs	72%	40%	39%	49%	41.1%
Prix Fob	100%	100%	100%	100%	100%

L'ORGANISATION DES CIRCUITS

LES AGENTS DES CIRCUITS

Dans la commercialisation des denrées, nous retrouvons d'abord les commerçants propriétaires de "maisons" d'exportation ou d'"usines" de transformation. Ce sont les agents qui mettent en circulation les capitaux qui vont parcourir le circuit jusqu'aux producteurs. Ils sont pratiquement les seuls à qui les banques consentent des prêts à court et moyen termes. Leurs possibilités financières leur confèrent le pouvoir de commandement de l'ensemble du circuit. Viennent ensuite les spéculateurs, agents reliés aux maisons d'exportation. C'est assez souvent un rôle tenu par un notable de province qui cumule plusieurs fonctions commerciales et politiques, et possède sa propre exploitation de dimension moyenne ou grande. Gravite autour des spéculateurs la foule des agents ruraux ("sous-marin", "baffoneur", "courtier", "secrétaire", etc.) qui s'échinent à rabattre la production des parcelles vers les spéculateurs.

Dans la commercialisation des vivres, sont installés à Port-au-Prince les marchandes, les revendeuses en gros et détail, les propriétaires d'entrepôts de vivres. Les madan sara, agents de liaison entre les marchés régionaux, communaux et la capitale, sont les chevilles ouvrières du circuit. Reliés aux madan sara, les intermédiaires ruraux vont jouer le même rôle que pour les denrées. Les agents ruraux alimentent indifféremment les deux circuits au gré des opportunités d'affaire avec les spéculateurs ou les madan sara. Le producteur peut parfois "court-circuiter" les agents ruraux et offrir directement ses produits aux agents de liaison ou aux consommateurs urbains.

Dans l'organisation rurale haïtienne, on constate un rôle prédominant des femmes dans le circuit le moins lucratif, celui des vivres, tandis que les hommes dominent dans le circuit des denrées. Des observations incomplètes ont fondé le mythe de la femme "principal agent économique du monde rural", alors que ces dernières, massivement présentes sur les marchés, partagent en fait des activités limitées aux mouvements des seuls produits vivriers ¹.

¹ Il faut rendre hommage au modèle d'organisation de la recherche mise en place par l'I.I.C.A. en Haïti pour sa capacité de faire, avec des moyens relativement simples, le point des connaissances du moment en utilisant les ressources matérielles et humaines disponibles dans le milieu.

[p. 98]

LE DEGRÉ DE HIÉRARCHISATION

Le circuit de commercialisation des denrées est fortement hiérarchisé. Le sommet de l'organisation est occupé par les commerçants exportateurs qui, grâce à ce rôle de direction, perçoivent l'essentiel des profits. Immédiatement en dessous, diverses catégories de spéculateurs, installés dans toutes les localités du pays, procèdent aux achats de denrées au nom de "maisons" d'exportation. Sous contrôle des spéculateurs, une multitude d'agents ruraux travailleront chacun à canaliser les produits vers un commanditaire.

La hiérarchisation du circuit est renforcée par l'adjonction, à chaque niveau de fonction, d'agents publics des offices gouvernementaux.

La commercialisation des vivres, bien que hiérarchisée, n'est pas aussi rigide que celle des denrées. À Port-au-Prince, des dizaines de milliers de marchandes s'approvisionnent au marché de la Croix-des-Bossales, ou dans des dépôts, ou encore auprès des madan sara. Ces dernières, qui seraient plus de mille trois cent chaque jour à rentrer à Port-au-Prince, font la navette entre les marchés de province et la capitale pour ramener les quelque huit mille tonnes de vivres hebdomadaires consommées par la population de la ville (Duplan et Lagra, 1975). Dans les marchés ruraux, communaux, régionaux, vont se concentrer par milliers producteurs, marchands, madan sara, pour l'échange des produits vivriers.

L'opposition entre les deux circuits est forte. Le circuit des denrées est très hiérarchisé et celui des vivres révèle une hiérarchie moins contraignante pour les producteurs. Pour preuve, la madan sara, principal agent du circuit des vivres, court même des risques de perte auxquels ne sont jamais exposés spéculateurs et commerçants exportateurs.

LE CONTRÔLE DES PRIX ET DES STOCKS

Dans le circuit de commercialisation des denrées, le contrôle des prix est rigoureux et efficace. Pour chacune des denrées, les prix aux spéculateurs sont fixés par les commerçants exportateurs, à charge pour chaque spéculateur d'obtenir sa propre marge de profit en abaissant le prix aux producteurs. Le prix payé aux commerçants est lui-même unilatéralement fixé par les importateurs du marché mondial. Les fluctuations internationales des cours des denrées affectent la marge de profit des commerçants et les recettes fiscales de l'État, alors que le prix aux producteurs, plafonné au strict minimum quelle que soit la conjoncture internationale, varie très peu.

Les prix de la commercialisation des vivres ne font pas habituellement l'objet de contrôle par un groupe d'agents. L'établissement des prix obéit aux caractéristiques d'une offre en diminution, atomisée dans l'espace et le temps, d'une demande en augmentation, concentrée par l'entremise des madan sara

ambulantes, d'un accroissement continu des coûts de transport et d'entreposage, etc. Les variations annuelles, saisonnières et régionales des prix échappent ainsi à des contraintes aussi radicales et permanentes que celles des denrées. Cependant, paysans et marchandes sont familiers, depuis des décennies, des interventions gouvernementales pour bloquer les prix des vivres quand ceux-ci ont une tendance conjoncturelle à s'élever. Les méthodes [p. 99] employées relèvent de la répression policière : fouille des stocks des madan Sara et des revendeuses, vente forcée, à prix imposé arbitrairement pour désamorcer les tensions urbaines, sous la surveillance de la soldatesque en armes. Les réactions classiques des paysans et des marchandes étant la diminution des activités et le camouflage des stocks, dans l'attente du fléchissement de la surveillance.

Dans le commerce des denrées, il n'y a pas de marchandage. Le prix est imposé par le cartel des exportateurs et le vendeur doit, de plus, accepter la pesée de l'acheteur. Ainsi, le spéculateur utilise sa balance pour traiter avec le paysan, et l'exportateur la sienne pour acheter au spéculateur.

Le commerce des vivres, par opposition au commerce des denrées, donne lieu à d'intenses marchandages et à de longues discussions pour le choix des "mesures" du vendeur ou de l'acheteur. Même en ville, la maîtresse de maison possède sa gamme complète de contenants et elle se livre au marchandage des prix et mesures avec la revendeuse ambulante.

Nous traversons, dans ces années 1970-1976, une conjoncture de croissance annuelle de 16,5% du prix des vivres (tableau 2), situation à

TABLEAU 2 : Évolution, entre 1970 et 1974,
du prix de huit produits sur neuf marchés * (en pourcentages)

[Retour à la liste des illustrations](#)

	Riz	Maïs moulu	Haricot rouge	Banane	Patate	Manioc	Poulet	Charbon
Port-au-Prince	+ 88	+ 136	+ 80	+ 50	+ 6	+ 15	+ 205	+ 48
Croix-des-Bouquets	+ 70	+ 78	+ 79	+ 47	+ 20	- 26	+ 161	+ 95
Saint-Marc	+ 90	+ 160	+ 63	+ 58	+ 48	+ 13	+ 149	+ 88
Gonaïves	+ 67	+ 108	+ 100	+ 102	+ 86		+128	+ 3
Port-de-Paix	+ 70	+ 176	+ 90	+ 133	+ 265	+206	+ 164	+105
Cap-Haïtien	+ 45	+ 65	+ 75	+ 80	+ 74	+ 4	+ 119	+101
Jacmel	+ 40	+ 175	+ 72	+ 153	+ 47	+ 39	+ 137	+ 105
Les Cayes	+ 54	+ 93	+ 65	+ 51	+ 71	+ 94	+ 64	+ 15
Jérémie	+ 23	+ 123	+ 79	+ 72	+ 53	+ 80		- 3

* Calculs effectués à partir des données de l'IHPCADE : J. LAGRA et autres, Prix des produits agricoles dans les marchés haïtiens, I.I.C.A., document n° 8, mars 1975, 50 + 450 p.

[p. 100] même de provoquer des mutations dans la structure agraire ¹ et aussi d'obliger à la longue à une augmentation de la quote-part du paysan sur les denrées pour qu'il ait encore un intérêt à en produire. Cette augmentation des prix, dont les conséquences se feront sentir sur l'ensemble du système économique haïtien, va probablement accentuer l'exacerbation du contrôle du prix des vivres.

L'ORGANISATION SPATIALE DES CIRCUITS

Les éléments de l'organisation structurelle des deux circuits nous ont amené à distinguer deux modalités bien différentes du marché intérieur. D'un côté, un marché libre, avec son marchandage, ses "pratik", à l'intérieur duquel les caractéristiques de l'offre et de la demande vont déterminer des fluctuations de prix ; de l'autre, un marché de contraintes, aux clientèles prisonnières de conditions d'échanges imposées, aux prix unilatéralement fixés sans recours possible. La manière dont fonctionnent ces deux marchés intérieurs dans l'espace est donc importante à distinguer, même si les lieux utilisés, les réseaux d'acheminement des produits, les tronçons du rural à l'urbain, semblent au prime abord être communs. L'efficacité des interventions dans l'espace dépend de la connaissance de ces distinctions.

LES LIEUX DE TRANSACTION

Les transactions s'effectuent des aires de production aux aires de consommation dans un certain nombre de localités d'importance croissante. Des exploitations rurales à la capitale, chacune des agglomérations va jouer un rôle d'étape dans l'acheminement des marchandises. Des exploitations paysannes aux intermédiaires de liaison, spéculateurs et madan sara, denrées et vivres sont convoyés de la même manière. La séparation des produits se réalise aux points de convergence des circuits ruraux. Les achats et les ventes de vivres se font dans les marchés, tandis que les denrées sont réunies dans l'entrepôt ou la soute du spéculateur. Les deux catégories de marchandises vont alors passer par les mêmes localités en empruntant des haltes différentes, Une succession d'entrepôts et de

¹ Au début de 1970, après une vingtaine d'années de relative stabilité du prix des vivres ou d'un taux de croissance faible en année normale, nous assistions à l'émergence, au niveau des prix du marché de consommation alimentaire locale, d'une crise dont les autres facettes, comme l'augmentation du nombre des paysans sans terre, l'exode rural, la paupérisation paysanne, les famines, périodiques, etc., s'étaient manifestées avec virulence dès 1950. Nous sommes rentrés dans l'une des phases les plus aigües de la crise du parcellaire agricole, celle qui se répercute aussi bien dans le monde rural sur la structure agraire, les systèmes de culture et de commercialisation, que dans le monde urbain sur les salaires industriels à Port-au-Prince, le volume des exportations de denrées par les "maisons", le retour à l'appropriation de terres agricoles par des groupes socio-économiques urbains pour l'érection de grandes plantations et de grandes propriétés vivrières.

locaux de transformation et de conditionnement vont recevoir les denrées avant leur exportation, tandis que les vivres, de marchés en marchandes, se rendront aux consommateurs urbains.

Pour les vivres, quatre niveaux de marchés, principalement différenciés par le volume des transactions et la destination des marchandises, constituent la hiérarchie des lieux d'échanges. Le marché rural, de portée [p. 101] locale, pourvoit à l'alimentation des villages et de la population non agglomérée. Le marché communal dessert la petite ville toute la semaine, et une fois par semaine, au jour dit de marché, il se gonfle par la rencontre des producteurs et intermédiaires ruraux et des agents de liaison qui négocient sur une échelle régionale. Le marché régional peut aussi être physiquement séparé des villes pour constituer un carrefour de transactions animé une fois par semaine. Le marché urbain, comme les vingt-cinq marchés de Port-au-Prince, sert aux rencontres de consommateurs et d'intermédiaires.

LES RÉSEAUX DE TRANSACTION

Les flux de denrées et vivres se différencient d'abord par les modalités de transport. Les produits d'exportation sont confiés à un transporteur qui livre lui-même directement son chargement à l'entrepôt d'exportation. Ce sont les responsables des meilleurs moyens de transport, camions en bon état de marche, bateaux à moteur, qui sont recrutés pour l'acheminement des denrées. Quant aux vivres, ils circulent par petite quantité, accompagnés des madan sara, dans des moyens de transport mixtes, passagers / marchandises. Les produits de consommation locale sont généralement déchargés au marché de la Croix-des-Bossales et / ou à un dépôt, mais toujours aux emplacements qu'utilise ordinairement chaque madan sara pour traiter rapidement avec les revendeuses de marchés et les marchandes ambulantes.

Il existe deux systèmes superposés de voies de communication : un réseau de routes inter-régionales et un système rural très dense de sentiers qui vont relier chacune des parcelles paysannes à un lieu accessible aux transporteurs. Sur les sentiers, les marchandises circulent à tête d'individu ou à dos d'animaux. Les marchés sont localisés dans des points d'utilisation optimale des deux systèmes : aux paysans il faut la possibilité de procéder en une journée à toutes les transactions, et aux madan sara et spéculateurs la possibilité de convoier le plus rapidement possible les produits aux lieux de consommation et d'exportation.

Le réseau de sentiers et le réseau de routes (les marchés en sont les points de jonction créés ou éliminés au gré des besoins) ont une signification qui renvoie à l'ensemble sociétal : un monde rural, producteur et dominé, parcourant les sentiers ; un monde urbain où siègent les groupes dominants utilisateurs privilégiés de la route pour le transfert des profits et des produits du parcellaire.

TROIS TRONÇONS DE TRANSACTION

Nous distinguons d'abord un tronçon rural dans le circuit de commercialisation des denrées et vivres ; c'est l'espace des parcelles de production, les surfaces parcourues de sentiers et ponctuées de marchés ruraux. Un chevelu de canaux commerciaux innerve ces régions sillonnées de producteurs et d'agents ruraux qui font converger les produits aux points d'échanges où se tiennent madan sara, spéculateurs, consommateurs de province. Les modalités et mécanismes de façonnement de cet espace (parcelle rurale, sentier rural, marché rural, agent rural, habitation, lakou, village, etc.) sont les [p. 102] créations de conditions concrètes qui relèvent du parcellaire comme mode dominant de la structure agraire.

Le tronçon de liaison du rural à l'urbain (principalement Port-au-Prince) est l'inscription dans l'espace des rapports de domination du parcellaire par des groupes socio-économiques urbains. Spéculateurs et madan sara sont les pivots des mouvements de transfert de marchandises, de profits, de taxes, etc. Ils concentrent les produits et les acheminent par des voies routières, maritimes, aériennes (café) aux villes/ports d'exportation. La logique de l'aménagement des phénomènes (mouvements, réseaux, lieux) du tronçon de liaison relève des finalités poursuivies par le commerce urbain dans l'exploitation de la production paysanne.

Un tronçon urbain formé d'espaces de commercialisation (entrepôts, douanes, ports, dépôts, marchés...), de mouvements, d'agents, etc., participe au façonnement de la structure interne de la ville différenciée en secteurs commercial, résidentiel, administratif de niveaux divers.

De la connaissance du réel à sa transformation

Avant le terme de notre cheminement qui procédait du préalable des prélèvements dans la circulation des denrées et vivres, nous aboutissons obligatoirement à la question de la liaison de l'entreprise pratique de construction du réel à celle, stratégique, de transformation de ce réel. À ce "moment actuel", nous sommes donc confrontés à la nécessité de réévaluer, sur les bases renouvelés par l'ensemble des pratiques scientifiques, les positions spécifiques à partir desquelles articuler les revendications des paysans et marchandes dans la commercialisation.

Nous avons associé, tout au long de cet article, paysans et marchandes, deux maîtres-mots du réel haïtien. Précisons que l'expression marchandes, en créole, englobe les agents, pour la plupart issus du parcellaire agricole, qui s'emploient principalement à la commercialisation des vivres. Elle se différencie de commerçant, agent impliqué dans la circulation des denrées d'exportation et/ou des biens d'importation. Paysans et marchandes sont deux groupes dominés articulés l'un à l'autre dans les processus de production et de circulation des

aliments consommés localement, de production des denrées et de leur circulation jusqu'aux spéculateurs.

Nouvelles données empiriques et renouveau du champ théorique

Les données empiriques sur l'agriculture, la commercialisation, la paysannerie, etc., étaient notoirement incomplètes, trop souvent fantaisistes, et généralement peu fiables – même pour la détermination d'ordres de grandeur des phénomènes. Jusqu'aux années 1970, l'ensemble des analyses a reposé principalement sur l'unique et approximatif recensement de 1950 et la thèse de Paul Moral de 1961. La décennie actuelle semble être un tournant. Les groupes socio-économiques dirigeants et les agents des pays dominants ne peuvent plus continuer à gérer à leur profit les ressources amoindries du pays sans l'élaboration de statistiques et d'études poussées.

[p. 103] Cette impérieuse nécessité d'une conjoncture de dégradation économique est l'une des causes principales de la réalisation de séries de travaux fortement encadrés par des organismes internationaux et des universités étrangères. Cependant, la collecte, même volumineuse, de données empiriques doit obligatoirement s'accompagner du développement du champ théorique, de l'élaboration de notions et concepts qui vont permettre de formuler des hypothèses, d'orienter les observations et d'articuler les relevés pour une connaissance de la société haïtienne telle qu'elle est.

Le débat théorique sur l'agriculture et la société s'est poursuivi parallèlement aux accumulations de données, en laissant souvent l'impression que ces deux volets d'une même démarche scientifique ont coexisté dans l'ignorance totale l'un de l'autre.

"Jusqu'à présent, les discussions théoriques ne se sont pas trop embarrassées des données empiriques, sinon à titre de légitimation magico-scientifique. Il s'ensuit une certaine stagnation dans la discussion qui oppose depuis un certain temps les mêmes thèses avec des variantes plus ou moins sophistiquées. Féodalisme ou pas féodalisme. Ce débat fait penser aux grandes polémiques philosophiques du Moyen-Âge," devait écrire André Corten en 1974.

Il est indispensable que la théorie de la société haïtienne s'alimente d'analyses concrètes, précises, sérieuses, complètes, pour sortir du monde imaginaire dans lequel l'ont enfermée le dogmatisme et l'opportunisme. Cette décennie est aussi un tournant pour la théorie. Quelques contributions ont fermement critiqué les travers de ces préoccupations théoriques byzantines, tandis que d'autres ont déblayé de nouvelles voies pour une synthèse qui permette de comprendre le déroulement de la société haïtienne et les transformations possibles dans l'avenir (Moïse, 1971 ; Collectif Paroles, 1975 ; Jean-Luc, recueil d'articles, 1976 ; Pierre-Charles, 1965, 1972 ; de manière générale, les numéros de Nouvelle Optique, 1971, 1972, etc.).

Le travail à effectuer doit donc rendre compte de ce double mouvement de rénovation des théories et des accumulations de données ¹. Nous devons procéder au traitement des informations les plus pertinentes dans un cheminement vers une théorie de la société haïtienne qui rompt avec le courant dit du féodalisme (et ses variantes de préfixes : semi, néo, pseudo, quasi, etc.) et le courant dit du capitalisme (et sa gamme d'allégories spatiales : centre-périphérie, bord-de-mer/arrière-pays, etc.), au profit de l'articulation des rapports d'exploitation des petits paysans et marchandes, à la fois dans la commercialisation (que privilégient les tenants du "capitalisme") et la production agricole (que privilégient les tenants du "féodalisme").

Spécificité de la mobilisation des masses paysannes et marchandes

Une constatation de départ s'impose : la pauvreté des programmes politiques ou de développement dès qu'il s'agit de repérer les objectifs [p. 104] propres aux paysans et marchandes dans les luttes économiques, idéologiques, politiques. Dans le meilleur des cas, quand les organisations et les organismes n'escamotent pas le problème, on se contente de pétitions de principe générales sur les nécessaires changements et les alliances indispensables entre paysans, prolétaires et certaines fractions radicalisées de la petite bourgeoisie. Tout se déroule comme s'il n'était pas primordial de passer des revendications générales aux contradictions et revendications spécifiques à chacun des groupes (et leurs sous-groupes constitutifs) pouvant mener ensemble une lutte de libération et une bataille de développement national et démocratique.

La convergence des objectifs des paysans et marchandes, des prolétaires, de la fraction radicalisée de la petite bourgeoisie, n'est pas inéluctable, n'est pas automatique, et elle ne se fera pas toute seule spontanément. C'est en assumant des différences, certaines très importantes, que se constituent des alliances. Or, on ignore encore les modalités régionales et sectorielles de la dynamique des paysans et marchandes et l'on traite de ces groupes comme s'il s'agissait de masses homogènes et indifférenciées. Pis, on assiste actuellement à l'expansion de dangereuses tendances qui prennent exclusivement en considération les problèmes de la petite bourgeoisie chargée, semble-t-il, d'offrir ensuite généreusement de nouveaux rapports de production et de commercialisation aux paysans et marchandes.

Nous avons voulu contribuer, dans cette conjoncture alarmante, à la définition des grandes lignes des revendications particulières des paysans et marchandes dans un procès précis et partiel, celui de la circulation des denrées et vivres.

¹ La bibliographie témoigne d'une démarcation entre le vigoureux déblayage théorique dont *Nouvelle Optique* a, en 1971-1972, recueilli une partie des travaux et la collecte attentive de données à l'exemple de celle de l'I.I.C.A. La connaissance du réel haïtien est au bout d'une rupture de ce clivage.

À la base, nous avons décelé l'antagonisme entre denrées et vivres, élément d'affrontement entre, d'une part, la paysannerie productrice et les diverses catégories d'agents de la commercialisation des vivres (paysans et marchandes), et, d'autre part, les fractions sociales vivant directement ou indirectement du commerce des denrées d'exportation et des biens d'importation : spéculateurs, usuriers, commerçants, importateurs, exportateurs, industriels, etc., leurs agents et l'État.

Les denrées et vivres alimentent deux réseaux distincts de commercialisation, qui sont des mécanismes fondamentaux de structuration de l'espace par le lien créé entre le plus lointain jardin des mornes et Port-au-Prince ou l'étranger.

La perspective de l'opposition des denrées et vivres nous a fourni une grille de lecture très proche du vécu des paysans et marchandes. Elle recelait le fil conducteur des modèles des circuits de commercialisation, des graphes d'organisation des marchés et commerces, des regroupements antagoniques des différents groupes socio-économiques ; et aussi – et surtout – l'intelligence de la pratique quotidienne des paysans et marchandes en ville et à la campagne, tissu d'insatisfactions immédiates, de heurts localisés et partiels.

La mobilisation des masses paysannes et marchandes pour un développement national et démocratique dépend en grande partie de la capacité d'organiser les revendications concrètes et spécifiques de chacun des sous-groupes constitutifs de cette force importante.

[p. 105]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Ce graphique des hypothèses de production de l'espace tiré de la murale d'Hispaniola (1982) montre comment la démarche de cet article (1978) a contribué à la construction des formes principales du contrôle économique et de la gestion politique.

[p. 106]

BIBLIOGRAPHIE

- ANGLADE, Georges, *L'Espace haïtien*, Les Presses de l'Université du Québec, X +222 pages, 8 X 11, 2^e édition, 1975.
- ANGLADE, G., *La géographie et son enseignement*, Les Presses de l'Université du Québec, XIV+66 pages, 6 x 9, 1976.
- ANGLADE, G., *Towards a didactic of national geography – with special reference to Haiti*, Pedagogy and Civilization Symposium, and World Black and African Festival of Arts and Culture, Lagos, Nigeria, 1977, 13 pages.
- ANGLADE G., *Mon pays d'Haïti*, co-édition Les Presses de l'Université du Québec – Les Éditions de l'Action sociale, 1977, XII+ 112 pages, 8 1/2 x 11.
- BRISSON, Gérald, *Les relations agraires dans l'Haïti contemporaine*, sans lieu d'édition, 1968, VI + 90 pages ¹.
- Conjonction, Un développement économique à l'haïtienne*, numéro spécial, mai 1976, n° 129, 180 pages, collectif d'articles de F. PIERRE-LOUIS, G. ROBART, B. ETHEART, J.-J. HONORAT, J.-L. DOMINIQUE, Port-au-Prince.
- CORTEN, André, "Migrations et intérêts de classes", *Nouvelle Optique*, n° 8, octobre-décembre 1972, pages 45-64.
- CORTEN, A., *Chronique d'une recherche sur le terrain en Haïti Les Conditions socioéconomiques de l'agriculture vivrière*, Université de Paris VIII, photocopié de 40 pages, 1974.
- DORVILLE, René, *Production et commercialisation des légumes en Haïti*, I.I.C.A., Port-au-Prince, fév. 1975, 53 pages, 18/LH/75 ².

¹ De façon schématique, il est des insuffisances dans l'analyse de la décomposition des agents de la commercialisation (par exemple, les modalités de la pratique de la spéculation en denrées : Brisson, Doubout, Étienne, Honorat, Jean-Luc, Joachim, Manigat, Moise, Ollivier, Martinez, Pierre Charles, Redsons, etc.) qui proviennent d'une occultation "politiciste" de la démarche de construction des données, comme il est une perspective "mécaniciste d'accumulation de données (par exemple, l'ignorance de l'articulation du spéculateur en denrées au pouvoir politique : Dorville, Duplan, Lagra, Fatton, Girault, Locher, Moral, Mintz, Murray, etc.) qui évacue toute la construction théorique de la dynamique des luttes dans la société haïtienne. Nous avons dit que la connaissance du réel haïtien est au bout d'une rupture de ce clivage.

² Les travaux photocopiés de l'I.I.C.A. (Institut interaméricain des Sciences agricoles de l'O.E.A.) sont disponibles au bureau de la Représentation en Haïti, impasse Lavaud, Port-au-Prince.

- DORVILLE, R., *Production et commercialisation des fruits en Haïti*, I.I.C.A., Port-au-Prince, août 1975, 51 p., 28/LH/75.
- DOUBOUT, Jean-Jacques, *Haïti : Féodalisme ou capitalisme ? Essai sur l'évolution sociale d'Haïti depuis l'indépendance*, Imprimerie Abécé, s. l., 1973, 32 pages.
- DUPLAN, Verdy et LAGRA, Jerry, *Analyse du système de taxation des produits agricoles en Haïti*, I.I.C.A., Port-au-Prince, sept. 1974, 45 pages, 16/LH/74.
- DUPLAN, V. et LAGRA, J., *Transports des produits agricoles vers Port-au-Prince*, I.I.C.A., Port-au-Prince, juin 1975, 91 p. + 108 p. d'annexes, 24/LH/75.
- ÉTIENNE, Max, "Rapports de production, capitalisme marchand et contradictions sociales", *Nouvelle Optique*, n° 4, décembre 1971, pages 141-146.
- FATTON, Bernard, *Éléments d'information sur la production et la commercialisation du sisal en Haïti*, I.I.C.A., Port-au-Prince, février 1975, 53 p., 18/LH/75.
- HONORAT, Jean-Jacques, *Enquête sur le développement*, Imprimerie Centrale, Port-au-Prince, 270 pages. 1974.
- JEAN-LUC, *Structures économiques et lutte nationale-populaire en Haïti*, Éditions *Nouvelle Optique*, 1976, 216 pages, 8 x 5 (recueil de huit articles publiés de 1962 à 1976 dont : "Contribution à l'études des rapports de production dans les campagnes haïtiennes", 1962, 1971 ; "Les classes sociales et la lutte de libération nationale". 1968 : "Connaissance sensible et dialectique des luttes politiques haïtiennes", 1971, 1976 : "Problèmes idéologiques de la lutte nationale-populaire". inédit de 1976).
- JOACHIM, Benoit, "Le néo-colonialisme à l'essai", *La Pensée*, n° 156, avril 1971.
- [p. 107]
- JOACHIM, B., "La bourgeoisie d'affaires haïtienne au XIX^e siècle", *Nouvelle Optique*, n° 4, décembre 1971, pages 50-70.
- LAGRA, Jerry et autres, *Prix des produits agricoles dans les marchés haïtiens*, I.I.C.A., Port-au-Prince, mars 1975, 50+450 pages d'annexes.
- LAGRA, Jerry et GIRAULT, C., *Caractéristiques structurelles de la commercialisation interne des produits agricoles en Haïti*, I.I.C.A., Port-au-Prince, juillet 1975, 53 p., 27/LH/75.
- Le Petit Samedi Soir*, hebdomadaire d'actualités et d'enquêtes régionales (7 000 abonnés, tirage de 8 000 exemplaires, 165 numéros parus, équipe de 36 membres, Port-au-Prince), 32 pages, 7 1/4 x 10 1/4.
- LOCHER, Uly, *La commercialisation interne des produits agricoles à Port-au-Prince*, I.I.C.A., avril 1974, 108 pages, 12/LH/74 (repris en anglais dans *Working papers...*, S. MINTZ éditeur, pages 127-182, Yale University, 1975).

- MANIGAT, Charles, MOÏSE, Claude et OLLIVIER, Émile, Haïti, quel développement ? (Propos sur "l'enquête" de Jean-Jacques Honorat), Collectif paroles, Montréal, 1975, 168 pages.
- MARTINEZ, Gil, "De l'ambiguïté du nationalisme bourgeois en Haïti", *Nouvelle Optique*, n° 9, janvier-mars 1973, p. 1-32.
- MINTZ, Sidney, Une dizaine d'articles importants sur les marchés et la commercialisation. Ceux relatifs à Haïti feront bientôt, comme l'œuvre de Jean-Luc, l'objet d'un recueil en français. Nous pouvons relever : "A tentative typology of eight haitian market places", 1960 ; "Pratik : haitian personal economic relationship", 1961 ; "The employment of capital by market women in Haiti", 1964.
- MINTZ, S., editor, Working papers in Haitian society and culture, Antilles research program. Yale University, occasional paper n° 4, 1975 (reprise en anglais des travaux de MURRAY Gérald, ALVAREZ Maria, LOCHER Uly ; introduction de 5 pages de Sidney Mintz pour situer les six contributions de ses anciens étudiants ou collaborateurs).
- MOÏSE, Claude, "Les théoriciens du mouvement révolutionnaire et la formation sociale haïtienne", *Nouvelle Optique*, n° 5, janvier-mars 1972, pages 119-142.
- MORAL, Paul, Le paysan haïtien, Maisonneuve et Larose, Paris, 1961, 375 pages.
- MURRAY, G. et ALVAREZ, M., La commercialisation des haricots en Haïti : une étude exploratoire, I.I.C.A., Port-au-Prince, juin 1973, 64 pages, 07/LH/73.
- Organisation des États Américains (O.E.A.), Haïti, mission d'assistance technique intégrée, Washington, D.C., O.E.A., 1972, 656 pages + pochette de cartes (recueil regroupant 3 volumes sur le développement institutionnel, le développement sectoriel, les ressources naturelles ; énorme production de 17 études spécifiques abondamment illustrée dont la publication finale représente la synthèse en trois parties de 5, 5 et 7 chapitres).
- PIERRE-CHARLES, Gérard, L'économie haïtienne et sa voie de développement, Maisonneuve et Larose, Paris, 1967 (édition en espagnol au Mexique en 1965), 270 pages.
- PIERRE-CHARLES, G., éditeur, Política y sociología en Haití y la República Dominicana, Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM, Mexico, 1974, 176 pages (dont la reprise en espagnol des articles de PIERRE-CHARLES G., 1972 et CORTEN, A., 1972).
- PIERRE-CHARLES G., "Genèse des nations haïtienne et dominicaine", *Nouvelle optique*, n° 8, octobre-décembre 1972, pages 17-44.
- REDSONS, Victor, *Genèse des rapports sociaux en Haïti* édition Normand Béthune, s.l.n.d. (1971 ?), 132 pages.

[p. 108]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Le thème de la rencontre : "Pour une réflexion critique sur la recherche géographique dans les pays sous-développés."

Le risque : de la CURÉE à L'HÉRODOTAGE.

Texte de colère que ce texte-là !

C'est la fatigue d'être du cas d'espèce de l'Amérique, du Laboratoire du sous-développement... et d'assister de colloques en colloques dans ces assises du monde à la récitation compassée du chapelet des misères haïtiennes. Un essai sur l'éloge de la pauvreté" ou "Comment peut-on encore être haïtien dans ces lieux-là ?".

La chance : du CONSTRUIT à la RUPTURE.

Texte de joie que ce texte-là !

Notre marginalité, nos extrêmes sont féconds et la "théorie des structures dominantes d'espace" peut faire brèche.

Il nous faut, plus que les autres, savoir distinguer la gradation des états la misère, l'indigence, la pauvreté, l'aisance, la richesse... essentiel pour les passages d'un état à l'autre en relance

Il nous faut plus que les autres, savoir distinguer la gradation des états la misère, l'indigence, la pauvreté, l'aisance, la richesse... essentiel pour les passages d'un état à l'autre en relance

[p. 108]

CHAPITRE 5 : LE RISQUE ET LA CHANCE ¹

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Invité à situer ma pratique de géographe en de pays sous-développés, je m'obligerai donc, comme vous, à d'abord tenter une réponse à la seule question qui, depuis dix ans, est pour moi restée la même, concise et complexe : qui parle ?

Je fais partie d'une diaspora de un million d'hommes, deuxième génération, en ce siècle, d'une force de travail internationalisée par un effet de domination. Géographe déraciné à la merci d'un quotidien d'exil que veut nier l'itinéraire fait de retours au pays d'Haïti. Vous comprendrez ainsi les exigences de ma critique d'une géographie du sous-développement venant d'un ailleurs dont je suis, avec vous, et n'en suis pourtant pas, avec eux.

Je vis *l'exil-refusé* comme un privilège d'ubiquité, simultanément féconde pour une quête du renouveau de la géographie du sous-développement haïtien.

LE RISQUE : De la curée à l'hérodotage

Drôle de fortune que celle d'une île qui trois fois en cinq siècles s'est trouvée thème d'études exceptionnelles pour l'excentricité de sa conjoncture dans les Amériques. À se demander si les constructions nouvelles ne s'alimentent pas aux marges des situations ?

Au seuil du nouveau commerce lointain, 1492-1520, Haïti dans l'axe des alizés, devient le "joyau de l'Atlantique espagnole". Elle doit sa prééminence à ses centaines de milliers d'Indiens non belliqueux, réputés riches d'or. En moins de 30 ans sont ici mis en place les modalités d'exploitation du centre et du sud du Continent : encomienda, repartimiento, razzia de main-d'œuvre voisine,

¹ ACFAS 10-12 mai 1978, Ottawa. Association Canadienne Française pour l'Avancement de la Science. Colloque de l'Association des géographes du Québec.

orpaillage, travaux de mines, esclavage, traite des noirs d'Afrique, génocide... et 15 000 tonnes d'or pour la Castille.

[p. 110] De l'abondante documentation d'époque, en partie de la Casa de la Contratacion de Séville, une première œuvre se distingue : "Historia de Las Indias" de Fray Bartolomé de las Casas, suivie plus tard de "Historia general y natural de Las Indias" de Gonzalo Fernandes de Oviedo. D'un siècle à l'autre, le genre de la Chronique coloniale espagnole y trouva ses guides et, jusqu'à nous autres, des sources de première main.

"Paillasson" en porte du Nouveau Monde, Hispagnola la première ranimait les vieux mythes du Moyen-Âge des îles de richesse et de bonheur, La Cipangu, les fleuves aurifères, les Amazones, la Fontaine de Jouvence, et participait à l'imaginaire du nouveau courant littéraire et politique de l'utopie : insularité où il fait bon vivre.

Vers les années 1790, à la suite d'une longue série de Mémoires, de Guides de planteurs, d'Enquêtes agricoles, sur la plus achevée des colonies antillaises, Moreau de Saint Méry fait la plus importante contribution en étude coloniale de tout le XVIII^e siècle : "Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'Isle Saint-Domingue". Devancier de la géographie du sous-développement, cet initiateur de génie fit œuvre unique et inégalée par sa minutie et sa précision. Ce sont les 20 000 km² et le demi million d'hommes les mieux étudiés du siècle et pour lesquels nous sommes encore loin de dépouiller toutes les ressources d'archives qui nous sont parvenues.

Saint-Domingue et la rupture d'indépendance haïtienne vont charrier au long de deux siècles les imageries de l'esclavage et de l'opulence, de la liberté et de la révolution.

Et nous revoilà, au XX^e siècle, en bout de lignée de ces chargées d'études du colonialisme, pour la troisième fois en situation d'accumulation de connaissances sur le cas le plus dévoyé de sous-développement des Amériques.

Depuis une trentaine d'années, l'après-guerre, Haïti est devenue la terre d'élection de phalanges de "sauveurs". L'UNESCO inaugurerait la ballade des experts pour le développement d'une agriculture dont on soupçonne à peine la complexité et ceci grâce à "l'éducation" de la plus grande civilisation paysanne de la Caraïbe ! Qu'importe, on se rue à la curée ! Plus d'une centaine de groupes religieux et quasi-religieux, privés et para-privés, publics et pseudo-publics, gouvernementaux et multi-gouvernementaux, nationaux et trans-nationaux, et j'en passe de coloniaux et de néo-coloniaux, sont à ce troisième rendez-vous d'un extrême caricatural et du monde qui se fait. Et l'on commence aussi à dire que la famille moyenne haïtienne se compose de parents, de grands-parents, d'enfants et d'un expert développeur étranger. On a converti les Indiens, catéchisé les Esclaves, endoctriné les Paysans dans une continuité ahurissante.

Pour tirer profit des ressources amoindries du pays et exploiter sa main-d'œuvre, les groupes et factions dominantes, nationaux et étrangers, doivent

obligatoirement recourir à l'élaboration de statistiques et de recherches. À cette nécessité que commande une profonde dégradation a répondu près d'un millier, je dis bien un millier de travaux récents dont une cinquantaine de thèses doctorales et une centaine au moins de projets de recherches académiques. On vient de loin, des États-Unis, de la France, du Québec, de l'Allemagne, d'Israël, et de pratiquement tous les organismes internationaux ONU, OEA, CEPAL, BID, UNESCO, FAO, etc., s'occuper de recherches le plus souvent commanditées, pendant que d'autres compatriotes s'approprient ressources et main-d'œuvre. L'envers et l'endroit d'une même médaille.

La recherche est pour l'Haïtien une activité de hauts risques. En creux de période d'un rare obscurantisme, la plupart de nos professeurs, chercheurs, spécialistes ont dû gagner l'exil quand, par chance, ils ne succombaient pas en prison ou sous la torture. À ce propos je vous conte une anecdote significative : emprisonné pour fait de recherches sur le terrain en 1974, au sortir d'un interrogatoire où il fut péniblement question, pour moi, des liaisons entre recherches géographiques, invasions du territoire et guérilla rurale, j'eus droit à cette remarque : "Dans ce pays, pour l'Haïtien, il n'y a que les Recherches Criminelles" nom du sinistre service de police de Port-au-Prince.

La recherche locale est une prérogative et une chasse-gardée d'experts internationaux et beaucoup d'entre eux jouissent de ces privilèges coloniaux de libre circulation et de droit d'enquête avec de mesquines attitudes de privatisation des informations recueillies et de conservation jalouse des données ramassées. Informations et données dont la large diffusion serait pourtant fort utile à une dynamique de changement. Pire encore, pour ne pas risquer de déplaire à un ombrageux du gouvernement, pour ne pas s'exposer à une critique parfois tapageuse, par phobie de se voir contester l'expertise de l'objet que l'on s'est découpé, presque toutes les organisations de colloques, de congrès, de rencontres, de symposiums à propos d'Haïti évitent soigneusement d'avoir contact avec les spécialistes haïtiens hors du pays, prolongeant en ceci la répression locale, négation têtue d'une réalité spécifique : une diaspora aux liens multiples et importants avec le pays natal. Le partage entre les universitaires d'aires et de champs de recherche, corollaire de la tutelle multinationale qui divise le pays en zones d'influences, est une dépendance aux académismes d'outre-mer chargés d'accoucher d'une géographie du sous-développement haïtien ¹.

Disons d'entrée de jeu que nous ne prenons pas pour objet la détermination de la place exacte du pays dans la carte mondiale des relations inter-sociétales. Nous avons beaucoup de mal à ne nous confiner qu'à cette vogue d'une géopolitique des stratégies de l'impérialisme, en nous demandant d'ailleurs si cet objet, de relations internationales du dominant aux dominés, n'est pas, gauchisé, le même objet de la géographie scolaire, descriptive de "notre" planisphère, énumérative de "nos"

¹ Il est vrai que cette "exclusive" d'une "géographie d'Outre-mer" est en train de faire place à d'autres pratiques, celles-là nettement constructives, et je ne donne qu'une preuve : le groupe de travail à Madian-Salagnac.

colonies, à idéologies géocentriques. Nous croyons qu'il n'y aura pas de rupture épistémologique sans renversement du lieu d'où l'on tient le discours.

[p. 112] Disons alors que nous recherchons la production sociale de l'espace en tant qu'objet façonné par les conditions concrètes de réalisation interne d'une société, elle-même influencée par des relations de dépendance. La spatialité historiquement produite en Haïti est notre objet de la géographie du sous-développement haïtien ; Espace/Société/Dépendance, triptyque articulé du dominé aux dominants.

Renversement donc de la trajectoire du discours. Quand les Xémès ont parlé Phelps pour dire "Ils sont venus par la route salée, ces Caraïbes d'une autre race, anthropophages à leur façon..." l'Indien plongeait l'Espagnol dans l'eau pour vérifier son immortalité. Dans l'autre monde, rassuré du profit de la nouvelle force de travail, on battait rappel des théologiens pour dire si l'Indien avait une âme. Impossible rencontre. Les Loas n'ont pas chevauché les Descriptions de Saint-Domingue et l'Oralité, notre mémoire et nos archives, ne se reconnaît toujours pas dans ce cheval de Troie. Point là de géographisme culturel mais bien articulation de la question nationale à la question sociale. Ce déplacement me semble un impératif de méthode.

Malinowski eut, en 1937, une expression qui fut reprise par Lévi-Strauss en 1949 pour brocarder les curiosités "pour les excentricités primitives de l'homme" : *l'hérodote*¹. Cette formule, que nous devrions tous prendre en géographie pour une sérieuse mise en garde, cadre assez bien à la conjoncture actuelle des analyses de géographie du sous-développement, positivistes et culturalistes, projections idéologiques des sociétés de provenance des discours.

Les écrits se canalisent en deux couloirs d'historiographies à l'intérieur desquelles vont se mouvoir un discours d'experts à la course des "faits" et une production, provenant de la diaspora haïtienne, plus soucieuse de la dynamique des renversements. L'originalité est ce phénomène nouveau du discours à distance par ceux qui retournent le texte occidental pour dire la geste possible des sans écriture. La coupure ici ne renvoie pas naïvement à ceux d'un dehors et ceux d'un en-dedans, international/national, intérieur/diaspora, mais bien à une option idéologique démarquant le technocratisme du refus de l'ordre de domination. La ligne de partage, franchissable et franchie, divise globalement les deux groupes aux coordonnées signalées.

Il s'est développé dans la littérature des "rapports" une perspective "mécaniciste" d'accumulation de données qui évacue toute la construction théorique de la dynamique des luttes et des appropriations de l'espace dans la société haïtienne : les empiristes contribuant à une chronique de la vie rurale et

¹ J'ai le plus grand respect pour ce que fait Yves Lacoste et bien avant le démarrage de "Hérodote" je lui avait fait part du malaise que je ressentais comme Haïtien à voir coiffer de ce parrainage, d'authentiques efforts, dont les siens en tout premier lieu, pour faire avancer la critique de la géographie du sous-développement.

urbaine, les fonctionnalistes décrivant les mécanismes de façonnement de l'espace. Quant aux liaisons entre la construction du réel et la transformation de ce réel, elles donnent lieu à des errances étayées par les arguties traditionnelles du scientifique se voyant hors idéologies. Le pouvoir de récupération du pouvoir est justement grand et l'intervention actuelle d'aménage-[p. 113] ment poursuit la croissance des surplus de rentes, de profits, de taxes par l'augmentation de la qualité des denrées exportables et la gestion de Port-au-Prince. Des sous-produits considérables de données s'entassent quand même rapidement.

Parallèlement à cette sédimentation se développait chez les gauches haïtiennes un discours "politiciste" qui occultait toute la démarche de construction des données. Un grand débat a opposé, 30 ans, tenants du féodalisme aux tenants du capitalisme pour une explication de la formation sociale pendant que régnaient des factions de la petite-bourgeoisie et que gouvernait la bourgeoisie. Un débordement s'opère au début des années 70, par delà la vulgate d'un marxisme de schématisations outrancières et les divagations épidermiques du nationalisme culturel. Tout le champ des sciences du social haïtien est en effervescence de lectures nouvelles, apprentissage des paysans et marchandes, contournement des discours de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie. Là aussi déplacement.

Le volontarisme dérivé de la stagnation théorique de la querelle des clercs avait abouti à des luttes erratiques basées sur des pétitions de principes généraux sur les obligatoires changements et les alliances indispensables entre ouvriers, paysans et une fraction radicalisée de la petite-bourgeoisie. Pointent maintenant d'autres pratiques aux assises plus conséquentes.

À ce point d'exposé de la conjoncture des années 80, nous pouvons désigner la (une ?) voie du nécessaire dépassement de la curée à l'hérodote :

- Du construit • éclatement des deux courants de recherches en prenant parti pour la création d'outils de connaissance (théories, concepts) à partir de l'accumulation de connaissance de situations concrètes.
- développement de la mise en relation Espace/ Société/ Dépendance en se plaçant du point de vue de la reproduction plus spécifique de l'espace dans la reproduction globale de la société.
- À la rupture • cheminement pour placer la construction du réel dans des zones de fractures de la société afin que les concepts en se diffusant participent comme force d'organisation pour une rupture nationale et démocratique.
- renversement de l'écriture "qui-ne-rend-compte-que-de"... pour une pratique du texte qui participe de l'action.

C'est en somme travailler pour inventer de quoi sera fait l'espace d'hier à autrefois, comprendre et transformer celui de demain à plus tard. Méthode "régressive-progressive" s'il en est.

Telle est notre gageure de fin de siècle, construire/détruire la géographie du sous-développement dont est pleine celle qui fait scandale, Haïti.

LA CHANCE : Du construit à la rupture

Comme pour nous garder du théoricisme, le thème du colloque nous convie également à illustrer notre pratique de géographie du sous-[p. 114] développement. Je réponds à cette deuxième sollicitation en vous soumettant la thèse des trois premières cartes de l'Atlas scolaire de niveau collégial sur lequel je travaille actuellement.

"Espaces et cartes d'Haïti", en un lieu (Haïti), une lecture (Espaces), sous un mode spécifique (Cartes), voie en frayage d'une géographie qui cherche à produire sa part singulière d'explication d'un ensemble social pluriel.

Le discours sur l'espace représenté par cartes, genre à son troisième millénaire, a culminé, ce siècle, dans une systématisation en recueil et la généralisation de cette modalité nouvelle, au point que dans la Caraïbe, Haïti est le seul pays à ne pas avoir d'Atlas.

La conception courante de ce type d'œuvre suppose la réunion d'équipes considérables, d'énormes subventions et de longues années de préparation pour produire une simple répartition des données. La misère des fondements théoriques de beaucoup de ces Atlas les a souvent et justement fait brocarder "d'œuvres décoratives".

Je voudrais proposer une alternative au gigantisme et à l'insuffisance critique de la première génération des Atlas en traitant d'une conjoncture contemporaine par le moyen de cartes de format raisonnable et pratique et de contenu pertinent à la compréhension de la dynamique des répartitions, des localisations, des formes, des systèmes, des structures de l'espace géographique.

La place de l'École dans la société haïtienne m'amène à privilégier l'intervention pédagogique comme moyen de communication afin que le plus grand nombre possible de personnes puisse participer à la clarification et à la transmission des connaissances actuellement disponibles et que le renouveau des conceptions de la géographie d'Haïti se fasse d'abord à la base.

Je ne peux que souhaiter que les autres utilisateurs des discours sur l'espace sauront s'accommoder des exigences didactiques que je me dois d'assumer, ici et maintenant, dans la diffusion de ces recherches. Choix d'action.

Voici donc notre première ébauche du texte d'introduction aux trois cartes de la spatialité produite historiquement par la société haïtienne. Soulignons que chacune des cartes est accompagnée d'un texte qui explicite et conforte la présentation générale.

ARTICULATION DES STRUCTURES SPATIALES DOMINANTES

De la Saint-Domingue coloniale à l'Haïti contemporaine se succèdent trois structures spatiales dominantes : le morcellement 1664-1803, la régionalisation 1804-1915, la centralisation de 1915 à nos jours. Chacune de ces organisations différentes de l'espace haïtien est, d'une part **ORIENTÉE** par les principales influences subies à l'échelle internationale, la dépendance coloniale, la dépendance au capitalisme commercial, la dépendance au capitalisme industriel, et d'autre part **RÉALISÉE** suivant les conditions concrètes d'utilisation et d'appropriation de l'espace par les groupes sociaux au long des trois siècles.

[p. 115]

ARTICULATION DES STRUCTURES SPATIALES DOMINANTES

[Retour à la liste des illustrations](#)

ARTICULATION DES STRUCTURES SPATIALES DOMINANTES

[p. 116]

La part respective des effets d'externalité et des effets d'internalité pour caractériser la société haïtienne, alimente depuis près de 30 ans deux grands courants complémentaires dont les travaux visent à produire une connaissance concrète et scientifique de la société à chacune des échelles d'analyse locale, régionale, nationale, internationale et à chacun des moments spécifiques de trois siècles de dépendance.

Quelle serait donc la part d'explication que peut fournir les concepts d'espaces ? À quelle nouvelle lecture du Temps peut nous convier l'Espace ? La géographie nationale ne sera significative que dans la mesure où elle participe aux déblayages de la construction, de l'interprétation, de la transformation de la réalité du sous-développement en assumant la perspective qui lui est propre pour dire le rapport de l'espace à la société dans l'économique, le politique, l'idéologique, le juridique, le culturel, etc. Aucune question du social, si grande ou si petite soit-elle, ne peut postuler un préalable de non rapport à l'espace. Les questions actuelles de classes, de couleurs, du pouvoir, comprises.

a) Le morcellement 1664-1803

Dans la première moitié du XVII^e siècle et pendant tout le XVIII^e siècle, les principales relations se nouent avec la France. Dès 1664, par la nomination de Bertrand d'Ogeron comme gouverneur de Saint-Domingue et le choix de la Compagnie des Indes Occidentales pour le peuplement de l'île, se trouvent posés, pour 150 ans, les termes d'une politique coloniale d'occupation agricole de l'espace. Les objectifs visés et les moyens pour y parvenir sont contrôlés par la métropole qui assure l'exploitation intensive des ressources par une administration directe et la souveraineté politique.

Par la traite de main-d'œuvre noire tirée d'Afrique, la France produit aux Antilles des épices dont le sucre et le café. Les denrées Saint-Dominguaises ont représenté environ 70% du commerce atlantique français au XVIII^e siècle. L'énorme transfert de valeurs créées sur place va contribuer au développement du capitalisme en France. S'expliquent dès lors, au profit de la bourgeoisie commerçante métropolitaine, le superlatif de "perle des antilles" et la réalisation de la structure la plus achevée de la Caraïbe : L'espace morcelé de Saint-Domingue.

L'unité de base de la mise en valeur de la colonie est l'Habitation autarcique. Chacune d'elles possède ses moulins, ses meules, ses rouleaux, ses séchoirs etc. La bonne marche des travaux se réalise par un atelier d'esclaves logés à même la plantation dans l'aire des "cases à nègres". Dans les mornes comme dans les plaines, les milliers d'habitations grandes ou petites sont toutes individuellement reliées à un port d'embarquement pour l'exportation de leur production au négociant consignataire avec qui elles traitent d'affaires en France.

L'organisation de l'espace est faite de milliers de flux indépendants reliant les unités de production à leur port d'embarquement éparpillé le long des côtes. La carte de Saint-Domingue est un Portulan, tout en côtes, ports, baies, anses et criques. Saint-Domingue est la juxtaposition de 5 000 habita-[p. 117] tions chacune directement reliée à la France par un chemin, un port, un bateau.

La ville coloniale est lieu de transit des produits, siège de l'administration gardienne du morcellement, résidence secondaire de colons propriétaires et refuge de marginaux de toutes sortes vivant hors d'une plantation, hors de la norme coloniale.

Le morcellement, spatialité du Pacte colonial, est une production d'enclaves, une représentation de chaque plantation comme appendice individualisé de la France, territoire clos condamné à dégorger ses produits par un goulot unique et orienté vers la métropole. Ce rattachement de l'habitation par fiction de prolongement, ce morcellement de l'espace comme fondement d'organisation, confine la force de travail, bien meuble, à l'isolement de chaque atelier. La rupture révolutionnaire éclate les espaces fermés pour une fusion totale, création d'une organisation ouverte, espace aux liens multiples, espace de l'État-Nation aux mouvements de marchandises d'une localité à l'autre, aux flux de vivres vers les lieux de marchés, nœuds de convergence des rencontres, réseau des contacts culturels, économiques, politiques.

b) La régionalisation 1804-1915

Par l'indépendance en 1804, Haïti se coupe de la domination coloniale pour bâtir des relations d'importations et d'exportations avec le capitalisme commercial européen. La naissance de l'État s'accompagne de la création de groupes sociaux qui se constituent par l'appropriation des terres agricoles, le contrôle des circuits de commercialisation et l'investissement de l'appareil d'État.

Les anciennes masses esclaves ont été contraintes de travailler sur les propriétés dont s'étaient emparés les dirigeants issus de la guerre d'indépendance. Toute une imposante armature législative, les règlements du "Caporalisme agraire" a été bâtie par les différents gouvernements de la première moitié du XIX^e siècle. Elle consacrait l'asservissement personnel du paysan au propriétaire foncier et prévoyait de lourdes et sévères sanctions contre les contrevenants à cet ordre nouveau dans l'agriculture. Sans cette violence directe et soutenue les "grand-don" n'arriveraient pas à consacrer leurs droits de propriété, obliger les paysans à travailler pour eux et combattre la menace permanente de marronnage de la main-d'œuvre.

Vers le milieu du XIX^e siècle, s'achève en bonne partie la consolidation du droit de propriété sur les domaines privés et publics et sur les parcelles distribuées, acquises ou occupées par les paysans. Entre temps, d'autres factions se sont constituées dans le négoce par le contrôle des circuits de commercialisation.

L'oligarchie qui prend naissance au cours du XIX^e siècle a pour fondement les redevances agricoles et les bénéfices de commercialisation des denrées d'exportation, rentes et profits assurés par la main-mise sur l'appareil d'État qui est aussi source importante d'enrichissement par prévarications.

[p. 118]

Il se développe une intense activité régionale axée sur un port principal d'exportation. Les onze chefs-lieux d'arrondissement financier sont des villes côtières ouvertes aux commerces extérieurs. Ce sont les sièges locaux des oligarchies régionales contrôlant la production et la vente des produits de leur zone respective. C'est la période historique au cours de laquelle chaque "province" fait sentir son influence. Il faut nuancer les grandes divisions entre Nord, Sud, Ouest par les particularismes locaux qui agissent aussi bien au niveau politique et militaire qu'au niveau commercial et économique.

L'organisation de l'espace devient régionale ; chacune des onze villes portuaires abrite de puissants groupes de propriétaires terriens, de commerçants et s'active dans le commerce d'importation et d'exportation. Les réseaux de transport du café ou des bois convergent aux villes régionales. Les bourgs et les zones de production sont animés par leur port respectif.

La régionalisation est au XIX^e siècle la structure d'aboutissement du partage de l'espace entre des oligarchies nées autour d'une ville-port, nœud de contact obligé pour le commerce international. Chacun des onze groupes dispose d'arrière-pays respectif fait d'un réservoir de paysans, à l'occasion troupe de guerres, secrétant rentes, profits, taxes.

Les "provinces" sont plus ou moins fortes. Leurs groupes hégémoniques s'allient, s'opposent, se combattent et chacun d'eux se singularise par une combinaison originale de l'importance des factions foncières rurales et/ou urbaines, commerçantes, politiques, et par l'étendue de la dispersion de ces factions dans le spectre des couleurs locales. Port-au-Prince, accumulant les valeurs de centralité, distance progressivement les autres pour aborder le tournant du siècle, substitution du capitalisme industriel au capitalisme marchand, en position centrale. La composition de son oligarchie, commerçante, foncière urbaine, latifundiaire, mulâtre et immigrante, sera dorénavant un objet de la politique nationale, revendication latente des évincés de régions.

c) La centralisation 1915-1980

Dès la fin du XIX^e siècle, les E.U.A. éliminent la France du marché haïtien, réorientent à leurs profits le commerce extérieur et disposent de la force de travail paysanne pour leur développement industriel, particulièrement dans les plantations sucrières américaines de Cuba et de la République Dominicaine. L'occupation d'Haïti par les Marines de 1915 à 1934 ouvre l'ère de la dépendance au capitalisme financier et industriel, l'impérialisme en réalisation. La spatialité nouvelle, la centralisation Port-au-Princienne, déjà perceptible dans le précédent

cycle, est précipitée par un train de mesures politiques et administratives et leurs mécanismes afférents.

De 1915 à 1921 l'occupant Américain doit affronter sa première guérilla d'envergure au XX^e siècle. Il lui faudra toutes les ressources de destruction du moment, notamment l'aviation, pour venir à bout des paysans en armes sous la conduite de chefs locaux dont certains grands propriétaires terriens. Les guerres Caco et Piquet sont inscrites dans la structure de régionalisation et la nouvelle centralisation devait en saper les bases par affaiblis-[p. 119] sement de la puissance politique et militaire des régions. L'objectif politique de la spatialité en formation est de restreindre les affrontements pour le pouvoir aux seules factions (contrôlables) de la capitale en gestation de la "république de Port-au-Prince". Les champs de batailles feront place aux jeux de coulisses.

L'ordre nouveau, administratif et économique, politique et militaire, vient étayer le projet d'espace : élimination des budgets communaux au profit d'un budget national, fermeture de ports régionaux aux commerces extérieurs, tarifs préférentiels à Port-au-Prince, création d'une force de police à hiérarchie militaire, la Garde d'Haïti, suppression de toute autorité locale des généraux "Anciens temps", prise en charge par l'occupant des principaux appareils publics, banques, douanes, contributions, etc. Les mécanismes de la centralisation sont brutalement imposés pour les décennies à venir.

L'énorme réservoir de main-d'œuvre paysanne est nécessaire comme prolétariat des industries nouvelles. Les campagnes sont vidées des cultivateurs au profit des centrales sucrières de la Caraïbe. Déplacement de population sans précédent historique puisqu'il implique en 10 ans, de 1920 à 1930, plus du quart d'une population totale de deux millions d'habitants. Une retombée notable de ces migrations forcées est de mettre fin au potentiel de guérilla paysanne.

Il est probable que la phase de transition régionale en Haïti au XIX^e siècle se révélera l'une des plus longues et des plus achevées de toutes les anciennes colonies. Ainsi va s'expliquer, en début du XX^e siècle, l'originalité haïtienne du parcellaire agricole, de la "difficulté" d'établissement des plantations capitalistes, de la "facilité" de création d'une diaspora, de l'affermissement d'une civilisation paysanne dont les modèles remarquables de production, de commercialisation, de distribution, etc.

L'attraction cumulative des services à Port-au-Prince vide les provinces des fils des oligarchies en déclin, 1946 est aussi leur rentrée sur la scène politique circonscrite à l'urbain macrocéphale. L'origine régionale tisse encore des liens de provenance commune dans les populations métropolitaines et dans la diaspora.

La centralité est l'espace de la dépendance au capitalisme industriel et financier. Économie d'agglomération, centre de consommation, réservoir de main-d'œuvre... tels sont les attributs indispensables à la réalisation des rentes foncières urbaines, des profits commerciaux, de la plus-value salariale, aux mains des factions dominantes. Les transferts d'argent de la diaspora, la plus importante rubrique du produit national, est de l'ordre de 100 millions de dollars/année ; ils

sont aussi récupérés pour une bonne part à Port-au-Prince par les loyers, les profits de commerce, la fourniture des services privés d'école, de santé, d'administration, etc.

La "république de Port-au-Prince" s'est affirmée.

CONCLUSION

Les facteurs d'explication du morcellement, de la régionalisation, de la centralisation relèvent à la fois du type de dépendance que subit le pays, c'est à [p. 120] ce niveau d'externalités que se déterminent les grandes orientations de structure de l'espace et à la fois de l'organisation locale de la société et de son rapport à l'espace, c'est à ce niveau d'internalités que se réalisent les mécanismes concrets du façonnement de l'espace.

Il n'existe pas de formule qui figerait la part de ces influences dans l'explication du réel. À chaque échelle et à chaque moment, l'objet d'espace est historiquement produit. À la géographie de développer ses notions et concepts, de préciser ses hypothèses, d'affiner ses analyses par échelle, de parfaire ses techniques et méthodes pour rendre compte de notre société en continuelle évolution. À ce titre d'ailleurs, la géographie d'Haïti ne sera jamais achevée.

Il revient à chacun de nous d'orienter ses réflexions sur la question fondamentale du devenir de l'espace actuel : *dans l'hypothèse d'un changement dans l'organisation de la société, quel serait l'espace nouveau à inventer ?*

[Retour à la liste des illustrations](#)

Graphiques des trois structures dominantes d'espace

1982

[p. 121]

[Retour à la liste des illustrations](#)

LA DIASPORA

Ce graphique tiré de la murale d'Hispaniola (1982) montre le phénomène qu'en 1978 nous n'avons pas intégré à la structure dominante centralisée. Ce rajout a été fait depuis comme en témoigne le graphique de la page voisine.

[p. 122]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Une revue, un manuel, un hebdomadaire, un article... travaillent à des registres différents et chaque type d'œuvre a une signification, une portée qui varie d'une société à l'autre. Le support choisi pour un message est donc capital : c'est ce matériau qui d'abord laboure de manière plus ou moins continue, de manière plus ou moins profonde en semant ensuite le discours tenu dans les sillons tracés.

Au tournant de la succession de 71, le genre du manuel scolaire m'a paru le canal privilégié, et presque l'unique canal, pour dire, du lieu de la diaspora, une parole capable de forcer l'écoute au pays. C'était un pari qui se heurta longtemps, au dedans et au dehors, à une incrédulité qui n'était pas sans fondements.

Et pour cause...

**Probablement le plus spectaculaire de tous les entrebâillements du pays
à la frontière entre Pilate et Gros-Morne
(L'homme qui se prépare à plonger nous donne l'échelle du paysage)**

[p. 123]

CHAPITRE 6 : PAROLES DE GÉOGRAPHE *

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Le service de transcription de Radio Canada International vous présente "Paroles de géographe", une entrevue de Ousseynou Diop avec le professeur Georges Anglade. Le prétexte de cette entrevue : la participation du Canada au Festival des Arts et de la Culture Négro-Africains, FESTAC 77, qui s'est tenu à Lagos au Nigéria en janvier-février 1977. Comme le titre de ce programme l'indique, le professeur Georges Anglade est géographe ; il a participé au sein de la délégation canadienne au colloque "civilisation noire et pédagogie" organisé dans le cadre du FESTAC 77.

- O. D. Georges Anglade, votre recherche relève d'une nouvelle méthodologie de l'enseignement de la géographie ; pourriez-vous nous donner plus de détails ?
- G. A. Depuis 1972, j'ai entrepris des travaux sur l'enseignement de la géographie aux niveaux primaire et secondaire en faisant application au cas haïtien. C'est une étude de cas, une recherche de questions de portée plus générale. Cette démarche m'a amené à publier un certain nombre de travaux dont deux ouvrages : *L'espace haïtien* pour les quatre premières années du secondaire et *La géographie et son enseignement*, une manière de "lettre ouverte" aux professeurs pour expliciter les fondements théoriques et suggérer des voies de mise en application. Une autre publication suit cette année : *Mon pays d'Haïti*.
- J'avais à présenter l'ensemble de ces résultats, les problèmes rencontrés et les solutions proposées.

* Extraits de "Paroles de géographe", disque 33 tours, Radio Canada International, n° F751, 1977.

O. D. Votre préoccupation fondamentale en fait est d'étudier la transmission du savoir du professeur à l'élève ?

G. A. Oui, j'essaye de comprendre les différentes dimensions de la transmission du savoir tout en produisant des outils pour faciliter cette [p. 124] transmission, ces manuels scolaires. Avant tout, je cherche à leur donner une orientation plus conforme aux nouvelles préoccupations des études de l'espace géographique en pays sous-développés. Le cadre de travail est à la jonction des études sur les mécanismes du sous-développement et les outils d'une plus grande conscientisation de ce sous-développement. En m'attachant à une étude de cas, Haïti, je prends pari que c'est à ce niveau, à cette échelle, que peuvent concrètement se résoudre ces problèmes. Bien que je ne pense pas que l'on puisse transférer ce qui s'est fait pour Haïti à d'autres contrées, notamment celles de l'Afrique, on peut cependant poser que la méthode de base et les prémices théoriques peuvent éventuellement intéresser d'autres collègues. Ce que je poursuis est une quête des voies à développer pour sortir la géographie des longues listes encyclopédiques de rivières, de montagnes,... bref de toute cette *géographie descriptive* pour arriver à faire de la géographie un moyen de connaissance et de transformation du sous-développement.

O. D. Quelles sont les grandes lignes de ces travaux sur l'espace géographique ?

G. A. Au niveau du primaire avec *Mon pays d'Haïti*, nous visons une immersion de l'élève dans son environnement social et spatial. Deux grandes parties : la première, est une analyse régionale ; tous les enfants des différentes régions doivent retrouver leur espace. La deuxième qui s'intitule "Nos aliments, des jardins aux marchés" est une étude thématique. On part de l'exemple le plus simple, la nourriture quotidienne. C'est une pratique régulière, du moins nous l'espérons, et on la décompose de la production des vivres à leur consommation. C'est dire que nous parlons de la paysannerie dans sa réalisation des produits du marché local. Nous étudions ensuite les mécanismes de la circulation de ces vivres, et leur distribution différentielle aux classes sociales en ville et à la campagne. C'est donc une séquence dans laquelle l'enfant, à partir d'une expérience personnelle, est convié à réfléchir sur le jardin paysan, le transport des vivres, les marchés, les groupes sociaux.

Au secondaire, la première partie de *L'Espace haïtien* qui s'adresse aux classes de 6^e et 5^e étudie comment s'est constituée notre population et les modalités de sa répartition sur les 27 700 km² d'Haïti. L'on se pose un certain nombre de questions sur la dynamique interne et spatiale d'une population. La deuxième partie "La vie économique" qui s'adresse aux classes de 4^e et 3^e est une interrogation sur les

mécanismes de l'économie par le biais d'une analyse sectorielle de l'agriculture, l'industrie, le commerce.

En seconde, première, philosophie, c'est-à-dire les classes terminales, et même en première année d'université, l'*Atlas d'Haïti* abordera le parcellaire agricole et l'espace agricole, et les questions de l'urbanisation dépendante dont celles de cette énorme capitale de 700 000 habitants actuellement, vrai cauchemar à l'intérieur de l'ensemble [p. 125] national. Il reste à construire ce troisième volume qui réclamera beaucoup de travail.

Ainsi chacun des manuels est divisé en deux parties et chacune des parties s'adresse à deux années d'école ; soit une initiation à cet espace haïtien sur douze ans...

- O. D. Est-ce que vous avez maintenant des résultats appréciables au niveau de la portée de ces manuels ?
- G. A. Disons que le premier manuel de cette série, *L'Espace haïtien*, est en cours d'application actuellement en Haïti. Il a eu un certain écho,... a été analysé, critiqué,... et j'étais justement à Lagos pendant un mois invité pour continuer l'analyse et les échanges sur les possibilités d'application réelle de la méthode dans l'enseignement haïtien.
- O. D. Si vous le voulez bien, passons à votre communication au FESTAC. Le titre de votre communication était "Pour une didactique des géographies nationales" dans laquelle vous présentiez cette intervention pédagogique en Haïti. Quelle est l'originalité et quels sont les jalons majeurs qui vont permettre de situer les fondements d'une pratique scientifique de géographie du sous-développement ?
- G. A. Pour ce qui est de l'originalité, ayant choisi d'essayer en Haïti une nouvelle manière d'enseigner l'espace, les nouvelles conceptions de l'espace, il était évident que ceci n'allait pas aller de soi dans l'enseignement tel qu'il est conçu au pays. C'est une sorte de rupture, une originalité ; mais que de réticences, que d'acceptations prudentes... et jusqu'à présent que de refus d'utilisation par certaines écoles et certains collègues ! C'est la force d'inertie face à la novation, et la suspicion de l'innovation en matière de pédagogie.

Quant aux jalons majeurs qui vont permettre de situer les fondements de cette pratique scientifique ; la deuxième partie de votre question, on pourrait d'abord dire que c'est une interrogation sur la relation entre espace géographique et sous-développement national. On questionne la production d'un espace en situation de dépendance. Les problèmes de marchés, de production, de relations sociales... viennent remplacer la liste des communes et arrondissements. C'est donc un plaidoyer pour une nouvelle approche. En introduction, je pose ce que je crois être la

question première de tout enseignement de la géographie : à quel courant appartient la géographie enseignée ?

Il faut dire que nous avons trois types de géographies qui sont menés actuellement de front... et je cherche à me situer dans le dernier courant qui fait de la relation de l'espace à la société son objet d'étude... car je crois que c'est peut-être la manière la plus dynamique d'envisager les problèmes de la géographie du sous-développement haïtien.

O. D. Vous voulez donc réfuter la manière traditionnelle d'enseigner la géographie ?

[p. 126]

G. A. Je voudrais me placer en dehors de cette manière d'enseigner une géographie descriptive.

O. D. Pouvez-vous revenir à la crise de la géographie, à son vécu dans l'enseignement ?

G. A. La crise vient d'une certaine insatisfaction des contenus traditionnels des manuels de géographie, et les divers affrontements se ramènent à des démarches pour clarifier la portée et les limites des géographies pratiquées. Il y a d'une part la conception du recueil de noms de lieux et de données statistiques. C'est la géographie la plus répandue dans les écoles. Il y a d'autre part, ce par quoi on essaie de la remplacer, le pourquoi et le comment de l'espace. Or il faut reconnaître que ce sont quand même ces questions de finalité et de production d'espace qui sont les plus intéressantes, celles qui débouchent sur la mise en relation de *Espace et Société*, bref, le projet d'une didactique nouvelle de la géographie.

C'est ainsi que se cherche une certaine conscientisation des élèves par leur immersion dans leur environnement social et spatial.

O. D. Dans cette veine, quels seraient les objectifs principaux de l'enseignement de l'espace géographique ?

G. A. On peut définir trois objectifs principaux dans l'enseignement de l'espace : l'acquisition de connaissances, l'acquisition de méthodes et, ce qui reste très important, le développement social et culturel des étudiants.

L'acquisition de connaissances englobe la pratique des notions et concepts, des mécanismes, des phénomènes... et dans le cas particulier que j'étudie, Haïti, cela revient à apprendre que l'espace est aussi une création des affrontements sociaux. À ce titre, l'espace porte aussi en lui-même des possibilités de jouer un rôle dans la résolution de ces problèmes sociaux.

- O. D. Ne risquez-vous pas de vous faire jeter l'anathème de chercher à révolutionner tout un ensemble de structures qui sont déjà sur place et qui fonctionnent à leur manière ?
- G. A. Peut-être, mais je ne fais qu'observer dans une perspective critique, qu'interroger des structures parce qu'elles ne sont certainement pas parfaites, autrement nous ne serions pas dans cet immense et tragique sous-développement. Le rôle de l'acte pédagogique est justement de pousser à une prise de conscience, de sortir d'un enseignement étranger au réel pour une pratique de sa société par l'élève. Ce dernier est conscient des problèmes quotidiens qu'il confronte et jamais il ne voit cette quotidienneté rentrer à l'école comme matière de cours. Ce serait finalement d'ouvrir l'école, d'ouvrir le manuel scolaire sur l'environnement social et spatial.
- O. D. N'aurait-on pas tendance à ce moment à dire que vous transmettez à travers vos manuels scolaires certains idéaux politiques qui ne seraient pas forcément ceux des régimes en place ?
- [p. 127]
- G. A. Certainement, et au cours du festival de Lagos il était bien évident que nous, délégués, vivions ou avons vécu sous des régimes différents, plus ou moins musclés. Quand on parle de l'espace géographique, d'enseignement de cet espace, il est toujours question plus ou moins clairement de politique. L'espace a aussi ses dimensions politiques et nous ne pouvons pas faire abstraction de ces dimensions-là.
- O. D. Et quelles ont été les grandes conclusions ?
- G. A. Il n'y en a pas eues réellement ; il y a eu de grands vœux, comme développer un enseignement beaucoup plus axé sur la réalité, et ce fameux problème de la langue ; la nécessité de recourir aux langues maternelles (tel le créole dans le cas haïtien) et le rapport des langues aux contenus. On peut traduire dans n'importe quelle langue africaine ou caraïbéenne un ouvrage complètement étranger au monde de l'élève ; c'est une simple traduction. Ce qu'il faut, c'est changer les contenus en allant les chercher dans la réalité de l'élève. C'est ainsi que je vois que le colloque "Pédagogie et culture noire" a été vraiment la grande fête, le grand festival des études de contes, de proverbes, de chansons... et aussi le festival de la langue des peuples.
- O. D. Georges Anglade, puis-je vous demander qu'est-ce que vous avez le sentiment d'avoir apporté à vos confrères africains, lors de ce colloque ?
- G. A. Je préférerais commencer par ce que j'ai rapporté.
- O. D. À votre choix.

G. A. J'ai rapporté surtout la rencontre exceptionnelle avec un vouloir pédagogique qui se disait plus ancré dans le vécu de l'enfant. Ce n'est qu'après le festival que j'ai terminé le volume de l'élémentaire *Mon pays d'Haïti* et ce volume témoigne de cette rencontre avec ceux qui sont devenus ces amis de l'Afrique, ceux qui ont les mêmes questions et les mêmes inquiétudes que moi. En Haïti, l'enseignement se fait en français pour les enfants de l'élémentaire qui vivent complètement en créole. C'est d'ailleurs aussi le problème du Sénégal, votre pays, et c'était le problème des autres participants. Le drame est qu'on ne puisse pas rompre avec cette aberration sans une volonté politique, sans une décision politique. Cependant, j'ai proposé dans les manuels, sans illusions, que le créole devienne l'outil de discussion dans les classes. À l'oral, le créole offre une chance de mieux faire comprendre le texte écrit et de surtout rendre à l'enfant son environnement. Puisqu'on est pris par volonté politique, dans l'enseignement en français, ce serait déjà faire un petit pas en avant, en attendant mieux plus tard.

J'ai apporté aussi ce combat des contenus. On peut être aussi bien progressiste que réactionnaire, traditionnel que novateur, dans le créole que je parle ou le wolof que vous parlez. Il faut que les con-[p. 128] tenus disent la dynamique de la société et les revendications des catégories les plus délaissées.

Dans le cas haïtien c'est oser parler de la paysannerie... et oser dire qu'il y a ce fonds culturel, ce fonds de civilisation... utilisables dans l'école.

J'ai essayé de rendre à travers ce dernier texte *Mon pays d'Haïti* ce profond respect que l'on doit à cette paysannerie elle aussi porteuse des possibilités de transformation d'une société.

O. D. C'était le carrefour du donner et du recevoir, vous avez parlé de ce que vous a rapporté Lagos, qu'avez-vous apporté à Lagos ?

G. A. J'ai exposé les expériences que j'étais en train de faire : l'introduction d'une réalité dans des manuels. J'étais donc par delà les vœux pour avoir fait quand même un certain nombre de choses, malgré toutes leurs limites. Je me pose beaucoup de questions pour lesquelles je n'ai actuellement aucune réponse ; c'est la pratique qui me les donnera.

Il y a bien des points, bien des méthodes, bien des aspects traités qui pourraient l'être de manière différente, mais ceci demanderait d'autres recherches beaucoup plus poussées sur le terrain et d'autres acquisitions... enfin, nous avons beaucoup échangé pendant ce mois à Lagos.

O. D. Lagos c'était aussi cela pour vous, mais je voudrais en arriver à des choses beaucoup plus intimes. Pour vous d'origine haïtienne, vivant au Canada, c'est "La diaspora dans la diaspora", vous avez "bouclé la boucle". Vous êtes retourné à la "terre-mère". Alors, cette rencontre

avec l'Afrique dans le cadre du festival de Lagos, dans le cadre de cette rencontre du monde noir, pour vous le nègre, qui retourniez sur la terre ancestrale, est-ce que vous pouvez nous livrer vos impressions ?

G. A. C'était d'abord d'une grande charge émotive... et je retournais en Afrique par le même chemin par lequel j'étais venu il y a trois siècles. En débarquant donc sur la côte occidentale africaine, la côte aux esclaves, j'étais tendu dans l'attente de ce que serait cette rencontre, mes premiers contacts. J'ai été d'abord frappé par l'immensité, ces villes perdues dans la nature... et puis les hommes, tous du continent ou de la diaspora du continent ; mais les liens se sont développés sur d'autres bases que celles de l'origine commune. Les liens, je dirais politiques, ont été beaucoup plus forts. Une fois passé le niveau d'émotivité, les préoccupations d'ordre politique... ont pris le dessus. Les options de développement, les choix, les affinités se tissaient beaucoup moins autour du thème de la négritude qu'autour des différentes manières de voir les possibilités de nous sortir du sous-développement.

O. D. En fait, pour vous, cette rencontre avait plus une signification politique et économique qu'une signification culturelle et émotive ?

[p. 129]

G. A. Oui, fondamentalement. Je ne dis pas cependant qu'il n'y a pas eu des moments particuliers d'émotions culturelles... des moments intenses dans ces veillées, nos discussions interminables sur la réalité haïtienne et la réalité africaine.

O. D. Maintenant Georges Anglade, j'aimerais quand même avoir votre avis sur la tenue générale du Festival. Il y a eu plus d'une centaine de spectacles qui ont été donnés un peu partout aussi bien dans le village même où les gens répétaient, où c'était vraiment la fête africaine, que dans ce magnifique "Grand Théâtre" où il y avait toute la technologie pour permettre aux troupes de se présenter dans les meilleures conditions ?

G. A. Un mois durant, les troupes dansaient, chantaient, c'étaient jeux, c'étaient fêtes... et ce serait donner une image je pense partielle que de nous arrêter uniquement au Colloque. Tout au long de la journée et toutes les nuits il y avait représentations, récitations ;... la prise de contact passait aussi par les expositions de sculptures, de peintures ; il aurait fallu se démultiplier pour assister à l'ensemble. Tous ceux qui ont participé n'ont pu voir finalement qu'une petite partie des événements.

O. D. Il y avait trop de choses qui se passaient en même temps à des endroits bien séparés.

G. A. Il y a eu une certaine frustration, on voudrait être partout en même temps et faire cependant son travail dans les ateliers du Colloque.

- O. D. Georges Anglade vous avez rencontré lors de ce colloque, d'autres pédagogues, d'autres collègues aussi bien africains qu'afro-américains. Vous avez rencontré des hommes politiques, des journalistes, vous avez rencontré finalement beaucoup de gens avec qui vous avez pu avoir des échanges.
- G. A. Heureusement, il n'y avait pas que des géographes et des pédagogues ! Il y avait des poètes, des journalistes, des responsables politiques... et les contacts ont été à la limite presque plus enrichissants avec "l'autre" qu'avec le "semblable".
- O. D. Nous allons nous tourner vers l'avenir. En 1966, c'était DAKAR le premier festival des Arts nègres. En 1977, c'était Lagos, le deuxième festival mondial des Arts négro-africains. Le troisième festival du monde noir aura lieu à ADDIS-ABEBA en Éthiopie. Les Éthiopiens ont posé un préalable, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'il y ait le grandiose de Lagos. Alors comment voyez-vous ce troisième festival de votre côté ?
- G. A. Je serais presque heureux qu'il n'y ait pas ce grandiose de Lagos ; que nous soyons plus proches de l'Éthiopien qu'entre délégués, et par le nouveau Colloque, nous allons pouvoir mesurer quelques années après le chemin parcouru... et qu'on sorte de l'Éthiopie en ayant l'impression d'avoir vraiment un peu plus appris sur les choses de chaque jour.

C'était "paroles de géographe", une production de Radio-Canada.

[p. 130]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Sa fè de fwa ane 79 ak 81, ke mwen gen chans pase de bèl semenn travay ak nèg ki soti nan dis peyi ki pale kreyol-yo. E pi nou met tèt ansanm mwa davril 81 pou nou wè si nou ta fè yon gro konbit pou nou bay an kreyòl koze sou la sians.

Lè pep ayisyen a ka li, a ka tandè tout parol ki pe di nan peyi-a nan lang manman li, lè sa-a na konnen ke nou sou ray.

Fèk nou rann omaj a travay ekip pè Nouyòk ki depi bon 10 ane ap bat nan SEL pou moun rekonèt ke se kreyòl la ki zouti pèp ayisyen. Yo fè tradiksyon anpil atik an kreyòl, tankou 2 atik sa yo, pou kesyon-an ka vanse. Nan revizyon jodi-a, nou konfòme nou anba òtograf dekrè 18 septanm 1979 la ki fè kreyòl lang ofisyèl nan lekòl. Se yon bon pa nan yon bon direksyon.

L'image qu'ils eurent de la Crête-à-Pierrot sur l'Artibonite à leurs pieds
En ce temps-là, le créole avait une grande Armée

L'image qu'ils eurent de la Crête-à-Pierrot sur l'Artibonite à leurs pieds.
En ce temps-là, le créole avait une grande Armée

[p. 131]

CHAPITRE 7 :

KREYOL PALE KREYOL KONPRANN *

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

You potre tè-jaden an Ayiti ¹

Depi jwèt la fè sa li gate Sen Domeng, lagè pete, blan kòmanse vole gagè, tout gro bitasion yo separe fè miyèt moso. Apre lendepandans, tout gouvènman ayisyen ki pase, eseye sou eseye mete plantasyon sa yo sou pie ankò. Sa pa janm mache byen. Jouk jounen jodi-a, tè toujou rete ti lo, ti lo... Ou gen you divizyon ti abitan : yo chak sou you ti kal tè. Yo met ansanm ak fanmi yo, yo travay di pou yo pwodui manje ak danre. Men abitan an, se bourikcharwa : li travay, chwal galonnen. Ou gen you bann lòt piyajè, pròp yo se ranmase, fè koutay. Konsa, rantie-a pase, li pran pa-1. Negosyan an pase, li pran pa-1, nèg k-ap bay ponya-a pase, li pran pa-1, leta pase, li pran pa-1. Apre tout "je retyen" sa yo, se you ti kras-bab ki rete nan men abitan an. Nou pa mete, nou pa wete : se sa ki mak fabrik problèm tè an Ayiti.

Dèske tè nan peyi-a separe ti lo, ti lo, rejim kapitalis la vi-n mal pou-1 derape nan you kondisyon konsa. Kapitalis la se dèyè benefis li ye, e lè ou gade kraze-kòb yo tap peye pou manje ak danre, nan pwen mwayen fè benefis. Anpil moun pat vle bay kò yo traka nan travay tè, paske sa pat rapòte anyen. Yo pi pito pran pòz koutie yo, lè konsa, yo mare moun kach. Men, depi 10 an konsa, pri danre ak manje sanble yo ta fè you ti monte. Sa ou tandè-a, tout kantite nèg gen tan kanpe byen ak rèk dèyè ti kal tè abitan an. Yo soti pou yo fè dappiyan sou li dékwa, ti kal pa ti kal, y-a vi-n monte yo menm de kokenn plantasyon, ki va bay gro randman.

* "You potre tè-jaden an Ayiti" ak "You ekonomi zonbi" De Atik sa yo parèt nan SEL, revy Nouyòk nimerò 30-31 p14-19 ak nimerò 33-34 p 2G-28, ane 76 ak 77.

¹ Atik sa-a, se you moso nan you koze Jòj Anglad ap prepare sou travay tè an Ayiti.

Men, akote ti lo tè abitan an, gen 2 lòt kalite tè-jaden, menm si yo pa parèt klè tankou ti kal tè abitan an : gen mwayenn propriyete ak gro propriyete mèt tè-a bay travay. Jaden sa yo, se pou you moun ki bay abitan an travay yo, akondiksyon abitan an bay mèt tè-a lajan, ou byen li separe rekòt la ak mèt tè-a. Nou kab di se you seri ti lo tè you grenn propriyete genyen, e li lwe yo bay abitan an. Epi ou gen mwayenn plantasyon ak gro plantasyon *mèt tè-a ap travay li menm menm*. Jaden sa yo, se mèt tè-a menm [p. 132] ki okipe yo. Pou-1 fè tè-a rapòte, li achte jounen nan men travayè andeyò. Konsa, pa pran youn pou lòt, gen mwayenn propriyete ak gro propriyete mèt tè-a lwe, gen mwayenn plantasyon ak gro plantasyon mèt tè-a travay li menm menm. Li bon pou-n konn sa, lè n-a gen pou-n kalkile you bon chanjman nan afè tè an Ayiti, chanjman yo konn rele refòm agrè-a. Men, rapò travay ki egziste nan 2 kalite tè sa yo, pote iliak *ti lo tè* paske se sa ki pi konsekan nan tè an Ayiti.

Si n-ap detaye problèm tè, non kab fè 7 chapit :

- 1) tè-a li menm,
- 2) zouti ak teknik pou travay tè-a,
- 3) kijan moun yo òganize yo pou travay la,
- 4) ki kantite, ki kalite manje ak danre moun yo fè sou tè yo,
- 5) kisa abitan yo kite pou pròp manje pa yo,
- 6) kisa yo fè sou tè yo kòm machandiz,
- 7) ki kalite koutay yo fè sou tè abitan an.

7 chapit sa yo pèmèt you moun pran, epi ranje tout kalite ransèyman ou kab jouenn nan mache chèche ¹. Konsa, ou-a kab konprann you kantite bagay :

- a) ki rapò-produksyon ki genyen ant tout moun k-ap viv sou travay tè,
- b) poukisa se ak mòd teknik sa yo abitan an sèvi pou-1 travay,
- c) kouman konmès-manje ak konmès-danre ajiste,
- d) poukisa gen plede-redi nan sosiete-a ant you group moun y-ap toupizi (ti abitan, abitan san tè k-ap vann jounen, ti machann, etsetera) ak you lòt group moun ki mèt jouèt la nan sosiete-a (negosyan bòdmè, gran don, bisismann, leta).

Natirèlman, gen esplikasyon nou mete nan tèl tèl chapit, men ki ta byen tonbe nan you lòt chapit. Sa pa vle di jan nou bati chapit nou yo pa korèk. Sa montre tou sinpleman kouman tout evènman k-ap pase nan you sosiete trese kou latanie, youn antre nan lòt.

¹ Nan atik sa-a, se 2 prernye, chapit yo sèlman n-ap etidie.

1. Tè-a li menm : you oganizasyon an karo-patat

1. 1. Ti lo tè abitan an

Se travay tè ki manman-grann tou sa Ayiti bay. Se gras a li abitan yo, kidonk 80% popilasyon an, rive bat ak lavi-a. Avèk lagè lendepandans (1791-1804), gro plantasyon kolon yo te disparèt. Menm lè sa-a, abitan an kòmanse reklame. Abitan an, devan afè tè-1 pa nan rans, se lavi-1 ki andanje. Li lite tout jan pou-1 sove tè-1. Se sa ki fè gouvènman ayisyen yo sètoblije kite gro plantasyon kolon yo separe ti lo, ti lo dekwa pou chak moun kab jwenn pa-1. Sa vi-n ban-n you òganizasyon an karo-patat.

Pou nou pa fè meli-melo pi devan, an-n chita sou 2, 3 mo nou pral sèvi avè yo. Mo sa yo, se zouti-n pou-n monte chapant agrikilti an Ayiti.

[p. 133]

ESPLWATASYON AGRIKÒL

You esplwatasyon agrikòl ¹ se youn ou byen pliziè ti moso tè, kote you sèl fanmi abitan ap travay. Nou kab pran-1 kòm mezi pou-n kalkile tout afè tè an Ayiti. Se konsa resansman 1950 ak resansman 1971 te konte tè nan peyi-a. Se apati sa you fanmi reskonsab, yo fè kalkil yo. Nou kab separe esplwatasyon agrikòl an 3 kategori :

a) Ti esplwatasyon agrikòl

Se youn ou byen pliziè ti jaden you fanmi abitan reskonsab, e ki pa rive mezire 3 ekta (apenn 2 karo 1/2).

b) Mwayèn pwopwiyete ak gro pwopwiyete ²

Mwayèn esplwatasyon mezire ant 3 ak 13 ekta (10 karo). Gro yo mezire ant 13 ak 25 ekta (19 karo), e pafwa plis. Pwopwiyete yo separe tè sa yo an pliziè ti lo, e yo remèt yo nan min abitan ki afèmen yo, ou byen nan min "asosie". Abitan an oblije travay pou mèt tè-a, li separe rekòt la avèk yo, ou byin ankò li peye mèt tè yo you lajan. Pou espikasyon nou yo kab pi klè, an-n rele tè sa mèt-li bay travay, "pwopwiyete". Biro estatistik an Ayiti pa kab di konbyen pwopwiyete ki genyen,

¹ Nou konnen, abitan an pa sèvi ak mo sa-a. Li di "jaden", ou byen "plas". Men si nou gade pblèm tè konsa, se paske li pèmèt non etidie pi byen rapò ki genyen ant travay tè you bò, ak tout rès pblèm ekonomik yo, you lòt bò.

² Isit la tou, pou nou esplike pblèm tè-a pi byen, n-ap sèvi ak mo "pwopwiyete", avèk mo "plantasyon" nan 2 sans diféran. Nou byen konnen, abitan an bay mo pwopwiyete-a you sans pi laj. Men sa va ede-n klèsi anpil koze.

paske pliziè moso tè fanmi ap travay kab pou you menm mè. Tè leta, se pi bon egzanp pwopwiyete, resansman pa ni konte, ni mezire-yo.

c) Mwayèn plantasyon ak gro plantasyon

Se mwayèn esplwatasyon ou byen gro-esplwatasyon mè tè-a travay li menm menm. Pou-1 fè tè-a rapòte, li anplwaye travayè, li achte jounen nan men yo. Pi bon egzanp nou genyen nan afè sa-a, se plantasyon pit ak plantasyon kann.

FANMI K-AP TRAVAY TÈ

You fanmi abitan k-ap travay tè gen ladan : abitan ki reskonsab jaden yo, ansanm ak tout moun ki viv avè-1, madanm, pitit, lòt paran ki nan kay la, epi tout lòt moun k-ap ede-1.

TI MOSO TE ABITAN AN

Se you ti esplwatasyon agrikòl, ou byen you pòsion nan you esplwatasyon agrikòl, men ki gen liziè-1 ; 2 moso tè kab nan you menm esplwatasyon, menm si yo pa kòtakòt, depi se you menm fanmi ki reskonsab yo.

1.2. Kèk chif sou tè yo (tablo-1)

91% esplwatasyon yo konte nan resansman 1971 gen mwens pase 3 ekta (2 1/2 karo), e yo konn gen pliziè ti lo tè ladan yo. Chak ti lo tè sa

[p. 134]

TABLO 1 :
Jan tè yo dekoupe dapre resansman 1971
(Sous : Institut Haïtien de Statistiques, 1973)

[Retour à la liste des illustrations](#)

Konbyen tè yo mezire an ekta	Konbyen ti moso tè	Konbyen esplwatasyon agrikòl	Konbyen ektanan peyi-a	Popilasyon total	Mwayèn ti moso tènan chak esplwatasyon	Konbyen you esplwatasyon mezire an mwayèn	Konbyen moun an mwayèn nan chak esplwatasyon
– 1	530.480	361.985	184.843	1.498.020	1.46	0.34	4.14
1-2	275.510	141.930	211.940	666.180	1.94	0.77	4.69
23	130.400	53.600	137.359	279.990	2.43	1.05	5.22
Total %	83,8%	90,6%	62%	88%			
3-4	74.390	27.370	96.762	143.800	2.72	1.30	5.25
4-5	29.340	8.440	38.790	48.000	3.48	1.32	5.68
5-13	68.220	21.210	149.988	128.120	3,22	2.20	6.04
Total %	15,3%	9%	33%	11,5%			
13-25	8.700	1.875	33.205	12.590	4.64	3.82	6.71
Plis pasé 25	1.190	300	10.629	2.320	3.97	8.93	7.73
Total%	0,9%	0,3%	5%	0,5%			
TOTAL	1.118.230	616.710	863.516	2.779.020	1.81	0.77	4.51
	100%	100%	100%	100%			

[p. 135]

yo fè you ekta mwens pase you karo, si you karo se 1.29 ekta), ou byen pi piti toujou. Si ou mete tout ti esplwatasyon sa yo ansanm, wap jwenn 62% tout tè yo travay an Ayiti. 88 % abitan ki travay tè viv sou ti esplwatasyon konsa. Tout ti esplwatasyon sa yo mete ansanm fè 84% ti lo tè moulap travay.

Chif sa yo montre-n jouk ki pwen tè abitan peyi d'Ayiti fè miyèt. Se rezilta tout istwa kouman moun rive gen tè nan peyi-a (ni istwa ekonomik, ni istwa sosyal). Pandan 30 ane, kantite tè moun travay an Ayiti pa vi-n pi plis. Se 870 000 ekta (674 418 karo) li toujou rete. Men, pandan tan sa-a, vi-n gen you milyon

moun an plis an Ayiti. Sa fè vi-n gen pi plis ti lo tè, men chak lo vi-n pi piti chak jou. Gin 1 118 230 ti lo tè ki fè 0,77 ekta chak (mwens pase 2/3 you karo).

Kounie-a, nan ti jadin sa yo, an-n pran sa ki gen mwens pase you ekta (you ti kras plis pase 3/4 you karo). Lè nou konpare chif 1950 ak chif 1971, nou wè mòd esplwatasyon sa yo toujou mezire apeprè 0,50 ekta (enpe plis pase 1/3 karo). Men, si yo te 176 497 ane 1950, nou ouè yo te 361 985 ane 1971. Ane 1950 yo te kouvri 88 249 ekta, ane 1971 menm, yo te kouvri 184 844 ekta. Sa vle di : gen anpil ti esplwatasyon ki te gen plis pase you ekta, ki vi-n pi piti nan fè pataj. Dapre jan dekoupay la fèt, se nan 2 sans afè tè ap mache. You bò, nou jwenn esplwatasyon k-ap fè pi plis ti miyèt chak jou. You lòt bò, nou wè ouè kèk noun k-ap chèche anpile tè youn sou lòt, dekwa pou yo vi-n gen gro plantasyon.

	Kantité esplwatasyon ki pa fè 1 ekta (3/4 karo)	Konbyen ékta yo mézéré	Konbyen chak esplwatasyon mézéré
1971 1980	1.976.497	88.249	0.50
	361.985	184.844	0.51

1.3 Abitan san tè

[Retour à la liste des illustrations](#)

Lè nou pran chif resansman ane 1971 yo, nou kab rive di konbyen abitan ki pa gen tè ditou. Nou pap pale de moun ki nan gro vil. N-ap pale abitan k-ap viv nan ti bouk, kote-k pa gen 300 moun. Ane 1971, nou kab di : yo te 655 900. Sa reprezante 143 540 fanmi. Se you batay san fen, pou yo rive jwenn you ti moso tè pou yo travay, ou byen pou yo tounen antre sou tè kote yo te mete yo deyo. Batay sa-a se tankou you fòs k-ap fè tè yo fè pi plis miyèt. Li ta bon pou-n konnen tou kouman yo fè pou yo viv. Kantite abitan san tè sa yo vi-n pi plis jou an jou, malgre tout Kantite abitan k-ap kouri al Pòtoprins ak nan lòt [p. 136] zile yo. Se group moun sa yo, kidonk abitan san tè an Ayiti, ki pi pòv nan pami tout abitan pòv.¹

	Kantité fanmi	Kantité moun
Popilasyon vil ak bouk ki gen pasé 300 moun	181.790	879.708
Popilasyon moun k-ap travay tè sou you esplwatasyon	616.710	2.779.020
Popilasyon abitan san tè yo pa rive mété ni sou you esplwatasyon ni nan you bouk ki pa rive 300 moun	143.540	655.900
	Abitan san tè	
Total pou peyi-a	942.040	4.314.628

(Chif "Institut Haïtien de Statistiques", 1971)

¹ Gen lòt moun di deja ekri sou abitan san tè. N-ap sonje Jera Piè-Chal ak Jeral Brison. Chif Anglad bay yo, se sa resansman yo mete deyò.

1.4 Mwayenn plantasyon ak gro plantasyon

Resansman 1971 nan bay 300 esplwatasyon ki gen pase 25 ekta (19 karo), nan tout peyi-a. Ou ta di, an mwayèn, yo chak divize prèsk an 4 moso (3,97). Nou tou wè chif sa yo dròl. E pakèt ankèt ki fèt nan divès rejyon peyi-a montre yo pa kab laverite. Nan resansman 1971 nan, men kouman yo te fè : yo te egzaminen you esplwatasyon sou 10. Methòd sa-a kab bay bon rezilta pou ti esplwatasyon yo, paske se prèske menmi bagay toupatou. Men, pou mwayenn esplwatasyon yo, ki gen you dizèn ekta ak gro plantasyon yo ki gen pliziè santèn ekta, li ta nesèsè pou yo fè you ankèt espesyal, paske kalite plantasyon sa yo, se nan kèk zòn, kote ki gen bon tè ase, ou jwenn yo. An plis, li difisil pou ou dekouvri inwayenn ak gro pwopwiyete yo, paske yo kamoufle ; kòm se divès fanmi ki travay sou yo, ou pa toujou konnen si se pou you menm mèt yo ye.

Pou-n montre kouman metòd resansman 1971 lan pa bay bon chif sou afè gro pwopwiyete ak gro plantasyon, nou kab pran ka Depatman Lwès, kote nou jwenn Plenn Leoga-n ak Plenn Kildesak. Dapre resansman an, pa gen okenn pwopwiyete ou byen plantasyon ki depase 20 ekta. Men, an reyalyte, nan Depatman Lwès la, gen pliziè dizèn pwopwiyete ak plantasyon ki mezire pliziè santèn ekta, men chak fanmi abitan reskonsab kèk ekta sèlman.

1.5 Tè abitan an ap tounen miyèt pandan you seri moun ap cheche fè gro plantasyon

Poutèt tè yo fè pakèt ti moso, ou oblije plante ladan yo plant ki bay nan ti moso tè. Ti sa li fè-a pa gro. Se you pakèt ti lo danre, ou byen ti lo manje, li pote nan mache ; yo si tèlman piti, sa pa parèt anyen. Se you kokenn dezavantaj, paske moun k-ap achte nan men abitan yo, yo fè you gwoup, kote gen you seri moun anro ak you lòt seri anba, kote youn ap achte nan men lòt. Nan pakèt antre soti sa-a, anpil kout ponya, anpil benefis sou tè abitan an. Konmès yo fè ak pwodui abitan an, se tankou you antonwa, ki gen you diòl laj ak you diòl sere. Danre abitan an tonbe nan diòl laj la ti tak pa ti tak, men lè tout sanble ansanm, li soti pwès nan diòl sere-a pou avantaj gro konmèsan yo, ki kab fè milyon ven.

An merun tan tè abitan an ap fi-n depatcha, bon tè yo ap fè pil sou pil nan men 2, 3 moun. Gin de lè se you kout lajan yo fè sou do abitan an, tankou nan Plenn Latibonit. Anvan Pelig, gen moun ki achte kont tè yo a 1 dola pou 1 ekta (3/4 karo). Kounie-a menm, karo tè sa yo kab vann ant 800 a 1000 dola. Gen de lè se dappiyan yo fè sou tè abitan an : yo sezi tè-1 poutèt dèt li genyen nan pran ponya. Nan tè kafe Depatman Sid la, [p. 137] anpil fwa yo fé desant-deliè pou yo sezi tè abitan konsa. Gen de lè, yo mete abitan an deyè sou tè li, pou gro konpayi kab tabli. Tout moun sonje istwa SHADA. Gen de lè tou, se otorite ki mete men sou tè leta. Kapab gen 2, 3 moun tou ki achte nan bon kondiksyon, men se youn youn.

Antouka, se pa ni 2, ni 3 gro pwopwiyete ak gro plantasyon yo rive mete sou pie nan peyi-a. Jouk kounie-a, nou pa kab di konbyen yo ye, ni konbyen yo mezire. Men, nou gen dwa sipoze, nan plenn byen rouze ak nan tè mòn ki fe kafe, gro pwopwiyete ak gro plantasyon deja fè 1 200 000 ekta (924 031 karo), ou byen yo nan rout. Sa vle di : 15% tout tè ki nan peyi-a. Chak jou y-ap vi-n pi plis, e se ti esplwatasyon yo ak mwayenn esplwatasyon yo k-ap peye sa.

2. Mwayen demode pou travay tè

2.1 Zouti tan lontan

Tout mwayen you abitan genyen pou travay tè, se kèk vie zouti ase : pi souvan, manchèt ak rou. Poutan, li konn chari, fouchèt, etsetera, lè yo konn vi-n fè demonstrasyon devan-l. Pandan 30 ane e pik, you pakèt group etranje vi-n fè demonstrasyon lakay li, pou montre-l sèvi ak lòt kalite zouti modèn. Plis toujou, li rekonèt gen you pakèt bon mwayen pou tè-a ta bay pi plis : fimye, angrè, bon kalite plan, pepinyè. Li rekonèt bon randman zouti ak materio ki sèvi nan lekòl teknik, nan jadenpilòt, nan lòt aktivite pou gaye nouvèl sou lòt jan yo kab travay tè. Si li pa gen chari ak machi-n pou nivle tè-a, si li pa gen angrè, se pa paske li refize chanje, ni se pa paske li sòt, ni se pa Bondie Ki vle sa fèt konsa, men, se akàz tout kondiksyon ki bloke travay tè, lè se you pakèt ti lo tè abitan an ap travay. Mouvman k-ap fèt kounye yo montre kouman abitan an refize mache nan program y-ap ofri-l pou-l ta fè tè yo rapòte pi plis. Li refize mache, paske li konnen, avantaj la, se pa pou li an premye, men se pou leta, se pou mèt izi-n, se pou tout kantite moun k-ap fè konmès ak sa li fè sou tè-l la. Reyèlman vre, se you lè konsa, li profite kichòy ladan yo.

2.2 Esperians devlopman yo pa rive lwen

Sa mèt tè-a pran sou abitan an, mete ak benefis tout kalite konmèsan fè sou tè li, plis taks leta, tou sa fè you pakèt richès ki soti nan men abitan an, e li rete jis avèk sa ki pèmèt li pa mouri, li menm ak fanmi li. Nan sitiyasyon sa-a, nan pwen mwayen fè ekonomi.

Si ou pran tout peyi-a, ou gen dwa di gen you ti lo tè sèlman sou 1 000 ki an rapò ak santèn projè tout kalite ki nan min you 300 òganizasyon konsa, e k-ap travay, yo chak apa, san rapò youn ak lòt ; 2 ou 3 projè ki reyisi interese abitan an, se sa ki rive bese pouvwa moun ki bay ponya ak pouvwa konmèsan yo. Lè sa-a, moun ki nan projè yo kab konmanse okipe fè tè bay pi plis randman, e se lè sa-a, abitan an kab interese. Group etranje yo menm, kab bay you kout men pou you moman, nan kèk ka, e se papjanm you konkou konsekan.

[p. 138] Sa se you bagay ki klè : òganize mas abitan yo, mete ti kominote kanpe, gaye metòd ak mwayen pou montre tè-a kab bay pi plis randman, montre abitan an kouman pou-l separe sa li fè nan jaden-l, e fè règleman sou koze sa-a,

etsetera, tou sa, se travay politik Ayisyen. E se Ayisyen sèlman ki kab regle pwoblèm sa yo, paske sa mande anpil jefò, sa mande anpil kalite pou ou kab konprann pèp la, sa mande tou pou ou mete you bon pati peyi-a an mouvman.

2.3 Abitan pa gen mwayen achte ni zouti, ni angrè

Gen gro diferans ant pri abitan an touche pou rekòt li ak sa mwayen modèn pou travay tè koute. Chak ane, abitan an fè mwens kòb, chak ane, pri zouti, angrè, etsetera, ap monte. Sòt ane 1970, rive ane 1976, pri zouti, angrè, semans, monte 3 fwa plis Pòtoprins. Nan provens menm, se pi rèd : sa ou peye pou kamyon, ak benefis revandèz, fè pri yo vi-n 25% pi ro. Kwak moun ki nan konmès machandiz pou jaden pa peye taks, konmèsan yo mete gro diferans sou sa y-ap vann, paske swadizan pa gen anpil moun ki achte.

2.4 Dlo, soley, debwazman : pakèt problem

Mwayen ki egziste pou rouze tè, fèb anpil. Epi, kanal ak rigòl konn rete lontan san yo pa mache. Koze lapli ki kab tonbe e ki kab pa tonbe tou, se you gwo tèt chaje pou zòn kote konn gen sechrès ou byen anpil dlo. Lè abitan an pou kont li, li pa gen mwayen jwenn dlo dapre bezwen-1. Pou kounye-a, afè dlo lapli k-ap pote bon tè ale, se you gro tèt chaje (se sa yo konn rele erozyon), e nan pwèn mwayen pou enpeche sa fèt, poutèt tè abitan an se you pakèt ti moso tè. Gen kèk projè 'devlopman' ki fè-n wè, lè moun you menm seksyon mete ansanm, yo kab rive jwenn pi bon mwayen pou travay tè, pi bon zouti tou, ak pi bon rezilta nan afè dlo-a, depi yo jwenn you souf nan men konmèsan ak nan men lòt moun ki konn souse yo.

2.5 Travay tè jis pou sove lavi

Nan ti esplwatasyon agrikòl la, kote se manchèt ak rou ki ala mòd, abitan an sèvi ak mwayen demode pou-1 travay tè-1, men li plen lespri. Ou wè jan li travay tè-a, jan li plante anpil bagay sou you menm moso tè¹. Se you ladrès li fè avèk you pakèt ti mwayen wòwòt sou you ti moso tè tou piti. Sa pèmet li debat ak lavi-a, nan mizè, san okenn defans ni devan lapli, ni devan sechrès.... e wa di 1-ap deperi ansanm ak tou sa ki anvironnen-1. Konsa, se you pakèt problèm abitan an ki sou ti moso tè-a genyen, e sa fòse-1 fè tè li travay tout jan, pou-1 fè grapiyay ba-1 you ti randman kanmenm.

¹ Gade nan Liv yo rele, "*L'Espace Haïtien*", paj 107-108, n-a jwenn plizyè esplikasyon sou jan abitan an gen ladrès nan travay tè-1. Li plante plan ki pwodui anba tè (patat, rnanyàk), ki pwodui anro tè-a menn (jiwoumou), ki pwodui anlè, jiska 2 mètr konsa (mayi, pitimi), ki pwodui jiska 10 mètr konsa (mango, pie kokoye). Ki pwodui pre Kay li (piman, berejèn), you ti jan pi lwen (piebwa ki bay fwi), nan jaden an menm (mayi, pitimi, etsetera). Li plante plizyè bagay, dapre sezon yo.

[p. 139]

AYITI : YOU EKONOMI ZONBI

Anpil fwa, nou tande yo di Ayiti se you peyi sou-devlope. Kisa yo rele sou-devlopman an ? You peyi sou-devlope lè ekonomi peyi-a domaje, paske dèt peyi reyisi fè dappiyan sou konmes, sou richès, sou politik peyi sa-a, e yo vi-n mete-l nan yori sitiwayon restavek. Se pozisyon restavek sa-a ki pete yon seri bagay : moun manje mal, pi fò pèp la pa konn li, 2-3 negosyan ak espekilite ap fè milyon-ven sou do pèp la, klas sosyal ki gen pouvwa-a nan men-l la déyo pou fe moun mache pa do, ékonomi peyi-a sou branka moun lavil sou do abitan tankou sansi, teknik pou travay tè yo machoket, etsetera. Kidonk yon peyi sou-devlope, se you peyi restavek ki sètoblige travay pou gran moun li, olie li travay pou tèt pa-l. L-ap travay pou regle zafè etranje, olie li regle zafe prop pitit peyi-a.

Ayiti anba pat etranje

Pou-n klè sou sa nou sot di-a, an nou gade 3 epok nan istwa peyi d-Ayiti : lè se panyol ki tè mèt jouet la, le se la Frans ki te met jouet la e le Ayiti vi-n endepandan.

PANYOL

Soti 1492 rive 1530, Panyol deklare se yo ki "jwenn" peyi-a, kidonk se pou yo li ye. Yo sentre bas Endyen yo, fè yo fè travo fose, e benefis travay la al nan poch yo. Se lò panyol yo te bezouen, Ispaniola setoblige bay lò. Pandan 30 ane Endyen ak là se te tankou 2 bra you vye moulen-boua k-ap travay pou Panyol. Jou youn nan bra moulen an ta kase, moulen pa kapab mache anko. De-twa vil ki te genyen epok sa-a, se te poukote yo tap anbake lò voye an Espay. Toupatou anndan peyi-a, yo te oganize eskwad Endyen, gason kou fanm, granmoun kou timoun, pou brote lò-a soti nan rivye-yo. Menm bagay pou yo te manje yo pat fè jef òtravay tè. Se ti salezon ki tap soti an Espay ki te anpeche moun yo moun grangou. Sa-a, nou kapab di se dènye stad restavek la.

FRANSE

Vè 1 600 konsa, Franse foure pie-l nan jouèt la. Yo koupe Panyòl you panzou, yo pase yo pran peyi-a. Se menm kout baton an. Gen 2-3 ti bagay sèlman ki chanje : a) se kafe, sik, koton, digo Lafrans te bezouen, enben sen Domeng pral founi dante sa yo ; b) Kòm Panyòl te fi-n dechèpiye tout ras Endyen, enben yo voye chèche Nèg Lafrik-Ginen. Lontan, 2 bra moulin an se te là ak Endyen,

alèkile se Nèg ak danre. San youn, lòt pr...b mache ; c) Blan franse louvri bitasyon e yo genyen kantite esklav k-ap ...vay pou yo. Malgre sa, peyi-a pa produi anyen ki ta pèmèt moun yo byen manje.

Natirèlman, dapre Lafrans, ekonomi peyi-a an flèch. Men, an reyalite, ekonomi peyi-a domaje, li gen you fòs-kote : Sen Domeng ap travay pou peyi. Eròp yo ki te bezouen sik (1670), kafe (1740), etsetera. Travayè yo pa janm pran fre lajan an. Moun k-ap profite, se kolon yo, sibreka batiman yo, negosyan ak revandè an Frans. Kidonk mwenn ti bri ki gen an Frans [p. 140] pote kout loraj Sen Domeng : ni kout-lajan k-ap fèt, ni vil k-ap bati, ni deblozay kolon yo pral pete an 1790, tout se konsekans pozisyon restavèk sa-a Sen Domeng trouve li ye pa rapò Lafrans.

EROP-ETAZINI-TIOUL AYISYEN

Lè pou independans fèt, jwet la gate : kesyon tout bagay pou al an Frans lan, se bliye sa. Grès kochon an fèt pou-l kuit kochon an : tout popilasyon peyi-a (1/2 milyon moun) pral viv sou ti ekonomi an jan li te ye-a. Min pa kwè se miaou : 1) Pandan 150 an, se sik, kafe, koton, koloni-a te konn bay. Li pat fouti trapde vi-n produi tou sa pèp la ta bezouen. 2) Mesie ki vi-n mèt jouèt la kounie-a eseye remnèt menm katon an, men nan interè pa yo sèlman : yo vann danre abitan an bay ak Langletè, y-achte kèk machandiz, e yo kenbe benefis la nan pòch yo. Nan kòmansman 20èm sièk la, se Etazini ki vi-n pran plas peyi Eròp yo. Se yo ki kontrole ni machandiz k-ap antre, ni machandiz k-ap soti nan peyi-a. An 1915, yo okipe peyi-a. Lè yo prale, yo òganize lame pa yo, politik peyi-a vi-n rele yo chèmèt – chèmètrès. Kifèla-a, Ayiti pa tioul ankè, Ayiti tounen zonbi.

Kouman etranje domaje-n ?

Si nou eseye prije tou sa nou sot di-a, n-ap wè gen 3 gro pwen peyi etranje yo mare pou domaje ekonomi peyi-a

- Yo òganize yo pou yo mete pie sou kou ou.
- Yo òganize yo pou yo eksplwate ou.
- Yo òganize yo pou yo mete chenn nan pie ou.

KI JAN YO METE PYE SOU KOU OU'

Sa klè kou dlo kokoye kouman 2-3 peyi etranje rive met lapat sou politik pèyi-a. Nou wè te gen you epòk Lafrans ak Espay te reyisi mete peyi-a nan dènie stad restavèk ki kab genyen. Anvan pou you peyi soti nan stad sa-a pou li rive vi-n gran moun tèt li, li gen pase 14 estasyon pou li pase. Sitou si ekonomi-l gen fòs-kote. Enben, se premie bagay lòt gro peyi yo chèche fè. Yo pran you pòz "pratik" ak ou, 2-3 ti danre ou genyen yo, se lakay yo pou ou pote yo. Epi, se yo menm

sèlman ki gen dwa vann ou machandiz. Afè zanmiray sa-a, se menm kalite zanmiray ravèt genyen ak poul la. Se ti peyi-a ki toujou anba paske li pa gen okenn kontròl sou pri machandiz yo. Ou kab rete jodi-a ou tande pri kafe tonbe, paske gro pratik ou deklare li pa bezouen kafe. Lè konsa, ou pa vann, ou pa kab achte non plis. Si okontrè ou te gen 20 danre nan bak ou, chak ta konte 5% nan sa ou gen pou vann, biznis ou ta pi asire. Si you lanne, kafe pa fè pri, pa ta gen rèl kay Makorèl.

Problèm lan gen you dezièm ne : se afè fè presyon sou peyi-a. Pa ekzanp, pase 50% konmès Ayiti, se ak Etazini li fè-l. Ou tou konnen Meriken kapab kaponnen-n jan li vle. Se pa Ayiti sèlman ki nan ka sa-a. Se regleman jwèt la pou tout peyi sou tè-a. E gen de fwa batay konn leve. Gro peyi yo eseye poze kazèn douvan ptò you ti peyi. Kidonk, dèske you ti peyi [p. 140] pa gran moun lakay li, se deyò ou kab konnen pouki rezon tèl bagay ap pase anndan.

Genyen you twazièm kòd etranje pase nan kou ou pou yo mennen ou nan chemen jennen : se òganizasyon konmès la. Si ou pran bagay Ayiti kab vann, kit se kafe, kit se pit, luil sitron, luil vetivè, boksit ou kuiv, tout se konpayi étranje ki fè jis-pri yo. Kidonk, se nan interè-yo yo fè regleman. Si ou pran machandiz ki sot aletranje, se toujou menin konpayi yo ak kèk aloufa ayisyen k-ap fè mago lajan sou sa. Menm nan mache riral, mesie yo mare moun, paske, gade, abitan an travay fè ti viv li sou you ti pòsyon tè gro kou you plan men. Rekòt la deja pa gro, se li pou tout popilasyon an manje. Se sou li pou espekilatè fè pa yo. Lè abitan an pa gen tè ankò pou-l travay, li sètoblije al antere kèl nan lakou-foumi Pòtoprins, al travay di pou 2 dola pa jou nan faktori.

KI JAN YO EKSPLWATE NOU ?

Lè you nonm mete you kòb deyò, sa ki interese-l, se fè kòb la fè pitit. Se pi byen kontan-l sa lè kòb la fè anpil pitit. Se menm bagay, lè peyi rich yo fè you kout lajan nan you peyi sou-devlope. Yo deyé fè you kokenn benefis san pèdi tan. Kidonk, se pa biznis pa yo si peyi-a li menm pa profite. Nou vle you ekzanp ? An-n pran afè touris la nan tout zòn Karayib la : kilès ki pi profite bagay sa-a ? Se gro zouzoun etranje yo.

Lè you moun ap gade koutay peyi rich yo fè sou tèt peyi sou-devlope yo, soti 1950 rive 1970, ou konstate benefis sa yo fè 3 fwa lavalè kòb yo te mete deyò. Kifèla, si you gro peyi depanse 100 milia nan you peyi soudevlope, se 300 milia li rapòte. E kokenn benefis sa-a pa rete nan peyi-a : yo voye-l al sere nan peyi pa yo. Kidonk, se pa Bouki ki sou do bèf la, se bèf la ki sou do Bouki.

An-n pran you lòt ekzanp : afè faktori k-ap pouse kou djondjon an Ayiti-a. Ki sa ki pote mouvman rale-mennen-vini sa-a ? Nan you peyi kote ekonomi-a anfòm, yo sètoblije bay travayè yo ogmantasyon detanzantan. Sa fè benefiz bòs la bese. Enpi tou, anpil travayè pa vle fè vye diòb sa yo ankò, se travay nan move kondisyon. Men nan peyi kote lavi-a difisil, travayè yo aksepte redi pou you ti kraze kòb. San Konte, gouvènman an bay bòs la anpil avantaj. Kòb pou misie ta

depanse pou-l bati you bon jan enstalasyon an, li mete-1 nan pòch li. You pati naan kòb pou-l ta nòmman peye travayè yo ale nan pòch li tou. Kiféla, bès la fè dekabès.

Gen you lòt kote ankò peyi etranje yo fè 2 pwen sou nou : se nan konmès la. Balans lan gen you fòs-kote ki, jou an jou, pi anraje. Sa ou-ap vann lan pa janm gen menm pèz ak sa ou-ap achte-a. Pa ekzanp, an 1950, ou te bezouen lajan 1 000 sak kafe pou ou achte you traktè. An 1960, ou vi-n bezouen lajan 2 000 sak kafe pou ou achte menin traktè-a. An 1970, se pri 3 000 sak kafe ki kapab ba ou you traktè. Se konsa pou tout bagay. Gro peyi yo vann machandiz yo tèt-nèg, yo achte pa-n yo pou po-patat. E kòm yo pran pòz pratik yo ak nou, li difisil pou nou wete yo nan kòsaj nou. Lè you peyi rich di 1-ap "lonje men" bay you ti peyi, li tou profite tòde bra-l, fè-l achte you kantite batanklan li pa bezouen, osnon fè-1 peye [p. 142] byen chè bagay li bezouen. An franse, yo rele sa you "aide liée". Nou ta kab rele-1 you "ponya entènasyonal".

KI JAN YO METE CHENN NAN PYE-N ?

Non sèlman peyi rich yo anpeche ekonomi ti peyi yo al pi devan, pi mal toujou, yo anbreye-1 sou bak. Se souse y-ap souse ekonomi an. Jou an jou, ti peyi yo ap vi-n pi fèb, y-ap pèdi plis richès. Yo kalkile kouman, chak ane, you peyi rich fè you koutay 5 dola sou tèt chak abitan nan you peyi soudevelope. Sa vie di you peyi tankou Ayiti pèdi 25 milyon dola chak ane.

Chak jou pi gray

Nan kondiksyon sa-a, nan pwen mwayen pou you ti kòb rete nan peyi-a. Apre tout kalte depans ki fi-n fèt, anyen pa rete nan kès leta. Si ou te kapab sere you ti lajan, chak ane ou ta mete sou li, jouskaske li ta vi-n bay you bon mago. Mago sa-a, ou ta fè-l travay pou devlope peyi-a. Men anyen pa rete. Nan pouen mwayen sere. Okontrè, se sou dèt ou ye. Olie nou genyen, se pèdi n-ap pèdi : an 1950-1954, you Ayisyen te konn fè, an mwayèn, 388 goud pa an. An 1965-1969, li fè 345 goud pa an. Sa vle di bagay ap vi-n pi mal.

Fò-n di tou gen you group moun ki pran peyi-a pou yo sèlman. E group moun sa yo pap chèche fè lajan an travay pou devlope peyi-a. Se wè yo bezouen fè wè : bati chato-kay, achte bèl machi-n. Osnon se ranmase lajan voye al sere nan bank aletranje. Men tout lajan sa-a, se sou do mas pèp la yo fè li. Abitan nan peyi d-Ayiti, se bèf charwa. Yo bourike, chwal galonnen.

Ki jan richès nan peyi-a separe ? You ti pòsion moun soti ak pi fò bagay la. Kòm moun sa yo, se sou koutay yo viv, se chen-chasè peyi etranje yo ye, se pa yo menm k-ap janm ede peyi-a leve kanpe.

Tout pwoblèm sa yo, se you grenn bagay ki lakòz yo : sitiyasyon restavèk Ayiti trouve li ye pa rapò kèk peyi tankou Etazini. Jou sitiyasyon sa-a va fini, anpil pwoblèm tou va kaba.

JÒJ ANGLAD

[p. 143]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Kat espas Kreyòl ak bou-jaden, mache, abitan, konmès madan-sara...

[p. 144]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Parmi les thèmes qui font préoccupation commune au pays et en diaspora, quelques-uns comme les boat-people, le créole, la présence étrangère semblent caractériser la relation profonde et parfois la démarche convergente qui s'est établie entre ces différents lieux d'où l'on parle le devenir du peuple haïtien.

Le phénomène des boat-people est, à n'en pas douter, le plus explosif de la conjoncture haïtienne. Sur un fond de tragédies marines depuis cinq ans, chaque accident, chaque drame, soulève une vague d'indignation. L'événement interpelle et la mauvaise conscience des Amériques cherche à comprendre comment et pourquoi en pleine Caraïbe l'inouï s'est installé.

D'autre part, une montée de plus en plus ample de voix réclame pour le créole, langue du peuple haïtien, un statut de pleine reconnaissance et une utilisation prioritaire dans toutes les communications nationales afin que 95% de cette population ne soit plus, chez elle, étrangère.

Au ras des événements et de leurs sollicitations, quelques extraits des interventions qui trament, au jour le jour, cette chronique d'outre-misère haïtienne.

Pourvu que nous fassions très vite pour leur éviter encore pire

[p. 145]

CHAPITRE 8 : CHRONIQUE D'OUTRE-MISÈRE *

1. *Changer le lieu du discours*
2. *Études créoles et développement*
3. *Le Créole aux Îles Seychelles*
4. *Légende pour dire une nouvelle carte*
5. *Pour les morts*
6. *Pour la géographie*
7. *Le discours communautaire*
8. *La présence étrangère en Haïti*

1. Changer le lieu du discours*

UN NOUVEAU DISCOURS

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Un changement de régime, tout en n'étant pas suffisant pour être un projet de société, est un préalable minimum pour espérer un développement en Haïti. L'alternative suppose une double rupture d'avec la "cleptocratie" actuelle et les théories de la croissance des modèles venus d'ailleurs ; ces dernières portées par les bourgeoisies gouvernantes et les petites-bourgeoisies régnautes deviennent l'essentiel des discours sur le développement qui, en fait, ne sont que des discours sur le "développement" de ces factions.

Il faudrait donc dé-centrer, changer le lieu de parole et élaborer un discours d'émergence et d'épanouissement des paysans, des travailleurs, des *djobeurs*, un discours qui, tout en écartant les schèmes classiques et dogmatiques imposés par les sous-développeurs internationaux, porte sur le bilan de la pratique des classes opprimées comme point de départ d'un renouveau démocratique et économique.

* Sur la relation "Culture et Société en Haïti". Entrevue par Kambayi Bwatshia. CECI, mai 1981, p. 16-17-18.

COMPRENDRE LA DICTATURE

La dictature c'est la manière pour un groupe au pouvoir de se comporter pour être le relais des commandes des tuteurs de tous azimuts. Elle n'existe [p. 146] que dans la mesure où une "Équipe" se fait le porte-bâton excessif et attentif de ces sollicitations internationales de tous acabits. En Haïti, la dictature est un pur produit de la dépendance de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie ; c'est la garantie traditionnelle de son maintien au pouvoir.

Ce qui est inquiétant c'est de voir que dans le discours courant, de l'opposition aussi, le phénomène dictatorial est pensé "à l'interne", sans aucune référence à ses relations avec le projet néo-colonialiste des "grands" pays. Il faut, donc poser le problème de la dictature, de droite ou de gauche, en termes nouveaux, ses *internalités* aussi bien que ses *externalités* et se répéter qu'elle ne mourra jamais de sa belle mort.

RÉVISION DE LA VIE QUOTIDIENNE

La vie quotidienne haïtienne est très différenciée et très diversifiée selon les groupes et sous-groupes de la société. Cette emprise du quotidien a pour effet de masquer les questions fondamentales d'un écran mythique pour la réalisation de la richesse au profit d'un petit nombre. Ainsi on dira partout, et tous diront, que les paysans déboisent alors qu'ils n'ont jamais déboisé, eux qui ne sont ni responsables, ni bénéficiaires de cette activité ; mieux on a fini par faire croire aux paysans qu'ils déboisaient, eux qui sont les seuls reboiseurs de ce pays. On dira également qu'il n'y a plus de vivres ou de denrées parce que les paysans ne travaillent plus, alors que bien au contraire, il n'y a de manque que parce qu'ils ont trop travaillé *pour les autres*. Là aussi, et malgré les réticences de partout, il faut une re-lecture de la pratique de la vie quotidienne.

EXPLOITATION ARTIFICIELLE DU VODOU

Le politique exploite, non le vodou lui-même, mais son "paysage" et son "spectacle" pour impressionner, non le paysan, non le *pays profond*, mais ces autres catégories sociales qui accordent une importance mystificatrice et politicienne à ces jeux de surface. À ce niveau, jamais le duvaliérisme n'a touché aux structures, mais seulement aux "reflets" et aux "inscriptions" du vodou pour intimider ceux qui pourraient prétendre secouer son pouvoir politique. Ce qu'est le vodou reste encore à découvrir, comme d'ailleurs tout ce qui est le *pays profond*.

QUESTION DE COULEUR : UN OUTIL DE POUVOIR

C'est une question sérieuse en tant que telle, mais elle n'est pas fondamentale et elle est enracinée différemment dans chaque catégorie sociale. Elle reste un des outils principaux de la dynamique de la classe politique mais elle n'est nullement une obsession des groupes dominés. Sa fonction principale est d'évacuer les interrogations capables de mettre l'idéologie dominante en question, ce que *noiristes et mulâtristes* craignent par-dessus tout. Tant qu'il n'y aura pas d'éclatement, c'est-à-dire prise de parole des sans voix et geste nouvelle, le couple *noirisme-mulâtrisme* restera une clé majeure du fonctionnement du pouvoir et de l'opposition. C'est un des mythes fondateurs du politique produit pour ceinturer les privilèges auxquels n'accèdent pas les [p. 147] 90% de la population, ces misérables plutôt "quêteux" d'une survie minable qu'amateurs de ce jeu de société qu'est le *spectre des couleurs locales*.

UNE INVITATION

Certains doivent saisir le sens de leur métier de clercs. Il faut qu'ils/elles changent le lieu de leurs discours pour se mettre à l'écoute du *pays profond* et se faire traducteurs des aspirations et des pratiques des masses populaires pour enfin initier l'aventure de la construction "en théorie" de la crise des années 1980-2000, base de sa destruction "en pratique" cette fin de siècle.

Si la rupture est au bout d'une *audace organisationnelle*, l'alternative est au bout d'une *audace conceptuelle* ; cela ira ensemble ou n'ira pas du tout.

2. Études créoles et développement en Haïti *

Géographe de formation, intervenant sur le réel haïtien, je ressens le besoin de fournir un guide pour d'audition de mon thème, car je crains que ma partition ne soit prévue que pour l'accompagnement du chant des linguistes et des littéraires puisque c'est la langue créole qui sert de commun dénominateur pour l'identification des espaces étudiés.

Si je n'ai pas trop de mal à remplir de sens l'expression "développement", j'avoue cependant une difficulté dans sa mise en relation avec "études créoles". Qu'il s'agisse restrictivement de langue et de littérature, ou qu'on propose ce terme pour parler de l'organisation des sociétés ayant eu en commun la production de cette langue, la prétention de dominance de la linguistique demeure.

* Comité international des Études créoles. Seychelles 20-27 mai 1979. Colloque sur "Études créoles et développement".

La problématique à construire devra répondre de ce commun dénominateur (?) de langue dans le développement de sociétés, somme toute actuellement assez dissemblables, des zones Américano-caraïbes, de l'Océan Indien et, j'ajoute, de leur *diaspora*.

Précisons également, ne pouvant éviter toutes les expressions du champ conceptuel de la linguistique, que je prends la liberté de dire, par exemple, langue créole ou parler créole, sans option péjorative et sans prendre parti dans ces débats théoriques qui ne me sont pas familiers.

Le problème : La promotion de la langue créole peut-elle être autre chose qu'une variable dépendante de la promotion du créolophone ?

Les études sur le parler créole jouissent d'une faveur nouvelle, et probablement dans la décennie à venir le créole sera, en Haïti, de plus en plus utilisé, notamment dans les différents niveaux et types d'enseignement. Dans la diaspora d'un million d'Haïtiens, le créole est devenu aussi, de plus en plus, la langue régulière des communications publiques à la radio et dans les journaux, dans les cours et les conférences. C'est indiscutablement deux aspects positifs d'un même mouvement d'authentification.

[p. 148] Cependant une mystification énorme guette ces débats, apprentissages et travaux en langue créole : le contenu des discours est, dans le meilleur des cas, étranger à l'environnement de l'unilingue créolophone, et le plus souvent, franchement dévalorisant et néfaste, charriant des modèles de croissance imposés d'ailleurs et les perspectives traditionnelles et développementistes des classes dominantes. Tout ceci est d'autant plus pernicieux que présenté sous couvert de "défense et illustration" de la langue créole.

Notre question de géographie est : que faire pour contribuer à ce que le dire en créole ne soit pas un nouveau cheval de Troie facilitant la déstructuration des modalités de production des paysans parcellaires, de commercialisation des vivres des marchandes et de service des *djobeurs* du rural et de l'urbain ?

Il nous semble important d'insister sur les contenus que l'on véhicule dans cette langue car c'est en créole que se sont toujours exprimés les discours aliénants et démagogiques qui prennent les créolophones pour masse de manœuvre politique et chair à canon, pour clientèle captive de traductions et d'émissions abusives, pour consommateurs potentiels de productions matérielles et culturelles douteuses.

Une promotion pertinente du créole peut-elle être autre chose qu'une variable dépendante de la promotion du créolophone ? Inquiétude à laquelle prend part la sagesse populaire qui se défend bien des subtilités du rapport entre français et créole : *pale franse pa di lespri, pale kreyòl pa di pèp la pral jouenn delivrans*.

Le corollaire obligé des études sur le parler créole en Haïti est la reconnaissance des créations de la civilisation des créolophones comme racines du développement. Autrement, *se lave men siye atè*. La contribution des études de l'espace à la mise en relation du créole au développement passe nécessairement par la recherche des accumulations locales des savoir-faire et leur articulation en un ensemble qui fonde les bases d'un projet de société renouvelée.

Notre cheminement sera donc de d'abord tenter un essai sur la conjoncture que vivent les créolophones à ce tournant des années 1980 pour arriver à offrir aux études sur le parler créole la matière première à travailler pour qu'il y ait adéquation entre la langue utilisée, l'environnement de l'utilisateur de cette langue et les possibilités de développement de ce dernier.

Une manière de rupture d'avec cette vogue sur le *parler créole* qui fait trop souvent *silence sur l'espace créole*.

3. Le créole aux Îles Seychelles *

La question du créole est à l'ordre du jour en Haïti. Comment d'autres pays à population créolophone ont-ils abordé [p. 149] et, dans certains cas, résolu le problème linguistique ? Pour un pays comme Les Seychelles, dans l'Océan Indien, le débat ne se situe plus au niveau du choix de la langue. Le choix est déjà fait. Ce qui est en jeu maintenant c'est la nature du message véhiculé par la langue et ses incidences sur le développement du pays.

Adeline Chancy a interrogé Georges Anglade, qui a participé à un séminaire du Comité International des Études Créoles ayant pour thème : "Études Créoles et Développement", tenu aux Îles Seychelles, du 20 au 27 mai 1979.

- A. C. Ce séminaire n'est pas la première rencontre organisée par le Comité International des Études Créoles. Quel était le caractère particulier de ce séminaire ? En quoi se distinguait-il des conférences internationales précédentes ?
- G. A. C'est la deuxième rencontre du Comité International des Études Créoles. La première s'est tenue à Nice, regroupant

* Bulletin du Centre communautaire Maison d'Haïti, vol. 3, n° 5, octobre 1979, p. 3. Entrevue par Adeline Chancy.

presqu'exclusivement les linguistes, littéraires... gens de la langue. Dans l'Océan Indien, l'ouverture aux sciences du social était manifeste : historiens, sociologues, anthropologues, géographes, économistes étaient conviés à venir éclater le débat du créole trop longtemps confiné à des questions d'orthographe ; j'exagère à peine.

- A. C. Le séminaire a eu lieu aux Îles Seychelles. Le choix du lieu revêtait-il une signification particulière ?
- G. A. Oui, la "République socialiste" a proclamé le créole langue d'enseignement et langue officielle. Le président A. René, les ministres et les responsables d'une manière générale, disent vivre la quotidienneté politique et gestionnelle du pays en créole. La constitution du parti circule en créole. Les Îles Seychelles étaient donc un lieu favori pour une telle rencontre et je dois dire que la simplicité et la chaleur de l'accueil ont été remarquables.
- A. C. Une fois le problème du choix de la langue résolu, à quel type de difficultés ont-ils à faire face ?
- G. A. Les difficultés m'ont semblé énormes. Le choix de langue par décret n'a pas transformé l'attitude très réservée des dominants bilingues, anglais-français, vis-à-vis du créole. D'autre part, cette volonté politique n'a pas, du jour au lendemain, convaincu les unilingues créolophones d'abandonner le rêve séculaire d'accéder aux langues de promotion sociale, politique et économique, le français et l'anglais.
- A. C. De quel ordre sont les difficultés pratiques, dans l'enseignement par exemple ?
- G. A. Le premier problème étant celui du matériel quotidien des apprentissages : livres en créole, manuels en créole, films en créole, contes en créole sur cassette... il faut les créer sur place et faire appel aux outils concrets du même ordre créés dans les autres communautés créolophones. Il y a là un immense champ de collaboration des [p. 150] créolophones qui n'est qu'à ses premiers balbutiements. Le second problème est celui des contenus véhiculés...
- A. C. Justement, n'y a-t-il pas un danger de véhiculer des contenus étrangers aux créolophones ?
- G. A. C'est là un danger qu'il faut continuellement conjurer en rompant avec les pratiques d'une simple traduction de manuels étrangers. Il faut parfois tout inventer et avoir la volonté politique de rupture que dit manifester le Parti socialiste seychellois dans ses choix de langue d'enseignement. Ce n'est pas facile...
- A. C. À votre avis, que signifie la promotion du créole pour le peuple haïtien ? Cette promotion constitue-t-elle un aspect essentiel du développement du pays ?

G. A. La promotion de la langue créole dépend de la promotion du créolophone. Le préalable est donc d'inscrire ce *juste projet de langue* dans le projet plus vaste et plus complet d'une *alternative de société nouvelle*.

Cependant on ne retrouve pas en Haïti la condition politique nécessaire à ce choix fondamental, ni les moyens dont devrait disposer une organisation nationale pour le mener à bien. *Kalbas pa donner jiwoumon...*

A. C. Vous êtes géographe, vous avez écrit deux manuels fort appréciés à l'usage des écoliers haïtiens. Quelle peut être la contribution d'un géographe dans le débat langue-développement ?

G. A. Le rôle d'un géographe, de la nouvelle génération de géographes haïtiens que je vois actuellement se former aux études avancées, est de travailler à promouvoir l'environnement et les créations des créolophones ; de travailler donc à ce que le contenu du parler créole soit promotion de l'espace créole.

Il est indispensable que le créole se mette en campagne le plus largement possible à travers tous les moyens de communication et toutes les pratiques d'interventions. Cependant les textes en créole n'ont de chance d'être pertinents que s'ils racontent le chemin de rupture au bout duquel *pèp la va libere*.

4. Légende pour dire la nouvelle carte d'Haïti *

Une nouvelle carte murale d'Haïti vient de paraître ; elle est aussi déroutante dans le domaine de notre géographie que *L'espace haïtien ou Mon pays d'Haïti* l'avaient été voilà quelques années ; elle est aussi faussement difficile que les manuels pouvaient l'être. Reconnaissons simplement que la nouveauté scientifique a du mal à bouger nos vieilles habitudes, que 50 ans de nomenclatures traditionnelles des routes, montagnes, cours d'eau, [p. 151] villes, bourgs, communes, arrondissements... ont fini par faire croire que par delà ces descriptions il n'y avait plus rien en géographie. Il y a pourtant autre chose, beaucoup d'autres choses. Il y a déjà, chez nous, autre chose en géographie.

Et voilà, maintenant la carte dont chaque écolier devra longuement s'imprégner au cours de ses années d'initiation à notre espace national ; la carte aussi que les adultes pourront utilement méditer.

Se peyi pa nou, fok se jeografi-li nou pi konnen.

Ouverture : un contenu nôtre dans une langue qui nous est propre...

* LAMBI, Présentation de la carte murale d'Haïti, mai-juin 79, Montréal, p. 8.

LÉGENDE POUR DIRE L'ESPACE CENTRALISÉ

La "république de Port-au-Prince" est le phénomène dominant de l'espace actuel. Tous les canaux prennent source à la capitale pour les flux de produits, la circulation des idées, la diffusion des messages, l'accumulation des profits, etc. Nous avons représenté l'ossature du réseau dont les carrefours sont les marchés, bourgs et villes. Les triangles noirs sont les marchés régionaux. Il faut apprendre à accepter que ce sont les nœuds principaux de notre espace, les cités hebdomadaires de la paysannerie productrice. Il faut apprendre à rompre avec le coup d'œil touristique et le regard importé qui sapent sournoisement toute valorisation de soi. Ce sont les marchés, nos quelque 550 marchés, qui sont les points de soudure de la charpente du pays.

LÉGENDE POUR DIRE L'ORGANISATION DE L'ESPACE

Communes, arrondissements, départements... nous sont continuellement présentés. Or, c'est au niveau de la Section Rurale, des quelque 550 sections rurales de la carte, que se joue notre vie de peuple. Que cherche à contrôler, à gérer, à encadrer ce réseau de sections rurales ? D'une part les formes locales de pouvoir en milieu rural, au sein des regroupements paysans que sont les *bourgs-jardins* et d'autre part les lieux de convergence et de contacts économiques, culturels, politiques que sont les *marchés*. Entre les 5% de paysans aisés, les 15% de paysans moyens, les 80% de petits paysans et de paysans sans terre, s'organisent aussi des appareils de contrôle politique, de gestion économique, d'encadrement idéologique qui vont s'exprimer et se réaliser dans les groupes de travail, les relations financières, la tenure des terres, le vodou, la commercialisation, etc. La section rurale est le point de départ obligé de la réflexion et de l'intervention.

LÉGENDE POUR DIRE L'ESPACE SOCIAL DE PORT-AU-PRINCE

Quarante quartiers forment une mosaïque d'oppositions qui s'expliquent à la fois par l'obligation de gérance de l'espace national et par le rôle de relais de l'hégémonie internationale. Densités, prix du sol, loyers, dimensions économiques, sociales, culturelles, etc., varient pour former cinq regroupements principaux allant des statuts les plus bas des quartiers populeux aux statuts les plus élevés des quartiers résidentiels de la bourgeoisie. La carte est base suggestive.

[p. 152]

Cette murale dit les fondements sur lesquels se sont construits les trois manuels de géographie. Elle est aussi la synthèse et l'annonce de l'*Atlas d'Haïti* qui offrira 18 cartes en couleurs aux classes terminales pour le travail de notre géographie nationale. *Se peyi pa nou, fok se jeografili nou pi konnen.*

5. Pour les morts *

À l'aube de la nouvelle année 1978, Frank Fouché inaugure cette nouvelle occasion de rencontre où nous nous retrouvons depuis, de plus en plus souvent, en diaspora..

Je ne dirai que ma dernière rencontre avec Frank, au deuxième Festival International des Arts Négro-Africains : un mois à Lagos à partager le même appartement, jour et nuit, en janvier 1977.

Convié à la grande fête des retrouvailles d'une Afrique, immense, et de sa diaspora, Frank leur fit communication de sa recherche d'un nouveau langage théâtral à travers le vodou comme forme de pré-théâtre. Nouvelle archéologie dans laquelle le dramaturge dépassait la conjoncture de la "plus ubuesque tragédie d'une Histoire nationale" pour aller vers les valeurs positives du fond culturel et ancestral et les possibilités d'utiliser esthétiquement les éléments scéniques et scénographiques du vodou. Nouveau langage, théâtre vivant, révolutionnaire même qui s'affirme politiquement sans pour autant se désaffirmer dramatiquement.

Mais la vraie fête était hors du cadre formel, dans la nuit africaine, dans le nouveau village bâti pour 10 000 invités en banlieue de Lagos, à Ogun Badagri. Nuits trouées par nos rencontres jusqu'à l'aube, Bouqui sous l'arbre-à-palabre disant le rattachement à l'antille natale, l'itinéraire des créations, les espoirs de lendemains meilleurs ; *diakout !*

Dans ce village que l'on voulait dortoir, le sommeil fut très rare pour que jamais ne meurent des hommes comme Frank Fouché.

Et je ne dirai de ma peine que l'absence, lourde. Chaque premier de l'An, au nom de tous les nôtres, je ne visitais plus que Frank, et je ne l'ai point vu cette année, déjà.

* *Haïti-Observateur*, 20-27 janvier 1978, p. 11.

6. Pour la géographie *

Fin 1977, un tournant. Les géographes, et notamment au Québec qui a été d'une certaine manière au centre des 10 ans de crise d'ouverture de la discipline aux exigences théoriques en dépassement des fausses querelles, font un pacte pour s'accepter les uns les autres avec leurs différences. Dans ce mouvement qui se généralise en Europe et dans les Amériques, les "Cahiers de géographie de Québec" deviendront les "Cahiers de géographie du Québec" et un [p. 153] éditorial collectivement accepté par un large comité d'orientation aura à signifier ce nouveau contrat disciplinaire.

Il nous échet d'écrire cette première mouture de l'éditorial qui devait par la suite en conserver l'essentiel, et même un peu du reste.

"Les Cahiers de géographie", en se dotant d'un Comité d'orientation, veulent signifier à toute la communauté des géographes de la Province, professeurs, chercheurs, praticiens, leur vouloir d'être un des lieux de l'expression du pluralisme idéologique et scientifique de la géographie, de communication des différents niveaux d'interventions du pédagogique au façonnement d'espace, de rencontre de la pratique des géographes à travers le monde auquel s'ouvre le Québec.

Rupture donc, décision d'action pour rendre compte de la société en pleine évolution, convocation à tous pour une confrontation permanente et organisée au sein de la Revue par des recherches, des travaux, des discussions.

***Lieu d'expression** du pluralisme, lieu de tensions, de luttes, de conflits qu'il serait irréaliste de vouloir nier. Nous voulons tendre plutôt à assumer cette diversité en conviant les tenants des trois grandes orientations actuelles de la géographie à contribuer du meilleur de leur option.*

Géographes à l'approche descriptive empirique, collectrice de phénomènes, typologique, témoignez de votre grande familiarisation des régions et des questions étudiées par ces bilans équilibrés d'observations qui distingueront toujours les grandes monographies.

Géographes de la démarche formelle, positivistes de la formulation des théories de relations entre les phénomènes d'espace, maîtres des outils de mesure, démontez les mécanismes d'organisation de l'espace et dégagez les modèles.

* Voir *Cahiers de géographie du Québec*, Éditorial, vol. 22, n° 55, avril 1978.

Géographes de la perspective critique, développant les exigences du matérialisme historique, dites-nous comment une société produit son espace et en quoi nos espaces sont l'enjeu de la lutte des classes.

À tous, il reviendra le privilège de la critique de ces pratiques scientifiques pour frayer le chemin de la géographie des sociétés en devenir.

***Lieu de communication** des différents niveaux d'interventions, éclatement dans la cité du métier de géographe, prise de participation dans la quotidienneté du professeur chargé à l'élémentaire et au secondaire du discours sur l'espace ; réflexions combien importantes puisque s'y façonnent les hommes et les femmes de la relève ; et nous voudrions voir poser là question préalable et fondamentale de tout enseignement de la géographie, celle du courant auquel se rattache la géographie enseignée.*

Creuset également des praticiens engagés dans la création d'espace ; lieu du débat des contraintes de l'action d'aménagement pour que se révèlent les non-dits des orientations. Que l'on prenne conscience des lignes de forces [p. 154] qui nous agissent ; pour un moment de réflexion collective sur l'urgence de comprendre les choix à notre portée et les transformations possibles.

Lieu de rencontre des horizons divers, de nos géographes portés à travers le monde dans la quête de la différence, de l'altérité. Le sous-développement, la dépendance, mais aussi (ô combien) l'infinie richesse d'enseignement pour nous des équilibres ancestraux en rupture sous l'action de conquête des marchés, des ressources et l'intégration à un système mondial tendant vers l'unique. La contribution d'un Québec à la recherche de ses frontières est chargée de promesses pour tous ceux qui veulent se prendre en charge, d'un méridien à l'autre, d'un parallèle à l'autre.

Nous acceptons l'obligation de la parole ouverte sur le monde.

Nous ne promettons rien, nous allons tout essayer, ensemble.

Chers collègues du Comité d'orientation, voilà l'ensemble des idées que je travaillerais longuement les six prochains mois pour arriver à un éditorial qui soit collectivement partagé par la communauté.

1^{er} novembre 77.

7. Le discours communautaire ¹

En diaspora chaque communauté s'organise de plus en plus, Miami, les Bahamas, Chicago, New York, Boston, Montréal. Pour dire le travail de l'équipe de la Communauté Chrétienne des Haïtiens de Montréal, la présentation du livre de Paul Déjean Les Haïtiens au Québec.

Paul Déjean qui depuis six ans participe aux combats et au quotidien de la communauté haïtienne de Montréal, nous livre une masse de renseignements, d'observations, de réflexions sur la pratique d'un groupe minoritaire dans ce Québec en devenir. Il nous retrace des causes de l'exode et du drainage de ces hommes à leur vécu en terre nouvelle. Chiffres et données au départ d'un discours serein qui s'enfle à mesure pour dire la face cachée des choses, la difficulté d'être autre, mais recense aussi les signes d'une rencontre possible.

Des espoirs et des déceptions, chaleur humaine et racisme latent, accueil et rejet, le donner et le recevoir, des jeunes en mal d'identification aux vieux en mal d'adaptation ; tout notre monde, eux et nous, lui et moi, vit et grouille dans ces gestes d'apprentissage pour s'accepter différent, épuisante splendeur à portée de nos mains à tous.

Cinq chapitres pour retracer l'immigration haïtienne au Québec, sédimentation de plus de 20 000 personnes passées au tamis des catégories d'admission, langue et scolarité, immigrants et visiteurs, étudiants et travailleurs ; compte rendu minutieux de l'histoire récente des vingt dernières années. Le Québec déborde ses frontières en parlant, ici et là-bas, à un autre peuple lui aussi de six millions d'hommes.

[p. 155] *Les Haïtiens au Québec*, en deuxième partie, délaisse la globalité des statistiques pour se singulariser plus au ras de nos expériences. Des hommes, des femmes, des enfants sont là, à côté, toujours riches d'apports nouveaux, souvent meurtris d'incompréhension, parfois victimes. Le texte se fait interpellation : chacun peut se retrouver et choisir.

Et puis les jeunes au Québec, l'école, la langue, les contacts, la rigidité des tests et des classements inadéquats, le choc culturel de la relève. Le cri d'alarme est grand pour conjurer les solitudes qui menacent si l'on ne prend pas en considération les "éléments de solution" du chapitre III.

¹ *Les Haïtiens au Québec*, Page 4 couverture, Les Presses de l'Université du Québec, octobre 1978.

La quatrième et dernière partie retrace "Le drame des 1 500", moment fort en 1974 d'une prise de conscience des déportations et le refus de s'en rendre complice par la mobilisation de l'opinion d'un bout à l'autre du pays. Invitation que nous fait Paul Déjean à réfléchir sur les ferments d'espoir contenus dans ce coude à coude qui fut, en ce temps-là, fraternité.

8. La présence étrangère en Haïti *

Habitué que nous sommes à identifier les facteurs de domination et d'exploitation dont notre propre société est victime, il peut nous être difficile de penser que le Québec puisse jouer à l'égard d'un pays du tiers monde le rôle de "puissant", de dominateur, de riche investisseur, ou simplement d'étranger envahissant. Et pourtant, pas moins de 30 000 Québécois vont, chaque année, séjourner en Haïti.. Pour nous sensibiliser à ce phénomène de la présence étrangère en Haïti, de la présence québécoise en particulier, nous avons fait appel à Georges Anglade, Haïtien, du département de géographie de l'Université du Québec à Montréal, spécialiste reconnu de l'espace haïtien. L'article qui suit résume un entretien qu'il nous accordait à la mi-avril.

La présence étrangère en Haïti a pris de telles proportions qu'on ne peut plus parler simplement d'ingérence ou d'"enfreinte" à la souveraineté nationale ; maintenant, il s'agit bien, en fait, de substitution de souveraineté, de tutelle. Ce qui en d'autres pays serait le fait de programmes conjoints de développement économique, ou le domaine des organismes nationaux de planification et de développement, est directement assumé, en Haïti, par la *présence étrangère*.

Cette présence et cette influence de l'étranger se manifestent sous les formes les plus diverses : pressions du capital ou des gouvernements, actions des organismes para-gouvernementaux ou des agences internationales, interventions caritatives ou prosélytisme des diverses missions religieuses. Comment ces nombreux intervenants poursuivant des objectifs non moins divers, pourraient-ils orienter leur action dans une perspective nationale haïtienne ? Comment seraient-ils amenés, par exemple, à reconnaître, à respecter et à [p. 156] promouvoir une civilisation pourtant solidement enracinée, civilisation de paysans, de marchandes, de travailleurs, qui a développé son propre savoir-faire, mais qui ne répond pas nécessairement aux standards d'un développement conçu à l'occidentale ?

* *Relations*, juillet-août 1980, interview par Albert Beaudry, p. 203-204-205.

Les conséquences sont faciles à prévoir : l'intervention étrangère, même bien intentionnée, dé-structure les organisations communautaires en place au niveau économique (les marchés, les *bourgs-jardins*¹) et au niveau politique (les noyaux de résistance de la paysannerie), en somme tous les construits mis en place au cours des trois derniers siècles par cette civilisation paysanne originale. Le projet développementiste et humaniste, brandi comme une bannière par les nations étrangères, devient dans les faits une entreprise de déstructuration et de mise en tutelle. Ceci, bien entendu, si l'on considère les retombées de l'intervention étrangère à l'échelle nationale.

DES STRUCTURES AU SERVICE DE LA PRÉSENCE ÉTRANGÈRE

Il faut distinguer, en effet, les secours qui peuvent être dispensés à des individus ou à des familles, et les retombées de ces formes d'assistance individuelle et ponctuelle sur l'ensemble d'une société ou d'une économie. Pour quelqu'un qui est menacé de mourir de misère – et il y en a hélas beaucoup en Haïti –, toute forme d'assistance est un bienfait. Il ne s'agit donc pas de condamner absolument le dévouement ou la générosité de ceux qui essaient déjà de faire quelque chose pour une personne en détresse.

Mais, en même temps, il nous faut bien voir que les efforts dispersés d'assistance ne rejoignent qu'un nombre encore très réduit de personnes et de groupes dans le besoin : environ 5 à 10% de ceux qui devraient recevoir des secours. D'autre part, ce travail de replâtrage, ces interventions à la pièce, freinent l'émergence d'une solution nationale, en permettant à la structure actuelle, une structure gravement et irrémédiablement délabrée qui produit une dizaine de milliers de "boat people" par mois, de survivre, de se maintenir et de bloquer toute réforme en profondeur.

Et il n'y a rien là de bien mystérieux, car, au fond, la présence étrangère n'a ni les moyens, ni l'intérêt, ni la volonté de se substituer efficacement à une volonté nationale de reprise en main. Ou encore, pour bien comprendre les deux côtés de la médaille, les structures politiques nationales sont présentement au service de la présence étrangère. Il y a chez nous une très mince couche sociale, une élite politique ou économique, qui tire profit de la présence étrangère (pouvoir politique, prestige social, salaires ou autres avantages économiques). Ces groupes dominants ont évidemment tout intérêt à ce que se perpétue la situation présente.

Pour illustrer le caractère ambigu de la présence étrangère en Haïti au seul plan économique, on peut signaler deux formes "normales" d'utilisation de la main-d'œuvre haïtienne sur place. Celle que pratiquent, d'abord, de nombreuses

¹ Les bourgs-jardins rendent compte des "agglomérations rurales" produites par les exigences de la vie rurale haïtienne. Ce sont des "cités rurales" dont les "centres commerciaux" sont les marchés hebdomadaires.

compagnies qui viennent s'établir en Haïti parce qu'elles [p. 157] doivent faire face, chez elles, à des législations trop sévères en termes de protection de l'environnement ou de sécurité des travailleurs. Comme elles ne rencontrent aucune exigence de cet ordre en Haïti, on comprend que de nombreuses entreprises d'assemblage, entre autres, viennent profiter des bas salaires qui sont la règle générale.

D'autre part, un certain nombre d'organismes para-gouvernementaux financent volontiers des projets d'aménagement de l'infrastructure économique (des routes, par exemple) pour permettre aux capitaux de leur pays d'origine de venir s'implanter à bon compte. En fin de compte, de nombreux programmes de développement" servent bien plus les intérêts des gouvernements étrangers qui les soutiennent que l'essor de l'économie haïtienne ou le bien-être des travailleurs haïtiens.

LES RELATIONS QUÉBEC-HAÏTI

Dans l'ensemble de la présence étrangère en Haïti, les contacts entre Québécois et Haïtiens ont pris de plus en plus d'importance. Du point de vue de l'histoire, il y a un précédent à ces contacts Nord-Sud : au XVIII^e siècle, au moment de la déportation des Acadiens, plusieurs colons français exilés sont venus s'installer dans le nord-ouest d'Haïti. Mais c'est au cours des dix dernières années que le phénomène de la présence québécoise en Haïti et la multiplication des échanges entre le Québec et Haïti se sont imposés à l'attention.

À l'heure actuelle, on compte environ 30 000 Haïtiens résidant au Québec : et on peut affirmer qu'un nombre plus élevé encore de Québécois passent par Haïti annuellement. Le fait que nos deux peuples soient les deux points d'appui majeur du créole-français en Amérique et le fait que, même si nos deux sociétés ne sont pas autrement comparables, nos deux peuples se trouvent dans une situation de dominés, favorisent entre nous échanges et compréhensions.

Il est déjà évident que Montréal est devenu le plus grand centre de production et d'édition de texte sur Haïti, un foyer culturel "haïtien" très actif. Parallèlement, Haïti est en train de devenir pour le Québec un territoire festif et touristique privilégié. Ces aspects plus voyants ne doivent pas faire oublier, cependant, deux autres formes de la présence québécoise en Haïti : celles des missionnaires et celle des investisseurs.

LES INVESTISSEURS

Les investisseurs québécois sont surtout visibles dans le monde de l'hôtellerie et dans le réseau touristique, mais on connaît aussi certains intérêts anglo-canadiens qui se servent de prête-noms québécois pour pénétrer plus aisément dans le milieu francophone haïtien. Nous avons actuellement les instruments nécessaires pour chiffrer et identifier les investissements québécois : mais

personne n'a encore entrepris le travail d'enquête et de compilation requis pour en publier les données.

Contrairement à ce que certains auraient tendance à croire, les bénéfices de l'industrie touristique pour le pays d'accueil ne sont pas néces-[p. 158] sairement une manne. Dans le cas haïtien, le Québec possède ses propres installations touristiques et peut rapatrier la plus grande partie des profits engendrés par ses investissements. Si l'on veut bien se rappeler, en outre, que les emplois créés correspondent à des fonctions subalternes, on pourra se poser des questions sur les motifs qui amènent les gouvernements de presque tous les États des Caraïbes à ouvrir aussi largement leurs portes à des capitaux qui ne leur rapportent strictement rien.

Enfin, du point de vue idéologique, le touriste est un pollueur. Son statut de vacancier l'amène à adopter un niveau de vie et un comportement social bien démarqués de son quotidien. On lui vend une illusion, un changement de classe, une libération (qui est aussi une libération sexuelle) et une évasion des réalités sociales. Il ne voit rien des problèmes réels de la société qu'il "visite" ; par contre, il entre de plain-pied dans un univers fortement structuré, hiérarchisé, en ne demandant qu'à se faire servir. Il s'ensuit que l'image que projettent en Haïti le Québécois et la Québécoise en vacances est fausse : pour beaucoup de nos compatriotes, l'image du Québec est celle d'un paradis qui n'est que la projection du fait touristique qu'ils ont aperçu sur place.

LES MISSIONNAIRES

À propos de la présence des missionnaires québécois en Haïti, on signalera l'évolution de la mission catholique, le rôle des instituts religieux dans l'éducation, enfin l'énorme problème culturel de l'affrontement au vodou.

Même si les missionnaires québécois sont relativement nombreux en Haïti, il faut dire, d'abord, qu'on ne les distingue pas d'emblée : je ne me suis rendu compte qu'assez tard qu'il y avait des québécois parmi les Blancs qui dirigeaient le collège où j'ai fait une partie de mes études... Mais s'ils sont aussi nombreux, cela s'explique sans doute par le coup dur que la Révolution tranquille a porté aux communautés religieuses : perdant le contrôle de la plupart de leurs œuvres au Québec, elles ont été amenées à chercher un nouveau champ d'action. Haïti représentait, proche du Québec géographiquement et linguistiquement, un territoire où leur action semblait à la fois urgente et bienvenue. Religieux et religieuses se sont donc déversés en Haïti, armés de cette bonne volonté qui n'était plus requise au Québec, et convaincus qu'il suffisait de faire en Haïti ce qu'ils avaient toujours fait au Québec.

Ce n'est que peu à peu qu'un certain nombre de missionnaires sont passés de la prédication à l'intervention communautaire : on prenait ainsi une certaine distance à l'égard des formes plus classiquement prosélytes de la mission pour mettre sur pied des coopératives ou des projets d'alphabétisation. Ce pas correspond sans

doute à une urgence qui crève les yeux. Pourtant, si nous nous plaçons à l'échelle du pays, il faut reconnaître que ce sont surtout les dominants et quelques paysans moins pauvres qui tirent profit des projets de coopératives mis en place : les pauvres, qui constituent 80% de la paysannerie haïtienne, n'ont toujours rien à "coopérer". Les mouvements communautaires ont leurs limites, même s'ils représentent une recherche de la bonne direction.

[p. 159] Beaucoup plus ambiguë m'apparaît la présence massive des missionnaires dans le monde de l'enseignement. Face à la débâcle du système scolaire national et à la démission des autorités gouvernementales, l'école privée, l'école religieuse en particulier, a pris une énorme importance. En pratique, les élites se préparent dans les grandes écoles religieuses : celles-ci permettent donc à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie de se reproduire. Évidemment, il est très gratifiant pour un enseignant de se mettre au service d'une classe dominante qui sait manifester sa reconnaissance et son appréciation. Mais on peut se demander si l'essor d'un réseau d'enseignement privé est le meilleur service à rendre à un État, surtout dans un contexte de sous-développement où l'institution religieuse risque d'être récupérée par la petite minorité des groupes dominants.

Mais, dès qu'on souhaite se mettre très concrètement au service de la paysannerie, on se heurte à une grandeur culturelle : le vodou. Se pose aussitôt tout le problème de la différence et de l'écoute. À partir du moment où l'étranger arrive porteur d'une idéologie ou d'un corps de doctrine, il ne peut qu'aller à l'encontre de la doctrine locale. Or on peut s'interroger sur la doctrine des missionnaires comme sur les modèles de développement : il ne suffit pas de plaquer superficiellement des modèles pensés ailleurs. Il faut aussi tenir compte des gens, des structures sociales qui les encadrent et des formes de pensée qui sont leur âme. Aussi longtemps que l'action religieuse visera à dé-structurer le vodou, comme beaucoup de projets communautaires aboutissent à casser la structure des *bourgs-jardins*, elle risque de jouer surtout une fonction de domination et de rater sa rencontre avec la culture haïtienne.

[p. 160]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Dans la relation du Développement au Politique, l'ordre des questions avait, jusqu'à présent, fait la part belle à la dite "surdétermination du politique". On s'active beaucoup en se préoccupant d'alliances, d'accords entre groupes, de supputations de crises, d'événements passagers... sans trop se soucier des fondements de l'alternative et de quoi sera concrètement faite cette nouvelle société promise. Ces questions pourtant essentielles et préalables à tout "programme" d'avenir, à tout "contrat" politique n'ont pas semblé retenir l'attention.

Nous plaçons, dans ces organes et assises de la classe politique, pour un renversement de l'ordre des questions : que l'on recense d'abord tous les aspects de la crise et que l'on débâte du choix des solutions ; que l'on travaille à formuler des propositions concrètes et que l'on s'entende ensuite pour réaliser dans tous les domaines de la chose nationale ce sur quoi l'on serait d'accord. Dans la théorie, *c'est cheminer de l'incertain au probable* et dans la pratique, *c'est avancer du possible au souhaitable*.

En somme, nous disons rupture d'avec la prise en considération exclusive de "L'espace politique" pour ouvrir à des préoccupations d'une "Politique de l'espace"...

Abacou a construit sa propre école, comme tous les bourgs-jardins du pays le feraient, si le sectoriel prenait en charge les enseignants et les enseignantes

Abacou a construit sa propre école, comme tous les bourgs-jardins du pays le feraient si le sectoriel prenait en charge les enseignants et les enseignantes

[p. 161]

CHAPITRE 9 : UN ESPACE À INVENTER *

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Notre collectivité est à un tournant que soulignent la prise de conscience graduelle des urgences, la montée d'un vouloir de plus en plus évident d'y faire face et la certitude, en cours de généralisation, qu'il nous faudra inventer ce devenir en prenant nos distances des modèles maigrement schématiques.

Le préalable : quels espaces sommes-nous en train de façonner et de léguer à ceux qui auront charge à leur tour de recevoir et de transmettre cette terre ? Question fondamentale qui surprend avec des outils imparfaits pour traiter des espaces de la sédimentation de nos cinq siècles d'histoire dans la Caraïbe et de l'érosion contemporaine de nos adaptations successives.

Que retiendra-t-on plus tard de cette conjoncture ? Peut-être les seuls problèmes de fond qui se posent à nous et des solutions ébauchées seulement celles qui se révéleront les plus justes. La conjoncture est d'autant plus exceptionnelle que les problèmes actuels, et leurs possibles solutions, jaillissent du tréfonds de nos structures pour créer ce moment des années 1980.

Ce sont des années de crises, de famines, de dégradation de ressources, d'exodes migratoires, de diaspora, d'inégalités sociales, de chômage.

Ce sont des années d'éveils aux pressantes questions de l'heure par la recherche, dans notre accumulation de savoir-faire, des potentiels locaux à privilégier et à développer.

Ce sont des années de choix entre très peu d'alternatives valables et qui toutes, de plus, nécessiteront ruptures et créativité.

* "Haïti : un espace à inventer", *Alternatives caraïbes*, décembre 1979, p. 55-61.

Des années de crises

Par l'occupation américaine de 1915 et l'écrasement de la Guerre des patriotes de 1915-1921, s'établit, sur la base de la centralisation port-au-princienne, un nouvel ordre économique, social et politique. Il tiendra [p. 162] soixante années avant que ne fissurent de toutes parts actuellement les fondements alors mis en place.

Une fois cassée l'autonomie relative des onze régions du 19^e siècle, le nouvel équilibre, polarisé sur la capitale, va tenir par un agencement strict qui impose à l'ensemble des paysans et marchandes la production et la commercialisation des denrées d'exportation et des vivres de consommation locale. La traite massive de main-d'œuvre rurale dans les plantations de la Caraïbe, exigée par l'industrialisation nord-américaine, servira d'exutoire aux problèmes locaux. Entre temps, les propriétaires fonciers prélevaient leurs rentes, les commerçants de l'export-import leurs profits, l'État ses taxes et les bailleurs de fonds l'usure, etc. La vie économique s'est déroulée sans que l'on ne s'inquiète trop ni du pourquoi ni du comment et surtout pas de l'exploitation extrême des paysans sur qui repose toute l'organisation.

L'équilibre, que des risques d'instabilité menaçaient depuis longtemps, se rompt brutalement au point d'exiger une mutation profonde et de déchirantes révisions dont chacune commence à soupçonner l'échéance inévitable par la conjonction de six crises majeures touchant à l'évolution, l'articulation, la dégradation, l'organisation, la métropolisation et la régionalisation de nos espaces. Il s'est installé un cycle de tensions qui, tour à tour, donne priorité aux perturbations dues à l'utilisation des ressources, à l'exode migratoire, aux inégalités sociales, aux revendications des libertés citoyennes.

- Le danger de chacune des saisons sèches de cette décennie est la famine, localisée ou même généralisée. Pour beaucoup, manquer de nourriture est une crainte quotidienne, réelle. La cause profonde de ce péril est que la structure agraire a été poussée à sa capacité limite par les modalités de répartition de la terre et des produits. Près de 1 million de paysans sans terre, une production vivrière de 50% des besoins, le même espace cultivé depuis des dizaines d'années, la migration rendue périlleuse, une capitale en croissance à nourrir, des prélèvements de plus en plus lourds sur les vivres et les denrées... Les possibilités de résistance aux calamités, sécheresses, cyclones, méventes, épidémies, etc., sont progressivement devenues nulles dans la paysannerie. Des difficultés autrefois facilement résolues deviennent insurmontables et manger chaque jour s'apparente à un privilège de plus en plus rare. Plus de 30% de la population en est vraiment là.

- L'exode migratoire s'amplifie sous différentes formes : de la campagne aux bidonvilles de la capitale, des provinces aux émigrations agricoles de la Caraïbe, des villes et des campagnes aux centres urbains de l'Amérique du Nord.

Port-au-Prince atteindra le million d'habitants au début de la décennie et cette population doublera bien avant l'an 2000. L'aggravation des problèmes de travail, de nourriture, de circulation, d'agitation... dans ce moyen terme est considérable.

Les émigrations agricoles du 20^e siècle sont une longue suite de drames depuis ces soixante années de traite de la main-d'œuvre haïtienne à Cuba, en République Dominicaine, aux Bahamas, en Floride, dans les Petites Antilles et pourtant des dizaines de milliers d'hommes, de femmes [p. 163] et même d'enfants sont encore prêts à s'y risquer, faute d'alternative au pays.

- Une diaspora est née. Le million d'originaires Haïtiens réparti en plusieurs noyaux dans d'autres pays des Amériques produit la masse critique nécessaire à ce phénomène nouveau. Trois générations aux problèmes différents s'y côtoient. Des liens multiples et variés les relient et les relieront au pays. Confrontés à cette présence ailleurs, irréversible, nous faisons un difficile apprentissage, de part et d'autre, des manières les plus appropriées à la compréhension des problèmes et des apports réciproques.

- Le déséquilibre social est extrême : des fractions dominantes aisées et ténues, des masses dominées pauvres et pléthoriques. Le cycle des crises pèse plus lourdement sur les démunis : paysan sans terre et petit paysan, paysan moyen, djoueur du monde rural vivant au jour le jour, marchande de vivres, ouvrier occasionnel, djoueur des villes aux emplois passagers, fonctionnaire des services publics et privés aux salaires misérables, gens de service réduits à l'insécurité permanente... somme des travailleurs aux activités incertaines ; chômage déguisé d'une force de travail exposée à un taux d'emploi de moins de 50% de la population active.

L'appropriation, l'utilisation et la répartition de nos ressources végétales et animales, minérales et énergétiques ont conduit à ces impasses dont la prise de conscience amène à rechercher, loin des solutions miracles importées de tous les dogmatismes, les possibilités d'une voie originale à extraire du savoir-faire de nos siècles de mise en valeur de la terre d'Haïti.

Des années d'éveils

Jamais auparavant nous n'avons disposé d'une telle quantité de données empiriques et d'études théoriques sur les caractéristiques du pays. Les travaux effectués dans divers domaines nous permettent actuellement de savoir dans quel sens orienter nos efforts scientifiques pour un éveil aux racines et aux potentiels de notre société.

- En agriculture on commence à reconnaître toute la puissance du *compagnonnage* comme mode de culture des petites parcelles. Les paysans ont lentement trouvé la réponse la meilleure aux incertitudes de la vie rurale par l'utilisation simultanée des trois dimensions du jardin. Certes, des améliorations sont possibles et souhaitables dans cette pratique inventée pour survivre dans la misère ; mais, toutes les velléités de transformation passeront nécessairement par une prise en charge de la parcelle et du *compagnonnage* comme base de départ.

- La commercialisation des vivres par *Madan sara* nous a fait découvrir un système complexe et structuré d'acheminement de la nourriture des producteurs aux consommateurs. S'il y a place pour des interventions visant une plus grande efficacité, on ne peut cependant se permettre d'ignorer que ce sont là les fondements perfectibles d'un modèle exceptionnel.

- On a répété "l'habitat rural haïtien est dispersé" en charriant l'imagerie de quatre millions d'Haïtiens éparpillés, solitaires, autarciques, [p. 164] sans organisation propre, vivant un amas de croyances disparates... L'impuissance des notions classiques de la géographie, habitat groupé/habitat dispersé, à rendre compte des phénomènes nouveaux a conduit les programmes d'aménagement, d'échecs en échecs, à toujours s'orienter vers les problèmes de création d'agglomérations. Or, les agglomérations sont déjà là, structure originale produite par les exigences de la vie rurale. Dans les plaines, les vallées, les plateaux, les montagnes, les *bourgs-jardins* forment une hiérarchie de cités rurales de paysans désignés au même lieu-dit, articulés au même marché, liés par des pratiques culturelles et économiques intenses et dont les jardins sont proches, les cases voisines, les problèmes communs, les enfants réunis par l'amitié, etc. La notion de *bourg-jardin*, lecture nouvelle de l'habitat rural, est en train de transformer lentement les perspectives d'interventions communautaires.

- Les marchés sont les carrefours de convergence et les centres d'affaire hebdomadaires des bourgs-jardins. Plus que des jours d'achat et de vente, ce sont des moments codifiés d'échanges multiples dans le rythme rural ; plus que des lieux, ce sont les points de soudure de la charpente paysanne du pays, plus que des espaces localisés, ce sont des événements pour toute l'aire desservie. L'intérêt porté actuellement aux dimensions économiques, sociales, culturelles des marchés, amène à dégager leur rôle prééminent dans l'organisation du territoire concurrentement aux villes et bourgs qui ont été longtemps perçus comme les uniques nœuds de l'espace haïtien.

- Les Sections rurales sont traditionnellement traitées de plus petites subdivisions administratives du pays, fin de hiérarchie des départements, arrondissements, communes. Les sections rurales sont pourtant la haute structure administrative, politique, exécutive, judiciaire, militaire de tout le monde rural des localités (*bourg-jardin*, habitation, *lakou*), des carrefours (marchés régionaux, marchés locaux, tonnelles) et des liaisons des localités aux carrefours (pour les flux de denrées et vivres, la diffusion des informations, la ponction des valeurs produites sous forme de rentes, profits, taxes, usure). La section rurale est une

structure centrale, fléau de balance portant de part et d'autre l'urbain des dominants bilingues et le rural des dominés unilingues.

- Dans le transport à Port-au-Prince, il est un exemple lui aussi remarquable d'éveil aux créations locales : la découverte du système des tap-tap. Environ 70 millions de passages par année sont assurés par moins de 1 000 véhicules à un coût quatre fois inférieur au coût moyen dans des situations comparables ailleurs. Cette réalisation, dont on commence à scruter les mécanismes, s'explique par une structure lentement mise en place à mesure qu'augmentait la population : *"pour chacun des tap-tap, un propriétaire fait fonction de chauffeur et voit à l'entretien courant."* Les embarras de la circulation sont évidemment grands, cependant, il est possible de solutionner le problème en donnant priorité à ces transporteurs publics sur les voitures individuelles des nantis. Plus grave, s'il se crée des compagnies dévoreuses de profits, si l'on impose des autobus plus grands aux arrêts espacés obligatoires, si l'on tolère la création de situations de monopole de [p. 165] véhicules... les prix quadrupleront, la clientèle actuelle des Tap-tap n'y accèdera plus, la pagaille s'installera et, une fois de plus, on aura raté la chance de nous tenir sur nos racines.

- Les trottoirs du bord-de-mer sont occupés par le petit commerce de vivres, de biens de consommation courante, d'artisanat et de services. Ceci est la structure commerciale parallèle mise en place par et pour une population elle aussi parallèle à celle qui accède aux magasins de luxe et de biens durables. C'est une réponse originale qui mérite évidemment attention. L'on commence enfin à comprendre la puissance créatrice de ceux qui, pour survivre quotidiennement, doivent inventer d'autres moyens d'acheter et de vendre biens et services.

Ces sept exemples tirés de la production sociale de l'espace, pourraient longuement se compléter de l'éveil aux dimensions culturelles de notre patrimoine. Le créole est en passe de valorisation, le vodou est abordé avec sérieux, l'environnement local s'introduit dans les programmes scolaires, les rythmes du tambour font l'objet d'enquêtes minutieuses, etc. Le temps semble aux éveils qui ne soient plus schématisations outrancières du réel ou divagations politiciennes. En moins de 10 ans, un millier de publications et des centaines de pratiques au pays et dans la diaspora balisent la découverte de ce qu'il faut bien appeler la civilisation paysanne haïtienne.

Des années de choix

Depuis une trentaine d'années, l'après-guerre, Haïti est devenue une terre d'expérimentation de projets. Ces interventions bruyamment inaugurées camouflent mal et l'ignorance de la complexité et de la richesse de cette civilisation et les intérêts réels de la politique d'hégémonie et des participants. Une collaboration internationale efficace est possible et parfois souhaitable, mais

elle exige avant tout une cohérence et une harmonisation qui naîtront d'une connaissance de nous-mêmes, pour nous-mêmes.

Nous n'éluderons pas non plus la question préalable de toutes recherches et de toutes interventions : c'est le choix politique qui sous-tend les démarches. Une orientation nationale qui permette l'approfondissement du savoir-faire et la sauvegarde du patrimoine, et une perspective démocratique qui supposent la prospection et la formulation des points de vue, habituellement ignorés, des masses paysannes, marchandes, djobeuses, sont ce choix actuellement essentiel pour une recherche en sciences de la Terre, de la Nature et du Social haïtien.

De crises en éveils, la conjoncture imposera des choix sur les problèmes actuels de l'évolution nous ayant conduit à la centralisation, sur les problèmes d'articulation de l'espace, sur les problèmes d'organisation des pouvoirs dans l'espace, sur les problèmes de dégradation de l'espace, sur les problèmes de métropolisation de l'espace, sur les problèmes de périphérisation des aires régionales. Et, par delà ces six grands thèmes généraux dont s'occupe la géographie nationale, il faudra aussi choisir de renverser les lieux-communs repoussant sur les victimes la responsabilité de leurs mal-[p. 166] heurs : les paysans ne sont pas responsables du déboisement, de l'érosion, des famines ; les chômeurs ne sont pas des paresseux ; la fuite hors du pays par tous les moyens n'est pas le fait d'un irresponsable ; la pauvreté n'est pas une carrière choisie... De crises en éveils, l'on se rendra enfin compte qu'à côté gît, à bout de ressources, plus de 80% d'une population, unilingue créolophone, et que dans ces années de fin de siècle, nous n'avons d'autre choix que d'envisager des changements majeurs.

VERS L'ALTERNATIVE *

Jeudi 17 juillet 1980

En fin de quatre heures d'exposés et de débats, le texte de ma conclusion, "Vers l'alternative", pour la quarantaine de nos spécialistes et praticiens venus du pays et de tous les centres de notre diaspora.

Nous nous sommes posé la question de la conjoncture des années 1980, années de crises, années d'éveils, années de choix et nous avons ensuite recherché les éléments de réponse tout au long d'une lecture nouvelle de l'espace haïtien. Il nous faut maintenant dégager la prospective de nos analyses pour faire face au problème fondamental du moment actuel : une alternative à l'échec des théories et interventions de développement.

* "Haïti et ses problèmes". Conférence technique de l'Université des Travailleurs de l'Amérique Latine, UTAL 14-19 juillet 1980, Caracas, Venezuela.

Notre thèse est qu'il ne sera de développement que si l'on commence par prendre en considération les *noyaux* qui ont été investis par les masses haïtiennes : bourgs-jardins, compagnonnages, tronçons de commercialisation, marchés-carrefours, habitats de bidonvilles, éventaires de trottoirs, commerce de vivres... en somme, les dizaines de construits de résistance que nous avons essayé de révéler. Dans la dynamique des *noyaux*, ce n'est plus l'individu qui prime, ni la somme des individus, mais l'entité globale qui remplit efficacement ses multiples fonctions de production, de consommation, d'échange. Son efficacité vient non seulement de son organisation sociale et spatiale mais aussi de sa capacité d'évoluer, de s'adapter, de se transformer.

Nous devons dresser un constat de carence des théories du développement dès que nous recherchons le statut théorique des *noyaux de résistance* comme ceux produits (et vécus) par les masses haïtiennes. Tout simplement, ces entités n'ont aucun titre d'existence dans les théories. On peut tout au plus trouver des auteurs y faisant allusion dans leurs travaux de recension des formes collectives d'entraide rurale ou urbaine, mais jamais l'on ne parvient à une prise en charge des *noyaux de résistance* dans la construction théorique de la réalisation d'une société dans son espace.

Cette lacune n'est évidemment pas innocente. Elle renvoie dans le champ du sous-développement, à la manière dont sont produites de "l'exté-[p. 167] rieur" les théories. À ce point de vue, leurs critiques ont été faites sans que n'émergent des propositions de remplacement. En nous mettant à l'écoute, de "l'intérieur", des masses paysannes, marchandes et djobeuses, elles nous ont guidé à la découverte de leurs propres unités, de leurs propres articulations, qui sont passablement différentes des catégories classiques.

Dans le meilleur des cas, les analyses de géographie du sous-développement se donnent pour objet la construction d'un classement des pays sous-développés (la carte mondiale) ou le repérage des formes de pénétration du capitalisme créateur de la situation de sous-développement (centre-périphérie). Ce qui revient à faire une géopolitique des stratégies de l'impérialisme. Ces analyses n'ont jamais proposé une lecture spécifique des formes et des structures propres aux paysans, marchandes et djobeurs.

Notre démarche diffère en ce que nous avons cherché, "de l'intérieur", la pratique des masses qui sont en situation de domination. Nous avons construit l'espace en tant qu'objet façonné par les conditions concrètes de réalisation interne d'une société, elle-même influencée par des relations de dépendance. C'est donc dire que la spatialité historiquement produite en Haïti est notre objet de géographie du sous-développement ; articulation à partir du vécu du dominé, une quête spatiale des résistances.

Cette distanciation délibérée des courants des analyses dominantes nous obligeait à recourir aux racines des théories du développement, quelle que soit d'ailleurs leur discipline de parrainage : économie, sociologie, histoire ou politique. Elles partent toutes d'une théorie de la valeur à connotation classique ou

marxienne.¹ Dans le premier cas on considère l'individu pour mesurer sa production ou sa consommation et de là, par sommation, atteindre la production nationale, la consommation nationale ; on théorise ensuite sur les flux de répartition entre groupes. Dans le second cas, on agrège en classes sociales et l'on travaille sur les transferts entre classes pour analyser la dynamique sociale et les conflits. Les différents modèles issus de ces deux courants, globalement exposés, ignorent finalement les noyaux de résistance construits dans la critique du sous-développement haïtien que nous venons de suivre.

En effet, nous avons touché à l'existence de phénomènes d'un type nouveau, non réductibles à une somme d'individus, et non identifiables mécaniquement à une classe sociale, *les noyaux de résistance* que nomment les maîtres-mots des groupes de travail, dans la production, la commercialisation, la distribution, la consommation, le logement, etc. Pour ces derniers, il n'existe pas de théorie générale, de méthode d'analyse spécifique, de technique de mesure adéquate, alors que le paysan, la marchande, le djoueur, quelle que soit la place qu'il occupe dans le groupe, se donne ces cadres collectifs et évolue dans ces cadres collectifs de résistance à l'oppression des prélèvements. Ce que l'on perçoit "de l'intérieur" des masses est donc [p. 168] autre de ce qui est postulé "de l'extérieur" par les académismes d'outre-sous-développement.

Que les créations d'un peuple en résistance soient différentes des schémas des écoles de pensée et des organisations politiques, qui s'en plaindra, en dehors de ceux qui, dans les gouvernements et les oppositions, sont les bureaucrates d'un répertoire de slogans incantatoires, les clercs d'un nationalisme de divagations politicistes, les gérants d'un développementisme de prélèvements ?

Que les noyaux des masses deviennent un nouvel objet de connaissance, un nouvel outil de travail, tant mieux, puisqu'il y a là un point de ralliement possible pour tous ceux qui posent les pratiques des paysans, des marchandes, des djoueurs, comme principe premier de l'alternative. Le couloir pour converger vers ce point de ralliement est bordé sur sa droite par les opportunistes des jeux de coulisses et sur sa gauche par les pesants dogmatismes d'importation.

Ce qui nous fait finalement défaut c'est une théorie générale de la géographie du sous-développement ou du développement qui prendrait pour objet, dans ce cas précis haïtien, le travail des *noyaux de résistance* des masses dans la construction de l'espace innervé par les *réseaux de prélèvements*.

Une alternative de développement requiert, certes, une théorie et une perspective, mais c'est véritablement dans la pratique des pouvoirs qu'elle se construit concrètement, jour après jour, d'écueils en écueils. Si j'ai essayé de dire

¹ Je dois ici signaler tout ce que doivent ces considérations aux discussions que j'ai depuis déjà longtemps avec l'économiste haïtien Philippe Rouzier. Certaines de nos hypothèses s'emboîtent quoique nos disciplines empruntent des chemins différents pour tendre vers le même but.

où et comment chercher les fondements d'une rupture, je crois indispensable l'étape suivante, le travail d'inscription de la théorie dans l'action de changement.

Je dois à l'importance que j'accorde aux rapports entre théories et interventions dans cette conjoncture, de dire les limites de mon travail dans l'écart entre le projet préalable, le chemin parcouru et les nouveaux objectifs à atteindre. Soulignons immédiatement que nous avons une triple inquiétude. Primo, une alternative de développement est à fonder principalement, mais non exclusivement, sur les *noyaux de résistance* des masses ; d'où des choix continuels de ce qui est jugé utilisable. Secondo, il existe à l'intérieur même des *noyaux* toute une série de rapports de domination à questionner, car dans ce monde tellement défavorisé les affrontements sont d'une grande violence ; il nous fallait éviter de laisser croire dans une quelconque pureté originelle des classes paysannes, marchandes, djobeuses tout en leur créditant les adaptations de base de la société. Tertio, les *noyaux de résistance* étant des structures de gestion de la pauvreté des masses, il existe certainement des seuils et des limites à leur pleine institutionnalisation ; seule la pratique nous enseignera jusqu'où ne pas aller trop loin.

Nous avons répertorié et nous devons continuer à répertorier ces *noyaux de résistance* dans toutes les catégories spécifiques d'activités de production de biens et services, de circulation des marchandises et des idées, de distribution du revenu national et de l'encadrement social. Ce qui revient à comprendre de l'intérieur l'exploitation agricole, le marché, le commerce [p. 169] des marchandes, le logement, le transport par sentiers, les quartiers des villes, les bourgs-jardins, les sections rurales, les organisations de travail, etc.

Nous avons intégré et nous devons continuer à intégrer ces *noyaux de résistance* dans une construction théorique de l'ensemble sociétal en définissant les principes d'une mesure de leur comportement propre et réciproque. Ce qui revient à se distancer un peu des outils actuels des sciences du social pour bâtir d'autres champs théoriques, d'autres méthodes d'analyse, d'autres instrumentations de relevé des données. Par exemple, les agrégats classiques tels que le produit national brut par tête n'auraient de sens que ramenés aux noyaux des bourgs-jardins ou des associations de travail ; la comptabilité des noyaux est le nouveau défi de l'économie, comme l'analyse de ses rapports internes, celui de la sociologie.

Nous avons procédé à la simulation et nous devons continuer à procéder à la simulation de l'ensemble des *noyaux* pour y découvrir les fondements d'un modèle de l'organisation d'une prise en charge d'une société par elle-même. Ce qui revient à postuler que la reconquête de la souveraineté nationale est dans notre capacité à savoir, par nos propres ressources, nous nourrir nous-mêmes, nous loger nous-mêmes, nous soigner nous-mêmes, nous vêtir nous-mêmes, nous éduquer nous-mêmes... tout en faisant face à la croissance de la population et la croissance des besoins collectifs et individuels. Cette autonomie nouvelle, possible actuellement, ouverte sur le monde (mais en comptant toujours sur nos propres ressources

humaines et matérielles) nous essayons de la définir en partie et à partir d'une réflexion sur nos *noyaux de résistance*.

Nous avons organisé et nous devons continuer à organiser l'histoire de notre pensée économique et sociale autour du rôle des *noyaux* dans le façonnement sociétal et l'aménagement de l'espace. Avec cette nouvelle grille, nous interrogeons les sciences haïtiennes de la terre, de la nature et du social pour y puiser l'enseignement nécessaire à la formulation d'une alternative. Ce qui revient concrètement à demander, par exemple, à l'histoire économique et sociale de nos trois derniers siècles, le rôle exact des *noyaux de résistance* (économique, politique, culturelle, écologique) dans la dynamique d'évolution des formes et des structures spatiales.

Nous avons engagé et nous devons continuer à engager, dans ces nouvelles directions, le débat du développement, dans tous les lieux où il doit se dérouler, avec des moyens adéquats de communication ; un seul exemple : nous devons entrer dans l'École une revalorisation de la civilisation paysanne haïtienne, dans un enseignement nettement plus axé sur une connaissance de notre environnement spatial et social.

Bien que la distance entre les intentions et les résultats donne la mesure du long chemin à parcourir, il est encore possible d'entreprendre la construction du développement de l'espace haïtien ; notre pari.

Il est certain que la conjoncture des deux prochaines décennies est difficile. Les voies clinquantes d'un développement généré par l'afflux de capitaux étrangers, de l'aide, de l'assistance, des investissements privés, se révéleront des mirages pour le plus grand nombre des nécessiteux et une [p. 170] tutelle financière économique idéologique politique et policière au niveau national.

Si les moyens d'une politique de développement sont évidemment nécessaires c'est beaucoup moins un problème de capitaux et de techniques qu'un problème de définition dans toute sa complexité d'une perspective originale de ruptures et de créativité puissamment articulée aux fondements mêmes de cette civilisation par une suite d'objectifs étayés par les accumulations locales des possibles.

[Retour à la liste des illustrations](#)

Le palais de Sans-Souci,

Le dôme de l'église de Sans-Souci

[p. 171]

En aurons-nous la force et les audaces ?

*

Nous avons choisi pour illustrer cette finale du volume *Espace et Liberté* de 1982 quatre photos actuelles des vestiges d'un temps où un Roi-de-Fer fit travailler un peuple jusqu'à la fierté des peuples bâtisseurs de monuments. C'était, en ce temps-là, la mode du temps.

*

À se demander si *la force et les audaces attendues* ne réclament pas la fierté et la mobilisation des bâtisseurs (mais cette fois dans la liberté de tous et de chacun).

La citadelle du Roi Henry

[Retour à la liste des illustrations](#)

Palais de la Petite-Rivière-de-l'Artibonite,

[Retour à la liste des illustrations](#)

[p. 172]

Le marché de Jacmel à bout et au bout de 70 ans de centralisation

[Retour à la liste des illustrations](#)

Le marché de Jacmel à bout et au bout de 70 ans de centralisation

Nous rajoutons ce chapitre 10 à l'édition de 1982 pour illustrer une des manières d'utilisation du matériau engrangé de 1978 à 1982

On y questionne le mot et la chose les plus malmenés de la phase de centralisation sauvage (1915-1985) : LA RÉGION.

Mais, en moins de cinq ans là sous nos yeux les choses ont changé si rapidement pour une centralisation par emboîtement (1985.....)

[p. 173]

CHAPITRE 10 : CENTRALISATION SAUVAGE ET RÉGION

SUR LA PERTINENCE DE L'ÉCHELLE DE LA RÉGIONALISATION : LE CAS D'HAÏTI

Introduction

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

Mon projet est de tenir un discours de reproblématisation de la question régionale à l'aide d'un cas. La démarche a été celle d'une quête dans laquelle le maître mot de région s'est trouvé relevant d'une réalité passée et peut-être d'un futur possible, mais certainement pas d'un présent significatif. Cela situe immédiatement mon propos dans sa perspective : questionner le champ des concepts qui sont à la base des interventions menées au nom de ce mot dont la chose n'est plus.

En partant ainsi du cadre d'analyse proposé pour ce numéro, délimité par les notions d'espace et de développement, et de l'attente exprimée, celle de voir investir la relation entre ces termes par la notion de région, je crois que l'on peut commencer par faire l'économie de l'exercice classique d'un « état de la question de la région », qu'une production exubérante a toujours du mal à sortir du maquis conceptuel qui est le sien, pour simplement présenter ce qui m'est apparu comme une construction possible dans un cas concret ¹. Sans plus.

¹ Les avancées de ce texte prennent appui sur des travaux menés entre 1978 et 1981, du temps de mon appartenance au bureau de direction du Centre de recherches caraïbes de l'Université de Montréal (quatre titres principaux : *Atlas critique d'Haïti* [1], *Espace et liberté en Haïti*

[p. 174]

Le détour qui s'imposait peut ainsi se retracer :

1. Partir de la mise en relation de l'espace à la formation de la société, de l'État, de la nation...
2. Scander les « structures dominantes » d'une périodisation de l'espace.
3. Repérer les « entités structurantes » de l'espace de chacune des phases de cette évolution.
4. Sonder le « développement » à l'aide du nouvel arbre terminologique d'espace.

L'articulation entre les quatre points de ce cheminement peut s'énoncer ainsi : à la base de la relation de l'espace à la société il y a deux processus, les étapes de la construction d'un marché national et les modalités d'exercice des pouvoirs ; ce sont les formes du contrôle économique et de la gestion politique. Ces deux formes principales se combinent de manière différente dans leur évolution. Cette succession des combinaisons particulières scande les trois principales « structures dominantes d'espace » au long de l'histoire américaine d'Haïti : l'espace morcelé (1664-1803), l'espace régionalisé (1804-1915), l'espace centralisé (1915-1985). Le passage d'une structure dominante à l'autre donne accès à la dynamique propre de l'espace, ce qui permet de nommer l'échelle privilégiée où se déploient les contradictions de base d'un moment.

Il apparaît que la région (le pays, la province ...) n'est que l'entité structurante de l'espace régionalisé du XIX^e siècle. Il n'est de régions contemporaines dans l'espace centralisé que de survivances, renvoyant à la symbolique, et à l'imaginaire¹. Un type de processus de démocratisation et de décentralisation pourrait, peut-être, reconduire à des régions, mais il s'agirait là, dans une dynamique d'alternative politique populaire, d'un des paliers d'organisation des regroupements endogènes des masses.

Explicitons ces chaînons et leur enchaînement en adoptant comme mode d'exposition la présentation des résultats obtenus pour ensuite discuter de leurs fondements théoriques. Cette manière de procéder permet, d'une part, un accès immédiat au degré de cohésion des propositions et, d'autre part de mesurer le bien-fondé des positions.

[3], *Hispaniola, les lectures d'une carte murale* [4], et *Éloge de la pauvreté, discours de circonstance* [2]. Cette présentation rassemble des fragments sous une même problématique de façon à en extraire un questionnement propre à « l'échelle de la régionalisation ».

The Canadian journal of Regional Science / La Revue Canadienne des Sciences Régionales, V111 :2 (Summer/été 1985), 135-154.

¹ Ce qui propose une réponse au « Il faudra s'expliquer sur cette contradiction théorique, dont la résolution sera peut-être féconde » de Bernard Kayser [14, p. 227].

Les structures dominantes d'espace

Dire la relation de l'espace à la société c'est dire la société par l'espace, tentative de construction du social par une prise sous un [p. 175] angle donné : l'espace. Prise toujours incomplète, oui, mais comme le sont toutes les autres constructions par tous les concepts clés de toutes les sciences du social. Ce n'est ni plus ni moins que la quote-part de l'espace à la compréhension de l'ensemble qui est recherchée. Seulement voilà, l'espace, une fois évacué le naturalisme tenace et dominant où il était confiné¹, se donne pour l'occulté des autres discours disciplinaires sur la société. La preuve : de la Saint-Domingue coloniale à l'Haïti contemporaine se succèdent trois structures dominantes d'espace : le morcellement, la régionalisation, la centralisation.

La relation de l'espace au projet colonial des Amériques est de prolonger l'Europe de territoires sous la dominance d'un Pacte qui postule que chaque implantation locale en terre nouvelle est et doit être reliée directement à une entreprise métropolitaine, avec le minimum de liaisons sur place d'une implantation à l'autre. C'est l'ordre spatial de morcellement, le vouloir, de l'Amérique des plantations à celle des mines et des comptoirs, d'une fiction de Nouveau Monde à bâtir comme une infinité d'entreprises autarciques transférant leurs valeurs directement, et chacune pour soi, sans palier de regroupement. Les mouvements autonomistes des colons, les révoltes d'esclaves, les « perturbations » du modèle, l'émergence des indépendances mettront un terme aux espaces morcelés qui, tôt commencés, s'achèvent au XIX^e siècle.

Du local on passe à la réalisation de marchés régionaux dans le cadre de chaque territoire qu'un nouvel État doit assumer en se consolidant d'abord comme alliance régionale avant d'être pôle centralisateur. Le nouvel ordre du XIX^e siècle d'un capitalisme d'importation-exportation se réalise concrètement dans la structure dominante de régionalisation des « caudillos » et des « tierra-tenientes », de la guerre des provinces, de l'identification aux régions qui façonnent les

¹ Les vingt-cinq dernières années (1960-1985) ont été globalement la crise de passage de la géographie des sciences naturelles aux sciences sociales. La ligne d'horizon est maintenant nette et les voies à prendre claires, ce qui ne veut pas dire faciles. Cette situation est déroutante pour nombre de compagnons de route, économistes, anthropologues, sociologues, historiens, etc., qui doivent impérativement s'initier au bilan de la mutation pour voisiner avec le nouvel intronisé. Car, à nouvelle orientation, nouvel objet, nouveaux concepts, nouvelles méthodes, nouvelles cartes, etc., pour prendre place en sciences sociales. Un premier bilan des bilans : Paul Claval [15], qui initie à l'ampleur des changements ; et un premier pas vers la construction d'un arbre terminologique d'espace, le recueil d'A. Bailly [7]. De manière plus générale, au long de cette crise dont la discipline s'est sortie à coups de travaux de clarification, un pari différent, politique et scientifique, se tenait dans le Tiers monde par *l'approfondissement de cas*, jusqu'à atteindre ce que ces derniers recelaient d'universel.

Amériques en Mauricie et en Estrie, Costa montaña et Llanos, Cibao, Sud et Nord d'un même pays.

[p. 176] Au XX^e siècle, la centralisation et son processus d'unification des marchés régionaux en un marché national permet la mise au pas des velléités fédératives sous la coupole d'une oligarchie triomphante. Celle-ci rallie et intègre les forces régionales pour créer un centre métropolisateur, et se créer, par cette « république dans la République ».

Ces trois moments des structures spatiales, morcellement, régionalisation et centralisation, répondent de la relation Temps-Espace et de la relation de la dynamique sociétale interne aux effets de son intégration comme élément de l'ensemble plus vaste du projet impérial des tuteurs. La périodisation d'espace¹, en scandant les rythmes d'une histoire propre à l'espace, fonde le géographique sur cette capacité de construire à chaque moment l'articulation des formes entre elles et de travailler d'une structure à l'autre, ces passages qui permettent d'accéder à la dynamique spécifique de l'espace.

Le morcellement, 1664-1803

Dans la deuxième moitié du XVII^e siècle et pendant tout le XVIII^e siècle, les principales relations se nouent avec la France. Dès 1664, par la nomination de Bertrand d'Ogeron comme gouverneur de Saint-Domingue et le choix de la compagnie des Indes occidentales pour le peuplement de l'île, se trouvent posés, pour 150 ans, les termes d'une politique coloniale d'occupation agricole de l'espace. Les objectifs visés et les moyens pour y parvenir sont contrôlés par la métropole qui assure l'exploitation intensive des ressources par une administration directe et la souveraineté politique.

Par la traite de la main-d'œuvre noire amenée d'Afrique, la France produit aux Antilles des épices, du sucre, du café. Les denrées saint-dominguaises ont représenté plus de la moitié du commerce atlantique français au XVIII^e siècle. Cet énorme transfert des valeurs créées sur place va contribuer au développement du capitalisme en France. S'expliquent dès lors, au seul profit de la bourgeoisie commerçante métropolitaine et des colons, le superlatif de « perle des Antilles » et la réalisation d'une des structures spatiales les plus achevées de la Caraïbe : l'espace morcelé de Saint-Domingue.

¹ La périodisation est peut-être l'un des chemins privilégiés pour le travail des concepts. Dans ce cas d'illustration par l'espace haïtien, tout un mouvement se dessine dans ce sens depuis une décennie par l'apport d'économistes, d'anthropologues, de sociologues, d'historiens, d'agronomes, à l'émergence d'un nouveau paradigme. Les concepts de région, échelle, carte, terrain, forme, structure, distribution, carrefour, métropolisation, décentralisation, etc., prennent des contours plus précis par le biais de la périodisation qui s'affirme ainsi. Pour situer la production sur Haïti voir la bibliographie en deux volumes (plus de 10 000 entrées) préparée par Michel S. Laguerre [16].

[p. 177]

L'espace morcelé 1664-1803[Retour à la liste des illustrations](#)

[p. 178]

L'unité de base de la mise en valeur de la colonie est l'habitation autarcique, chacune possède ses moulins, ses meules, ses séchoirs, ses cuves. La bonne marche des travaux repose sur un atelier d'esclaves logés à même la plantation dans l'aire des cases à nègres. Dans les mornes comme dans les plaines, les milliers d'habitations, grandes ou petites, sont toutes individuellement reliées à un port d'embarquement pour l'exportation de leur production au négociant consignataire avec qui elles font affaire en France.

L'organisation de l'espace est faite de milliers de flux indépendants reliant les unités de production à leurs ports d'embarquement éparpillés le long des côtes. La carte de Saint-Domingue est un portulan tout en baies, anses, criques, promontoires, jetées, embouchures, caps. Saint-Domingue est la juxtaposition de 5000 habitations, chacune directement reliée à la France par un chemin, un port, un bateau. La ville coloniale est le lieu de transit des produits, siège de l'administration gardienne du morcellement, résidence secondaire de colons

propriétaires et refuge de marginaux de toutes sortes vivant hors d'une plantation, hors la norme coloniale.

Le morcellement, spatialité du Pacte colonial ¹, est une production d'enclaves, une représentation de chaque plantation comme appendice individualisé de la France, un territoire clos condamné à dégorger ses produits par un goulot unique et orienté vers la métropole. Ce rattachement de l'habitation coloniale à la France par fiction de prolongement, ce morcellement de l'espace comme fondement d'organisation, confine la force de travail, bien meuble, à l'isolement de chaque atelier. La rupture révolutionnaire éclate les espaces fermés pour une fusion totale, création d'une organisation ouverte, espace de l'État-Nation aux mouvements de marchandises d'une localité à l'autre, aux flux de vivres vers les lieux de marché, nœuds de convergence des rencontres, réseau des contacts culturels, économiques et politiques.

La régionalisation, 1804-1915

Par l'indépendance, en 1804, Haïti se coupe de la domination coloniale pour bâtir des relations d'importation et d'exportation avec le capitalisme commercial européen. La naissance de l'État s'accompagne de la création de groupes sociaux dominants qui se constituent par l'appropriation des terres agricoles, le contrôle des [p. 179] circuits de commercialisation et l'accaparement de l'appareil d'État. Les anciennes masses esclaves ont été contraintes de travailler sur les propriétés dont s'étaient emparés les dirigeants issus de la guerre d'indépendance. Toute une imposante armature législative, les règlements du « caporalisme agraire », a été bâtie par les différents gouvernements de la première moitié du XIX^e siècle. Elle consacrait l'asservissement personnel du paysan au propriétaire foncier et prévoyait de lourdes et sévères sanctions contre les contrevenants à cet ordre nouveau dans l'agriculture. Sans cette violence directe et soutenue, les « propriétaires » n'arriveraient pas à consacrer leurs droits de propriété, obliger les paysans à travailler pour eux et combattre la menace permanente de marronnage de la main-d'œuvre.

Vers le milieu du XIX^e siècle s'achève en bonne partie la consolidation du droit de propriété sur les domaines privés et publics et sur les parcelles distribuées, acquises ou occupées par les paysans. Entre temps d'autres factions se sont constituées dans le négoce par le contrôle des circuits de commercialisation.

¹ Il s'en faut de beaucoup que la pratique du Pacte à Saint-Domingue ait été aussi monolithique. Petits planteurs et grands planteurs, sucriers et caféiers, gens de couleur libres et petits colons, esclaves marrons conjuguèrent leurs intérêts contraires pour distendre la maille de morcellement jetée de France sur les plantations de la colonie. Blancs, libres et esclaves tirèrent chacun de leur côté jusqu'à la déchirer.

L'oligarchie qui prend naissance au cours du XIX^e siècle a pour fondement les redevances agricoles et les bénéfices de commercialisation des denrées d'exportation ; rentes et profits sont assurés par la main-mise sur l'appareil d'État, qui est aussi source importante de prévarications.

Il se développe une intense activité régionale axée sur un port d'exportation. Les onze chefs-lieux d'arrondissements financiers sont des villes côtières ouvertes au commerce extérieur. Ce sont les sièges locaux des oligarchies régionales contrôlant la production et la vente de leurs zones respectives. C'est la période historique au cours de laquelle chaque « province » fait sentir son influence. Les grandes divisions entre Nord, Sud, Ouest se subdivisent en particularismes locaux qui agissent aussi bien aux niveaux politique et militaire qu'aux niveaux commercial et économique.

L'organisation de l'espace devient régionale¹ ; chacune des onze villes portuaires abrite de puissants groupes de propriétaires terriens, de commerçants et s'active dans l'importation et l'exportation. Les réseaux de transport du café ou des bois convergent aux villes régionales. Les bourgs et les zones de production sont animés par leur port.

La régionalisation est au XIX^e siècle la structure d'aboutissement du partage de l'espace entre onze oligarchies nées autour de onze villes-ports, nœuds de contact obligé pour le commerce international.

¹ Insistons encore une fois, cela n'infirme pas les autres structurations de la formation sociale déjà mises en évidence par d'autres disciplines ; simplement, il va maintenant falloir faire place aux discours d'espace dans la construction de la formation sociale.

[p. 180]

L'espace régionalisé, 1804-1915[Retour à la liste des illustrations](#)

[p. 181]

Chacun des onze groupes dispose d'un arrière-pays fait d'un réservoir de paysans sécrétant rentes, profits, taxes, et à l'occasion troupes de guerre. Les « provinces » sont plus ou moins fortes. Leurs groupes hégémoniques s'allient, s'opposent, se combattent, et chacun d'eux se singularise par une combinaison originale de l'importance des factions foncières rurales, foncières urbaines, commerçantes, politiques, et par l'étendue de la dispersion de ces factions dans le spectre des couleurs locales, du noir au mulâtre.

Port-au-Prince, accumulant les valeurs de centralité, distance progressivement les autres pour aborder le tournant du siècle, substitution du capitalisme industriel au capitalisme marchand, en position centrale. La composition de son oligarchie, commerçante, foncière urbaine, latifundiaire, mulâtre et immigrante... sera dorénavant, elle aussi, un objet de la politique nationale ; les exacerbations des évincés de province y trouveront des thèmes de revendications.

La centralisation, 1915-1980

Dès la fin du XIX^e siècle, les É.U.A. éliminent la France du marché haïtien, réorientent à leur profit le commerce extérieur et disposent de la force de travail paysanne pour leur développement industriel, particulièrement dans les plantations sucrières américaines de Cuba et de la République Dominicaine. L'occupation d'Haïti par les Marines de 1915 à 1934 ouvre l'ère de la dépendance au capitalisme financier et industriel, l'impérialisme en réalisation. La spatialité nouvelle, la centralisation port-au-princienne, déjà perceptible dans le précédent cycle, est précipitée par un train de mesures politiques et administratives et par leurs mécanismes afférents.

De 1915 à 1921, l'occupant doit affronter sa première guérilla d'envergure au XX^e siècle. Il lui faudra toutes les ressources de destruction du moment, notamment l'aviation, pour venir à bout des paysans en armes sous la conduite des chefs locaux, dont certains grands propriétaires terriens. Les guerres Caco et Piquet sont inscrites dans la structure de régionalisation et la nouvelle centralisation devait en saper les bases par affaiblissement de la puissance politique et militaire des régions. L'objectif politique de la spatialité en formation est de restreindre les affrontements pour le pouvoir aux seules factions (contrôlables) de la capitale en gestation de la « république » de Port-au-Prince. Les champs de bataille feront place aux jeux de coulisses.

L'ordre nouveau, administratif et économique, politique et militaire, vient étayer le projet d'espace : élimination des budgets communaux au profit d'un budget national, fermeture des ports régionaux au commerce extérieur, tarifs préférentiels à Port-au-Prince, création d'une force de police à hiérarchie militaire, la

[p. 182]

L'espace centralisé, 1915-1980[Retour à la liste des illustrations](#)

[p. 183]

Garde d'Haïti, suppression de toute autorité locale des généraux « ancien temps », prise en charge par l'occupant des principaux appareils publics, banques, douanes, contributions. Les mécanismes de la centralisation sont brutalement imposés pour les décennies à venir.

L'énorme réservoir de main-d'œuvre paysanne est nécessaire comme prolétariat des industries nouvelles. Les campagnes sont vidées des cultivateurs au profit des centrales sucrières de la Caraïbe ; déplacement de population sans précédent historique puisqu'il implique en 10 ans, de 1920 à 1930, plus du quart d'une population totale de deux millions d'habitants. Une retombée notable de ces migrations forcées est de mettre fin au potentiel de guérilla paysanne.

Il est probable que la phase de transition régionale en Haïti au XIX^e siècle ait été l'une des plus longues et des plus achevées de toute la Caraïbe. Ainsi va s'expliquer au début du XX^e siècle l'originalité haïtienne du parcellaire agricole,

la « difficulté » d'établissement des plantations capitalistes, la « facilité » de création d'une diaspora et l'affermissement d'une civilisation paysanne aux remarquables modèles de production, de commercialisation, de distribution ¹.

L'attraction cumulative des services à Port-au-Prince vide les provinces des fils des oligarchies en déclin ; 1946 est aussi leur rentrée sur la scène politique circonscrite à l'urbain macrocéphale. L'origine régionale tisse encore des liens de provenance commune dans les populations métropolitaines et dans la diaspora.

La centralité est l'espace de la dépendance au capitalisme industriel et financier. Économies d'agglomération, centre de consommation, réservoir de main-d'oeuvre... tels sont les attributs indispensables à la réalisation des rentes foncières urbaines, des profits commerciaux, de la plus-value salariale, aux mains des factions dominantes.

Les transferts d'argent de la diaspora, la plus importante rubrique du produit national, est de l'ordre de 200 millions de dollars par année ; ils sont récupérés pour la plus grande part à Port-au-Prince par les loyers, les profits de commerce, la fourniture des services privés d'école, de santé, d'administration.

La « république » de Port-au-Prince s'est affirmée.

[p. 184]

Formes et dynamique d'espace

Dire l'espace, loin des évidences sensibles, en toute abstraction, c'est poser que personne n'a jamais vu l'espace. C'est là une première conséquence du passage de l'espace des sciences naturelles où il évoluait jusqu'aux années 1960, à son inclusion en sciences sociales comme bilan de sa crise de mutation des 25 dernières années. Le paradoxe n'est qu'apparent puisque personne ne songe sérieusement à « voir » l'objet que construisent les concepts de classes, de pouvoir, de production, l'idéologie, de dépendance, etc.

Des formes d'espace : l'arbre et la maille

La mise en relation de l'espace à la société pose le problème de la définition de ces formes abstraites de prise en charge d'un territoire donné par une société donnée. Les processus de construction d'un marché, jusqu'à ce qu'il devienne national, et les modalités de l'exercice des pouvoirs permettent cette saisie de la

¹ Depuis une dizaine d'années on assiste à un renversement de tendance, les travaux se donnent de plus en plus pour objet la mise à jour de la logique des pratiques de la paysannerie, des commerçants et des *maléré* de l'urbain. Cette connaissance de l'accumulation des savoir-faire est actuellement le fondement sur lequel prennent appui les explorations des voies alternatives de développement ; pour quand ce sera le temps, évidemment.

société par l'espace en dégageant les deux formes premières : l'arbre de contrôle économique et la maille de gestion politique.

La formation d'un marché actuellement national est passée par trois phases. C'est d'abord la multitude des marchés locaux de la période coloniale du XVIII^e siècle. Il y a autant d'unités qu'il y a de plantations directement reliées à la métropole. À la limite, il n'y a pas de marché saint-dominguais. Chacune des unités de production agricole obéit à l'ordre colonial d'autarcie, d'exclusive et de dépendance à un négociant consignataire de France.

Le nouvel ordre qui émerge de l'indépendance, en 1804, regroupe les entités précédentes en onze marchés centrés chacun sur une ville-port d'exportation de produits agricoles et chacun de ces onze centres est le siège d'une oligarchie qui vit de son arrière-pays. Ces villes, marchés centraux de zones d'approvisionnement bien découpées, sont à la fois l'affirmation des classes dominantes en émergence et la condition de leur existence en tant qu'oligarchies régionales.

Au XX^e siècle, Port-au-Prince achève de gagner sa course à la centralité en remodelant l'ensemble en un marché national dans lequel toutes les unités de production de tous les lieux sont reliées, plus ou moins directement, à Port-au-Prince.

Ce marché actuel, point d'aboutissement de trois siècles d'évolution, est une totalité de lieux de production, de réseaux de commercialisation et de rapports de production et de commercialisation.

La seconde forme est celle de l'exercice des pouvoirs. C'est d'abord au lieu de chaque plantation coloniale que s'érige un système privé pour maintenir l'ordre d'esclavage. Il y a bien une garnison de soldats métropolitains et un pouvoir représentatif du [p. 185] Roi de France, mais c'est autant pour prêter main forte aux polices des plantations que pour parer aux velléités autonomistes des colons et défendre Saint-Domingue de la convoitise des puissances coloniales dans la Caraïbe. La maille de base pour l'exercice du pouvoir colonial est celle que tissent les 5 000 plantations.

Au XIX^e siècle, l'État qui surgit de l'indépendance ne peut immédiatement réaliser son projet de centralisation, il lui faut le construire. Passant par des étapes de sécession, le *modus vivendi* qui finit par s'imposer est celui d'une fédération de provinces dans laquelle des partenaires, jouissant d'une autonomie relative, s'allient et se combattent au rythme d'une histoire qui voit la centralisation se renforcer de plus en plus. L'occupation américaine de 1915-1934 renforce et parachève la tendance en cours par l'élimination des armées régionales, des budgets régionaux, des marchés régionaux, des ports d'exportation des provinces au profit d'un centre unique : Port-au-Prince. C'est dans le cadre d'un découpage hiérarchisé que vont s'implanter les appareils de légitimation et de défense du nouvel ordre social et spatial strictement centré sur la capitale.

En somme, la dynamique de création de la société et de l'espace haïtien s'est accomplie par deux processus ¹, celui de la formation d'un marché avec ses répartitions, ses carrefours et ses liaisons, et celui de la pratique des pouvoirs par découpage territorial et implantation d'un complexe d'institutions hiérarchisées pour le contrôle et le conditionnement. Deux formes principales, en articulation continuelle pour assurer concrètement à une histoire de l'espace haïtien ses perspectives de connaissance.

Ce qui est essentiel à notre propos ici est de remarquer la concordance au XIX^e siècle de l'arbre et de la maille. Ces deux formes se conjuguent pour définir une situation d'espace qui n'existait pas avant et qui n'existe pas après : le phénomène régional avec ce que cela charrie de spécificités sociales, émergence d'oligarchies régionales, types de rapports concurrentiels et d'associations entre elles, relations particulières de chacune d'elles avec les modes de regroupement des masses, base d'accumulation locale du capital, etc.

¹ Pour la définition des formes et des structures, on retiendra, à la case de départ, l'interrogation de Paul Vieille [23] sur « la relation historique entre l'espace et la société globale » et sa proposition d'un « espace dominant, espace théorique, modèle vers lequel tend en chacun de ses stades de développement un mode de production, mais qui ne parvient pas à s'actualiser », ainsi que la position de Jacques Scheibling [21] : « La géographie est l'étude des formes et des structures spatiales produites historiquement et spécifiées par les modes de production ». Il restait encore à définir en toute abstraction ces formes principales, leurs rythmes particuliers, leur mode d'articulation les unes aux autres pour scander une périodisation de structures abstraites... dont la pertinence s'établirait par ce que l'espace apporte à une meilleure connaissance du social global.

[p. 186]

Graphique des formes et des structures d'espace

[Retour à la liste des illustrations](#)

Les formes mêlent leurs rythmes particuliers en un rythme général qui scande les structures.

[p. 187]

Plus généralement, il est aussi intéressant de constater que le discours sur la région prend son départ dans la deuxième crise d'orientation des études de l'espace, à la fin du XIX^e siècle, en fin d'un cycle dominé par le phénomène du régionalisme. L'acharnement mis à traiter de région tout au long de la centralisation d'espace au XX^e siècle ne montre-t-il pas, dans le champ des concepts d'espace, le retard d'une révolution ?

De la dynamique d'espace : entités et échelles

À chacun des moments historiquement déterminés de l'organisation de l'espace, il y a une entité structurante d'espace qui est l'unité de base de cette organisation. Au morcellement colonial, c'est au niveau de la plantation que prend siège la contradiction principale de la société et c'est aussi l'échelle des phénomènes qui permettent de construire Saint-Domingue comme une organisation de quelque 5 000 éléments. Dans ce cadre, l'opposition de base se joue entre le système de plantation qui fonctionne au prélèvement et l'atelier de main-d'œuvre esclave qui fonctionne à la résistance. La résolution du conflit s'est d'abord vécue au niveau de chaque plantation dans un mouvement de collusion de ces forces d'ateliers jusqu'au renversement de l'ordre de morcellement.

À la régionalisation, c'est dans le cadre des onze provinces en situation de fédération que s'opposent fondamentalement onze oligarchies en émergence et leurs onze paysanneries en réalisation. Construire l'espace du XIX^e siècle, c'est prendre en compte l'échelle des régions, découpage qui permet d'accéder à la contradiction de base intra-régionale et à la rivalité interrégionale¹. La résolution du conflit est à ce double niveau : une oligarchie arrive à recentraliser l'ensemble des prélèvements à son profit exclusif par réduction graduelle du rôle des dix autres et par la réarticulation des paysanneries en une paysannerie unique.

À la centralisation, le moment actuel, on est en face de deux situations en apparence contradictoires. D'une part l'arbre économique a intégré au profit d'un centre unique l'ensemble des unités de production, les flux sont hiérarchisés, l'État s'est lourdement centralisé et la Nation s'est affirmée tout au long de cette histoire. D'autre part les lieux des contradictions semblent éclatés². Les [p. 188] lieux-

¹ Privilégier ainsi des objets d'espace d'échelles différentes ne signifie pas que les autres échelles, englobées ou englobantes, soient insignifiantes. Elles fournissent d'autres niveaux d'explication en procédant à des regroupements ou à des décompositions des objets principaux d'étude. Nous dégageons donc ceci : *à chaque structure dominante d'espace, une échelle particulière devient déterminante pour la construction de l'ensemble des phénomènes d'espace d'une société.*

² D'où la difficulté de la question d'échelle en structure spatiale de centralisation. De la taxonomie de Tricart [22] en 1965, intégrant espace et temps en géomorphologie, au « transfert » (sans malice) par Brunet [9] en 1969 de cette taxonomie en géographie humaine,

sièges des mouvements sociaux de résistance, de survie sont partout, dans l'urbain comme dans le rural, à l'échelle d'un pays entier. La maille d'organisation n'a plus du tout la même signification, ce n'est plus qu'un simple découpage de paliers (départements, arrondissements, communes) de gestion de la centralité, vidés de leur signification antérieure d'autonomie.

On ne retrouve donc plus ces identités nettes que furent la plantation du « morcellement » ou la région de la « régionalisation », mais un ensemble de *noyaux* ruraux et urbains de défavorisés en résistance et les *réseaux* centralisés de prélèvements au service des classes hégémoniques et de l'État. L'hypothèse de travail est que le lieu de la contradiction principale de cette structure d'espace centralisé se situe dans l'ensemble complexe des *réseaux de prélèvements* de produits et de force de travail et des *noyaux de résistance* en création continuelle de stratégies de survie à la campagne et en ville.

Nous touchons à l'existence d'un phénomène d'un type nouveau, non réductible à une somme d'individus et non identifiable mécaniquement à une classe sociale, les noyaux de résistance que nomment les maîtres mots des groupes dans le travail, la production, la commercialisation, la distribution, la consommation, le logement... mais encore dans toutes les dimensions du champ culturel. Le paysan, la marchande, le *djoueur* se perçoit dans ces cadres collectifs de résistance aux oppressions ¹.

Les deux voies de résolution du conflit sont, d'une part, la tendance en cours à la désarticulation des noyaux comme palier de [p. 189] regroupement pour une confrontation directe d'une force de travail émiettée face au capital structuré et centralisé et, d'autre part, et ce serait cela le développement (et la rupture), le renforcement volontaire de ces noyaux dans leur capacité de collusion en contraignant le capital et les pouvoirs à s'articuler à ces regroupements.

avec en plus l'évacuation du temps, son utilisation par Dollfus [13] en 1970, jusqu'à Lacoste [15] en 1980, qui tente d'y réintroduire l'État, c'est une dérivation des sciences naturelles qui fait problème. Racine [19] tentera en 1981 une sortie de la taxonomie comme non pertinente en sciences sociales, et Damette et Scheibling [12] proposeront en 1984 de revenir au cadre de la formation sociale pour travailler le concept d'échelle... L'approche par les *structures dominantes d'espace* et les *entités structurantes d'espace* permet, dans l'approfondissement d'un cas, de voir comment repositionner ces questions d'échelle et de région, concepts opératoires pour les cas de figure passés. Mais, en situation de centralisation, il peut sembler nécessaire de produire d'autres concepts, ou de les définir différemment, pour rendre compte d'une réalité qui a changé.

¹ Il est remarquable que l'économie spatiale, dans son approfondissement d'un cas, parvienne aux mêmes difficultés d'échelle de l'entité structurante d'espace en situation de centralisation, produise globalement des hypothèses rapprochées de « macro-unités », redéfinisse l'échelle comme un « niveau à complexité variable des phénomènes en interaction » et pense l'alternative en focalisant sur ces « macro-unités » d'un type nouveau (voir Philippe Rouzier [20]). Et tout aussi remarquable que le vigoureux déblayage théorique de Willy Apollon [5;6] sur la symbolique, le langage, le culturel parvienne à une rupture avec « l'import (de concepts) / l'export (de conclusions) » pour dégager ces formes occultées d'agrégation dont doivent rendre compte les analyses des faits sociaux et ethnologiques.

La régionalisation, quelle régionalisation ?

La région avec ses attributs politiques et économiques d'une fédération de provinces n'est plus. Vouloir la reconstituer, se débattre pour prolonger sa survie, envisager toute une gamme de recettes de développement régional intégré... est anachronique si le fondement même de ce dépérissement, la structure spatiale de centralisation dans ses attributs économiques et politiques, n'est pas remis en cause. On ne peut à la fois être fermement fédéré et violemment centralisé. Plus grave, la plupart des interventions classiques sur la région se conduisent directement ou indirectement au profit de la centralisation.

Cependant il ne s'est pas déroulé un long siècle de structure dominante régionalisée sans que subsistent des traces, des sédimentations de tous ordres, des appartenances qui refusent de s'effriter. Le phénomène de la diaspora, un million d'Haïtiens hors pays, en est un révélateur privilégié. Un peu partout dans les nouveaux lieux d'implantation s'organisent sous une base régionale des regroupements ayant explicitement pour projet d'intervenir aux lieux d'appartenance provinciale. Passéisme ? Pas aussi simple que cela.

Alors, la régionalisation ?

Elle n'est possible que dans un quatrième cas de figure des structures dominantes d'espace, celui qui articulerait décentralisation, démocratisation, démarginalisation en posant que la décentralisation est la composante spatiale de la démocratisation, qui est un processus de démarginalisation.

La décentralisation est essentiellement une nouvelle répartition des pouvoirs entre l'État d'échelle nationale et les collectivités aux formes multiples d'échelles différentes ; ce à quoi nous conduisait la question de la dynamique d'espace en centralité et sa lecture en noyaux de résistance et réseaux de prélèvements. C'est donc avant tout une révision politique qui suppose les révisions financières et économiques de sa réalisation. En aucun cas il ne s'agit d'une simple relocalisation administrative de services ou d'un déplacement territorial des appareils concentrés à Port-au-Prince, mais plutôt c'est le fait de penser la démocratisation de la société dans les instances et paliers efficaces d'organisation qui sont actuellement là, sédimentés par la vie collective dans les noyaux.

[p. 190]

Il ne sera de développement que si l'on commence par prendre en considération les noyaux qui ont été investis par les masses haïtiennes : bourgs-jardins et compagnonnages, tronçons de commercialisation, marchés-carrefours, habitats de bidonvilles, éventaires de trottoirs, commerces de vivres... en somme,

les dizaines de construits de résistance ¹. Dans la dynamique des noyaux, ce n'est plus l'individu qui prime, ni la somme des individus, mais l'entité globale qui remplit efficacement ses multiples fonctions de production, de consommation, d'échange, assurant vie et survie collective. Son efficacité vient non seulement de son organisation sociale et spatiale mais aussi de sa capacité d'évoluer, de s'adapter, de se transformer.

La régionalisation est, à l'horizon, un palier de regroupement de ces entités de base de la vie collective. Leur étude systématique a commencé dans la perspective d'une prise en charge des noyaux de résistance dans la construction théorique de la réalisation d'une société dans son espace. Ce qui revient à renverser la trajectoire des discours ² pour comprendre de « l'intérieur » l'exploitation agricole, le marché, le commerce, le logement, le transport par [p. 191] sentier, les quartiers des villes, les bourgs-jardins, les sections rurales, les organisations de travail, le religieux, le familial, la parenté et l'alliance, etc. Un autre champ théorique, d'autres méthodes d'analyse, d'autres instrumentations sont ainsi à l'épreuve.

Soulignons que nous avons une triple inquiétude. Primo, une alternative de développement est à fonder principalement, mais non exclusivement, sur les noyaux de résistance des masses ; d'où des choix continuels de ce qui est jugé utilisable. Secundo, il existe à l'intérieur même des noyaux toute une série de rapports de domination à questionner, car dans ce monde tellement défavorisé les affrontements sont d'une grande violence ; il faut éviter de laisser croire dans une

¹ Il faut dresser un constat de carence des théories du développement dès que l'on recherche un statut théorique aux « noyaux de résistance » comme ceux qu'ont produits les masses haïtiennes qui, elles, se perçoivent clairement dans ces cadres collectifs de résistance à l'oppression (des prélèvements entre autres). Ces entités n'ont pourtant aucun titre d'existence dans les théories du développement, quels que soient par ailleurs leurs disciplines de parrainage et le cadre d'analyse choisi. Telle est l'essence des démonstrations d'un Rouzier [20] et d'un Apollon [5;6], mais aussi le sens de l'œuvre en réalisation des Laennec Hurbon, du collectif Madian-Salagnac, des contributeurs aux publications de l'institut interaméricain des sciences agricoles de l'O.E.A., etc. Ce seraient les premiers ébranlements de l'irruption du concept d'espace et de son arbre terminologique dans les champs des sciences sociales et du développement. En Haïti, « l'espace » va bien au point d'être en passe de devenir un des concepts pivots de la quête (d'alternatives) transdisciplinaire.

² D'un strict point de vue épistémologique, la construction d'une réalité de sous-développement a toujours livré le regard des centres sur leurs périphéries et celui des dominants sur leurs dominés. Était-il possible de procéder autrement, de parvenir à une lecture qui serait propre aux défavorisés sur eux-mêmes et sur les autres ? En somme, à un « renversement de trajectoire dans les discours », dont le point d'ancrage passerait des centres aux périphéries et, dans les périphéries, des nantis aux démunis ? Cette aventure toute nouvelle de la science (et du politique) est porteuse d'une nouvelle problématisation par l'écoute des sans-voix, le clerc devenant traducteur de cette parole autre, constructeur de cette logique autre. Pour ne citer que des jalons, quatre travaux récents dans la Caraïbe, originant de disciplines différentes (l'agronomie avec le collectif Madian-Salagnac [11], l'économie avec Antoine Bory [8], la géographie avec Romain Paquette [18] et l'anthropologie avec Sidney W. Mintz [17]), tentent une réévaluation de la logique des pratiques dites « marginales » et convergent tous vers ce point d'horizon que c'est par les « marges » que passera le débordement des tendances actuellement dominantes.

quelconque pureté originelle des classes paysannes, marchandes, *djobeuses* tout en leur créditant les adaptations de base de la société. Tertio, les noyaux de résistance étant des structures de gestion de la pauvreté des masses, il existe certainement des seuils et des limites à leur pleine institutionnalisation ; seule la pratique enseignera jusqu'où ne pas aller trop loin.

Références

1. Anglade, Georges. *Allas critique d'Haïti*. Centre de recherches caraïbes et Erce, décembre 1982.
2. Anglade, Georges. *Éloge de la pauvreté, discours de circonstance*. Erce, décembre 1983.
3. Anglade, Georges. *Espace et liberté en Haïti*. Centre de recherches caraïbes et Erce, décembre 1983.
4. Anglade, Georges. *Hispaniola, les lectures d'une carte murale*. Erce et Université catholique Madre y Maestra de Santiago, R.D., décembre 1982.
5. Apollon, Willy. « L'espace Vaudou, dans *Alternatives caraïbes*, vol. 1, n° 1, 1979, p. 81-98.
6. Apollon, Willy. *L Vaudou, un espace pour les Voir*. Paris, Galilée, 1976.
7. Bailly, A. et al. *Les Concepts de la géographie humaine*. Masson, juin 1984.
8. Bory, Antoine, « Crise de la société, crise de la pensée aux Antilles », *Présence africaine*, 1981, p. 27-51.
9. Brunet, R. « Le quartier rural, structure régionale », *Revue de géographie de Pyrénées et du sud-ouest*, tome 40, 1969, p. 81-100.
10. Claval, Paul. *Géographie humaine et économique contemporaine*. PUF, 1984.
11. Collectif Madian-Salagnac. « Espace rural et société agraire en transformation », *Recherches haïtiennes*, n° 2, I.F. Haïti, décembre 1980.
[p. 192]
12. Damette, F. et J. Scheibling. « Vingt ans après : la géographie et sa crise ont la vie dure, *La Pensée*, n° 239, 1984, p. 21-29.
13. Dollfus, O. *L'Espace géographique*. PUF, « Que sais-je ? », 1970.
14. Kayser, Bernard. « La région, revue et corrigée », *Hérodote*, n°s 33-34, 2^e et 3^e trimestre 1984, p. 222-229.
15. Lacoste, Y. *Unité et diversité du Tiers Monde*. Maspero, tome I, 1980.
16. Laguerre, Michel S. *Complete Haitiana : A Bibliographic Guide to the Scholarly literature, 1900-1980*. Berkeley, Kraus International Publications, 1982, 2 volumes.

17. Mintz, Sidney W., « Reflexions on Caribbean peasantries », *New West Indian Guide*, vol. 57, n^{os} 1-2, 1983, p. 1-17.
18. Paquette, Romain. *Désengagement paysan et sous-production alimentaire*. Presses de l'Université de Montréal, 1982.
19. Racine, J.-B. *et al. Problématiques de la géographie*. PUF, 1981.
20. Rouzier, Philippe. *Échange et développement*. Presses de l'Université d'Ottawa, 1981.
21. Scheibling, Jacques. « Débats et combats sur la « crise » de la géographie », *La Pensée*, n° 194, 1977, p. 41-56.
22. Tricart, J. *Principes et méthode de géomorphologie*. Masson, 1965.
23. Vieille, Paul. « L'espace global du capitalisme d'organisation », *Espaces et sociétés*, n 12, 1974, p. 3-32.

[p. 193]

Prospective I (1982) * :

espace et liberté

[Retour au sommaire](#)

[Retour à la table des matières commentée](#)

À revoir les jalons du chemin suivi, à relire les thèmes abordés, il me semble, qu'en deux mots, nous nous débattons pour qu'espace et liberté puissent un jour aller ensemble en Haïti. On en est encore suffisamment loin pour que coiffer un itinéraire de ce titre, dise l'urgence de fixer ce point d'horizon vers lequel faire converger les raccourcis que nous devons frayer.

Kalkil pa-m, si nou tout met men, nap rive bay kichòy. Fò nou di tou, ke si nou te mal pou nou met tèt ansanm, lakoz le plis mank lide ke mank kouray. Trase dekoupe se lan tèt sa fèt, jarèt ak ponyèt vi-n indispensable apre. San kalkile, San mezire, kouri fonsse pa janm mennen lwen.

Prospective II (1990) ** :

la relance des régions

La mort annoncée des régions
par effet d'extrême métropolisation n'a pas eu lieu
La chronique de leurs agonies, tôt commencée en ce siècle de
centralisation, vient de subir un coup d'arrêt.

À l'évidence une mutation de structure
née de ces excès mêmes des accumulations en un seul centre
est en cours jusqu'à redonner au concept de région
une nouvelle actualité.

Drôle de fortune donc que celle de ce mot qui
après un temps de plénitude au siècle dernier de la régionalisation
n'aura été qu'un mirage allant s'estompant
à mesure qu'avancait le vingtième siècle de la centralisation,
avant de se gonfler à nouveau
des attentes que l'on désespérait de lui voir enfin tenir
en ce passage au prochain siècle

* Page 143 de Espace et liberté en Haïti, 1982.

** Page 7 du rapport préliminaire *La relance des régions*, 1989.

où se profile une autre manière de centralisation.
 Si le mot est ancien, la chose n'en est pas moins nouvelle
 en ce que les conditions du moment présent offrent
 pour la première fois depuis fort longtemps
 les possibilités d'une échappée des régions
 vers un peu plus d'autonomie et un peu plus d'intégration.
 La mort annoncée des régions pourrait donc ne pas avoir lieu
 si les signes actuels de cette possible relance
 sont justement interprétés et adéquatement organisés.

[p. 194]

textes

- "Le déclin et l'espoir" au *Centre d'Études et de Coopération Internationale/CECI*, entrevue avec Ernst Verdieu, mai 1981, 21 pages
- "Les poissons d'avril – Le point sur la situation politique, économique et sociale en Haïti" à *Radio Canada*, Émission "Aux Vingt heures" avec Yvon Leblanc, lundi 3 avril 1978
- "La raison d'espace – L'émergence d'une géographie critique" à *York University de Toronto-Collège de Glendon* à l'invitation de Alain Beaudot, 23 octobre 1980
- "Le pays profond" dans *La Revue Environnement Africain* à l'invitation de Jean Benoist, n° spécial sur la Caraïbe, 1978, pp.95-122
- "Le risque et la chance" à *L'Association des Géographes du Québec*, sous la Présidence de Luc Loslier, Colloque ACFAS mai 1978
- "Paroles de géographe" disque *Radio Canada International* avec Ousseynou Diop, long-jeu 33 tours n° F751, 1977
- "Kreyòl pale, kreyòl konprann" dans la Revue *SEL* à l'invitation de William Smarth, n°s 30-31 et 33-34, pp.14-19 et 20-28, 1977
- "Changer le lieu du discours" au *Centre d'Études et de Coopération Internationale* avec Kambayi Bwatshia, "Culture et Société en Haïti", mai 1981, pp.16-18
- "Créoles et développement" au *Comité International des Études Créoles* invité par Jean-Claude Castelain, Océan Indien, 20-27 mai 1979
- "Le créole aux Seychelles" dans *Le Bulletin de la Maison d'Haïti* avec Adeline Chancy, vol. 3, n° 5, p.3, 1979
- "Légende pour dire la nouvelle carte d'Haïti" dans la Revue *Lambi* avec Max Charlier, p.8, mai-juin 1979
- "Pour les morts" dans *Haïti Observateur* à l'invitation de Léo Joseph, 20-27 janvier 1978, p.11

- "Pour la géographie" dans *Les Cahiers de Géographie du Québec* dont Jean Raveneau, secrétaire, Éditorial, vol.22, n° 55, avril 1978
- "Le discours communautaire" aux *Presses de l'Université du Québec* dirigées par Thomas Déri, texte de la page 4 couverture de "Les Haïtiens au Québec" par Paul Déjean, PUQ octobre 1978
- "La présence étrangère en Haïti" dans la Revue *Relations* avec Albert Baudry s.j., juillet-août 1980, pp.203-205
- "Un espace à inventer" dans la Revue *Alternatives Caraïbes* dirigée par Charles David, décembre 1979, pp.55-61
- "Vers l'alternative" à *L'Université des Travailleurs de l'Amérique Latine* invité de Leslie F. Manigat, Conférence technique "Haïti et ses problèmes", UTAL 14-19 juillet, Caracas 1980
- "Sur la pertinence de l'échelle de la régionalisation-Haïti" *The Canadian Journal of Regional Science/La Revue Canadienne des Sciences Régionales*, VIII : 2, été 1985, pp.135-154
- "La relance des Régions", exergue du rapport préliminaire du même nom, page 7. *Ministère du Plan...* automne 1989